

The Agreement was  
previously published as  
Cmnd. 5984

UNIVERSAL  
POSTAL UNION



Treaty Series No. 59 (1976)

# Postal Parcels Agreement

[with Final Protocol and Detailed Regulations]

Lausanne, 5 July 1974

[The United Kingdom notification of approval  
was deposited on 23 February 1976]

*Presented to Parliament  
by the Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs  
by Command of Her Majesty  
August 1976*

LONDON  
HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE  
£3-10 net

Cmnd. 6536

## **CONTENTS**

	<i>French Text Page</i>	<i>English Translation Page</i>
1. Postal Parcels Agreement	3	147
2. Final Protocol to Postal Parcels Agreement	60	182
3. Detailed Regulations for implementing Postal Parcels Agreement	77	199
4. List of Forms	113	233
5. Ratifications and Approvals	—	266

*NOTE: Italicised material in English indicates changes introduced by the 1974 Lausanne Congress of the Universal Postal Union.*

# ARRANGEMENT

## CONCERNANT

# LES COLIS POSTAUX

## TABLE DES MATIÈRES

### DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Art.

1. Objet de l'Arrangement
2. Colis postaux
3. Exploitation du service par les entreprises de transport
4. Catégories de colis
5. Coupures de poids

### TITRE I

#### TAXES ET DROITS

6. Composition des taxes et des droits

### CHAPITRE I

#### TAXES PRINCIPALES ET SURTAXES AÉRIENNES

7. Taxes principales
8. Surtaxes aériennes

### CHAPITRE II

#### TAXES SUPPLÉMENTAIRES ET DROITS

##### SECTION 1

###### TAXES VISANT CERTAINES CATÉGORIES DE COLIS

9. Colis exprès
10. Colis francs de taxes et de droits
11. Colis avec valeur déclarée
12. Colis fragiles. Colis encombrants

##### SECTION II

###### TAXES ET DROITS VISANT TOUTES LES CATÉGORIES DE COLIS

13. Taxes supplémentaires
14. Tarif
15. Droits

**SECTION III  
FRANCHISE POSTALE**

**Art.**

- 16. Colis de service
- 17. Colis de prisonniers de guerre et internés

**TITRE II  
EXÉCUTION DU SERVICE**

**CHAPITRE 1  
CONDITIONS D'ADMISSION**

**SECTION I**

**CONDITIONS GÉNÉRALES D'ADMISSION**

- 18. Conditions d'acceptation
- 19. Interdictions
- 20. Limites de dimensions
- 21. Traitement des colis acceptés à tort
- 22. Instructions de l'expéditeur au moment du dépôt

**SECTION II  
CONDITIONS PARTICULIÈRES D'ADMISSION**

- 23. Colis avec valeur déclarée
- 24. Colis francs de taxes et de droits

**CHAPITRE 11  
CONDITIONS DE LIVRAISON ET DE RÉEXPÉDITION**

**SECTION I**

**LIVRAISON**

- 25. Règles générales de livraison. Délais de garde
- 26. Livraison des colis exprès
- 27. Avis de réception
- 28. Non-livraison au destinataire
- 29. Renvoi à l'origine des colis non livrés
- 30. Abandon par l'expéditeur d'un colis non livré

**SECTION II  
RÉEXPÉDITION**

- 31. Réexpédition par suite de changement de résidence du destinataire ou par suite de modification d'adresse
- 32. Colis parvenus en fausse direction et à réexpédier
- 33. Renvoi à l'origine des colis acceptés à tort
- 34. Renvoi à l'origine par suite de suspension de service

### CHAPITRE III DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

- Art.**
- 35. Inobservation par une Administration des instructions données
  - 36. Colis contenant des objets dont la détérioration ou la corruption prochaines sont à craindre
  - 37. Retrait. Modification ou correction d'adresse
  - 38. Réclamations

### TITRE III RESPONSABILITÉ

- 39. Principe et étendue de la responsabilité des Administrations postales
- 40. Non-responsabilité des Administrations postales
- 41. Responsabilité de l'expéditeur
- 42. Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales
- 43. Paiement de l'indemnité
- 44. Remboursement de l'indemnité à l'Administration ayant effectué le paiement
- 45. Récupération éventuelle de l'indemnité sur l'expéditeur ou sur le destinataire

### TITRE IV QUOTES-PARTS REVENANT AUX ADMINISTRATIONS. ATTRIBUTION DES QUOTES-PARTS

#### CHAPITRE I QUOTES-PARTS

- 46. Quote-part territoriale de départ et d'arrivée
- 47. Quote-part territoriale de transit
- 48. Réduction ou majoration de la quote-part territoriale de départ et d'arrivée
- 49. Quote-part maritime
- 50. Réduction ou majoration de la quote-part maritime
- 51. Application de nouvelles quotes-parts à la suite de modifications imprévisibles d'acheminement
- 52. Taux de base et calcul des frais de transport aérien
- 53. Frais de transport aérien des colis-avion perdus ou détruits
- 54. Quote-part d'arrivée exceptionnelle

#### CHAPITRE II ATTRIBUTION DES QUOTES-PARTS

- 55. Principe général
- 56. Colis de service. Colis de prisonniers de guerre et internés

### TITRE V DISPOSITIONS DIVERSES

- 57. Application de la Convention
- 58. Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement et son Règlement d'exécution
- 59. Colis à destination ou en provenance de pays ne participant pas à l'Arrangement

**TITRE VI  
DISPOSITIONS FINALES**

Art.

60. Mise à exécution et durée de l'Arrangement

**PROTOCOLE FINAL DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT  
LES COLIS POSTAUX**

- I. Transit
- II. Quotes-parts territoriales exceptionnelles
- III. Distance moyenne pondérée de transport des colis en transit
- IV. Quotes-parts maritimes
- V. Quotes-parts supplémentaires
- VI. Tarifs spéciaux
- VII. Taxes supplémentaires
- VIII. Retrait. Modification ou correction d'adresse
- IX. Exceptions au principe de la responsabilité
- X. Dédommagement
- XI. Non-responsabilité de l'Administration postale

# ARRANGEMENT CONCERNANT LES COLIS POSTAUX

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union, vu l'article 22, § 4, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, d'un commun accord et sous réserve de l'article 25, § 3, de ladite Constitution, arrêté l'Arrangement suivant:

## DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

### **Article premier**

#### **Objet de l'Arrangement**

Le présent Arrangement régit l'échange des colis postaux entre les pays contractants.

### **Article 2**

#### **Colis postaux**

1. Des envois dénommés « colis postaux » dont le poids unitaire ne peut dépasser 20 kilogrammes peuvent être échangés soit directement, soit par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs pays.
2. L'échange des colis postaux excédant 10 kilogrammes est facultatif.
3. Par dérogation aux §§ 1 et 2, les colis postaux relatifs au service postal et visés à l'article 16 peuvent atteindre le poids maximal de 30 kilogrammes.
4. Dans le présent Arrangement, dans son Protocole final et dans son Règlement d'exécution, l'abréviation « colis » s'applique à tous les colis postaux.

### **Article 3**

#### **Exploitation du service par les entreprises de transport**

1. Tout pays dont l'Administration postale ne se charge pas du transport des colis et qui adhère à l'Arrangement a la faculté d'en faire exécuter les clauses par les entreprises de transport. Il peut, en même temps, limiter ce service aux colis en provenance ou à destination de localités desservies par ces entreprises.
2. L'Administration postale de ce pays doit s'entendre avec les entreprises de transport pour assurer la complète exécution, par ces dernières, de toutes les clauses de l'Arrangement, spécialement pour organiser le service d'échange. Elle leur sert d'intermédiaire pour toutes leurs relations avec les Administrations des autres pays contractants et avec le Bureau international.

## Article 4

### Catégories de colis

1. Le « colis ordinaire » est celui qui n'est soumis à aucune des formalités spéciales prescrites pour les catégories qui sont définies aux §§ 2 et 3.
2. Est dénommé:
  - (a) « colis avec valeur déclarée », tout colis qui comporte une déclaration de valeur;
  - (b) « colis franc de taxes et de droits », tout colis pour lequel l'expéditeur demande à prendre en charge la totalité des taxes postales et des droits dont le colis peut être grevé à la livraison; cette demande peut être faite lors du dépôt; elle peut également être faite postérieurement au dépôt jusqu'au moment de la livraison au destinataire, sauf dans les pays qui ne peuvent accepter cette procédure;
  - (c) « colis remboursement », tout colis grevé de remboursement et visé par l'Arrangement concernant les envois contre remboursement,
  - (d) « colis fragile », tout colis contenant des objets pouvant se briser facilement et dont la manipulation doit être effectuée avec un soin particulier;
  - (e) « colis encombrant »:
    - 1<sup>o</sup> tout colis dont les dimensions dépassent les limites fixées à l'article 20, § 1, ou celles que les Administrations peuvent fixer entre elles;
    - 2<sup>o</sup> tout colis qui, par sa forme ou sa structure, ne se prête pas facilement au chargement avec d'autres colis ou qui exige des précautions spéciales;
    - 3<sup>o</sup> à titre facultatif, tout colis conforme aux conditions prévues à l'article 20, § 4;
  - (f) « colis de service », tout colis relatif au service postal et échangé dans les conditions prévues à l'article 16;
  - (g) « colis de prisonniers de guerre et internés », tout colis destiné aux prisonniers et aux organismes visés à l'article 16 de la Convention ou expédié par eux.
3. Est appelé, selon le mode d'acheminement ou de livraison:
  - (a) « colis-avion », tout colis admis au transport aérien entre deux pays;
  - (b) « colis exprès », tout colis qui, dès l'arrivée au bureau de destination, doit être livré à domicile par porteur spécial ou qui, dans les pays dont les Administrations n'assurent pas la livraison à domicile, donne lieu à la remise, par porteur spécial, d'un avis d'arrivée; toutefois, si le domicile du destinataire est situé en dehors de rayon de distribution locale du bureau d'arrivée, la livraison par porteur spécial n'est pas obligatoire.
4. L'échange des colis « avec valeur déclarée », « francs de taxes et de droits », « remboursement », « fragiles », « encombrants », « avion » et « exprès » exige l'accord préalable des Administrations d'origine et de destination.

5. Pour l'échange des colis « avec valeur déclarée » (transportés à découvert), des colis « fragiles » et « encombrants », les Administrations intermédiaires doivent, en outre, marquer leur assentiment pour l'acheminement en transit.

### **Article 5**

#### **Coupures de poids**

1. Les colis définis à l'article 4 comportent les coupures de poids suivantes:

au-dessus de	jusqu'à 1 kilogramme
au-dessus de 1	jusqu'à 3 kilogrammes
au-dessus de 3	jusqu'à 5 kilogrammes
au-dessus de 5	jusqu'à 10 kilogrammes
au-dessus de 10	jusqu'à 15 kilogrammes
au-dessus de 15	jusqu'à 20 kilogrammes.

2. Les pays qui, à cause de leur régime intérieur, ne peuvent adopter le type de poids métrique décimal, ont la faculté de substituer aux coupures de poids prévues au § 1 les équivalents suivants (en livres avoir-dupois):

au-dessus de	jusqu'à 1 kg	jusqu'à 2 lb
au-dessus de 1	jusqu'à 3 kg	2 – 7 lb
au-dessus de 3	jusqu'à 5 kg	7 – 11 lb
au-dessus de 5	jusqu'à 10 kg	11 – 22 lb
au-dessus de 10	jusqu'à 15 kg	22 – 33 lb
au-dessus de 15	jusqu'à 20 kg	33 – 44 lb.

## **TITRE I**

### **TAXES ET DROITS**

#### **Article 6**

#### **Composition des taxes et des droits**

1. Les taxes et les droits que les Administrations sont autorisées à percevoir sur les expéditeurs et les destinataires de colis postaux sont constitués par les taxes principales définies à l'article 7 et, le cas échéant, par:

- (a) les surtaxes aériennes visées à l'article 8;
- (b) les taxes supplémentaires visées aux articles 9 à 14;
- (c) les taxes et droits visés aux articles 29, § 3, et 31, § 6;
- (d) les droits visés à l'article 15.

2. Sauf les cas prévus par le présent Arrangement, les taxes sont conservées par l'Administration qui les a perçues.

## CHAPITRE I

### TAXES PRINCIPALES ET SURTAXES AÉRIENNES

#### Article 7

##### **Taxes principales**

1. Les Administrations établissent les taxes principales à percevoir sur les expéditeurs.

2. Les taxes principales doivent être en étroite relation avec les quotes-parts et, en règle générale, leur produit ne doit pas dépasser dans l'ensemble les quotes-parts que les Administrations sont autorisées à réclamer et qui sont prévues aux articles 46 à 51 et 54.

#### Article 8

##### **Surtaxes aériennes**

1. Les Administrations établissent les surtaxes aériennes à percevoir pour l'acheminement des colis par la voie aérienne. Elles ont la faculté d'adopter, pour la fixation des surtaxes, des échelons de poids inférieurs à la première coupure de poids.

2. Les surtaxes doivent être en étroite relation avec les frais de transport et, en règle générale, leur produit ne doit pas dépasser, dans l'ensemble, les frais à payer pour ce transport.

3. Les surtaxes doivent être uniformes pour tout le territoire d'un même pays de destination, quel que soit l'acheminement utilisé.

## CHAPITRE II

### TAXES SUPPLÉMENTAIRES ET DROITS

#### SECTION 1

##### **TAXES VISANT CERTAINES CATÉGORIES DE COLIS**

#### Article 9

##### **Colis exprès**

1. Les colis exprès sont passibles d'une taxe supplémentaire appelée « taxe d'exprès » et dont le montant fixé à 1,60 franc au maximum est acquitté complètement et à l'avance au moment du dépôt, même si le colis ne peut être distribué par exprès, mais seulement l'avis d'arrivée.

2. Lorsque la remise par exprès entraîne pour l'Administration de destination des sujétions spéciales en ce qui concerne soit la situation du domicile du destinataire, soit le jour ou l'heure d'arrivée au bureau de destination, la remise du colis et la perception éventuelle d'une taxe complémentaire sont réglées par

les dispositions relatives aux colis de même nature du régime intérieur. Cette taxe complémentaire reste exigible même si le colis est renvoyé à l'origine ou réexpédié.

3. Si la réglementation de l'Administration de destination le permet, les destinataires peuvent demander au bureau de distribution, sous réserve de ce qui est prévu au § 1, que les colis qui leur sont destinés soient livrés par exprès dès leur arrivée. Dans ce cas, l'Administration de destination est autorisée à percevoir, au moment de la distribution, la taxe applicable dans son service intérieur.

## Article 10

### **Colis francs de taxes et de droits**

1. Les colis francs de taxes et de droits sont passibles d'une taxe dite « taxe pour franchise à la livraison » dont le montant est fixé à 2 francs par colis au maximum. Cette taxe s'ajoute à la taxe de présentation à la douane visée à l'article 14, lettre (b); elle est perçue à titre de commission sur l'expéditeur au profit de l'Administration de destination. En outre, l'Administration d'origine a la faculté de percevoir sur l'expéditeur une taxe supplémentaire de 2 francs au maximum, qu'elle garde comme rémunération pour les services fournis dans le pays d'origine.

2. Lorsque la franchise à la livraison est demandée postérieurement au dépôt du colis, une taxe pour demande de franchise à la livraison est perçue sur l'expéditeur au moment de la présentation de la demande. Cette taxe dont le montant est fixé à 3 francs au maximum est perçue au profit de l'Administration d'origine; elle s'ajoute à la surtaxe aérienne ou à la taxe du télégramme si l'expéditeur a exprimé le désir que sa demande soit transmise par la voie aérienne ou télégraphique.

## Article 11

### **Colis avec valeur déclarée**

1. Les colis avec valeur déclarée donnent lieu à la perception sur l'expéditeur et à l'avance des taxes ci-après:

- (a) taxes autorisées dans le présent titre;
- (b) à titre facultatif, taxe d'expédition ne dépassant pas la taxe de recommandation fixée à l'article 21, lettre (n), de la Convention ou taxe correspondante du service intérieur si celle-ci est plus élevée ou, exceptionnellement, taxe de 3 francs au maximum;
- (c) taxe ordinaire d'assurance: au maximum 1 franc par 200 francs ou fraction de 200 francs déclarés, ou 1/2% de l'échelon de valeur déclarée.

2. En outre, est autorisée la perception, par les Administrations qui acceptent de couvrir les risques pouvant découler du cas de force majeure, d'une « taxe pour risques de force majeure » à fixer de manière que la somme totale formée par cette taxe et la taxe ordinaire d'assurance ne dépasse pas le maximum prévu au § 1, lettre (c).

3. Les Administrations peuvent en outre percevoir sur les expéditeurs ou les destinataires les taxes spéciales prévues par leur législation intérieure pour les mesures exceptionnelles de sécurité prises à l'égard des colis avec valeur déclarée.

## Article 12

### **Colis fragiles. Colis encombrants**

1. Les colis fragiles et les colis encombrants sont passibles d'une taxe supplémentaire égale à 50 % de la taxe principale. Si le colis est fragile et encombrant, la taxe supplémentaire susvisée n'est perçue qu'une seule fois. Toutefois, les surtaxes aériennes relatives à ces colis ne subissent aucune majoration.

2. La taxe totale est arrondie au demi-décime supérieur s'il y a lieu.

## SECTION II

### TAXES ET DROITS VISANT TOUTES LES CATÉGORIES DE COLIS

## Article 13

### **Taxes supplémentaires**

Les Administrations sont autorisées à percevoir les taxes supplémentaires suivantes:

- (a) taxe de présentation à la douane, perçue par l'Administration d'origine; en règle générale la perception s'opère au moment du dépôt du colis;
- (b) taxe de présentation à la douane, perçue par l'Administration de destination soit pour la remise à la douane et le dédouanement, soit pour la remise à la douane seulement; sauf entente spéciale, la perception s'opère au moment de la livraison du colis au destinataire; toutefois, lorsqu'il s'agit de colis francs de taxes et de droits, la taxe de présentation à la douane est perçue par l'Administration d'origine au profit de l'Administration de destination;
- (c) taxe de livraison; cette taxe peut être perçue par l'Administration de destination autant de fois que le colis est présenté à domicile; néanmoins, pour les colis exprès, elle ne peut être perçue que pour les présentations à domicile postérieures à la première;
- (d) taxe de réponse à un avis de non-livraison, perçue dans les conditions fixées à l'article 28, § 3;
- (e) taxe d'avis d'arrivée, perçue par l'Administration de destination, quand sa législation lui en fait obligation et quand cette Administration n'assure pas la livraison à domicile, pour tout avis (premier avis ou avis ultérieurs) éventuellement remis au domicile du destinataire, sauf pour le premier avis des colis exprès;
- (f) taxe de remballage, due à l'Administration du premier des pays sur le territoire duquel un colis a dû être remballé afin d'en protéger le contenu; elle est récupérée sur le destinataire ou, le cas échéant, sur l'expéditeur;
- (g) taxe de poste restante, perçue par l'Administration de destination au moment de la livraison, sur tout colis adressé poste restante;

- (h) taxe de magasinage sur tout colis qui n'a pas été retiré dans les délais prescrits, que ce colis soit adressé poste restante ou à domicile; cette taxe est perçue, par l'Administration que effectue la livraison, au profit des Administrations dans les services desquelles le colis a été gardé au-delà des délais admis;
- (i) taxe d'avis de réception, lorsque l'expéditeur demande un avis de réception conformément à l'article 27;
- (j) taxe d'avis d'embarquement, perçue, dans les relations entre les pays dont les Administrations acceptent d'assurer ce service, lorsque l'expéditeur demande qu'un avis d'embarquement lui soit adressé;
- (k) taxe de réclamation visée à l'article 38, § 3;
- (l) taxe de demande de retrait ou de modification d'adresse;
- (m) taxe pour risques de force majeure, perçue par les Administrations acceptant de couvrir les risques susceptibles de découler d'un cas de force majeure.

## Article 14

### Tarif

Le tarif des taxes supplémentaires définies à l'article 13 est fixé conformément aux indications du tableau ci-après:

Désignation de la taxe 1	Montant 2	Observations 3
(a) taxe de présentation à la douane, perçue par l'Administration d'origine	1 franc par colis au maximum	
(b) taxe de présentation à la douane, perçue par l'Administration de destination	6 francs par colis au maximum	
(c) taxe de livraison  taxe de réponse à un avis de nonlivraison	même taxe que dans le régime intérieur  60 centimes au maximum	Si, à la suite de la remise de l'avis de non-livraison, de nouvelles instructions doivent être transmises par voie télégraphique, l'expéditeur ou le tiers doit payer, en outre, la taxe télégraphique.
(e) taxe d'avis d'arrivée	au maximum, taxe égale à celle d'une lettre ordinaire du premier échelon de poids du régime intérieur	
(f) taxe de remballage	1 franc par colis au maximum	Cette taxe ne peut être appliquée qu'une fois seulement au cours du transport de bout en bout.

Désignation de la taxe 1	Montant 2	Observations 3
(g) taxe de poste restante	même taxe que dans le régime intérieur	
(h) taxe de magasinage	même taxe que dans le régime intérieur	Avec maximum de 20 francs ou le maximum fixé par la législation intérieure s'il est plus élevé.
(i) taxe d'avis de réception	80 centimes au maximum	
(j) taxe d'avis d'embarquement	1,10 franc par colis au maximum	
(k) taxe de réclamation	90 centimes au maximum	
(l) taxe de demande de retrait ou de modification d'adresse	3 francs au maximum	A cette taxe s'ajoute la taxe télégraphique si l'expéditeur a exprimé le désir que sa demande soit transmise par voie télégraphique. A cette taxe s'ajoute: (a) la surtaxe aérienne correspondante, si la demande doit être transmise par voie aérienne; (b) la taxe télégraphique correspondante, si la demande doit être transmise par voie télégraphique.
(m) taxe pour risques de force majeure	(a) montant prévu à l'article 11, § 2, en ce qui concerne les colis avec valeur déclarée (b) 60 centimes par colis au maximum, en ce qui concerne les colis sans valeur déclarée	

## Article 15

### Droits

1. Les Administrations de destination sont autorisées à percevoir, sur les destinataires, tous droits, notamment les droits de douane, dont les envois sont grevés dans le pays de destination.

2. Les Administrations s'engagent à intervenir auprès des autorités compétentes de leur pays pour que les droits (parmi lesquels les droits de douane) soient annulés quand ils concernent un colis:

- (a) renvoyé à l'origine;
- (b) réexpédié sur un tiers pays;
- (c) abandonné par l'expéditeur;
- (d) perdu dans leur service ou détruit pour cause d'avarie totale du contenu;
- (e) spolié ou avarié dans leur service. Dans ces cas, l'annulation des droits n'est demandée que pour la valeur du contenu manquant ou pour la dépréciation subie par le contenu.

**SECTION III****FRANCHISE POSTALE****Article 16****Colis de service**

1. Sont exonérés de toutes taxes postales les colis relatifs au service postal et échangés entre:

- (a) les Administrations postales;
- (b) les Administrations postales et le Bureau international;
- (c) les bureaux de poste des Pays-membres;
- (d) les bureaux de poste et les Administrations postales.

2. Les colis-avion, à l'exception de ceux que émanent du Bureau international, n'accordent pas les surtaxes aériennes.

**Article 17****Colis de prisonniers de guerre et internés**

Les colis de prisonniers de guerre et internés sont exonérés de toutes taxes en vertu de l'article 16 de la Convention. Toutefois, les colis-avion donnent lieu à la perception des surtaxes aériennes.

**TITRE II****EXÉCUTION DU SERVICE****CHAPITRE 1****CONDITIONS D'ADMISSION****SECTION I****CONDITIONS GÉNÉRALES D'ADMISSION****Article 18****Conditions d'acceptation**

Sous réserve que le contenu ne tombe pas sous le coup des interdictions énumérées à l'article 19 ou sous celui des interdictions ou des restrictions applicables dans le territoire d'une ou de plusieurs Administrations appelées à participer au transport, tout colis, pour être admis à l'expédition, doit:

- (a) appartenir à une catégorie de colis admise en application de l'article 4;
- (b) avoir un emballage adapté à la nature du contenu et aux conditions du transport;

- (c) porter les noms et adresses du destinataire et de l'expéditeur;
- (d) répondre aux conditions de poids et de dimensions fixées par les articles 2 et 20;
- (e) être affranchi de toutes taxes exigibles par le bureau d'origine au moyen de timbres-poste ou de tout autre procédé autorisé par la réglementation de l'Administration d'origine.

### Article 19

#### Interdictions

L'insertion des objets ci-dessous est interdite:

- (a) dans toutes les catégories de colis:

- 1<sup>o</sup> les objets qui, par leur nature ou leur emballage, peuvent présenter du danger pour les agents, salir ou détériorer les autres colis ou l'équipement postal;
- 2<sup>o</sup> l'opium, la morphine, la cocaine et autres stupéfiants; toutefois, cette interdiction ne s'applique pas aux expéditions effectuées dans un but médical ou scientifique pour les pays qui les admettent à cette condition;
- 3<sup>o</sup> les documents ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle ainsi que les correspondances de toute nature échangées entre des personnes autres que l'expéditeur et le destinataire ou les personnes habitant avec eux, à l'exception:
  - d'un des documents ci-après, non fermé, réduit à ses énonciations constitutives et se rapportant exclusivement aux marchandises transportées: facture, bordereau ou avis d'expédition, bon de livraison;
  - des disques phonographiques, des bandes et des fils soumis ou non à un enregistrement sonore ou visuel, des cartes mécanographiques, des bandes magnétiques ou d'autres moyens semblables et des cartes QSL lorsque l'Administration d'origine estime qu'ils ne présentent pas le caractère de correspondance actuelle et personnelle et lorsqu'ils sont échangés entre l'expéditeur et le destinataire du colis ou des personnes habitant avec eux;
  - des correspondances et des documents de toute nature ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle, autres que les précédents, échangés entre l'expéditeur et le destinataire du colis ou des personnes habitant avec eux, si la réglementation intérieure des Administrations intéressées le permet;
- 4<sup>o</sup> les animaux vivants, à moins que leur transport par la poste ne soit autorisé par la réglementation postale des pays intéressés;
- 5<sup>o</sup> les matières explosives, inflammables ou autres matières dangereuses. Toutefois, les Administrations peuvent s'entendre pour le transport des capsules et des cartouches métalliques chargées pour les armes à feu portatives, des éléments de fusées d'artillerie inexplosibles et des allumettes, des films inflammables, du celluloïd brut ou des objets fabriqués en celluloïd;

- 6<sup>o</sup> les matières radioactives. Toutefois, les Administrations peuvent s'entendre pour accepter les colis contenant ces matières soit dans leurs relations réciproques, soit dans un seul sens. En ce cas, les matières radioactives sont conditionnées et emballées selon les dispositions du Règlement et sont acheminées par la voie la plus rapide, normalement par la voie aérienne, sous réserve de l'acquittement des surtaxes aériennes correspondantes. Elles ne peuvent être déposées que par des expéditeurs dûment autorisés.
- 7<sup>o</sup> les objets obscènes ou immoraux;
- 8<sup>o</sup> les objets dont l'importation ou la circulation est interdite dans le pays de destination;
- (b) dans les colis sans valeur déclarée, échangés entre deux pays qui admettent la déclaration de valeur: les pièces de monnaie, les billets de banque, les billets de monnaie ou les valeurs quelconques au porteur, le platine, l'or ou l'argent, manufacturés ou non, les pierreries, les bijoux et autres objets précieux. Cette disposition n'est pas applicable lorsque l'échange des colis entre deux Administrations admettant les colis avec valeur déclarée ne peut s'effectuer qu'en transit à découvert par l'intermédiaire d'une Administration qui ne les admet pas. Chaque Administration a la faculté d'interdire l'insertion de l'or en lingots dans les envois avec ou sans valeur déclarée en provenance ou à destination de son territoire ou transmis en transit à découvert à travers son territoire, ou de limiter la valeur réelle de ces envois.

## Article 20

### Limites de dimensions

1. Sauf à être considérés comme colis encombrants par application de l'article 4, § 2, lettre (e), les colis transportés par voie de surface ou par voie aérienne ne doivent pas dépasser 1,50 mètre pour l'une quelconque des dimensions ni 3 mètres pour la somme de la longueur et du plus grand pourtour pris dans un sens autre que celui de la longueur.

2. Les Administrations qui ne sont pas en mesure d'admettre, pour tous les colis ou pour les colis-avion seulement, les dimensions prévues au § 1 peuvent adopter en lieu et place les dimensions suivantes: 1,05 mètre pour l'une quelconque des dimensions, 2 mètres pour la somme de la longueur et du plus grand pourtour pris dans un sens autre que celui de la longueur.

3. Quel que soit leur mode de transport, les colis ne doivent pas comporter de dimensions inférieures aux dimensions minimales prévues pour les lettres à l'article 19, § 6, de la Convention.

4. Les Administrations qui admettent les dimensions fixées au § 1 ont la faculté de percevoir, pour les colis dont les dimensions dépassent les limites indiquées au § 2 mais dont le poids est inférieur à 10 kg, une taxe supplémentaire égale à celle qui est prévue à l'article 12.

## Article 21

### Traitement des colis acceptés à tort

1. Lorsque les colis qui contiennent les objets cités à l'article 19, lettre (a), ont été acceptés à tort à l'expédition, ils doivent être traités selon la législation du pays de l'Administration que en constate la présence; toutefois, les colis contenant les objets visés au même article, lettre (a), chiffres 2<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup> à 7<sup>o</sup>, ne sont en aucun cas ni acheminés à destination, ni livrés aux destinataires, ni renvoyés à l'origine.

2. S'il s'agit de l'insertion d'une seule correspondance non autorisée au sens de l'article 19, lettre (a), chiffre 3<sup>o</sup>, cette correspondance est traitée de la manière prescrite à l'article 27 de la Convention et, pour ce motif, le colis ne peut être renvoyé à l'origine.

3. Lorsque les colis sans valeur déclarée échangés entre deux pays qui admettent la déclaration de valeur contiennent les objets cités à l'article 19, lettre (b), ils doivent être renvoyés à l'origine par l'Administration de transit qui constate l'erreur. Si l'erreur n'est constatée qu'après réception dans l'Administration de destination, celle-ci est autorisée à livrer le colis au destinataire, aux conditions fixées par sa réglementation. Si celle-ci n'admet pas la livraison, le colis doit être renvoyé à l'origine en faisant application de l'article 33.

4. Le § 3 est applicable aux colis dont le poids ou les dimensions dépassent sensiblement les limites admises; toutefois, ces colis peuvent être livrés, le cas échéant, au destinataire si celui-ci a préalablement acquitté les taxes éventuelles.

5. Lorsqu'un colis admis à tort n'est ni livré au destinataire, ni renvoyé à l'origine, l'Administration d'origine doit être informée, d'une manière précise, du traitement appliqué à ce colis.

## Article 22

### Instructions de l'expéditeur au moment du dépôt

1. Au moment du dépôt d'un colis, l'expéditeur est tenu d'indiquer le traitement à appliquer en cas de non-livraison.

2. Il ne peut donner que l'une des instructions suivantes:

(a) envoi d'un avis de non-livraison à lui-même;

(b) envoi d'un avis de non-livraison à un tiers domicilié dans le pays de destination;

(c) renvoi immédiat à l'expéditeur, par voie de surface ou par voie aérienne;

(d) renvoi à l'expéditeur, par voie de surface ou par voie aérienne, à l'expiration d'un certain délai qui ne peut dépasser le délai de garde réglementaire dans le pays de destination;

(e) livraison à un autre destinataire, au besoin après réexpédition, par voie de surface ou par voie aérienne (et sous réserve des particularités prévues à l'article 28, § 1, lettre (c), chiffre 2<sup>o</sup>);

- (f) réexpédition, par voie de surface ou par voie aérienne, du colis aux fins de remise au destinataire primitif;
- (g) abandon du colis par l'expéditeur.

3. Les colis peuvent être renvoyés sans avis si l'expéditeur n'a pas donné d'instructions ou si celles-ci sont contradictoires.

4. Les Administrations ont la faculté de ne pas admettre les instructions visées au § 2, lettres (a) et (b), lorsque leur législation ou leur réglementation ne le permet pas.

## SECTION II

### CONDITIONS PARTICULIÈRES D'ADMISSION

#### Article 23

##### **Colis avec valeur déclarée**

1. Les règles suivantes régissent la déclaration de valeur des colis avec valeur déclarée:

(a) en ce qui concerne les Administrations postales:

- 1<sup>o</sup> faculté pour chaque Administration de limiter la déclaration de valeur, en ce qui la concerne, à un montant qui ne peut être inférieur à 1000 francs ou au montant adopté dans son service intérieur s'il est inférieur à 1000 francs;
- 2<sup>o</sup> obligation, dans les relations entre pays dont les Administrations ont adopté des limites différentes, d'observer, de part et d'autre, la limite la plus basse;

(b) en ce qui concerne les expéditeurs:

- 1<sup>o</sup> interdiction de déclarer une valeur dépassant la valeur réelle du contenu du colis;
- 2<sup>o</sup> faculté de ne déclarer qu'une partie de la valeur réelle du contenu du colis.

2. Toute déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du colis est passible des poursuites judiciaires prévues par la législation du pays d'origine.

3. Un récépissé doit être délivré gratuitement, au moment du dépôt, à tout expéditeur d'un colis avec valeur déclarée.

#### Article 24

##### **Colis francs de taxes et de droits**

1. Un colis franc de taxes et de droits ne peut être accepté que si l'expéditeur s'engage à payer toute somme que le bureau d'arrivée serait en droit de réclamer au destinataire ainsi que la taxe pour franchise à la livraison prévue à l'article 10.

2. Le bureau d'origine peut exiger le versement d'arrhes suffisantes.

## CHAPITRE II

### CONDITIONS DE LIVRAISON ET DE RÉEXPÉDITION

#### SECTION 1

##### LIVRAISON

###### **Article 25**

###### **Règles générales de livraison. Délais de garde**

1. D'une façon générale, les colis sont livrés aux destinataires dans le plus bref délai et conformément aux dispositions en vigueur dans le pays de destination.

2. Tout colis dont l'arrivée a été notifiée au destinataire est gardé à sa disposition quinze jours ou, au plus, un mois à compter du lendemain de l'expédition de l'avis; ce délai peut être exceptionnellement prolongé si la réglementation de l'Administration de destination le permet.

3. Lorsque l'avis d'arrivée n'a pu être envoyé, le délai de garde est celui que prescrit la réglementation du pays de destination; ce délai, applicable aussi aux colis adressés poste restante, ne peut, en règle générale, dépasser cinq mois pour les pays éloignés (au sens de l'article 107 du Règlement de la Convention) et trois mois pour les autres; le renvoi du colis au bureau d'origine doit avoir lieu dans un délai plus court si l'expéditeur l'a demandé dans une langue connue dans le pays de destination.

4. Les délais de garde prévus aux § 2 et 3 sont applicables, en cas de réexpédition, aux colis à distribuer par le nouveau bureau de destination.

###### **Article 26**

###### **Livraison des colis exprès**

1. La livraison, par porteur spécial, d'un colis exprès ou de l'avis d'arrivée, n'est essayée qu'une fois.

2. Si l'essai est infructueux, le colis cesse d'être considéré comme exprès.

###### **Article 27**

###### **Avis de réception**

L'expéditeur d'un colis peut demander un avis de réception dans les conditions fixées à l'article 42 de la Convention. Toutefois, les Administrations peuvent limiter ce service aux colis avec valeur déclarée si cette limitation est prévue dans leur régime intérieur.

###### **Article 28**

###### **Non-livraison au destinataire**

1. Après réception de l'avis de non-livraison visé à l'article 22, § 2, lettres (a) et (b), il incombe à l'expéditeur ou au tiers y mentionné de donner ses instructions qui peuvent uniquement être celles qu'autorise ledit article, § 2, lettres (c) à (g), et, en outre, l'une des suivantes:

- (a) aviser une nouvelle fois le destinataire;
- (b) rectifier ou compléter l'adresse;
- (c) s'il s'agit d'un colis contre remboursement:
  - 1<sup>o</sup> le remettre à une personne autre que le destinataire contre remboursement de la somme indiquée;
  - 2<sup>o</sup> le remettre au destinataire primitif ou à un autre destinataire, sans remboursement ou contre remboursement d'une somme inférieure à la somme primitive;
- (d) remettre le colis franc de taxes et de droits soit au destinataire primitif, soit à un autre destinataire.

2. Tant qu'elle n'a pas reçu d'instructions de l'expéditeur ou du tiers, l'Administration de destination est autorisée à livrer le colis au destinataire primitivement désigné, soit, le cas échéant, à un autre destinataire ultérieurement désigné, soit à réexpédier le colis à une nouvelle adresse. Après réception des nouvelles instructions, celles-ci seules sont valables et exécutoires. Elles sont transmises par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) ou par la voie télégraphique si l'expéditeur ou le tiers paie la taxe télégraphique correspondante.

3. L'envoi des instructions visées au paragraphe 1 donne lieu à la perception soit sur l'expéditeur, soit sur le tiers, de la taxe visée à l'article 13, lettre (d); quand l'avis concerne plusieurs colis déposés simultanément au même bureau par le même expéditeur à l'adresse du même destinataire, cette taxe n'est perçue qu'une fois.

## Article 29

### Renvoi à l'origine des colis non livrés

1. Tout colis qui n'a pu être livré est renvoyé au bureau d'origine:

(a) immédiatement si:

- 1<sup>o</sup> l'expéditeur l'a demandé par application de l'article 22, § 2, lettre (c);
- 2<sup>o</sup> l'expéditeur (ou le tiers visé à l'article 22, § 2, lettre (b), a formulé une demande non autorisée;
- 3<sup>o</sup> l'expéditeur ou le tiers refuse d'acquitter la taxe autorisée par l'article 28, § 3;
- 4<sup>o</sup> les instructions de l'expéditeur ou du tiers n'ont pas atteint le résultat voulu, que ces instructions aient été données au moment du dépôt ou après réception de l'avis de non-livraison;

(b) immédiatement après l'expiration:

- 1<sup>o</sup> du délai éventuellement fixé par l'expéditeur par application de l'article 22, § 2, lettre (d);
- 2<sup>o</sup> des délais de garde prévus à l'article 25, si l'expéditeur ne s'est pas conformé à l'article 22. Toutefois, dans ce cas, des instructions peuvent lui être demandées;
- 3<sup>o</sup> d'un délai de deux mois à compter de l'expédition de l'avis de non-livraison, si le bureau qui a établi cet avis n'a pas reçu d'instructions suffisantes de l'expéditeur ou du tiers, ou si ces instructions ne sont pas parvenues à ce bureau.

2. Dans la mesure du possible, un colis est renvoyé par la même voie que celle qu'il a suivie à l'aller. Il ne peut être renvoyé par avion que si l'expéditeur a garanti le paiement des surtaxes aériennes.

3. Tout colis renvoyé à l'origine par application du présent article est soumis:

- (a) aux quotes-parts que comporte la nouvelle transmission jusqu'au bureau d'origine;
- (b) aux taxes et droits non annulés dont l'Administration de destination se trouve à découvert au moment du renvoi à l'origine.

4. Ces quotes-parts, taxes et droits sont perçus sur l'expéditeur.

### **Article 30**

#### **Abandon par l'expéditeur d'un colis non livré**

Si l'expéditeur a fait abandon d'un colis qui n'a pu être livré au destinataire, ce colis est traité par l'Administration de destination selon sa propre législation.

## **SECTION II**

### **RÉEXPÉDITION**

#### **Article 31**

#### **Réexpédition par suite de changement de résidence du destinataire ou par suite de modification d'adresse**

1. La réexpédition par suite de changement de résidence du destinataire ou par suite de modification d'adresse effectuée en application de l'article 37 peut avoir lieu soit à l'intérieur du pays de destination, soit hors de ce pays.

2. La réexpédition à l'intérieur du pays de destination peut être faite soit à la demande de l'expéditeur, soit à la demande du destinataire ou d'office si la réglementation de ce pays le permet.

3. La réexpédition hors du pays de destination ne peut être faite qu'à la demande de l'expéditeur ou du destinataire; dans ce cas, le colis doit répondre aux conditions requises pour la nouvelle transmission.

4. La réexpédition dans les conditions ci-dessus énoncées peut aussi avoir lieu par la voie aérienne si elle est demandée par l'expéditeur ou par le destinataire, à condition que le paiement des surtaxes aériennes afférentes à la nouvelle transmission soit garanti.

5. L'expéditeur peut interdire toute réexpédition.

6. Pour la première réexpédition ou pour toute réexpédition éventuelle ultérieure de chaque colis peuvent être perçus:

- (a) les taxes autorisées pour cette réexpédition par la réglementation de l'Administration intéressée, dans le cas de réexpédition à l'intérieur du pays de destination;

- (b) les quotes-parts et surtaxes aériennes que comporte la nouvelle transmission, dans le cas de réexpédition hors du pays de destination;
- (c) les taxes et droits dont les Administrations de destination antérieures n'acceptent pas l'annulation.

7. Les quotes-parts, taxes et droits mentionnés au paragraphe 6 sont perçus sur le destinataire.

### Article 32

#### Colis parvenus en fausse direction et à réexpédier

1. Tout colis parvenu en fausse direction par suite d'une erreur imputable à l'expéditeur ou à l'Administration expéditrice est réexpédié sur sa véritable destination par la voie la plus directe utilisée par l'Administration à laquelle le colis est parvenu.

2. Tout colis-avion parvenu en fausse direction doit obligatoirement être réexpédié par la voie aérienne.

3. Tout colis réexpédié par application du présent article est assujetti aux quotes-parts que comporte la transmission sur sa véritable destination et aux taxes et droits mentionnés à l'article 31, § 6, lettre (c).

4. Ces quotes-parts, taxes et droits sont repris sur l'Administration dont dépend le bureau d'échange qui a transmis le colis en fausse direction. Cette Administration les perçoit, le cas échéant, sur l'expéditeur.

### Article 33

#### Renvoi à l'origine des colis acceptés à tort

1. Tout colis accepté à tort et renvoyé à l'origine est soumis aux quotes-parts, taxes et droits prévus à l'article 29, § 3.

2. Ces quotes-parts, taxes et droits sont à la charge:

- (a) de l'expéditeur, si le colis a été admis à tort par suite d'une erreur de ce dernier ou s'il tombe sous le coup d'une des interdictions de l'article 19;
- (b) de l'Administration responsable de l'erreur, si le colis a été admis à tort par suite d'une erreur imputable au service postal. Dans ce cas, l'expéditeur a droit à la restitution des taxes acquittées.

3. Si les quotes-parts qui ont été attribuées à l'Administration qui renvoie le colis sont insuffisantes pour couvrir les quotes-parts, taxes et droits visés au § 1, les frais restant dus sont repris sur l'Administration d'origine.

4. S'il y a excédent, l'Administration qui renvoie le colis restitue à l'Administration d'origine le solde des quotes-parts pour remboursement à l'expéditeur.

### Article 34

#### Renvoi à l'origine par suite de suspension de service

Le renvoi d'un colis à l'origine par suite d'une suspension de service est gratuit; les quotes-parts perçues pour le trajet de l'aller et non attribuées sont remboursées à l'expéditeur.

## CHAPITRE III

### DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

#### Article 35

##### **Inobservation par une Administration des instructions données**

Lorsque l'Administration de destination ou une Administration intermédiaire n'a pas observé les instructions données soit au moment du dépôt, soit postérieurement, elle est tenue de prendre à sa charge les parts de transport (aller et retour) et les autres taxes ou droits éventuels dont l'annulation n'a pas eu lieu; toutefois, les frais payés à l'aller restent à la charge de l'expéditeur si celui-ci, lors du dépôt ou postérieurement, a déclaré que, en cas de non-livraison, il faisait abandon du colis.

#### Article 36

##### **Colis contenant des objets dont la détérioration ou la corruption prochaines sont à craindre**

Les objets contenus dans un colis et dont la détérioration ou la corruption prochaines sont à craindre peuvent seuls être vendus immédiatement, même en route, à l'aller ou au retour, sans avis préalable et sans formalité judiciaire, au profit de qui de droit; si, pour une cause quelconque, la vente est impossible, les objets détériorés ou corrompus sont détruits.

#### Article 37

##### **Retrait. Modification ou correction d'adresse**

1. L'expéditeur d'un colis peut, dans les conditions fixées à l'article 30 de la Convention, en demander le retour à l'origine ou en faire modifier l'adresse, sous réserve de garantir le paiement des sommes exigibles pour toutes nouvelles transmissions, en vertu des articles 29, § 3, et 31, § 6.

2. Toutefois, les Administrations ont la faculté de ne pas admettre les demandes visées au § 1 lorsqu'elles ne les acceptent pas dans leur régime intérieur.

#### Article 38

##### **Réclamations**

1. Chaque Administration est tenue d'accepter les réclamations concernant tout colis déposé dans les services des autres Administrations.

2. Les réclamations ne sont admises que dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour de dépôt du colis.

3. Sauf si l'expéditeur a entièrement acquitté la taxe d'avis de réception prévue à l'article 13, lettre (i), chaque réclamation donne lieu à la perception d'une « taxe de réclamation » au taux fixé à l'article 14, lettre (k).

4. Les colis ordinaires et les colis avec valeur déclarée doivent faire l'objet de réclamations distinctes. Si la réclamation concerne plusieurs colis de la même catégorie déposés simultanément au même bureau par le même expéditeur à l'adresse du même destinataire et expédiés par la même voie, la taxe n'est perçue qu'une fois.

5. La taxe pour réclamation est restituée si la réclamation est motivée par une faute de service.

## TITRE III

### RESPONSABILITÉ

#### Article 39

##### **Principe et étendue de la responsabilité des Administrations postales**

1. Les Administrations postales répondent de la perte, de la spoliation ou de l'avarie des colis, sauf dans les cas prévus à l'article 40. Leur responsabilité est engagée tant pour les colis transportés à découvert que pour ceux qui sont acheminés en dépêches closes.

2. L'expéditeur a droit à une indemnité correspondant, en principe, au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie; les dommages indirects ou les bénéfices non réalisés ne sont pas pris en considération. Cependant, cette indemnité ne peut en aucun cas dépasser:

(a) pour les colis avec valeur déclarée, le montant en francs-or de la valeur déclarée; en cas de réexpédition ou de renvoi à l'origine par voie de surface d'un colis-avion avec valeur déclarée, la responsabilité est limitée, pour le second parcours, à celle qui est appliquée aux colis acheminés par cette voie;

(b) pour les autres colis, les montants ci-après:

40 francs par colis jusqu'à 5 kilogrammes;

60 francs par colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kilogrammes;

80 francs par colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kilogrammes;

100 francs par colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kilogrammes.

Les Administrations peuvent convenir d'appliquer dans leurs relations réciproques le montant maximal de 100 francs par colis sans égard à son poids.

3. L'indemnité est calculée d'après le prix courant, converti en francs-or, des marchandises de même nature, au lieu et à l'époque où le colis a été accepté au transport; à défaut de prix courant, l'indemnité est calculée d'après la valeur ordinaire de la marchandise évaluée sur les mêmes bases.

4. Lorsqu'une indemnité est due pour la perte, la spoliation totale ou l'avarie totale d'un colis, l'expéditeur ou, par application du § 6, le destinataire, a droit, en outre, à la restitution des taxes acquittées, à l'exception de la taxe d'assurance; il en est de même des envois refusés par les destinataires à cause de leur mauvais état, si celui-ci est imputable au service postal et engage sa responsabilité.

5. Lorsque la perte, la spoliation totale ou l'avarie totale résulte d'un cas de force majeure ne donnant pas lieu à indemnisation, l'expéditeur a droit à la restitution, non seulement des quotes-parts territoriales et maritimes ainsi que des surtaxes aériennes correspondant à un parcours non effectué par le colis, mais aussi des taxes de quelque nature que ce soit afférentes à un service payé d'avance et non rendu.

6. Par dérogation au § 2, le destinataire a droit à l'indemnité après avoir pris livraison d'un colis spolié ou avarié.

7. L'expéditeur a la faculté de se désister de ses droits prévus au § 2 en faveur du destinataire. Inversement, le destinataire a la faculté de se désister de ses droits prévus au § 6 en faveur de l'expéditeur. L'expéditeur ou le destinataire peut autoriser une tierce personne à recevoir l'indemnité si la législation intérieure le permet.

## Article 40

### Non-responsabilité des Administrations postales

1. Les Administrations postales cessent d'être responsables des colis dont elles ont effectué la livraison soit dans les conditions prescrites par leur réglementation intérieure pour les envois de même nature, soit dans les conditions prévues à l'article 11, § 3, de la Convention; la responsabilité est toutefois maintenue:

- (a) lorsqu'une spoliation ou une avarie est constatée soit avant la livraison, soit lors de la livraison d'un colis ou lorsque, la réglementation intérieure le permettant, le destinataire, le cas échéant l'expéditeur s'il y a renvoi à l'origine, formule des réserves en prenant livraison d'un colis spolié ou avarié;
- (b) lorsque le destinataire ou, en cas de renvoi à l'origine, l'expéditeur, nonobstant décharge donnée régulièrement, déclare sans délai à l'Administration qui lui a livré le colis avoir constaté un dommage et administre la preuve que la spoliation l'avarie ne s'est pas produite après la livraison.

2. Les Administrations postales ne sont pas responsables:

1<sup>o</sup> de la perte, de la spoliation ou de l'avarie des colis:

- (a) en cas de force majeure. L'Administration dans le service de laquelle la perte, la spoliation ou l'avarie a eu lieu doit décider, suivant la législation de son pays, si cette perte, cette spoliation ou cette avarie est due à des circonstances constituant un cas de force majeure; celles-ci sont portées à la connaissance de l'Administration du pays d'origine si cette dernière le demande. Toutefois, la responsabilité subsiste à l'égard de l'Administration du pays expéditeur qui a accepté de couvrir les risques de force majeure (article 11, § 2);
- (b) lorsque, la preuve de leur responsabilité n'ayant pas été administrée autrement, elles ne peuvent rendre compte des colis par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure;
- (c) lorsque le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou provient de la nature du contenu du colis;

- (d) lorsqu'il s'agit de colis qui ont fait l'objet d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu;
- (e) lorsque l'expéditeur n'a formulé aucune réclamation dans le délai prévu à l'article 38, § 2;
- (f) lorsqu'il s'agit de colis de prisonniers de guerre et internés;
- 2<sup>o</sup> des colis saisis en vertu de la législation du pays de destination;
- 3<sup>o</sup> des colis confisqués ou détruits par l'autorité compétente, lorsqu'il s'agit de colis dont le contenu tombe sous le coup des interdictions prévues à l'article 19, lettre (a), chiffres 2<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup> à 8<sup>o</sup>, et lettre (b);
- 4<sup>o</sup> en matière de transport maritime ou aérien, lorsqu'elles ont fait connaître qu'elles n'étaient pas en mesure d'accepter la responsabilité des colis avec valeur déclarée à bord des navires ou des avions qu'elles utilisent; elles assument néanmoins, pour le transit de colis avec valeur déclarée en dépêches closes, la responsabilité qui est prévue pour les colis de même poids sans valeur déclarée.

3. Les Administrations postales n'assument aucune responsabilité du chef des déclarations en douane, sous quelque forme que celles-ci soient faites, et des décisions prises par les services de la douane lors de la vérification des colis soumis au contrôle douanier.

## **Article 41**

### **Responsabilité de l'expéditeur**

1. L'expéditeur d'un colis est responsable dans les mêmes limites que les Administrations elles-mêmes de tous les dommages causés aux autres envois postaux par suite de l'expédition d'objets non admis au transport ou de la non-observation des conditions d'admission, pourvu qu'il n'y ait eu ni faute, ni négligence des Administrations ou des transporteurs.

2. L'acceptation par le bureau de dépôt d'un tel colis ne dégage pas l'expéditeur de sa responsabilité.

3. L'Administration qui constate un dommage dû à la faute de l'expéditeur en informe l'Administration d'origine à laquelle il appartient d'intenter, le cas échéant, l'action contre l'expéditeur.

## **Article 42**

### **Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales**

1. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'Administration postale qui, ayant reçu le colis sans faire d'observation et étant mise en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne peut établir ni la livraison au destinataire, ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à une autre Administration.

2. Une Administration intermédiaire ou de destination est, jusqu'à preuve du contraire et sous réserve du § 4, dégagée de toute responsabilité:

- (a) lorsqu'elle a observé les dispositions relatives à la vérification des dépêches et des colis et à la constatation des irrégularités;

(b) lorsqu'elle peut établir qu'elle n'a été saisie de la réclamation qu'après la destruction des documents de service relatifs au colis recherché, le délai de conservation réglementaire étant expiré; cette réserve ne porte pas atteinte aux droits du réclamant.

3. Lorsque la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite dans le service d'une entreprise de transport aérien, l'Administration du pays qui perçoit les frais de transport selon l'article 74, § 1, de la Convention est tenue, sous réserve de l'article premier, § 6, de la Convention et du § 7 du présent article, de rembourser à l'Administration d'origine l'indemnité payée à l'expéditeur. Il lui appartient de recouvrer ce montant auprès de l'entreprise de transport aérien responsable. Si, en vertu de l'article 74, § 2, de la Convention, l'Administration d'origine règle les frais de transport directement à la compagnie aérienne, elle doit demander elle-même le remboursement de l'indemnité à cette compagnie.

4. Si la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite en cours de transport, sans qu'il soit possible d'établir sur le territoire ou dans le service de quel pays le fait s'est accompli, les Administrations en cause supportent le dommage par parts égales; toutefois, lorsqu'il s'agit d'un colis ordinaire avarié et que le montant de l'indemnité ne dépasse pas 25 francs, cette somme est supportée, à parts égales, par les Administrations d'origine et de destination, à l'exclusion des Administrations intermédiaires. Si la spoliation ou l'avarie a été constatée dans le pays de destination ou, en cas de renvoi à l'expéditeur, dans le pays d'origine, il incombe à l'Administration de ce pays de prouver:

- (a) que ni l'emballage, ni la fermeture du colis ne portaient des traces apparentes de spoliation ou d'avarie;
- (b) que, dans le cas de colis avec valeur déclarée, le poids constaté lors du dépôt n'a pas varié;
- (c) que, pour les colis transmis en récipients clos, ceux-ci étaient intacts de même que leur fermeture.

Lorsque pareille preuve a été faite par l'Administration de destination ou, le cas échéant, par l'Administration d'origine, aucune des autres Administrations en cause ne peut décliner sa part de responsabilité en invoquant le fait qu'elle a livré le colis sans que l'Administration suivante ait formulé d'objections.

5. Dans le cas d'envois transmis en nombre, en application de l'article 55, §§ 2 et 3, aucune des Administrations en cause ne peut, dans le dessein de décliner sa part de responsabilité, arguer du fait que le nombre des colis trouvés dans la dépêche diffère de celui qui est annoncé sur la feuille de route.

6. Toujours dans le cas de transmission globale, les Administrations intéressées peuvent s'entendre pour que la responsabilité soit partagée en cas de perte, de spoliation ou d'avarie de certaines catégories de colis déterminées d'un commun accord.

7. En ce qui concerne les colis avec valeur déclarée, la responsabilité d'une Administration à l'égard des autres Administrations n'est en aucun cas engagée au-delà du maximum de déclaration de valeur qu'elle a adopté.

8. Lorsqu'un colis a été perdu, spolié ou avarié dans des circonstances de force majeure, l'Administration dans le ressort territorial ou dans les services de laquelle la perte, la spoliation ou l'avarie a eu lieu n'en est responsable envers l'Administration d'origine que si les deux Administrations se chargent des risques résultant du cas de force majeure.

9. Si la perte, la spoliation ou l'avarie d'un colis avec valeur déclarée s'est produite sur le territoire ou dans le service d'une Administration intermédiaire qui n'admet pas les colis avec valeur déclarée ou qui a adopté un maximum de déclaration de valeur inférieur au montant de la perte, l'Administration d'origine supporte le dommage non couvert par l'Administration intermédiaire en vertu du § 7 du présent article et de l'article premier, § 6, de la Convention.

10. La règle prévue au § 9 est également appliquée en cas de transport maritime ou aérien si la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite dans le service d'une Administration relevant d'un pays contractant qui n'accepte pas la responsabilité prévue pour les colis avec valeur déclarée (article 40, § 2, chiffre 4<sup>o</sup>).

11. Les droits de douane et autres dont l'annulation n'a pu être obtenue tombent à la charge des Administrations responsables de la perte, de la spoliation ou de l'avarie.

12. L'Administration qui a effectué le paiement de l'indemnité est subrogée, jusqu'à concurrence du montant de cette indemnité, dans les droits de la personne qui l'a reçue, pour tout recours éventuel soit contre le destinataire, soit contre l'expéditeur ou contre des tiers.

## Article 43

### Paiement de l'indemnité

1. Sous réserve du droit de recours contre l'Administration responsable, l'obligation de payer l'indemnité et de restituer les taxes et droits incombe soit à l'Administration d'origine, soit à l'Administration de destination dans le cas visé à l'article 39, § 6.

2. Ce paiement doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai de six mois à compter du lendemain du jour de la réclamation.

3. Lorsque l'Administration à qui incombe le paiement n'accepte pas de se charger des risques résultant du cas de force majeure et lorsque, à l'expiration du délai prévu au § 2, la question de savoir si la perte, la spoliation ou l'avarie est due à un cas de l'espèce n'est pas encore tranchée, elle peut, exceptionnellement, différer le règlement de l'indemnité au-delà de ce délai.

4. L'Administration d'origine ou de destination, selon le cas, est autorisée à désintéresser l'ayant droit pour le compte de celle des autres Administrations ayant participé au transport qui, régulièrement saisie, a laissé s'écouler cinq mois sans donner de solution définitive à l'affaire ou sans avoir porté à la connaissance de l'Administration d'origine ou de destination, selon le cas, que la perte, la spoliation ou l'avarie paraissait due à un cas de force majeure.

## Article 44

### Remboursement de l'indemnité à l'Administration ayant effectué le paiement

1. L'Administration responsable ou pour le compte de laquelle le paiement est effectué en conformité de l'article 42 est tenue de rembourser à l'Administration ayant effectué le paiement en vertu de l'article 43, et qui est dénommée

« Administration payeuse », le montant de l'indemnité effectivement payée à l'ayant droit; ce versement doit avoir lieu dans un délai de quatre mois à compter de l'envoi de la notification du paiement.

2. Si l'indemnité doit être supportée par plusieurs Administrations en conformité de l'article 42, la totalité de l'indemnité due doit être versée à l'Administration payeuse, dans le délai mentionné au § 1, par la première Administration qui, ayant dûment reçu le colis réclamé, ne peut en établir la transmission régulière au service correspondant. Il appartient à cette Administration de récupérer sur les autres Administrations responsables la part éventuelle de chacune d'elles dans le dédommagement de l'ayant droit.

3. Le remboursement à l'Administration créitrice est effectué d'après les règles de paiement prévues à l'article 12 de la Convention.

4. Lorsque la responsabilité a été reconnue, de même que dans le cas prévu à l'article 43, § 4, le montant de l'indemnité peut également être repris d'office sur l'Administration responsable par voie de décompte soit directement, soit par l'intermédiaire de la première Administration de transit qui se crédite à son tour sur l'Administration suivante, l'opération étant répétée jusqu'à ce que la somme payée ait été portée au débit de l'Administration responsable; le cas échéant, il y a lieu d'observer les dispositions réglementaires relatives à l'établissement des comptes.

5. Immédiatement après avoir payé l'indemnité, l'Administration payeuse doit communiquer à l'Administration responsable la date et le montant du paiement effectué. Elle ne peut réclamer le remboursement de cette indemnité que dans le délai d'un an à compter soit du jour de l'envoi de la notification du paiement, soit, s'il y a lieu, du jour de l'expiration du délai prévu à l'article 43, § 4.

6. L'Administration dont la responsabilité est dûment établie et qui a tout d'abord décliné le paiement de l'indemnité doit prendre à sa charge tous les frais accessoires résultant du retard non justifié apporté au paiement.

## Article 45

### Récupération éventuelle de l'indemnité sur l'expéditeur ou sur le destinataire

1. Si, après le paiement de l'indemnité, un colis ou une partie de colis, antérieurement considéré comme perdu, est retrouvé, le destinataire et l'expéditeur en sont informés; le premier ou le second, selon le cas, est en outre informé qu'il peut en prendre livraison pendant une période de trois mois, contre remboursement du montant de l'indemnité reçue. Si, dans ce délai, l'expéditeur ou, le cas échéant, le destinataire ne réclame pas le colis, la même démarche est effectuée auprès de l'autre intéressé.

2. Si l'expéditeur ou le destinataire prend livraison du colis ou de la partie retrouvée de ce colis moyennant remboursement du montant de l'indemnité, ce montant est restitué à l'Administration ou, s'il y a lieu, aux Administrations qui ont supporté le dommage, dans un délai d'un an à compter de la date du remboursement.

3. Si l'expéditeur et le destinataire renoncent à prendre livraison du colis, celui-ci devient la propriété de l'Administration ou, s'il y a lieu, des Administrations qui ont supporté le dommage.

4. Lorsque la preuve de la livraison est apportée après le délai de cinq mois prévu à l'article 43, § 4, l'indemnité versée reste à la charge de l'Administration intermédiaire ou de destination si la somme payée ne peut, pour une raison quelconque, être récupérée sur l'expéditeur.

5. En cas de découverte ultérieure d'un colis avec valeur déclarée dont le contenu est reconnu comme étant de valeur inférieure au montant de l'indemnité payée, l'expéditeur ou, en cas d'application de l'article 39, § 6, destinataire doit rembourser le montant de cette indemnité contre remise du colis avec valeur déclarée, sans préjudice des conséquences découlant de la déclaration frauduleuse de valeur visée à l'article 23, § 2.

## TITRE IV

### QUOTES-PARTS REVENANT AUX ADMINISTRATIONS. ATTRIBUTION DES QUOTES-PARTS

#### CHAPITRE I

##### QUOTES-PARTS

###### Article 46

###### Quote-part territoriale de départ et d'arrivée

1. Les colis échangés entre deux Administrations sont soumis aux quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée fixées comme suit, pour chaque pays et pour chaque colis :

Coupures de poids 1	Quote-part territoriale de départ et d'arrivée 2
Jusqu'à 1 kg .....	fr
Au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg .....	2,-
Au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg .....	2,50
Au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg .....	3,-
Au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg .....	4,-
Au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg .....	5,-
	6,50

Toutefois, en ce qui concerne les deux dernières coupures de poids, les Administrations d'origine et de destination ont la faculté de fixer à leur gré les quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée qui leur reviennent.

2. Les quotes-parts visées au paragraphe 1 sont à la charge de l'Administration du pays d'origine, à moins que le présent Arrangement ne prévoie des dérogations à ce principe.

3. Les quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée doivent être uniformes pour l'ensemble du territoire de chaque pays.

### Article 47

#### Quote-part territoriale de transit

1. Les colis échangés entre deux Administrations ou entre deux bureaux du même pays au moyen des services terrestres d'une ou de plusieurs autres Administrations sont soumis, au profit des pays dont les services participent à l'acheminement territorial, aux quotes-parts territoriales de transit ci-après:

Echelons de distance	Quote-part territoriale de transit					
	jusqu'à 1 kg	au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg	au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg	au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg	au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg	au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg
1	2	3	4	5	6	7
Jusqu'à 600 km .....	fr	fr	fr	fr	fr	fr
Au-delà de 600 jusqu'à 1000 km .....	-,30	-,60	1,-	1,80	2,90	4,-
Au-delà de 1000 jusqu'à 2000 km .....	-,40	1,-	1,80	3,30	5,30	7,40
Au-delà de 2000 par 1000 km en sus .....	-,70	1,70	3,-	5,30	8,60	11,90
	-,30	-,80	1,40	2,60	4,20	5,80

2. Chacun des pays visés au paragraphe 1 est autorisé à réclamer pour chaque colis les quotes-parts territoriales de transit afférentes à l'échelon de distance correspondant à la distance moyenne pondérée de transport des colis dont il assure le transit. Cette distance est calculée par le Bureau international.

3. Le réacheminement, le cas échéant après entreposage, par les services d'un pays intermédiaire des dépêches et des colis à découvert arrivant et repartant par un même port (transit sans parcours territorial) est assujetti aux paragraphes 1 et 2.

4. S'agissant de colis-avion, la quote-part territoriale des Administrations intermédiaires n'est applicable que dans le cas où le colis emprunte un transport territorial intermédiaire.

5. Lorsqu'un pays admet que son territoire soit traversé par un service de transport étranger sans participation de ses services selon l'article 3 de la Convention, les colis ainsi acheminés ne donnent pas lieu à l'attribution de la quote-part territoriale de transit à l'Administration postale en cause.

6. Les quotes-parts visées au paragraphe 1 sont à la charge de l'Administration du pays d'origine, à moins que le présent Arrangement ne prévoie des dérogations à ce principe.

### Article 48

#### Réduction ou majoration de la quote-part territoriale de départ et d'arrivée

1. Par dérogation à l'article 46, § 1, les Administrations ont la faculté:

- (a) de majorer à leur gré leurs quotes-parts territoriales de départ pour que celles-ci soient en relation avec les frais de leur service. Elles peuvent également les réduire à leur gré sous réserve qu'elles ne soient pas inférieures à leurs quotes-parts territoriales d'arrivée;
- (b) de réduire ou de majorer leurs quotes-parts territoriales d'arrivée. La majoration, le cas échéant, ne peut dépasser, pour les coupures de poids jusqu'à 10 kg, la moitié de la quote-part territoriale d'arrivée fixée à l'article 46, § 1. La réduction peut être fixée au gré des Administrations intéressées.

2. Pour être applicables, de telles modifications ou les modifications ultérieures des quotes-parts territoriales d'arrivée doivent:

- (a) entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier ou le 1<sup>er</sup> juillet seulement, à la convenance de chaque Administration;
- (b) être notifiées au moins trois mois à l'avance au Bureau international; les modifications éventuelles pour lesquelles ces délais n'auront pas été observés ne seront prises en considération que le 1<sup>er</sup> janvier ou le 1<sup>er</sup> juillet suivant;
- (c) être communiquées aux Administrations intéressées au moins deux mois avant les dates fixées à lettre (a);
- (d) demeurer en vigueur pendant un an au minimum.

### Article 49

#### Quote-part maritime

1. Chacun des pays dont les services participent au transport maritime de colis est autorisé à réclamer les quotes-parts maritimes visées dans le tableau qui figure au § 2. Ces quotes-parts sont à la charge de l'Administration du pays d'origine, à moins que le présent Arrangement ne prévoie des dérogations à ce principe.

2. Pour chaque service maritime emprunté, la quote-part maritime est calculée conformément aux indications du tableau ci-après:

Echelons de distance		Coupures de poids							
(a) exprimés en milles marins	(b) exprimés en kilomètres après conversion sur la base de 1 mille marin = 1,852 km	jusqu'à 1 kg	au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg	au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg	au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg	au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg	au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg		
1	2	3	4	5	6	7	8		
Jusqu'à 500 milles marins	Jusqu'à 926 km	fr	fr	fr	fr	fr	fr		
Au-delà jusqu'à de 500	Au-delà jusqu'à de	-,20	-,60	1,-	1,80	3,-	4,10		
1000	1000	926	1 852	-,30	-,70	1,30	2,30	3,70	5,10
2000	2000	1 852	3 704	-,30	-,80	1,50	2,60	4,30	5,90
3000	3000	3 704	5 556	-,40	-,90	1,70	2,90	4,80	6,60
4000	4000	5 556	7 408	-,40	1,-	1,80	3,10	5,10	7,10
5000	5000	7 408	9 260	-,40	1,-	1,90	3,30	5,40	7,50
6000	6000	9 260	11 112	-,40	1,10	2,-	3,50	5,70	7,90
7000	7000	11 112	12 964	-,50	1,10	2,10	3,60	5,90	8,20
8000	8000	12 964	14 816	-,50	1,20	2,10	3,70	6,10	8,50
Au-delà de 8000 par 1000 en sus	Au-delà de 14 816 par 1 852 en sus	-,	-,05	-,10	-,15	-,20	-,25		

3. Le cas échéant, les échelons de distance servant à déterminer le montant de la quote-part maritime à appliquer entre deux pays sont calculés sur la base d'une distance moyenne pondérée, déterminée en fonction du tonnage des dépêches transportées entre les ports respectifs des deux pays.

4. Le transport maritime entre deux ports d'un même pays ne peut donner lieu à perception de la quote-part prévue au § 2 lorsque l'Administration de ce pays reçoit déjà, pour les mêmes colis, la rémunération afférente au transport territorial.

5. S'agissant de colis-avion, la quote-part maritime des Administrations ou services intermédiaires n'est applicable que dans le cas où le colis emprunte un transport maritime intermédiaire; tout service maritime assuré par le pays d'origine ou de destination est considéré à cet effet comme service intermédiaire.

## Article 50

### Réduction ou majoration de la quote-part maritime

1. Les Administrations ont la faculté de majorer de 50% au maximum la quote-part maritime fixée à l'article 49, § 2. Par contre, elles peuvent la réduire à leur gré.

2. Cette faculté est subordonnée aux conditions fixées à l'article 48, § 2.

3. En cas de majoration, celle-ci doit aussi s'appliquer aux colis originaires du pays dont dépendent les services qui effectuent le transport maritime; toutefois, cette obligation ne s'applique ni aux relations entre un pays et les territoires dont il assure les relations internationales ni aux relations entre ces territoires.

### Article 51

#### Application de nouvelles quotes-parts à la suite de modifications imprévisibles d'acheminement

Lorsque, pour des raisons de force majeure ou à cause d'un autre événement imprévisible, une Administration est contrainte d'utiliser, pour le transport de ses propres colis, une nouvelle voie d'acheminement qui occasionne des frais supplémentaires de transport territorial ou maritime, elle est tenue d'en informer immédiatement, par la voie télégraphique, toutes les Administrations dont les dépêches de colis ou les colis à découvert sont acheminés en transit par son pays. A partir du cinquième jour suivant le jour de l'expédition de cette information, l'Administration intermédiaire est autorisée à mettre en compte à l'Administration d'origine les quotes-parts territoriales et maritimes qui correspondent au nouveau parcours.

### Article 52

#### Taux de base et calcul des frais de transport aérien

1. Le taux de base à appliquer au règlement des comptes entre Administrations au titre des transports aériens est fixé à 1 millième de franc, au maximum, par kilogramme de poids brut et par kilomètre; ce taux est appliqué proportionnellement aux fractions de kilogramme.

2. Les frais de transport aérien relatifs aux dépêches de colis-avion sont calculés d'après le taux de base effectif visé au § 1 et les distances kilométriques mentionnées dans la « Liste des distances aéropostales » prévue à l'article 206, § 1, lettre (b), du Règlement d'exécution de la Convention, d'une part, et, d'autre part, d'après le poids brut des dépêches.

3. Les frais dus à l'Administration intermédiaire au titre du transport aérien des colis-avion à découvert sont fixés en principe comme il est indiqué au § 1, mais par demi-kilogramme pour chaque pays de destination. Toutefois, lorsque le territoire du pays de destination de ces colis est desservi par une ou plusieurs lignes comportant plusieurs escales sur ce territoire, les frais de transport sont calculés sur la base d'un taux moyen pondéré, déterminé en fonction du poids des colis débarqués à chaque escale. Les frais à payer sont calculés colis par colis, le poids de chacun étant arrondi au demi-kilogramme immédiatement supérieur.

4. Chaque Administration de destination qui assure le transport aérien des colis-avion à l'intérieur de son pays a droit au remboursement des frais correspondant à ce transport. Ces frais doivent être uniformes pour toutes les dépêches provenant de l'étranger, que les colis-avion soient réacheminés ou non par voie aérienne.

5. Les frais visés au § 4 sont fixés sous forme d'un prix unitaire, calculé pour tous les colis-avion à destination du pays, sur la base du taux prévu au § 1 et d'après la distance moyenne pondérée des parcours effectués par les colis-avion du service international sur le réseau aérien intérieur. La distance moyenne pondérée est déterminée en fonction du poids brut de toutes les dépêches de colis-avion arrivant au pays de destination, y compris les colis-avion qui ne sont pas réacheminés par voie aérienne à l'intérieur de ce pays.

6. Le droit au remboursement des frais visés au § 4 est subordonné aux conditions fixées à l'article 48, § 2.

7. Le transbordement en cours de route, dans un même aéroport, des colis-avion qui empruntent successivement plusieurs services aériens distincts se fait sans rémunération.

8. Aucune quote-part territoriale de transit n'est due pour:

- (a) le transbordement des dépêches-avion entre deux aéroports desservant une même ville;
- (b) le transport de ces dépêches entre un aéroport desservant une ville et un entrepôt situé dans cette même ville et le retour de ces mêmes dépêches en vue de leur réacheminement.

### **Article 53**

#### **Frais de transport aérien des colis-avion perdus ou détruits**

En cas de perte ou de destruction des colis-avion par suite d'un accident survenu à l'aéronef ou de toute autre cause engageant la responsabilité de l'entreprise de transport aérien, l'Administration d'origine est exonérée de tout paiement, pour quelque partie que ce soit du trajet de la ligne empruntée, au titre du transport aérien des colis-avion perdus ou détruits.

### **Article 54**

#### **Quote-part d'arrivée exceptionnelle**

Sous réserve de l'article 48, § 2, chaque Administration a la faculté d'appliquer à tout colis à destination de ses bureaux une quote-part d'arrivée exceptionnelle de 50 centimes au maximum.

## **CHAPITRE II**

### **ATTRIBUTION DES QUOTES-PARTS**

#### **Article 55**

##### **Principe général**

1. L'attribution des quotes-parts aux Administrations intéressées est effectuée, en principe, par colis.

2. Toutefois, dans le cas de transmission par dépêches directes, l'Administration d'origine peut s'entendre avec l'Administration de destination et, éventuellement, avec les Administrations intermédiaires en vue de l'attribution des quotes-parts territoriales et maritimes globalement par coupure de poids.

3. Toujours dans le cas de transmission par dépêches directes, l'Administration d'origine peut convenir avec l'Administration de destination et, éventuellement, avec les Administrations intermédiaires de les créditer de sommes calculées par colis ou par kilogramme de poids brut des dépêches sur la base des quotes-parts territoriales et maritimes.

### **Article 56**

#### **Colis de service. Colis de prisonniers de guerre et internés**

Les colis de service et les colis de prisonniers de guerre et internés ne donnent lieu à l'attribution d'aucune quote-part, exception faite des frais de transport aérien applicables aux colis-avion.

## **TITRE V**

### **DISPOSITIONS DIVERSES**

#### **Article 57**

#### **Application de la Convention**

La Convention est applicable, le cas échéant, par analogie, en tout ce qui n'est pas expressément réglé par le présent Arrangement.

#### **Article 58**

#### **Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement et son Règlement d'exécution**

1. Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives au présent Arrangement et à son Règlement doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres présents et votant qui sont parties à l'Arrangement. La moitié au moins de ces Pays-membres représentés au Congrès doivent être présents au moment du vote.

2. Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives au présent Arrangement et à son Règlement doivent réunir:

(a) l'unanimité des suffrages, si elles ont pour objet soit l'addition de nouvelles dispositions, soit la modification de fond des articles du présent Arrangement, de son Protocole final et de l'article 151 de son Règlement;

(b) les deux tiers des suffrages, si elles ont pour objet la modification de fond du Règlement, à l'exception de l'article 151;

(c) la majorité des suffrages, si elles ont pour objet:

- 1<sup>o</sup> l'interprétation des dispositions du présent Arrangement, de son Protocole final et de son Règlement, hors le cas de différend à soumettre à l'arbitrage prévu à l'article 32 de la Constitution;
- 2<sup>o</sup> des modifications d'ordre rédactionnel à apporter aux Actes énumérés au chiffre 1<sup>o</sup>.

3. Lorsqu'un Pays-membre de l'Union exprime, en dehors des Congrès, le désir d'adhérer au présent Arrangement en réclamant la faculté de percevoir des quotes-parts d'arrivée exceptionnelles à un taux supérieur à celui qu'autorise l'article 54, le Bureau international soumet la demande à tous les Pays-membres signataires de l'Arrangement; si, dans un délai de six mois, plus d'un tiers de ces Pays-membres ne se prononcent pas contre cette demande, elle est considérée comme admise.

### **Article 59**

#### **Colis à destination ou en provenance de pays ne participant pas à l'Arrangement**

1. Les Administrations des pays participant au présent Arrangement, qui entretiennent un échange de colis avec les Administrations de pays non participants, admettent, sauf opposition de ces dernières, les Administrations de tous les pays participants à profiter de ces relations.

2. Pour le transit par les services terrestres, maritimes et aériens des pays participant à l'Arrangement, les colis à destination ou en provenance d'un pays non participant sont assimilés, quant au montant des quotes-parts territoriales et maritimes et des frais de transport aérien, aux colis échangés entre les pays participants. Il en est de même, en ce qui concerne la responsabilité, chaque fois qu'il est établi que le dommage est survenu dans le service d'un des pays participants et lorsque l'indemnité doit être versée dans un pays participant soit à l'expéditeur, soit, en cas d'application de l'article 39, § 6, au destinataire.

## **TITRE VI**

### **DISPOSITIONS FINALES**

#### **Article 60**

#### **Mise à exécution et durée de l'Arrangement**

Le présent Arrangement sera mis à exécution le 1<sup>er</sup> janvier 1976 et demeurera en vigueur jusqu'à la mise à exécution des Actes du prochain Congrès.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des pays contractants ont signé le présent Arrangement en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement du pays-siège de l'Union. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du pays-siège du Congrès.

Fait à Lausanne, le 5 juillet 1974.

Pour

LA RÉPUBLIQUE DE L'AFGHANISTAN:

Pour

LA RÉPUBLIQUE  
DE L'AFRIQUE DU SUD:

Pour

LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE  
D'ALLEMAGNE:

Dr. Baumann

Dr. Merkely

Pour

LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE  
D'ALBANIE:

Pour

LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE:

LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE  
DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE:

Pour  
L'ENSEMBLE DES TERRITOIRES  
DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,  
Y COMPRIS LE TERRITOIRE  
SOUS TUTELLE DES ÎLES DU  
PACIFIQUE:

Pour  
LE ROYAUME DE L'ARABIE SAOUDITE:

~~DR. ALAWI D. KAYAL~~

~~Ali Sheikhs~~

~~A.A.S.M.M.A.U~~

Pour  
LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE:

~~H. Meleaguay~~

Pour  
L'AUSTRALIE:

~~K. Glaser~~  
~~Swanson~~  
~~Dr. Farne~~  
~~J. H. Banks.~~

Pour  
LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE:

~~Dr. Pauschig~~  
~~Hausner~~  
~~Reinthal~~  
~~Dr. Rauch~~  
Pour

LE COMMONWEALTH DES BAHAMAS

~~Car. Scaria~~

Pour  
L'ÉTAT DE BAHRAIN:

Ali E. MATTAR.

~~S. A.~~

Pour  
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE  
DU BANGLADESH:

K. R. Quddus.

Pour  
BARBADE:

Fredrick G. Smith

Pour  
LA BELGIQUE:

J. H. [unclear]

Pour  
LE ROYAUME DE BHOUTAN:

[unclear]

[unclear]

Pour  
LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE  
SOVIÉTIQUE DE BIÉLORUSSIE:

B. Kraev -

Pour  
LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE  
DE L'UNION DE BIRMANIE:

Myint -  
Myint Maung

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DE BOLIVIE:

Willy

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DU BOTSWANA:

B. Ramasamy  
Tarhan  
Ramamurthy

Pour  
LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE  
DU BRÉSIL:

*José Goulart  
Autographe*

Pour  
LE CANADA:

Pour  
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE  
DE BULGARIE:

*M. Todorov*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE:

*Bang*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DU BURUNDI:

*Emile Nshimirimana*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE UNIE DU CAMEROUN:

*E. Nk*

Pour  
LE CHILI:

*Alvaro Prado*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE  
DE CHINE:

*W. T. Son*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DE CHYPRE:

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE:

*Hugo Betancourt*  
*J. C. Pérez*  
*Alvaro Uribe*  
*Álvaro Gómez Hurtado*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE  
DU CONGO:

*M. K. M'poli*  
*Joseph-Désiré Mobutu*  
*B.P. Bandal*  
*Amadou H. Sankara*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE:

*No en Chang*  
*C. J. Park*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DE COSTA-RICA:

*Rodríguez J.*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE:

*J. K. A. Gbagbo*  
*1.9 au*  
*D. G. Traoré*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DE CUBA:

*Fidel Castro*  
*Ramón Villeda*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DU DAHOMEY:

*Verte GOUNONGBE  
L. WOKOUA  
Adoun'*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE ARABE D'ÉGYPTE:

*M. T. Sahlui A. El-S.  
A. Batz*

*Awadalla Taufiq  
Abd Shukry*

Pour  
LE ROYAUME DE DANEMARK:

*Gunnar Pedersen  
Bent Steensgaard  
Torkil Andersen  
Boerge Knudsen*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DE EL SALVADOR:

*A. Ospina Rodriguez*

Pour  
LES ÉMIRATS ARABES UNIS:

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE:

*Eduardo  
H.A.H. Bresser*

*W. M. Ali*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR:

Pour  
L'ESPAGNE:

Pour  
LE TERRITOIRE ESPAGNOL  
DE L'AFRIQUE:

Pour  
L'ÉTHIOPIE:

Pour  
FIDJI:

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE:

Pour  
LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE:

Pour  
L'ENSEMBLE DES TERRITOIRES  
REPRÉSENTÉS PAR L'OFFICE FRANÇAIS  
DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS  
D'OUTRE-MER:

*Ray Chapman*  
*R. Bonning*  
*Frank J. Judd*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE GABONAISE:

*A. Nampay*  
*John*  
*B. D.*  
*B. D.*

Pour  
LE GHANA:

*B. P.*  
*B. P.*  
*B. P.*

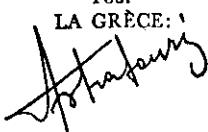
Pour  
LE ROYAUME-UNI  
DE GRANDE-BRETAGNE  
ET D'IRLANDE DU NORD,  
ÎLES DE LA MANCHE  
ET ÎLE DE MAN:

*S. Ward*  
*D. M. Teller*  
*D. M. Teller ..*  
*Murphy*  
*Heather H. P. Harrison*  
*J.S.*  
*A. G. Brown*  
*W. J. Jones*

Pour  
LES TERRITOIRES D'OUTRE-MER  
DONT LES RELATIONS  
INTERNATIONALES  
SONT ASSURÉES  
PAR LE GOUVERNEMENT  
DU ROYAUME-UNI  
DE GRANDE-BRETAGNE  
ET D'IRLANDE DU NORD:

*S. Ward*  
*D. M. Teller*  
*D. M. Teller ..*  
*Murphy*  
*Heather H. P. Harrison*  
*J.S.*  
*A. G. Brown*  
*W. J. Jones*

Pour  
LA GRÈCE:



Pour  
LA RÉPUBLIQUE  
DE GUINÉE ÉQUATORIALE:

Pour  
LA GUYANE:

Pour

LA RÉPUBLIQUE DU GUATÉMALA:



Pour  
LA RÉPUBLIQUE D'HAITI:

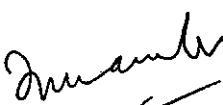
Pour  
LA RÉPUBLIQUE DE HAUTE-VOLTA:

Pour

LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE:

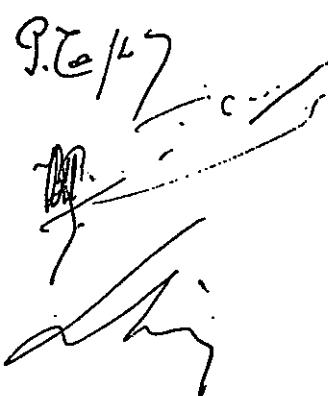


petit



Pour

LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE-BISSAU:



Pour  
LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS:

Pour  
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE  
HONGROISE:

Pour  
L'INDE:

Pour  
LA RÉPUBLIQUE D'INDONÉSIE:

Pour  
L'IRAN:

Pour  
LA RÉPUBLIQUE D'IRAQ:

Pour  
L'IRLANDE:

Pour  
LA RÉPUBLIQUE D'ISLANDE:

Pour  
ISRAËL:

D. Ambar

~~Ambar~~

Pour  
LE JAPON:

Raudan

~~Raudan~~

~~B. D. Kierhav~~

~~Kierhav~~

Pour  
L'ITALIE:

Pour  
LE ROYAUME HACHÉMITE  
DE JORDANIE:

~~S. A. S.~~

H. Khannash

~~Ali ALJASSER~~

~~Issa Raudah~~

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DE KENYA:

~~Ehab~~

~~Millitali~~

Pour  
LA JAMAÏQUE:

~~Supersting~~

Pour  
LA RÉPUBLIQUE KHMÈRE:

Pour  
KUWAIT:

Pour  
LE ROYAUME DU LAOS:

Pour  
LE ROYAUME DU LESOTHO:

Pour  
LA RÉPUBLIQUE LIBANAISE:

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DE LIBÉRIA:

Pour  
LA RÉPUBLIQUE ARABE LIBYENNE:

Pour  
LA PRINCIPAUTÉ DE LIECHTENSTEIN:

Pour  
LE LUXEMBOURG:

Pour  
LA MALAISIE:

Annuhan  
Divasam  
Songnissouy  
...  
Alikhathe

Pour  
MALAWI:

Pour  
LA RÉPUBLIQUE MALGACHE:

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DU MALI:

~~Hassan~~  
~~...~~  
S. Youk

Pour  
MALTE:

Pour  
LE ROYAUME DU MAROC:

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DES MALDIVES:

Pour  
MAURICE:

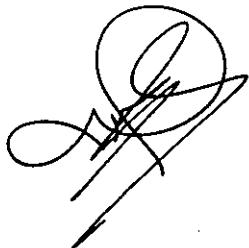


Maurice  
et  
Mauritanie

Pour  
LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE  
DE MAURITANIE:



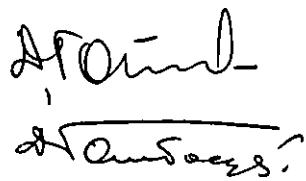
Pour  
LES ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE:



Pour  
LA PRINCIPAUTÉ DE MONACO:



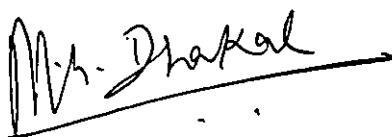
Pour  
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE  
DE MONGOLIE:



A.Oin  
et  
Ambassade

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DE NAURU:

Pour  
LE NÉPAL:



Mr. Dhakal

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DU NICARAGUA:



President

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DU NIGER:

*Clyde Reid.*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE DE NIGÉRIA:

*Habib Jaffar*

Pour  
LA NORVÈGE:

*R. Gustavsen*  
*E. H. Eriksen*  
*K. Strommen*  
*C. Aune*

Pour  
LA NOUVELLE-ZÉLANDE:

*E. Heath*  
*A. L. Jones*  
*J. Hansen*

Pour  
LE SULTANAT D'OMAN:

*S. M. Al-Saif*  
*Emmy J. Owaga*

Pour  
LE PAKISTAN:

*S. A. Mahmud*

*S. Ahamad*  
*M. Khan*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA:

*José M. Espinoza*

*Pedro Ruiz Martínez*  
*Julio Espinoza*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DE PARAGUAY:

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DES PHILIPPINES:

Pour  
LES PAYS-BAS:

Pour  
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE  
DE POLOGNE:

Pour  
LES ANTILLES NÉERLANDAISES  
ET SURINAM:

Pour  
LE PORTUGAL:

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DU PÉROU:

Pour  
LES PROVINCES PORTUGAISES  
DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE:

Pour  
LES PROVINCES PORTUGAISES  
DE L'AFRIQUE ORIENTALE,  
DE L'ASIE ET DE L'OcéANIE:

Pour  
L'ETAT DE QATAR:

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE  
ALLEMANDE:

Pour  
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE  
DÉMOCRATIQUE DE CORÉE:

Pour  
LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE  
DE ROUMANIE:

Pour  
LA RÉPUBLIQUE RWANDAISE:

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DE SAINT-MARIN:

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL:

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DE SIERRA LEONE:

Pour  
SINGAPOUR:

*Patobha*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE  
DE SOMALIE:

*G. P.  
Micalani*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE  
DU SOUDAN:

*M. S. Bushi*  
*N. Goni*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DE SRI LANKA  
(CEYLAN):

*V. Gun* ~~*T. P. M.*~~

Pour  
LA SUÈDE:

*M. Riise*  
*Concerto igum*  
*F. Petri*  
*Wihum Cilia*

Pour  
LA CONFÉDÉRATION SUISSE:

*Redi*  
*V. Sonnay*  
*J. Schmid*

Pour  
LE ROYAUME DU SWAZILAND:

*Sakute*  
*D. Shabondar*  
*Zimkhlobatis*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE:

Makhlouf  
gab  
Dalloul  
A. A.

Pour  
LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE  
TCHÉCOSLOVAQUE:

Kučera

Pour  
LA RÉPUBLIQUE UNIE DE TANZANIE:

Mwinyi

Pour  
LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE:

Off  
Eulawé  
Jekwemadj

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DU TCHAD:

A. Deurne

Pour  
LE ROYAUME DES TONGA:

Liu Tu'i

Pour  
TRINITÉ ET TOBAGO:

Pour  
L'UNION DES RÉPUBLIQUES  
SOCIALISTES SOVIÉTIQUES:

Pour  
LA TUNISIE:

Pour  
LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE  
DE L'URUGUAY:

Pour  
LA TURQUIE:

Pour  
L'ÉTAT DE LA CITÉ DU VATICAN:

Pour  
LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE  
SOVIÉTIQUE D'UKRAINE:

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DE VÉNÉZUÉLA:

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DU VIËT-NAM:

*Bunyan S*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE ARABE DU YÉMEN:

*Saleh*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE  
POPULAIRE DU YÉMEN:

*Abedin*

*Ghaffar*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE  
FÉDÉRATIVE DE YUGOSLAVIE:

*P. Vojislav*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DU ZAÏRE:

*M. Obou*  
*Offou M*  
*Kanu*  
*Paul*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DE ZAMBIE:

*M. Nkomo*  
*C. T. D. Banda*

# PROTOCOLE FINAL

## DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT

## LES COLIS POSTAUX

Au moment de procéder à la signature de l'Arrangement concernant les colis postaux conclu à la date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit:

### Article I

#### Transit

Par dérogation à l'article premier de la Convention, la faculté de ne pas assurer le transport des colis en transit par leur territoire est accordée provisoirement aux Provinces portugaises de l'Afrique.

### Article II

#### Quotes-parts territoriales exceptionnelles

A titre provisoire, les Administrations figurant aux tableaux 1 et 2 ci-après sont autorisées à percevoir:

- (a) les quotes-parts d'arrivée exceptionnelles indiquées au tableau 1, qui se substituent à la quote-part d'arrivée exceptionnelle autorisée à l'article 54;
- (b) les quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles indiquées au tableau 2, qui s'ajoutent aux quotes-parts de transit visées à l'article 47, § 1.

#### 1. QUOTES-PARTS D'ARRIVÉE EXCEPTIONNELLES

N° d'ordre 1	Administrations autorisées 2	Montant par colis 3	Observations 4
1	Afghanistan	fr 1	<sup>1</sup> La quote-part peut atteindre les montants ci-après: Colis jusqu'à 1 kg ..... fr 2,- Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg ..... 2,50 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg ..... 3,25 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 5,-
2	Albanie	1,-	
3	Algérie	2	<sup>2</sup> La quote-part peut atteindre les montants ci-après: Colis jusqu'à 3 kg ..... fr 1,50 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg ..... 2,- Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 2,50 Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg ..... 3,50 Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg ..... 5,-

## 1. QUOTES-PARTS D'ARRIVÉE EXCEPTIONNELLES (suite)

N° d'ordre 1	Administrations autorisées 2	Montant par colis 3	Observations 4
4	Allemagne, Rép. féd. d'	fr 5,-	
5	Argentine	1,50	
6	Australie	3	<sup>3</sup> La quote-part peut atteindre les montants ci-après: Colis jusqu'à 1 kg ..... fr 2,10 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg ..... 2,40 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg ..... 3,55 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 5,35
7	Bahamas	4	<sup>4</sup> La quote-part peut atteindre les montants ci-après: Colis jusqu'à 1 kg ..... fr 2,10 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg ..... 2,35 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg ..... 3,15 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 2,25
8	Bahrain	5	<sup>5</sup> La quote-part peut atteindre les montants ci-après: Colis jusqu'à 1 kg ..... fr 1,- Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg ..... 2,- Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg ..... 3,50 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 4,50
9	Bangladesh	6	<sup>6</sup> La quote-part peut atteindre les montants ci-après: Colis jusqu'à 1 kg ..... fr 1,- Colis au-dessus de 1 jusqu'à 5 kg ..... 3,- Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 4,50
10	Barbade	7	<sup>7</sup> La quote-part peut atteindre les montants ci-après: Colis jusqu'à 1 kg ..... fr 2,10 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg ..... 2,35 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg ..... 3,15 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 2,25
11	Belgique	8	<sup>8</sup> La quote-part peut atteindre les montants ci-après: Colis jusqu'à 1 kg ..... fr 3,- Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg ..... 3,75 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg ..... 4,50 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 6,- Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg ..... 7,50 Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg ..... 9,50

## 1. QUOTES-PARTS D'ARRIVÉE EXCEPTIONNELLES (suite)

N° d'ordre 1	Administrations autorisées 2	Montant par colis 3	Observations 4																					
12	Biélorussie	fr 9	<p><sup>9</sup>La quote-part peut atteindre les montants ci-après:</p> <table> <thead> <tr> <th>Colis jusqu'à 1 kg .....</th> <th>Partie européenne de l'URSS fr</th> <th>Partie asiatique de l'URSS fr</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>.....,-90</td><td>.....,30</td><td></td></tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg .....</td><td>1,65</td><td>5,25</td></tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg .....</td><td>2,40</td><td>7,20</td></tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg .....</td><td>4,80</td><td>14,40</td></tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg .....</td><td>7,20</td><td>21,60</td></tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg .....</td><td>9,60</td><td>28,80</td></tr> </tbody> </table>	Colis jusqu'à 1 kg .....	Partie européenne de l'URSS fr	Partie asiatique de l'URSS fr	.....,-90	.....,30		Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg .....	1,65	5,25	Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg .....	2,40	7,20	Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg .....	4,80	14,40	Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg .....	7,20	21,60	Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg .....	9,60	28,80
Colis jusqu'à 1 kg .....	Partie européenne de l'URSS fr	Partie asiatique de l'URSS fr																						
.....,-90	.....,30																							
Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg .....	1,65	5,25																						
Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg .....	2,40	7,20																						
Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg .....	4,80	14,40																						
Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg .....	7,20	21,60																						
Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg .....	9,60	28,80																						
13	Birmanie	-,75																						
14	Bolivie	10	<p><sup>10</sup>Pour les colis en provenance ou à destination des localités autres que Cochabamba, La Paz, Oruro, Potosi, Santa-Cruz, Sucre et Tarija, la quote-part peut atteindre les montants ci-après:</p> <table> <thead> <tr> <th>Colis jusqu'à 1 kg .....</th> <th>fr</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>.....,3-</td><td></td></tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 1 jusqu'à 5 kg .....</td><td>7,-</td></tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg .....</td><td>14,-</td></tr> </tbody> </table>	Colis jusqu'à 1 kg .....	fr	.....,3-		Colis au-dessus de 1 jusqu'à 5 kg .....	7,-	Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg .....	14,-													
Colis jusqu'à 1 kg .....	fr																							
.....,3-																								
Colis au-dessus de 1 jusqu'à 5 kg .....	7,-																							
Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg .....	14,-																							
15	Botswana	11	<p><sup>11</sup>La quote-part peut atteindre les montants ci-après:</p> <table> <thead> <tr> <th>Colis jusqu'à 1 kg .....</th> <th>fr</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>.....,3-</td><td></td></tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg .....</td><td>4,-</td></tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg .....</td><td>5,50</td></tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg .....</td><td>6,50</td></tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg .....</td><td>8,-</td></tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg .....</td><td>10,-</td></tr> </tbody> </table>	Colis jusqu'à 1 kg .....	fr	.....,3-		Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg .....	4,-	Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg .....	5,50	Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg .....	6,50	Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg .....	8,-	Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg .....	10,-							
Colis jusqu'à 1 kg .....	fr																							
.....,3-																								
Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg .....	4,-																							
Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg .....	5,50																							
Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg .....	6,50																							
Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg .....	8,-																							
Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg .....	10,-																							
16	Brésil	3,- 12	<p><sup>12</sup>La quote-part peut s'élever à 4 francs pour les colis à destination de certains bureaux éloignés.</p>																					
17	Bulgarie	1,50																						
18	Cameroun	13	<p><sup>13</sup>La quote-part peut atteindre les montants ci-après:</p> <table> <thead> <tr> <th>Colis jusqu'à 3 kg .....</th> <th>fr</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>.....,1,50</td><td></td></tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg .....</td><td>2,-</td></tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg .....</td><td>2,50</td></tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg .....</td><td>5,-</td></tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg .....</td><td>6,50</td></tr> </tbody> </table>	Colis jusqu'à 3 kg .....	fr	.....,1,50		Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg .....	2,-	Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg .....	2,50	Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg .....	5,-	Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg .....	6,50									
Colis jusqu'à 3 kg .....	fr																							
.....,1,50																								
Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg .....	2,-																							
Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg .....	2,50																							
Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg .....	5,-																							
Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg .....	6,50																							

## 1. QUOTES-PARTS D'ARRIVÉE EXCEPTIONNELLES (suite)

N° d'ordre 1	Administrations autorisées 2	Montant par colis 3	Observations 4
19	Centrafricaine (Rép.)	fr 14	14La quote-part peut atteindre les montants ci-après: Colis jusqu'à 3 kg ..... 2,25 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg ..... 4,50 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 6,- Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg ..... 9,75 Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg ..... 13,50
20	Chili	3,-	
21	Chine (Rép. pop.)	15	15La quote-part peut atteindre les montants ci-après: Colis jusqu'à 1 kg ..... 2,- Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg ..... 3,50 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg ..... 5,- Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 7,- Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg ..... 10,- Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg ..... 13,50
22	Chypre	16	16La quote-part peut atteindre les montants ci-après: Colis jusqu'à 1 kg ..... 3,- Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg ..... 4,- Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg ..... 5,50 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 6,50
23	Colombie	17	17La quote-part peut atteindre les montants ci-après: Colis jusqu'à 3 kg ..... 3,- Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg ..... 5,- Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 10,- Colis au-dessus de 10 jusqu'à 20 kg ..... 11,-
24	Congo (Rép. pop.)	18	18Pour le parcours des colis au-delà des bureaux d'échange, il est perçu une taxe de transport intérieur variable selon la destination et qui ne peut dépasser le tarif applicable aux colis postaux du service intérieur.
25	Costa-Rica	19	19La quote-part peut atteindre les montants ci-après: Colis jusqu'à 1 kg ..... 1,- Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg ..... 1,50 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg ..... 2,- Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 2,50 Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg ..... 5,- Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg ..... 6,50
26	Côte d'Ivoire (Rép.)	20	20La quote-part peut atteindre les montants ci-après: Colis jusqu'à 1 kg ..... 1,25 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg ..... 1,75 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg ..... 2,25 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 2,75 Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg ..... 3,50 Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg ..... 4,25

## 1. QUOTES-PARTS D'ARRIVÉE EXCEPTIONNELLES (suite)

N° d'ordre 1	Administrations autorisées 2	Montant par colis 3	Observations 4
27	Dahomey	fr 21	21 La quote-part peut atteindre les montants ci-après: Colis jusqu'à 1 kg ..... 1,50 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 5 kg ..... 2,- Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 3,00 Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg ..... 4,- Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg ..... 5,-
28	Dominicaine (Rép.)	1,25	
29	Egypte	5,-	
30	El Salvador	2,50	
31	Emirats arabes unis	22	22 La quote-part peut atteindre les montants ci-après: Colis jusqu'à 1 kg ..... 2,50 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg ..... 3,- Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg ..... 3,50 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 5,- Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg ..... 7,- Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg ..... 9,-
32	Equateur	23	23 La quote-part peut atteindre les montants ci-après: Colis jusqu'à 1 kg ..... 1,- Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg ..... 1,50 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg ..... 2,- Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 2,50 Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg ..... 5,- Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg ..... 6,50
33	Espagne	1,50	
34	Ethiopie	24	24 La quote-part peut atteindre les montants ci-après: Colis jusqu'à 1 kg ..... 1,35 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg ..... 1,85 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg ..... 2,45 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 3,75 Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg ..... 5,55 Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg ..... 7,55
35	Fidji	25	25 La quote-part peut atteindre les montants ci-après: Colis jusqu'à 1 kg ..... 2,- Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg ..... 2,50 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg ..... 3,- Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 4,-
36	Finlande	3,-	
37	France	5,50	

## 1. QUOTES-PARTS D'ARRIVÉE EXCEPTIONNELLES (suite)

N° d'ordre 1	Administrations autorisées 2	Montant par colis 3	Observations 4
38	Territoires rep- résentés par l'Office français des postes et télécom- munications d'outre-mer	fr 5,50	
39	Gabon	26	26 La quote-part peut atteindre les montants ci-après: Colis jusqu'à 1 kg ..... -,95 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg ..... 2,10 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg ..... 3,60 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 4,- Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg ..... 5,50 Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg ..... 8,00
40	Ghana	27	27 La quote-part peut atteindre les montants ci-après: Colis jusqu'à 1 kg ..... fr Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg ..... 2,- Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg ..... 2,50 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 3,-
41	Grande- Bretagne et Territoires d'outre-mer	28	28 La quote-part peut atteindre les montants ci-après: Colis jusqu'à 1 kg ..... fr Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg ..... 5,80 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg ..... 7,20 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 9,-
42	Grèce	3,-	Colis jusqu'à 1 kg ..... 10,55
43	Guatémala	-,75	
44	Guyane	29	29 La quote-part peut atteindre les montants ci-après: Colis jusqu'à 1 kg ..... fr Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg ..... 1,80 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg ..... 2,- Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 2,70
45	Haiti	-,50	Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 3,10
46	Haute-Volta	30	30 La quote-part peut atteindre les montants ci-après: Colis jusqu'à 1 kg ..... fr Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg ..... 1,40 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg ..... 2,- Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 3,20 Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg ..... 6,40
47	Honduras (Rép.)	2,50	Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg ..... 10,20
48	Inde	4,-	
49	Indonésie	2,50	Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg ..... 13,20

## 1. QUOTES-PARTS D'ARRIVÉE EXCEPTIONNELLES (suite)

N° d'ordre 1	Administrations autorisées 2	Montant par colis 3	Observations 4
50	Iran	31	31 La quote-part peut atteindre les montants ci-après: Colis jusqu'à 5 kg ..... fr 3,- Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 5,- Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg ..... 7,50 Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg ..... 10,-
51	Iraq	32	32 La quote-part peut atteindre les montants ci-après: Colis jusqu'à 1 kg ..... fr -,75 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 5 kg ..... 1,25 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 1,60
52	Irlande	5,-	
53	Islande	33	33 La quote-part peut atteindre les montants ci-après: Colis jusqu'à 3 kg ..... fr -,50 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg ..... -,75 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 1,-
54	Israël	34	34 La quote-part peut atteindre les montants ci-après: Colis jusqu'à 1 kg ..... fr 2,- Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg ..... 2,50 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg ..... 3,50 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 5,50
55	Jamaïque	35	35 La quote-part peut atteindre les montants ci-après: Colis jusqu'à 1 kg ..... fr 2,50 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg ..... 3,- Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg ..... 3,50 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 5,-
56	Japon	5,-	
57	Kenya	36	36 La quote-part peut atteindre les montants après: Colis jusqu'à 1 kg ..... fr 2,50 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg ..... 3,- Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg ..... 3,50 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 4,50
58	Laos	4,-	
59	Lesotho	5,-	
60	Madagascar	5,-	
61	Malaisie	37	37 La quote-part peut atteindre les montants ci-après: Colis jusqu'à 1 kg ..... fr 1,80 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg ..... 2,30 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg ..... 2,80 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 3,80

## 1. QUOTES-PARTS D'ARRIVÉE EXCEPTIONNELLES (suite)

N° d'ordre 1	Administrations autorisées 2	Montant par colis 3	Observations 4
62	Malawi	fr 38	38 La quote-part peut atteindre les montants ci-après: Colis jusqu'à 1 kg ..... fr 1,80 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg ..... 2,- Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg ..... 2,70 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 3,10
63	Mali	39	39 La quote-part peut atteindre les montants ci-après: Colis jusqu'à 1 kg ..... fr 1,40 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg ..... 2,- Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg ..... 3,20 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 6,40 Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg ..... 10,20 Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg ..... 13,20
64	Malte	40	40 La quote-part peut atteindre les montants ci-après: Colis jusqu'à 1 kg ..... fr 1,80 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg ..... 2,- Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg ..... 2,70 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 3,10
65	Maroc	41	41 La quote-part peut atteindre les montants ci-après: Colis jusqu'à 3 kg ..... fr 1,50 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg ..... 2,- Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 2,50 Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg ..... 3,50 Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg ..... 5,-
66	Maurice	42	42 La quote-part peut atteindre les montants ci-après: Colis jusqu'à 1 kg ..... fr 2,10 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg ..... 2,35 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg ..... 3,15 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 2,25
67	Mauritanie	43	43 La quote-part peut atteindre les montants ci-après: Colis jusqu'à 1 kg ..... fr 1,50 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg ..... 2,25 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg ..... 3,- Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 6,- Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg ..... 10,50 Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg ..... 14,00
68	Népal	1,50	
69	Nicaragua	3,-	

## 1. QUOTES-PARTS D'ARRIVÉE EXCEPTIONNELLES (suite)

N° d'ordre 1	Administrations autorisées 2	Montant par colis 3	Observations 4
70	Niger	fr 44	<sup>44</sup> La quote-part peut atteindre les montants ci-après: Colis jusqu'à 1 kg ..... fr Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg ..... 2,- Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg ..... 3,20 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 6,40 Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg ..... 10,20 Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg ..... 13,20
71	Nigéria	45	<sup>45</sup> La quote-part peut atteindre les montants ci-après: Colis jusqu'à 1 kg ..... fr Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg ..... 1,25 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg ..... 1,50 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 1,75
72	Norvège	5,-	
73	Nouvelle- Zélande	46	<sup>46</sup> La quote-part peut atteindre les montants ci-après: Colis jusqu'à 1 kg ..... fr Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg ..... 2,- Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg ..... 2,25 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 2,75
74	Oman	47	<sup>47</sup> La quote-part peut atteindre les montants ci-après: Colis jusqu'à 1 kg ..... fr Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg ..... 2,50 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg ..... 3,- Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 3,50
75	Ouganda	48	<sup>48</sup> La quote-part peut atteindre les montants ci-après: Colis jusqu'à 1 kg ..... fr Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg ..... 3,- Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg ..... 3,50 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 4,50
76	Pakistan	49	<sup>49</sup> La quote-part peut atteindre les montants ci-après: Colis jusqu'à 5 kg ..... fr Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 3,-
77	Panama (Rép.)	1,50	
78	Paraguay	2,50	
79	Pérou	4,50	
80	Pologne (Rép. pop.)	3,-	
81	Provinces por- tugaises de l'Angola et du Mozambique	50	<sup>50</sup> Pour le parcours des colis au-delà des bureaux d'échange, une quote-part qui ne peut dépasser le tarif applicable aux colis du service intérieur est admise.

## 1. QUOTES-PARTS D'ARRIVÉE EXCEPTIONNELLES (suite)

N° d'ordre 1	Administrations autorisées 2	Montant par colis 3	Observations 4
82	Qatar	51	51 La quote-part peut atteindre les montants ci-après: Colis jusqu'à 1 kg ..... fr 1,80 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg ..... 2,- Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg ..... 2,70 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 3,10
83	Rép. dém. allemande	2,50	
84	Sénégal	52	52 La quote-part peut atteindre les montants ci-après: Colis jusqu'à 1 kg ..... fr -,75 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg ..... 1,25 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg ..... 1,75 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 2,25 Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg ..... 2,75 Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg ..... 3,25
85	Sierra Leone	53	53 La quote-part peut atteindre les montants ci-après: Colis jusqu'à 1 kg ..... fr 2,- Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg ..... 2,50 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg ..... 3,20 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 4,10
86	Singapour	54	54 La quote-part peut atteindre les montants ci-après: Colis jusqu'à 1 kg ..... fr 1,80 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg ..... 2,30 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg ..... 2,80 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 3,80
87	Soudan	55	55 La quote-part peut atteindre les montants ci-après: Colis jusqu'à 1 kg ..... fr 1,50 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg ..... 2,50 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg ..... 4,- Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 7,-
88	Sri Lanka (Ceylan)	4,-	
89	Suède	5,-	
90	Swaziland	56	56 La quote-part peut atteindre les montants ci-après: Colis jusqu'à 1 kg ..... fr 1,80 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg ..... 2,- Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg ..... 2,70 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 3,10
91	Tanzanie (Rép. unie)	57	57 La quote-part peut atteindre les montants ci-après: Colis jusqu'à 1 kg ..... fr 2,50 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg ..... 3,- Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg ..... 3,50 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 4,50

## 1. QUOTES-PARTS D'ARRIVÉE EXCEPTIONNELLES (suite)

N° d'ordre 1	Administrations autorisées 2	Montant par colis 3	Observations 4
92	Tchad	fr 58	58 La quote-part peut atteindre les montants ci-après: Colis jusqu'à 3 kg ..... 1,- Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg ..... 2,- Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 4,- Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg ..... 7,- Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg ..... 10,-
93	Tchécoslovaquie	2,50	
94	Thaïlande	3,-	
95	Togo	59	59 La quote-part peut atteindre les montants ci-après: Colis jusqu'à 1 kg ..... 1,50 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg ..... 2,- Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg ..... 3,- Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 5,- Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg ..... 6,- Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg ..... 7,-
96	Trinité et Tobago	60	60 La quote-part peut atteindre les montants ci-après: Colis jusqu'à 1 kg ..... 1,25 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg ..... 1,50 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg ..... 1,75 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 1,10
97	Turquie	2,-	
98	Ukraine	61	61 La quote-part peut atteindre les montants ci-après:  Partie européenne de l'URSS Partie asiatique de l'URSS fr fr Colis jusqu'à 1 kg ..... -,90 3,30 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg ..... 1,65 5,25 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg ..... 2,40 7,20 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg ..... 4,80 14,40 Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg ..... 7,20 21,60 Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg ..... 9,60 28,80

## 1. QUOTES-PARTS D'ARRIVÉE EXCEPTIONNELLES (suite)

N° d'ordre 1	Administrations autorisées 2	Montant par colis 3	Observations 4		
99	Union des républiques socialistes soviétiques	62	62	La quote-part peut atteindre les montants ci-après:	
				Partie européenne de l'URSS	Partie asiatique de l'URSS
			Colis jusqu'à 1 kg .....	-,90	3,30
			Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg .....	1,65	5,25
			Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg .....	2,40	7,20
			Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg .....	4,80	14,40
			Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg .....	7,20	21,60
			Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg .....	9,60	28,80
100	Uruguay	63	63	La quote-part peut atteindre les montants ci-après:	
			Colis jusqu'à 3 kg .....	1,50	
			Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg .....	2,-	
			Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg .....	2,50	
			Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg .....	5,-	
			Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg .....	6,50	
101	Vénézuéla	2,-			
102	Yémen (Rég. arabe)	64	64	La quote-part peut atteindre les montants ci-après:	
			Colis jusqu'à 5 kg .....		fr
			Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg .....		3,-
					5,-
103	Yémen (Rég. dém. pop.)	65	65	La quote-part peut atteindre les montants ci-après:	
			Colis jusqu'à 1 kg .....		fr
			Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg .....		1,80
			Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg .....		2,-
			Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg .....		2,70
					3,10
104	Zaire	66	66	La quote-part peut atteindre les montants ci-après:	
			Colis jusqu'à 1 kg .....		fr
			Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg .....		-,30
			Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg .....		-,90
			Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg .....		1,50
			Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg .....		3,-
			Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg .....		4,50
					6,-
105	Zambie	67	67	La quote-part peut atteindre les montants ci-après:	
			Colis jusqu'à 1 kg .....		fr
			Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg .....		3,-
			Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg .....		4,-
			Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg .....		5,50
					6,50

## 2. QUOTES-PARTS TERRITORIALES DE TRANSIT EXCEPTIONNELLES

N° d'ordre 1	Administrations autorisées 2	Montant de la quote-part territoriale pour les colis des coupures de poids ci-après						
		jusqu'à 1 kg 3	au- dessus de 1 jusqu'à 3 kg 4	au- dessus de 3 jusqu'à 5 kg 5	au- dessus de 5 jusqu'à 10 kg 6	au- dessus de 10 jusqu'à 15 kg 7	au- dessus de 15 jusqu'à 20 kg 8	
		fr	fr	fr	fr	fr	fr	
1	Afghanistan .....	1,50	2,-	2,50	3,-			
2	Argentine <sup>1</sup> .....	1,-	1,-	2,-	2,-			
3	Australie <sup>1</sup> .....	-,45	-,75	-,95	1,65	2,-		2,40
4	Bahamas .....	1,70	1,80	1,75	1,60			
5	Bahrain .....	1,70	1,80	1,75	1,60			
6	Bangladesh .....	2,-	3,-	4,-	5,-			
7	Barbade <sup>1</sup> .....	1,70	1,80	1,75	1,60			
8	Birmanie .....	-,70	-,60	-,60	-,90			
9	Bolivie .....	1,-	1,20	1,40	2,-	3,-		4,-
10	Botswana <sup>1</sup> .....	2,-	2,40	3,-	4,-	5,-		6,-
11	Brésil .....	1,-	2,-	3,-	5,-	10,-		12,-
12	Centrafricaine (Rép.) .....	-,60	1,50	2,-	4,-	6,-		8,-
13	Chili <sup>2</sup> .....	3,-	3,-	3,-	3,-			
14	Chypre .....	3,-	4,-	5,50	6,50			
15	Congo (Rép. pop.) .....	-,60	1,50	2,-	4,-	6,-		8,-
16	Côte d'Ivoire (Rép.) .....	-,60	1,-	1,50	3,-	5,-		7,-
17	Dahomey .....	-,60	1,-	1,50	3,-	4,50		6,0-
18	Egypte .....	-,50	-,50	-,50	1,-	1,-		1,-
19	El Salvador .....	2,-	2,-	2,-	2,-			2,-
20	Emirats arabes unis .....	1,70	1,90	2,-	1,70	1,10		1,-
21	Equateur .....	1,50	2,-	2,50	3,-	4,-		5,-
22	Grande-Bretagne et Territoires d'outre-mer <sup>1</sup> .....	5,50	6,-	6,35	7,85	11,45		13,80
23	Guyane <sup>1</sup> .....	1,-	1,10	1,20	1,40			
24	Inde .....	1,20	1,20	1,20	1,60	1,60		1,60
25	Iran .....	1,-	1,10	1,20	1,40	1,80		2,40
26	Iraq .....	-,70	-,60	-,50	1,40	3,-		4,-
27	Jamaïque .....	1,80	2,-	2,50	3,50			
28	Kenya <sup>1</sup> .....	3,-	3,50	4,-	5,-			
29	Malaisie .....	1,-	1,10	1,20	2,-			
30	Malawi <sup>1</sup> .....	1,-	1,10	1,20	1,40			
31	Malte <sup>1</sup> .....	1,-	1,10	1,20	1,40			
32	Maurice .....	1,70	1,80	1,75	1,60			
33	Nigéria .....	1,-	1,10	1,20	1,40			
34	Oman .....	1,70	1,80	1,75	1,60			
35	Ouganda <sup>1</sup> .....	3,-	3,50	4,-	5,-			
36	Pakistan .....	2,-	3,-	4,-	5,-			
37	Panama (Rép.) .....	1,-	1,50	2,-	3,-	4,-		5,-
38	Pérou .....	1,-	1,20	1,40	2,-	3,-		4,-
39	Qatar .....	1,-	1,10	1,20	1,40			
40	Sierra Leone .....	1,40	2,-	2,50	2,80			
41	Singapour .....	1,-	1,10	1,20	2,-			
42	Soudan .....	2,-	3,-	4,-	8,-			
43	Sri Lanka (Ceylan) .....	1,50	2,-	3,-	4,-			
44	Tanzanie (Rép. unie) <sup>1</sup> .....	3,-	3,50	4,-	5,-			
45	Thaïlande .....	1,50	1,75	2,-	3,-	4,-		5,-
46	Trinité et Tobago .....	1,-	1,10	1,20	1,40			

## 2. QUOTES-PARTS TERRITORIALES DE TRANSIT EXCEPTIONNELLES (suite)

N° d'ordre	Administrations autorisées	Montant de la quote-part territoriale pour les colis des coupures de poids ci-après					
		jusqu'à 1 kg 3	au- dessus de 1 jusqu'à 3 kg 4	au- dessus de 3 jusqu'à 5 kg 5	au- dessus de 5 jusqu'à 10 kg 6	au- dessus de 10 jusqu'à 15 kg 7	au- dessus de 15 jusqu'à 20 kg 8
1	2						
47	Turquie .....	fr 2,-	fr 2,-	fr 2,-	fr 2,-	fr 2,-	fr 2,-
48	Vénézuéla .....	-,70	-,60	-,50	1,40	3,-	4,-
49	Yémen (Rép. dém. pop.) <sup>1</sup> ..	1,-	1,10	1,20	1,40		
50	Zaïre .....	-,30	-,90	1,50	3,-	4,50	6,-
51	Zambie <sup>1</sup> .....	2,-	2,40	3,-	4,-		

## Observations:

<sup>1</sup>Les montants qui figurent dans le tableau sont à considérer comme des maximums.<sup>2</sup>Seulement pour les colis transportés par le chemin de fer transandin.

## Article III

## Distance moyenne pondérée de transport des colis en transit

L'article 47, § 2, dernière phrase, ne s'applique aux pays suivants qu'à leur demande: République socialiste soviétique de Biélorussie, République populaire de Bulgarie, République de Cuba, République populaire hongroise, République populaire de Mongolie, République populaire de Pologne, République socialiste de Roumanie, République socialiste tchécoslovaque, République socialiste soviétique d'Ukraine et Union des républiques socialistes soviétiques.

## Article IV

## Quotes-parts maritimes

L'Australie, le Commonwealth des Bahamas, l'Etat de Bahrain, la Barbade, les Emirats arabes unis, la France, l'Ensemble des territoires représentés par l'Office français des postes et télécommunications d'outre-mer, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, les Territoires d'outre-mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Guyane, l'Inde, l'Italie, la Jamaïque, la République de Kenya, la Malaisie, la République malgache, Malte, Maurice, la République fédérale de Nigéria, le Sultanat d'Oman, l'Ouganda, le Pakistan, l'Etat de Qatar, la République de Sierra Leone, Singapour, la République unie de Tanzanie, Trinité et Tobago, la République démocratique populaire du Yémen et la République de Zambie sont autorisés à majorer de 50% au maximum les quotes-parts maritimes prévues aux articles 49 et 50.

## Article V

### Quotes-parts supplémentaires

1. Tout colis acheminé par voie de surface ou par voie aérienne à destination de la Corse et des Départements français d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion) est assujetti à une quote-part territoriale d'arrivée égale, au maximum, à la quote-part française correspondante. Lorsqu'un tel colis est acheminé en transit par la France continentale, il est soumis en plus:

(a) colis «voie de surface»

1<sup>o</sup> à la quote-part territoriale de transit française;

2<sup>o</sup> à la quote-part maritime française correspondant à l'échelon de distance séparant la France continentale et chacun des Départements en cause;

(b) colis-avion

—à des frais de transport aérien correspondant à la distance aéropostale séparant la France continentale et chacun des Départements en cause.

2. L'Administration portugaise a la faculté de percevoir une quote-part supplémentaire de 3,50 francs au maximum par colis pour le transport entre le Portugal continental et les îles Madère et Açores.

3. Tout colis empruntant les services automobiles transdésertiques Iraq-Syrie donne lieu à la perception d'une quote-part supplémentaire spéciale ainsi fixée:

Coupures de poids 1	Quotes-parts supplémentaires 2	Coupures de poids 1	Quotes-parts supplémentaires 2
kg	fr	kg	fr
Jusqu'à 1 .....	,50	au-dessus de 5 jusqu'à 10 ..	5,-
au-dessus de 1 jusqu'à 3 ..	1,50	au-dessus de 10 jusqu'à 15 ..	7,50
au-dessus de 3 jusqu'à 5 ..	2,50	au-dessus de 15 jusqu'à 20 ..	10,-

4. Les Administrations postales de la République arabe d'Egypte et de la République démocratique du Soudan sont autorisées à percevoir une quote-part supplémentaire de 20 centimes en sus des quotes-parts territoriales de transit prévues à l'article 47, § 1, pour tout colis en transit par le lac Nasser entre le Shallal (Egypte) et Wadi Halfa (Soudan).

## Article VI

### Tarifs spéciaux

1. Les Administrations de la République populaire du Bangladesh, du Pakistan et de la République de Vénézuela sont autorisées à percevoir pour les colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg la taxe applicable aux colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg.

2. Les Administrations belge et française ont la faculté de percevoir pour les colis-avion le double des quotes-parts territoriales et des majorations prévues aux articles 46 à 48 de l'Arrangement et à l'article II, tableau I, numéros d'ordre 11 (Belgique) et 37 (France), du présent Protocole final.

## **Article VII**

### **Taxes supplémentaires**

Les pays signataires dont les Administrations perçoivent dans leur régime intérieur des taxes supplémentaires supérieures à celles qui sont fixées dans l'Arrangement sont autorisés, lorsqu'ils conservent intégralement ces dernières, à appliquer, dans le service international, les taux du régime intérieur.

## **Article VIII**

### **Retrait. Modification ou correction d'adresse**

Par dérogation à l'article 37, la République de El Salvador, la République de l'Equateur, la République de Panama et la République de Vénézuéla sont autorisées à ne pas renvoyer les colis postaux après que le destinataire en a demandé le dédouanement, étant donné que leur législation douanière s'y oppose.

## **Article IX**

### **Exceptions au principe de la responsabilité**

Par dérogation à l'article 39, la République d'Iraq, la République démocratique du Soudan, la République démocratique populaire du Yémen et la République du Zaïre sont autorisées à ne payer aucune indemnité pour l'avarie des colis originaires de tous les pays à destination de l'Iraq, du Soudan, du Yémen (Rép. dém. pop.) ou du Zaïre, et contenant des liquides et des corps facilement liquéfiables, des objets en verre et des articles de même nature fragile.

## **Article X**

### **Dédommagement**

Par dérogation à l'article 39, l'Australie, le Commonwealth des Bahamas, la Barbade, la République de Bolivie, la République du Botswana, les Emirats arabes unis, les Fidji, ceux des Territoires d'outre-mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord dont la réglementation intérieure s'y oppose, la Guyane, la République de Kenya, le Royaume du Lesotho, le Malawi, Malte, Maurice, la République de Nauru, la République fédérale de Nigéria, le Sultanat d'Oman, l'Ouganda, l'Etat de Qatar, la République socialiste de Roumanie, la République de Sierra Leone, le Royaume du Swaziland, la République unie de Tanzanie, Trinité et Tobago, la République démocratique populaire du Yémen et la République de Zambie ont la faculté de ne pas payer une indemnité de dédommagement pour les colis sans valeur déclarée perdus, spoliés ou avariés dans leur service.

**Article XI****Non-responsabilité de l'Administration postale**

L'Administration postale du Népal est autorisée à ne pas appliquer l'article 40, § 1, lettre (b).

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent Protocole, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de l'Arrangement auquel il se rapporte, et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement du pays-siège de l'Union. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du pays-siège du Congrès.

Fait à Lausanne, le 5 juillet 1974.

*Signatures*

(*Les mêmes pays qu'aux pages 39 à 59*)

**RÈGLEMENT D'EXÉCUTION  
DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT  
LES COLIS POSTAUX**

**TABLE DES MATIÈRES**

**CHAPITRE I**

**DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES**

**Art.**

- 101. Renseignements à fournir par les Administrations
- 102. Voies d'acheminement et quotes-parts

**CHAPITRE II**

**TRAITEMENT DES COLIS PAR LE BUREAU D'ORIGINE**

**SECTION I**

**CONDITIONS GÉNÉRALES D'ADMISSION ET DE DÉPÔT**

- 103. Adresses de l'expéditeur et du destinataire
- 104. Conditions générales d'emballage
- 105. Emballages spéciaux. Signalisation des colis contenant des films, du celluloïd, des animaux vivants, des matières radioactives
- 106. Formalités à remplir par l'expéditeur
- 107. Formalités à remplir par le bureau d'origine

**SECTION II**

**CONDITIONS D'ADMISSION ET DE DÉPÔT PARTICULIÈRES À CERTAINES CATÉGORIES DE COLIS**

- 108. Colis avec valeur déclarée
- 109. Déclaration frauduleuse de valeur
- 110. Autres catégories de colis

**SECTION III**

**FORMALITÉS DEMANDÉES APRÈS LE DÉPÔT**

- 111. Livraison en franchise de taxes et de droits demandée postérieurement au dépôt
- 112. Retrait. Modification d'adresse

## CHAPITRE III

### TRAITEMENT DES COLIS PAR LES BUREAUX D'ÉCHANGE

#### SECTION I

##### ACHEMINEMENT

**Art.**

- 113. Principe général d'échange des colis
- 114. Acheminement et dédouanement des colis-avion
- 115. Transbordement des colis-avion
- 116. Dédouanement des colis exprès

#### SECTION II

##### FORMATION ET EXPÉDITION DES DÉPÊCHES

- 117. Divers modes de transmission
- 118. Feuilles de route
- 119. Feuilles de route simplifiées
- 120. Transmission en dépêches closes
- 121. Remise des dépêches
- 122. Traitement des colis avec avis d'embarquement

#### SECTION III

##### VÉRIFICATION DES DÉPÊCHES ET DES COLIS. RENVOI DES RÉCIPIENTS VIDES

- 123. Vérification des dépêches par les bureaux d'échange
- 124. Divergences relatives au poids ou aux dimensions des colis
- 125. Constatation des irrégularités engageant la responsabilité des Administrations
- 126. Réception par un bureau d'échange d'un colis avarié ou insuffisamment emballé
- 127. Vérification des dépêches de colis transmis en nombre
- 128. Réexpédition d'un colis parvenu en fausse direction
- 129. Renvoi des récipients vides

## CHAPITRE IV

### TRAITEMENT DES COLIS PAR LE BUREAU DE DESTINATION

#### SECTION I

##### LIVRAISON DES COLIS

- 130. Réserves à la livraison de colis spoliés ou avariés
- 131. Traitement des bulletins d'affranchissement après livraison du colis franc de taxes et de droits
- 132. Traitement des avis de réception après livraison du colis avec avis de réception

**SECTION II****TRAITEMENT DES COLIS NON LIVRÉS****Art.**

- 133. Avis de non-livraison
- 134. Non-livraison. Nouvelles instructions de l'intéressé
- 135. Renvoi des colis à l'origine
- 136. Réexpédition d'un colis par suite du changement d'adresse du destinataire
- 137. Colis exprès à réexpédier
- 138. Traitement des demandes de retrait ou de modification d'adresse
- 139. Vente. Destruction

**CHAPITRE V****RÉCLAMATIONS**

- 140. Traitement des réclamations
- 141. Réclamations concernant un avis de réception ou un avis d'embarquement non parvenu

**CHAPITRE VI****COMPTABILITÉ****SECTION I****ATTRIBUTION DES QUOTES-PARTS ET DES FRAIS**

- 142. Quotes-parts et frais portés au crédit des autres Administrations par l'Administration d'origine
- 143. Attribution et reprise de quotes-parts, de taxes et de droits en cas de renvoi à l'origine ou de réexpédition
- 144. Cas particulier de reprise de frais
- 145. Détermination des rémunérations moyennes par colis ou par kilogramme

**SECTION II****ETABLISSEMENT ET RÈGLEMENT DES COMPTES**

- 146. Etablissement des comptes
- 146. Décompte concernant les dépêches de colis-avion
- 148. Règlement des comptes

**CHAPITRE VII****DISPOSITIONS DIVERSES**

- 149. Formules à l'usage du public
- 150. Délai de conservation des documents

# RÈGLEMENT D'EXÉCUTION

## DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT

## LES COLIS POSTAUX

Les soussignés, vu l'article 22, § 5, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, au nom de leurs Administrations postales respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux:

### CHAPITRE I

#### DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

##### **Article 101**

###### **Renseignements à fournir par les Administrations**

1. Trois mois au moins avant de mettre l'Arrangement à exécution, chaque Administration doit notifier aux autres Administrations, par l'intermédiaire du Bureau international:

- (a) les dispositions qu'elle a prises en ce qui concerne:
  - 1<sup>o</sup> la limite de poids maximale des colis;
  - 2<sup>o</sup> la déclaration de valeur;
  - 3<sup>o</sup> les colis spéciaux ci-après: exprès, francs de taxes et de droits, remboursement, fragiles, encombrants;
  - 4<sup>o</sup> l'admission ou la non-admission des bulletins d'expédition collectifs, par application de l'article 106, § 3;
  - 5<sup>o</sup> les dimensions des colis transportés par les voies terrestre et maritime;
  - 6<sup>o</sup> le nombre de déclarations en douane exigé pour les colis en transit et pour ceux à destination de son propre pays, ainsi que les langues dans lesquelles ces déclarations peuvent être rédigées;
  - 7<sup>o</sup> les instructions des expéditeurs qu'elle n'admet pas au moment du dépôt conformément à l'article 22, § 4, de l'Arrangement;
  - 8<sup>o</sup> la non-admission des demandes de retrait et de modification d'adresse visées à l'article 37, § 2, de l'Arrangement;
  - 9<sup>o</sup> l'admission ou la non-admission de l'avis de réception pour les colis ordinaires conformément à l'article 27 de l'Arrangement;
- (b) les renseignements concernant le service des colis-avion, notamment les dimensions admises par elle après entente avec les entreprises de transport aérien ainsi que, s'il y a lieu, le montant des frais perçus selon l'article 52, §§ 4 et 5, de l'Arrangement, pour le transport à l'intérieur du pays;
- (c) la liste des animaux vivants dont le transport par la poste est autorisé par sa propre réglementation postale;
- (d) l'avis qu'elle admet les colis pour toutes les localités ou, dans le cas contraire, la liste des localités qu'elle dessert;

- (e) les taxes applicables dans son service;
- (f) les renseignements utiles concernant les règlements douaniers ou autres, ainsi que les interdictions ou restrictions s'appliquant à l'importation et au transit des colis sur le territoire de son pays;
- (g) un extrait, en langue anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française ou russe, des dispositions de ses lois ou règlements applicables au transport des colis.

2. Toute modification aux renseignements visés au § 1 doit être notifiée sans retard par la même voie.

### **Article 102**

#### **Voies d'acheminement et quotes-parts**

1. Au moyen de tableaux conformes aux modèles CP 1 et CP 21 ci-annexés, chaque Administration indique les conditions et les quotes-parts auxquelles elle accepte en transit les colis à destination des pays pour lesquels elle est à même de servir d'intermédiaire.

2. Sur la base des renseignements contenus dans les tableaux CP 1 et CP 21 des Administrations intermédiaires, chaque Administration détermine les voies à employer pour l'acheminement de ses colis et les taxes à percevoir sur les expéditeurs.

3. Les Administrations se notifient, par communication directe, un mois au moins avant leur application, les tableaux CP 1 et CP 21 ainsi que toutes modifications ultérieures à ces tableaux; elles adressent au Bureau international des copies de leurs tableaux CP 1 et CP 21.

4. Le délai de notification prévu au paragraphe 3 ne s'applique pas aux cas visés à l'article 51 de l'Arrangement.

5. Afin de déterminer le parcours le plus favorable des dépêches de colis, le bureau d'échange de départ peut adresser au bureau d'échange de destination un bulletin d'essai conforme au modèle C 27 visé à l'article 156, § 3, du Règlement d'exécution de la Convention. Ce bulletin doit être joint à la feuille de route; il doit être renvoyé, dûment rempli, sous forme de lettre, au bureau d'échange de départ par le premier courrier.

## **CHAPITRE II**

### **TRAITEMENT DES COLIS PAR LE BUREAU D'ORIGINE**

#### **SECTION 1**

##### **CONDITIONS GÉNÉRALES D'ADMISSION ET DE DÉPÔT**

### **Article 103**

#### **Adresses de l'expéditeur et du destinataire**

1. Pour être admis au dépôt, tout colis doit porter, en caractères latins et en chiffres arabes, sur le colis lui-même ou sur une étiquette attachée solidement à ce dernier, les adresses exactes du destinataire et de l'expéditeur. Si d'autres caractères et chiffres sont utilisés dans le pays de destination, il est recommandé

de libeller l'adresse également en ces caractères et chiffres. Les adresses écrites au crayon ne sont pas admises; toutefois, sont acceptés les colis dont l'adresse est écrite au crayon-encre, sur un fond préalablement mouillé.

2. Il ne peut être désigné qu'une seule personne physique ou morale comme destinataire. Toutefois, les adresses telles que « M. A à ... pour M. Z à ... » ou « Banque de A à ... pour M. Z à ... » peuvent être admises, étant entendu que seule la personne désignée sous A est considérée comme destinataire par les Administrations. De plus, les adresses de A et de Z doivent se trouver dans le même pays.

3. Le bureau d'origine doit, en outre, recommander à l'expéditeur d'insérer dans le colis une copie de son adresse et de celle du destinataire.

## Article 104

### Conditions générales d'emballage

1. Tout colis doit être emballé et fermé d'une manière qui réponde au poids, à la forme et à la nature du contenu ainsi qu'au mode de transport et à sa durée. L'emballage et la fermeture doivent préserver le contenu de façon que celui-ci ne puisse être détérioré ni par la pression, ni par les manipulations successives; ils doivent aussi être tels qu'il soit impossible de porter atteinte au contenu sans laisser une trace apparente de violation.

2. Tout colis doit être conditionné d'une façon particulièrement solide s'il doit:

- (a) être transporté sur de longues distances;
- (b) supporter de nombreux transbordements ou de multiples manipulations;
- (c) être protégé contre des changements importants de climat, de température ou, en cas de transport par voie aérienne, contre les variations de la pression atmosphérique.

3. Il doit être emballé et fermé de façon à ne pas menacer la santé des agents ainsi qu'à éviter tout danger s'il contient des objets de nature à blesser les agents chargés de le manipuler, à salir ou à détériorer les autres colis ou l'équipement postal.

4. Il doit présenter, sur l'emballage ou l'enveloppe, des espaces suffisants pour l'inscription des indications de service et l'apposition des timbres et étiquettes.

5. Sont acceptés sans emballage:

- (a) les objets qui peuvent être emboîtés ou réunis et maintenus par un lien solide muni de plombs ou de cachets de manière à former un seul et même colis ne pouvant se désagréger;
- (b) les colis d'une seule pièce, tels que pièces de bois, pièces métalliques, etc., qu'il n'est pas dans les usages du commerce d'emballer.

### Article 105

**Emballages spéciaux. Signalisation des colis contenant des films, du celluloid des animaux vivants, des matières radioactives**

1. Tout colis qui contient l'une ou l'autre des matières ci-après doit être conditionné comme il est indiqué ci-dessous:

- (a) métaux précieux: l'emballage doit être constitué soit par une boîte en métal résistant, soit par une caisse en bois d'une épaisseur minimale de 1 centimètre pour les colis jusqu'à 10 kilogrammes et de 1½ centimètre pour les colis de plus de 10 kilogrammes, soit enfin par deux sacs sans couture formant un double emballage; toutefois, lorsqu'il est fait usage de caisses en bois contre-plaqué, leur épaisseur peut être limitée à 5 millimètres, à condition que les arêtes de ces caisses soient renforcées au moyen de cornières;
- (b) objets en verre ou autres objets fragiles: ils doivent être emballés dans une boîte en métal, en bois, en matière plastique résistante ou en carton solide, remplie de papier, paille de bois ou toute autre matière protectrice appropriée de nature à empêcher tout frottement ou heurt en cours de transport soit entre les objets eux-mêmes, soit entre les objets et les parois de la boîte;
- (c) liquides et corps facilement liquéfiables: ils doivent être enfermés dans des récipients parfaitement étanches. Chaque récipient doit être placé dans une boîte spéciale en métal, en bois, en matière plastique résistante ou en carton ondulé de qualité solide garnie de sciure, de coton ou de toute autre matière protectrice appropriée en quantité suffisante pour absorber le liquide en cas de bris du récipient. Le couvercle de la boîte doit être fixé de manière qu'il ne puisse se détacher facilement;
- (d) corps gras difficilement liquéfiables, tels que les onguents, le savon mou, les résines, etc., ainsi que les graines de vers à soie, dont le transport offre moins d'inconvénients: ils doivent être enfermés dans un premier emballage (boîte, sac en toile, matière plastique, etc.) placé lui-même dans une boîte en métal, en bois ou toute autre matière suffisamment résistante pour empêcher des fuites du contenu;
- (e) poudres sèches colorantes, telles que le bleu d'aniline, etc.: ces produits ne sont admis que dans des boîtes en métal parfaitement étanches, placées à leur tour dans des boîtes en bois, en matière plastique résistante ou en carton ondulé de qualité solide avec de la sciure ou toute autre matière absorbante et protectrice appropriée entre les deux emballages;
- (f) poudres sèches non colorantes: ces produits doivent être placés dans des récipients (boîte, sac) en métal, en bois, en matière plastique résistante ou en carton; ces récipients doivent être eux-mêmes enfermés dans une boîte consistant en une des matières précitées;
- (g) matières visées à l'article 19, lettre (a), chiffre 5<sup>o</sup>, 2<sup>e</sup> phrase, de l'Arrangement: l'emballage doit être constitué par une caisse ou un baril solidement emballé à l'intérieur et à l'extérieur et comporter une mention relative à la nature du contenu;

- (h) films inflammables, celluloïd brut ou manufacturé: l'emballage doit être muni, du côté de la suscription, d'une étiquette blanche très apparente portant, en gros caractères noirs, la mention « Celluloïd! A tenir loin du feu et de la lumière »;
- (i) animaux vivants: l'emballage du colis ainsi que son bulletin d'expédition doivent être revêtus d'une étiquette portant en caractères très apparents la mention « Animaux vivants »;
- (j) matières radioactives: les colis contenant des matières radioactives doivent être munis par l'expéditeur d'une étiquette spéciale de couleur blanche portant la mention « Matières radioactives », étiquette qui est barrée d'office en cas de renvoi de l'emballage à l'origine. De plus, ils doivent porter, outre le nom et l'adresse de l'expéditeur, une mention bien apparente demandant le retour des colis en cas de non-livraison. L'expéditeur doit indiquer sur l'emballage intérieur son nom et son adresse ainsi que le contenu du colis.

2. Les colis contenant des matières visées au § 1, lettres (g), (h) et (j), ne peuvent être acceptés au dépôt que si ces matières sont admises par toutes les Administrations appelées à participer au transport du colis.

## Article 106

### Formalités à remplir par l'expéditeur

1. Chaque colis doit être accompagné:
  - (a) d'un bulletin d'expédition en carton résistant de couleur blanche, conforme au modèle CP 2 ci-annexé;
  - (b) d'une déclaration en douane conforme au modèle C 2/CP 3 ci-annexé. La déclaration en douane doit être établie dans le nombre requis d'exemplaires, ceux-ci étant solidement attachés au bulletin d'expédition.

2. L'adresse de l'expéditeur et celle du destinataire ainsi que toutes les autres indications à fournir par l'expéditeur doivent être identiques sur le colis et sur le bulletin d'expédition. En cas de divergences, les indications figurant sur le colis sont valables.

3. Sauf s'il s'agit de colis avec valeur déclarée, de colis francs de taxes et de droits et de colis contre remboursement, une même bulletin d'expédition, accompagné du nombre de déclarations en douane requis pour un colis isolé, peut servir pour trois colis au maximum, à condition qu'ils soient déposés simultanément au même bureau par le même expéditeur, acheminés par la même voie, soumis à la même taxe et destinés à la même personne; chaque Administration peut, toutefois, exiger un bulletin d'expédition et le nombre réglementaire de déclarations en douane pour chaque colis.

4. L'expéditeur peut joindre au bulletin d'expédition CP 2, en plus de la déclaration en douane établie dans le nombre requis d'exemplaires conformément au § 1, lettre (b), tout document (facture, licence d'exportation, licence d'importation, certificat d'origine, etc.) nécessaire au traitement douanier dans le pays de départ et dans le pays de destination.

5. Le contenu du colis doit être indiqué en détail dans la déclaration en douane; des mentions de caractère général ne sont pas admises.

6. Bien que n'assumant aucune responsabilité du chef des déclarations en douane, les Administrations font tout leur possible pour renseigner les expéditeurs sur la manière correcte de remplir ces déclarations.

7. L'expéditeur doit indiquer la manière dont le colis doit être traité en cas de non-livraison. A cet effet, il trace au verso du bulletin d'expédition où figurent les instructions énumérées à l'article 22, § 2, de l'Arrangement une croix dans la case afférente à l'une de ces instructions; cette croix peut être faite à la main ou à la machine ou être imprimée. De plus, il est loisible à l'expéditeur de ne reproduire ou de ne faire imprimer au verso du bulletin d'expédition qu'une seule des instructions autorisées. L'instruction indiquée par la croix sur le bulletin d'expédition doit être reproduite sur le colis lui-même. Elle doit être rédigée en français ou dans une langue connue dans le pays de destination. La formule conforme au modèle CP 2<sup>bis</sup> ci-annexé peut être utilisée à cet effet; une fois remplie, elle est solidement fixée au colis.

## Article 107

### Formalités à remplir par le bureau d'origine

1. Le bureau d'origine ou le bureau d'échange expéditeur est tenu d'apposer ou d'indiquer:

- (a) sur le colis, à côté de la suscription, et sur le bulletin d'expédition, aux emplacements ad hoc, une étiquette conforme au modèle CP 8 ci-annexé, indiquant, de manière apparente, le numéro d'ordre du colis et le nom du bureau d'origine. Si l'Administration d'origine le permet, la partie de l'étiquette CP 8 à apposer sur le bulletin d'expédition peut être remplacée par une indication préimprimée ayant la même présentation que la partie correspondante de l'étiquette;
- (b) sur le bulletin d'expédition seulement:
  - 1<sup>o</sup> l'empreinte du timbre à date;
  - 2<sup>o</sup> le poids, en kilogrammes et centaines de grammes, toute fraction de centaine de grammes étant arrondie à la centaine supérieure.

2. Les Administrations peuvent s'entendre pour ne pas accomplir les formalités mentionnées au § 1.

3. Un même bureau d'origine ou un même bureau d'échange expéditeur ne peut employer en même temps deux ou plusieurs séries d'étiquettes, sauf si les séries sont différencierées par un signe distinctif.

## SECTION II

### CONDITIONS D'ADMISSION ET DE DÉPÔT PARTICULIÈRES À CERTAINES CATÉGORIES DE COLIS

## Article 108

### Colis avec valeur déclarée

Tout colis avec valeur déclarée est assujetti aux règles particulières ci-après de conditionnement:

- (a) il doit être scellé par un ou plusieurs plombs ou cachets en cire identiques ou par un autre moyen efficace, avec empreinte ou marque spéciale de

l'expéditeur; sur un seul et même colis, seule une empreinte ou marque uniforme peut être utilisée; s'il s'agit d'un colis dont la fermeture est constituée par une ficelle, il peut être scellé au moyen d'un seul plomb ou cachet de cire, appliqué de telle sorte que la ficelle ne puisse être ni dénouée ni enlevée sans qu'une trace de violation n'apparaisse;

- (b) les cachets ou scellés, de même que les étiquettes de toute nature et, le cas échéant, les timbres-poste apposés sur ces colis doivent être espacés, de façon à ne pouvoir cacher les lésions éventuelles de l'emballage; les étiquettes et les timbres-poste ne doivent pas être repliés sur deux des faces de l'emballage de manière à couvrir une bordure; les étiquettes sur lesquelles, le cas échéant, figure l'adresse peuvent être collées sur l'emballage même, à condition que la valeur déclarée n'excède pas 1000 francs et que les dimensions de l'étiquette ne dépassent pas 15 x 10, 7 cm;
- (c) il doit être revêtu, de même que le bulletin d'expédition, d'une étiquette rose conforme au modèle CP 7 ci-annexé et portant, en caractères latins, la lettre « V », le nom du bureau d'origine et le numéro d'ordre du colis; l'étiquette doit être collée, sur le colis, du côté de l'adresse et à proximité de celle-ci; toutefois, les Administrations ont la faculté d'utiliser simultanément l'étiquette CP 8 prévue à l'article 107, § 1, lettre (a), et une étiquette rose, de petites dimensions, portant en caractères très apparents la mention « Valeur déclarée »;
- (d) la valeur doit être déclarée en monnaie du pays d'origine et inscrite par l'expéditeur sur le colis et sur le bulletin d'expédition, en caractères latins, en toutes lettres et en chiffres arabes, sans rature ni surcharge, même approuvée; le montant de la déclaration de valeur ne peut être indiqué ni au crayon, ni au crayon-encre;
- (e) le montant de la valeur déclarée doit être converti en francs-or par l'expéditeur ou par le bureau d'origine; le résultat de la conversion arrondi, le cas échéant, au franc supérieur doit être indiqué en chiffres à côté ou au-dessous de ceux qui représentent la valeur en monnaie du pays d'origine; le montant en francs-or doit être souligné d'un fort trait au crayon de couleur; la conversion n'est pas opérée dans les relations directes entre pays ayant une monnaie commune;
- (f) le bureau d'origine est tenu d'indiquer le poids en kilogrammes et en dizaines de grammes d'une part, sur le colis à côté de la suscription et, d'autre part, sur le bulletin d'expédition à l'emplacement réservé, en arrondissant à la dizaine supérieure toute fraction de dizaine de grammes;
- (g) aucun numéro d'ordre ne doit être porté au recto du colis avec valeur déclarée par les Administrations intermédiaires.

## Article 109

### Déclaration frauduleuse de valeur

Lorsque des circonstances quelconques et, notamment, une réclamation révèlent une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu du colis, avis en est donné à l'Administration d'origine, dans le plus bref délai; le cas échéant, les pièces de l'enquête sont communiquées à celle-ci.

## Article 110

### Autres catégories de colis

1. **Colis-avion.** Tout colis-avion ainsi que le bulletin d'expédition y afférent doivent être revêtus, au départ, d'une étiquette spéciale de couleur bleue comportant les mots « Par avion », avec traduction facultative dans la langue du pays d'origine.

2. **Colis exprès.** Tout colis exprès et son bulletin d'expédition doivent être revêtus d'une étiquette rouge clair, portant la mention imprimée très apparente « Exprès »; cette étiquette est apposée, autant que possible, à côté de l'indication du lieu de destination.

3. **Colis francs de taxes et de droits.**

(a) Tout colis franc de taxes et de droits et son bulletin d'expédition doivent être revêtus:

- 1° de la mention très apparente « Franc de taxes et de droits » (ou de toute autre équivalente dans la langue du pays d'origine);
- 2° d'une étiquette jaune portant, également très apparente, la mention « Franc de taxes et de droits »;

(b) le colis est accompagné des déclarations en douane réglementaires et d'un bulletin d'affranchissement conforme au modèle C 3/CP 4 ci-annexé, confectionné en papier de couleur jaune. L'expéditeur du colis et, en tant qu'il s'agit d'indications afférentes au service postal, le bureau expéditeur, complètent le texte, au recto côté droit, des parties A et B. Les inscriptions de l'expéditeur peuvent être effectuées à l'aide de papier carbone. Le texte doit comporter l'engagement prévu à l'article 24, § 1, de l'Arrangement;

(c) le bulletin d'expédition, les déclarations en douane et le bulletin d'affranchissement doivent être solidement attachés entre eux.

4. **Colis fragiles.**

(a) Dans les relations entre les pays qui admettent les colis fragiles et sous réserve de répondre aux règles générales de conditionnement et d'emballage, tout colis fragile doit être revêtu soit par l'expéditeur, soit par le bureau d'origine, d'une étiquette à image représentant un verre imprimé en rouge sur fond blanc. Tout colis dont la fragilité du contenu est signalée par un signe extérieur quelconque, apposé par l'expéditeur, est revêtu obligatoirement par le bureau d'origine de la même étiquette, et la taxe supplémentaire correspondante est perçue. Si l'expéditeur ne désire pas que le colis soit traité comme fragile, le bureau d'origine biffé le signe apposé par l'expéditeur;

(b) le bulletin d'expédition correspondant doit être revêtu, au recto, de la mention très apparente « Colis fragile », manuscrite ou imprimée sur une étiquette.

5. **Colis encombrants.** Tout colis encombrant de même que le recto du bulletin d'expédition correspondant doivent être revêtus d'une étiquette portant, en caractères très apparents, la mention « Encombrant ». Cette mention doit

être complétée, sur le bulletin d'expédition seulement, par les mots « en vertu de l'article 20, § 4, de l'Arrangement » lorsqu'il s'agit de colis taxés comme encombrants par application de l'article 20, § 4, de l'Arrangement.

6. Colis de service. Tout colis de service et son bulletin d'expédition doivent porter, le premier à côté de la suscription, le second au recto de la formule, la mention « Service des postes » ou une mention analogue; cette mention peut être suivie d'une traduction dans une autre langue.

7. Colis de prisonniers de guerre et internés. Tout colis de prisonnier de guerre ou interné et son bulletin d'expédition doivent porter, le premier à côté de la suscription, le second au recto de la formule, l'une des mentions « Service des prisonniers de guerre » ou « Service des internés »; ces mentions peuvent être suivies d'une traduction dans une autre langue.

8. Colis contenant certaines matières ou des animaux vivants. Les colis ainsi que les bulletins d'expédition doivent comporter les mentions visées à l'article 105, § 1, lettres (g), (h) et (i).

9. Colis contenant des matières radioactives. Les colis contenant des matières radioactives dont le contenu et le conditionnement sont conformes aux recommandations de l'Agence internationale de l'énergie atomique prévoyant des exemptions spéciales pour certaines catégories d'envois sont admis au transport par la poste moyennant autorisation préalable des organismes compétents du pays d'origine. Les Administrations peuvent désigner des bureaux de poste spécialement appelés à accepter le dépôt des colis contenant des matières radioactives.

10. Colis faisant l'objet d'une demande d'avis de réception.

- (a) Tout colis pour lequel, au moment du dépôt, l'expéditeur demande un avis de réception doit porter de façon très apparente soit la mention « Avis de réception », soit l'empreinte d'un timbre « A.R. »; il doit en être de même du bulletin d'expédition;
- (b) le colis doit être accompagné d'un exemplaire, dûment rempli, de la formule C 5 visée à l'article 131, § 2, du Règlement d'exécution de la Convention. Cette formule est établie par le bureau d'origine (ou par tout autre bureau désigné par l'Administration d'origine) et doit être jointe au bulletin d'expédition.

11. Colis faisant l'objet d'une demande d'avis d'embarquement.

- (a) Tout colis pour lequel l'expéditeur demande un avis d'embarquement doit être désigné au moyen d'une étiquette « Avis d'embarquement » apposée sur le colis et sur le bulletin d'expédition;
- (b) ce colis est accompagné d'une formule conforme au modèle CP 6 ci-annexé qui doit indiquer très clairement le port (ou le pays) d'où l'avis d'embarquement doit être renvoyé. Chaque formule ne peut se rapporter qu'à un colis, même s'il s'agit de colis mentionnés sur un seul bulletin d'expédition.

### SECTION III

#### FORMALITÉS DEMANDÉES APRÈS LE DÉPÔT

##### Article 111

###### **Livraison en franchise de taxes et de droits demandée postérieurement au dépôt**

1. Si, postérieurement au dépôt, l'expéditeur d'un colis en demande la livraison en franchise de taxes et de droits, le bureau d'origine en avertit le bureau de destination par une note explicative. Celle-ci, revêtue d'un timbre-poste représentant la taxe due, est transmise sous recommandation au bureau de destination, accompagnée d'un bulletin d'affranchissement dûment rempli. En cas de transmission par voie aérienne, la surtaxe aérienne est également représentée en timbres-poste appliqués sur la note explicative. Le bureau de destination appose sur le colis, près de la suscription, ainsi que sur le bulletin d'expédition l'étiquette prévue à l'article 110, § 3, lettre (a), chiffre 2<sup>o</sup>.

2. Lorsque cette demande est destinée à être transmise par voie télégraphique, le bureau d'origine en avertit par télégramme le bureau de destination et lui communique en même temps les indications relatives au dépôt de l'envoi. Ce dernier bureau établit d'office un bulletin d'affranchissement.

##### Article 112

###### **Retrait. Modification d'adresse**

1. En règle générale, les demandes de modification d'adresse ou de retrait d'un colis sont traitées selon les articles 140 et 141 du Règlement d'exécution de la Convention.

2. Toute demande télégraphique de modification d'adresse concernant un colis avec valeur déclarée doit être confirmée postalement par le premier courrier; la demande confirmatoire établie sur formule C 7 utilisée pour la poste aux lettres doit porter, au crayon de couleur et soulignée, l'annotation « Confirmation de la demande télégraphique du . . . »; elle doit être accompagnée du fac-similé prévu à l'article 140, § 1, lettre (a), du Règlement d'exécution de la Convention.

### CHAPITRE III

#### TRAITEMENT DES COLIS PAR LES BUREAUX D'ÉCHANGE

##### SECTION I

###### **ACHEMINEMENT**

##### Article 113

###### **Principe général d'échange des colis**

1. Chaque Administration est tenue d'acheminer, par les voies et moyens qu'elle emploie pour ses propres colis, ceux qui lui sont remis par une autre Administration pour être expédiés en transit par son territoire.

2. En cas d'interruption d'une voie, les colis en transit qui devraient suivre cette voie sont acheminés par la voie disponible la plus utile.

3. Si l'utilisation de la nouvelle voie d'acheminement occasionne des frais plus élevés (quotes-parts supplémentaires territoriales ou maritimes), l'Administration de transit procède selon l'article 51 de l'Arrangement.

4. Le transit doit être effectué aux conditions fixées par l'Arrangement concernant les colis postaux et par son Règlement d'exécution même lorsque l'Administration d'origine ou de destination des colis n'a pas adhéré à l'Arrangement.

5. Dans les rapports entre pays séparés par un ou plusieurs territoires intermédiaires, les colis doivent suivre les voies dont les Administrations intéressées sont convenues.

## Article 114

### Acheminement et dédouanement des colis-avion

1. Toute Administration qui assure le service des colis-avion est tenue d'acheminer, par les voies aériennes qu'elle emploie pour ses propres envois de l'espèce, les colis-avion qui lui sont remis par une autre Administration; si, pour une raison quelconque, l'acheminement des colis-avion par une autre voie offre, dans un cas spécial, des avantages sur la voie aérienne existante, les colis-avion doivent être acheminés par cette voie.

2. Les Administrations qui ne participent pas au service des colis-avion acheminent ces derniers par les voies de surface ordinairement utilisées pour les autres colis.

3. Les dépêches de colis-avion doivent être acheminées par la voie demandée par l'Administration du pays d'origine, sous réserve que cette voie soit utilisée par l'Administration du pays de transit pour la transmission de ses propres dépêches. Si cela n'est pas possible ou si le temps pour le transbordement n'est pas suffisant, l'Administration du pays d'origine doit en être avertie.

4. Les articles 192 et 193 du Règlement d'exécution de la Convention s'appliquent respectivement en cas d'interruption de vol ou de déviation des dépêches de colis-avion et en cas d'accident. En cas de réacheminement par la voie de surface, le bureau d'échange de départ établit, pour chacune des Administrations intermédiaires, une feuille de route spéciale CP 12.

5. Les Administrations prennent toutes mesures pour accélérer autant que possible le dédouanement des colis-avion.

## Article 115

### Transbordement des colis-avion

1. Sauf entente spéciale entre les Administrations, le transbordement des colis-avion dans les conditions prévues à l'article 52, § 7, de l'Arrangement se fait par l'intermédiaire de l'Administration postale du pays où a lieu le transbordement.

2. Le § 1 ne s'applique pas lorsque le transbordement s'effectue entre les appareils de deux lignes successives de la même entreprise de transport. D'autre part, l'Administration du pays de transit peut autoriser le transbordement direct d'avion à avion entre deux entreprises de transport différentes; le cas échéant, l'entreprise de transport qui l'effectue est tenue d'envoyer au bureau d'échange du pays où a lieu ce transbordement un exemplaire du bordereau AV 7 visé à l'article 188 du Règlement d'exécution de la Convention ou tout document en tenant lieu et comportant les détails de l'opération.

### **Article 116**

#### **Dédouanement des colis exprès**

Les Administrations qui participent à l'échange des colis exprès prennent toutes mesures pour en accélérer autant que possible le dédouanement.

## **SECTION II**

### **FORMATION ET EXPÉDITION DES DÉPÊCHES**

#### **Article 117**

#### **Divers modes de transmission**

1. L'échange des dépêches de colis postaux est effectué par des bureaux dits « bureaux d'échange ».

2. Cet échange s'opère, en règle générale, au moyen de récipients (sacs, paniers, cadres, etc.). Les Administrations limitrophes peuvent, toutefois, s'entendre pour la remise de certaines catégories de colis hors récipients.

3. Dans les relations entre pays non limitrophes, l'échange s'opère, en règle générale, au moyen de dépêches directes.

4. Les Administrations peuvent s'entendre pour établir des échanges en transit à découvert; toutefois, il est obligatoire de former des dépêches directes si, d'après la déclaration d'une Administration intermédiaire, les colis en transit à découvert sont de nature à entraver ses opérations.

#### **Article 118**

#### **Feuilles de route**

1. Avant l'expédition, tous les colis à acheminer par voie de surface sont inscrits, par le bureau d'échange de départ, sur une feuille de route conforme au modèle CP 11 ci-annexé. Pour les colis-avion, dans les relations directes ou dans les relations en transit à découvert, les bureaux d'échange font usage d'une feuille de route spéciale, dite « feuille de route-avion », conforme au modèle CP 20 ci-annexé.

2. En ce qui concerne les colis de service et les colis de prisonniers de guerre et internés, les colis-avion donnent lieu à l'inscription des frais de transport aérien à porter au crédit des Administrations intéressées.

3. A la feuille de route sont joints les documents ci-après: bulletins d'expédition, formules de mandats de remboursement, déclarations en douane, bulletins d'affranchissement, avis de réception et, le cas échéant, tous autres documents exigés (factures, certificats d'origine, de santé, etc.). Dans les relations entre les pays dont les Administrations se sont déclarées d'accord à cet égard, la feuille de route ainsi que ses documents sont transmis par avion au pays de destination.

4. S'il s'agit de colis échangés en dépêches directes, les Administrations d'origine et de destination peuvent se mettre préalablement d'accord pour que les documents visés au § 3 soient joints aux colis correspondants.

5. Sauf entente spéciale, les feuilles de route doivent être numérotées d'après une série annuelle pour chaque bureau d'échange de départ et pour chaque bureau d'échange d'arrivée ainsi que pour chaque voie si plus d'une voie est utilisée; le dernier numéro de l'année doit être mentionné sur la première feuille de route de l'année suivante. Si une dépêche est supprimée, le bureau expéditeur porte sur la feuille de route, à côté du numéro de la dépêche, la mention « dernière dépêche ». Dans les relations par mer et dans les relations aériennes, le nom du navire transporteur ou, selon le cas, le service aérien emprunté est, autant que possible, mentionné sur les feuilles de route.

6. Si les colis-avion sont transmis d'un pays à un autre par les voies de surface en même temps que les autres colis, la présence des colis-avion avec feuille de route-avion doit être indiquée, par une annotation appropriée, sur la feuille de route CP 11.

7. En cas d'échange de dépêches directes entre pays non limitrophes, le bureau d'échange de départ établit, pour chacune des Administrations intermédiaires, une feuille de route spéciale conforme au modèle CP 12 ci-annexé; ce bureau y inscrit globalement le nombre de colis par coupure de poids ou le nombre total des colis ou le poids brut de la dépêche. La feuille de route CP 12 est numérotée dans une série annuelle pour chaque bureau d'échange de départ et pour chacune des Administrations intermédiaires; en outre, elle porte le numéro d'ordre de la dépêche correspondante; le dernier numéro de l'année doit être mentionné sur la première feuille de route de l'année suivante. Dans les relations par mer, la feuille de route CP 12 doit, autant que possible, être complétée par le nom du navire transporteur.

## Article 119

### Feuilles de route simplifiées

1. Des feuilles de route simplifiées sont établies dans les cas prévus à l'article 55, § 2 et 3, de l'Arrangement.

2. Lorsque l'attribution des quotes-parts territoriales et maritimes est effectuée globalement par coupure de poids, le nombre de colis pour chaque coupure de poids est porté sur les feuilles de route. Les colis réexpédiés sont inscrits individuellement avec indication en regard de chaque colis du montant des frais grevant le colis lors de sa remise à l'Administration cessionnaire. Les colis avec valeur déclarée et les colis acheminés en transit à découvert sont aussi inscrits individuellement avec mention de la quote-part correspondante.

3. Lorsque l'Administration de destination et, éventuellement, les Administrations intermédiaires doivent être créditées de sommes calculées par colis, le nombre de ces derniers est porté sur les feuilles de route. Toutefois, les colis réexpédiés ou acheminés en transit à découvert ainsi que les colis avec valeur déclarée doivent faire l'objet d'une inscription individuelle.

4. Si l'Administration de destination et, éventuellement, les Administrations intermédiaires doivent être créditées de sommes par kilogramme, le nombre des sacs composant la dépêche ainsi que le poids brut de cette dernière doivent être indiqués. Pour le reste, il est procédé comme au § 3.

## Article 120

### Transmission en dépêches closes

1. Dans le cas général de transmission en dépêches closes, les récipients (sacs, paniers, cadres, etc.) doivent être marqués, fermés et étiquetés de la manière prévue pour les sacs de lettres aux articles 149, §§ 3 et 4, et 155, §§ 1, 6 et 7, du Règlement d'exécution de la Convention, sous réserve des particularités suivantes :

- (a) les étiquettes sont de couleur jaune ocre. Leur conditionnement et leur texte doivent être conformes aux modèles CP 23 et CP 24 ci-annexés;
- (b) pour les récipients autres que les sacs, un autre mode de fermeture spéciale peut être adopté, à condition que le contenu soit suffisamment protégé;
- (c) les étiquettes ou suscriptions des récipients clos contenant des colis avion doivent porter la mention ou l'étiquette « Par avion »;
- (d) le sac extérieur contenant des colis avec valeur déclarée doit être en bon état et pourvu, si possible, à son bord supérieur, d'un bourrelet empêchant l'ouverture illicite sans que cela laisse des traces visibles.

2. Le nombre des récipients dont se compose la dépêche doit figurer sur la feuille de route. Sauf entente spéciale, les Administrations numérotent les récipients composant une même dépêche; le numéro d'ordre de chaque récipient doit être porté sur l'étiquette CP 23 ou CP 24.

3. Sont expédiés en récipients distincts :

- (a) les colis avec valeur déclarée: en cas d'expédition dans un même sac de colis sans et avec valeur déclarée, les colis avec valeur déclarée sont compris dans un récipient intérieur cacheté ou plombé. Les récipients qui, en tout ou en partie, contiennent de tels colis doivent être munis de la lettre « V »;
- (b) les colis fragiles: les récipients correspondants sont alors revêtus de l'étiquette prévue à l'article 110, § 4;
- (c) les colis renfermant les matières mentionnées à l'article 105, § 1, lettres (g) et (h): les récipients correspondants sont revêtus d'une étiquette spéciale portant en caractères très apparents une mention appropriée, par exemple « Celluloïd »;
- (d) les colis exprès, si leur nombre le justifie: les récipients qui, en tout ou en partie, contiennent de tels colis doivent porter l'étiquette ou la mention « Exprès ».

4. Les colis encombrants, fragiles ou ceux dont la nature l'exige peuvent être transportés hors recipients; afin de déterminer la dépêche dont ils font partie, de tels colis doivent être revêtus d'une étiquette CP 23. Les étiquettes des colis avec valeur déclarée expédiés hors recipients doivent être munies de la lettre « V ». Toutefois, les colis empruntant la voie maritime doivent être expédiés dans des recipients.

5. En règle générale, les sacs et les autres recipients contenant les colis ne doivent pas peser plus de 30 kilogrammes.

6. La feuille de route, accompagnée des documents mentionnés à l'article 118, § 3, doit être insérée par le bureau d'échange de départ dans l'un des recipients composant la dépêche, le cas échéant, dans l'un de ceux qui contiennent des colis avec valeur déclarée ou des colis exprès; si le nombre des documents d'accompagnement le justifie, la feuille de route peut être insérée dans un sac spécial; dans tous les cas, l'étiquette du recipient contenant la feuille de route doit porter la mention « F ». Après entente spéciale entre les Administrations intéressées, l'étiquette peut aussi comporter l'indication du nombre de sacs composant la dépêche et, le cas échéant, le nombre des colis transmis à découvert. Les Administrations d'origine et de destination peuvent s'entendre pour que les documents d'accompagnement soient insérés dans le recipient contenant les colis correspondants. Les documents d'accompagnement concernant les colis exprès doivent être placés dans la liasse avant les autres documents.

7. Les feuilles de route relatives à des dépêches contenant des colis avec valeur déclarée doivent être insérées dans une enveloppe de couleur rose. Si les colis avec valeur déclarée sont placés dans un recipient intérieur cacheté ou plombé, conformément au § 3, lettre (a), l'enveloppe rose contenant la feuille de route doit être attachée extérieurement à ce recipient.

8. La feuille de route spéciale CP 12 visée à l'article 118, § 7, est transmise à découvert ou de toute autre façon convenue entre les Administrations intéressées, accompagnée, le cas échéant, des pièces demandées par les pays intermédiaires.

9. En vue de leur transport, les sacs de colis postaux et les colis hors recipients peuvent être insérés dans des containers sous réserve d'un accord spécial entre les Administrations intéressées sur les modalités de l'utilisation de ces derniers.

## Article 121

### Remise des dépêches

1. Sauf entente spéciale entre les Administrations intéressées, la remise des dépêches des colis de surface s'effectue au moyen d'un bordereau de livraison C18 visé à l'article 157, § 1, du Règlement d'exécution de la Convention.

2. Les dépêches doivent être livrées en bon état. Cependant, une dépêche ne peut pas être refusée pour cause d'avarie ou de spoliation. Lorsqu'une dépêche est reçue en mauvais état par un bureau intermédiaire, elle doit être mise telle quelle sous nouvel emballage. Le bureau qui effectue le remballage doit porter les indications de l'étiquette originale sur la nouvelle étiquette et apposer sur celle-ci une empreinte de son timbre à date, précédée de la mention « Remballé à . . . ».

3. Les dépêches de colis-avion à remettre à l'aéroport sont accompagnées de bordereaux AV 7 dans les conditions prévues à l'article 188 du Règlement d'exécution de la Convention.

### Article 122

#### Traitement des colis avec avis d'embarquement

1. Si un colis accompagné d'un avis d'embarquement est compris dans une dépêche close expédiée en transit par le port d'embarquement intéressé, le bureau d'échange de départ de la dépêche retire l'avis d'embarquement joint aux documents d'accompagnement du colis et l'annexe à la feuille de route spéciale CP 12 correspondante, mentionnée à l'article 118, § 7, après y avoir porté les annotations nécessaires.

2. Tout bureau d'échange qui assure l'embarquement soit d'un colis avec avis d'embarquement et reçu à découvert, soit de la dépêche close en transit le contenant remplit convenablement la formule CP 6 et la transmet directement à l'expéditeur.

### SECTION III

#### VERIFICATION DES DÉPÊCHES ET DES COLIS. RENVOI DES RÉCIPIENTS VIDES

### Article 123

#### Vérification des dépêches par les bureaux d'échange

1. Tout bureau qui reçoit une dépêche procède dès réception à la vérification des récipients et de leur fermeture. Il vérifie également l'origine et la destination des sacs composant la dépêche inscrits sur le bordereau de livraison, puis les colis et les divers documents qui les accompagnent. Ces contrôles sont contradictoires chaque fois que cela est possible. Le bureau de destination tient en outre un contrôle efficace quant à l'arrivée des dépêches dans l'ordre de leur expédition, particulièrement pour les dépêches contenant des colis avec valeur déclarée.

2. A l'ouverture des récipients, les éléments constitutifs de la fermeture (ficelle, plomb, étiquette) doivent rester unis; pour atteindre ce but, la ficelle est coupée à un seul endroit.

3. Lorsqu'un bureau intermédiaire doit procéder au remballage d'une dépêche, il en vérifie le contenu s'il présume que celui-ci n'est pas resté intact. Il établit un bulletin de vérification conforme au modèle CP 13 ci-annexé. Ce bulletin est envoyé au bureau d'échange d'où la dépêche a été reçue; une copie en est adressée au bureau d'origine et une autre est insérée dans la dépêche remballée. Le bulletin de vérification CP 13 est aussi utilisé lorsque les bureaux d'échange intermédiaires constatent le manque d'une dépêche, d'un ou de plusieurs sacs en faisant partie ou toute autre irrégularité. Toutefois, les bureaux d'échange intermédiaires ne sont pas tenus de vérifier les documents accompagnant la feuille de route.

4. Si le bureau d'échange de destination constate des erreurs ou des omissions sur la feuille de route, il opère immédiatement les rectifications nécessaires en ayant soin de rayer les indications erronées, de manière à laisser lisibles les inscriptions primitives. Ces rectifications s'effectuent en présence de deux agents; à moins d'une erreur évidente, elles prévalent sur la déclaration originale. Le bureau d'échange procède, de même, aux constatations réglementaires lorsque le récipient ou sa fermeture laissent présumer que le contenu n'est pas resté intact ou que toute autre irrégularité a été commise. Les irrégularités constatées ainsi que le manque d'une dépêche ou d'un ou de plusieurs sacs en faisant partie, ou de la feuille de route, sont signalés sans délai au bureau d'échange de départ au moyen d'un bulletin de vérification CP 13 établi en double exemplaire et transmis dans l'enveloppe spéciale décrite à l'article 158, § 15, du Règlement d'exécution de la Convention; le cas échéant, une copie dudit bulletin est aussi transmise au bureau d'échange intermédiaire d'où la dépêche a été reçue. En cas de manque de la feuille de route, le bureau d'arrivée doit établir, en outre, une feuille de route supplémentaire ou prendre exactement note des colis reçus (numéros des colis, bureaux d'origine et de destination, poids, valeurs déclarées, etc.).

5. Les bulletins de vérification et les duplicita sont transmis sous pli recommandé par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface). Les irrégularités concernant les colis avec valeur déclarée qui engagent la responsabilité des Administrations sont en outre immédiatement signalées par télex ou télégramme. Lorsque le bureau d'échange d'arrivée n'a pas fait parvenir de bulletin CP 13 par le premier courrier utilisable, il est considéré, jusqu'à preuve du contraire, comme ayant reçu les sacs ou les colis en bon état.

6. Par dérogation au § 4, le bureau d'échange de destination a la faculté de renoncer à opérer des rectifications et à établir un bulletin CP 13, si les erreurs ou les omissions concernant les quotes-parts dues ne dépassent pas 2 francs par feuille de route.

7. Les bureaux auxquels sont adressés les bulletins de vérification CP 13 les renvoient le plus promptement possible après les avoir examinés et y avoir mentionné leurs observations, s'il y a lieu; ils conservent les copies. Les bulletins renvoyés sont annexés aux feuilles de route qu'ils concernent. Les corrections faites sur une feuille de route et non appuyées des pièces justificatives sont considérées comme nulles; toutefois, si ces bulletins ne sont pas renvoyés au bureau d'échange d'où ils émanent dans le délai de deux mois à compter de la date de leur expédition, ils sont considérés, jusqu'à preuve du contraire, comme dûment acceptés par les bureaux auxquels ils ont été adressés; ce délai est porté à quatre mois dans les relations avec les pays éloignés.

8. Lorsque les constatations faites par un bureau d'échange sont susceptibles de mettre en cause la responsabilité d'une entreprise de transport, elles doivent autant que possible être contresignées par le représentant de ladite entreprise. Ce visa peut figurer soit sur le bulletin de vérification CP 13 dont un exemplaire est remis à l'entreprise, soit, selon le cas, sur les bordereaux C 18 ou AV 7 qui accompagnent la dépêche.

9. La constatation, lors de la vérification, d'irrégularités quelconques ne peut en aucun cas motiver le retour d'un colis à l'origine, sauf application de l'article 21, §§ 3 et 4, de l'Arrangement.

### Article 124

#### **Divergences relatives au poids ou aux dimensions des colis**

1. La manière de voir du bureau d'origine en ce qui concerne la détermination du poids ou des dimensions des colis doit être considérée comme prévalant, sauf erreur évidente. Toutefois, si les différences de poids constatées entraînent une modification des quotes-parts, c'est le nouveau poids constaté qui est valable.
2. En ce qui concerne les colis ordinaires, les différences de poids, pour une même coupure, ne peuvent faire l'objet de bulletins de vérification ou permettre le renvoi des colis; on ne peut établir des bulletins de vérification que dans le cas où la différence aurait pour conséquence la modification des quotes-parts.
3. Quant aux colis avec valeur déclarée, les différences de poids jusqu'à 10 grammes en sus ou au-dessous du poids indiqué ne peuvent faire l'objet d'objections par l'Administration intermédiaire ou de destination, à moins que l'état extérieur du colis ne l'exige.

### Article 125

#### **Constatation des irrégularités engageant la responsabilité des Administrations**

1. Tout bureau d'échange qui, à l'arrivée d'une dépêche, constate l'absence, la spoliation ou l'avarie d'un ou de plusieurs colis procède comme il suit:
  - (a) il indique sur le bulletin de vérification CP 13 établi selon l'article 123 ou dans le procès-verbal CP 14 prévu à l'article 126, § 2, d'une manière aussi détaillée que possible, l'état dans lequel il a trouvé l'emballage extérieur de la dépêche. A moins d'impossibilité motivée, le récipient, la ficelle, le cachet ou plomb de fermeture et l'étiquette sont gardés intacts pendant six semaines à compter de la date de la vérification et sont transmis à l'Administration d'origine si celle-ci le demande;
  - (b) il adresse au dernier bureau d'échange intermédiaire, s'il y a lieu par le même courrier qu'au bureau d'échange de départ, un duplicata du bulletin de vérification.
2. S'il le juge utile, le bureau d'échange d'arrivée peut, aux frais de son Administration, informer télégraphiquement le bureau d'échange de départ de ses constatations.
3. S'il s'agit de bureaux d'échange en contact immédiat, les Administrations respectives de ces bureaux peuvent s'entendre sur la manière de procéder en cas d'irrégularités engageant leur responsabilité.

### Article 126

#### **Réception par un bureau d'échange d'un colis avarié ou insuffisamment emballé**

1. Tout bureau d'échange qui reçoit, d'un bureau correspondant, un colis avarié ou insuffisamment emballé doit l'expédier après l'avoir remballé, s'il y a lieu, et en respectant autant que possible l'emballage primitif, la suscription et

les étiquettes. Le poids du colis, avant et après remballage, doit être indiqué sur l'emballage même du colis; cette indication est suivie de la mention « Remballé à . . . » frappée d'une empreinte du timbre à date et de la signature des agents ayant effectué le remballage.

2. Si l'état du colis est tel que le contenu a pu être soustrait ou avarié, ou si le colis a accusé une différence de poids telle que l'on puisse présumer la soustraction de tout ou partie du contenu, le bureau d'échange, sans préjudice de l'application de l'article 125, § 1, et du § 1 ci-dessus, doit procéder à l'ouverture d'office du colis et à la vérification de son contenu. Le résultat de cette vérification doit faire l'objet d'un procès-verbal conforme au modèle CP 14 ci-annexé; une copie du procès-verbal est jointe à l'envoi.

3. Si le colis visé au paragraphe 2 est un colis avec valeur déclarée, on procède, en outre, comme suit:

- (a) le procès-verbal original est transmis, sous pli recommandé, à l'Administration centrale du pays dont relève le bureau d'échange de départ ou à un service désigné par ladite Administration;
- (b) un duplicata du procès-verbal est, en même temps, adressé soit à l'Administration centrale dont relève le bureau d'échange d'arrivée, soit à tout autre organe de direction désigné par cette dernière.

## Article 127

### Vérification des dépeches de colis transmis en nombre

1. Les articles 123 à 126 ne sont applicables qu'aux colis spoliés et avariés ainsi qu'aux colis inscrits individuellement sur les feuilles de route. Les autres envois sont simplement reconnus en nombre.

2. L'Administration d'origine peut s'entendre avec l'Administration de destination et, éventuellement, avec les Administrations intermédiaires pour limiter à certaines catégories de colis la reconnaissance détaillée ainsi que l'établissement des bulletins de vérification CP 13 et des procès-verbaux CP 14 prévus aux articles 123 à 126.

3. Lorsqu'un bureau d'échange constate une différence entre le nombre des colis annoncés sur la feuille de route et le nombre des colis trouvés dans la dépêche, le bulletin de vérification CP 13 est établi seulement pour rectifier le nombre total des colis et le montant des quotes-parts.

## Article 128

### Réexpédition d'un colis parvenu en fausse direction

1. Tout colis parvenu en fausse direction par suite d'une erreur imputable à l'expéditeur ou à l'Administration expéditrice doit être traité selon l'article 32 de l'Arrangement.

2. L'Administration de réexpédition signale le fait à celle dont elle a reçu le colis par un bulletin de vérification CP 13.

3. Elle traite le colis parvenu en fausse direction comme s'il était arrivé en transit à découvert. Si les quotes-parts qui lui ont été attribuées sont insuffisantes pour couvrir les frais de réexpédition qui lui incombent, elle attribue à l'Administration de la véritable destination et, le cas échéant, aux Administrations intermédiaires qui prennent part à la réexpédition du colis les quotes-parts de transport respectives. Elle se crédite ensuite, par une reprise sur l'Administration dont dépend le bureau d'échange qui a transmis le colis en fausse direction, de la somme dont elle est à découvert. La reprise et son motif sont notifiés à ce bureau au moyen d'un bulletin de vérification.

### Article 129

#### Renvoi des récipients vides

1. Les récipients doivent, en principe, être renvoyés vides, par le prochain courrier, à l'Administration à laquelle ils appartiennent et, sauf impossibilité, par la voie suivie à l'aller.

2. Les Administrations peuvent s'entendre pour que l'Administration de destination renvoie les sacs à l'origine en les utilisant pour l'expédition des colis.

3. Le renvoi des sacs vides a toujours lieu sans frais.

4. L'Administration que procède au renvoi doit mentionner sur les feuilles de route le nombre des récipients retournés, sauf si les Administrations intéressées se sont mises d'accord pour renoncer à cette mention.

5. La formation de dépêches spéciales de sacs-avion vides est obligatoire dès que le nombre des sacs de l'espèce atteint dix.

6. Les sacs-avion vides renvoyés par la voie aérienne font l'objet de dépêches spéciales décrites sur des bordereaux AV 7 S mentionnés à l'article 199, § 2, du Règlement d'exécution de la Convention.

7. Pour le surplus, l'article 161, §§ 2 à 5, du Règlement d'exécution de la Convention est applicable.

## CHAPITRE IV

### TRAITEMENT DES COLIS PAR LE BUREAU DE DESTINATION

#### SECTION I

##### LIVRAISON DES COLIS

### Article 130

#### Réserves à la livraison de colis spoliés ou avariés

1. Dans les cas prévus à l'article 40, § 1, lettres (a) et (b), de l'Arrangement, le bureau effectuant la livraison établit un procès-verbal CP 14 de vérification contradictoire et le fait contresigner, autant que possible, par le destinataire. Une copie du procès-verbal est remise au destinataire ou, en cas de refus de l'envoi ou de réexpédition, annexée au colis. Une copie est conservée par l'Administration qui a établi le procès-verbal.

2. La copie du procès-verbal CP 14 établi conformément à l'article 126, § 2, est annexée au colis et traitée, en cas de livraison, selon la réglementation du pays de destination; en cas de refus de l'envoi, elle reste annexée au colis.

3. Lorsque la réglementation intérieure l'exige, un colis traité conformément au § 1 est renvoyé à l'expéditeur si le destinataire refuse de contresigner le procès-verbal CP 14.

### Article 131

#### Traitements des bulletins d'affranchissement après livraison du colis franc de taxes et de droits

1. Après la livraison au destinataire d'un colis franc de taxes et de droits, le bureau qui a fait l'avance des frais de tous ordres pour le compte de l'expéditeur complète, en ce qui le concerne, à l'aide de papier carbone, les indications qui figurent au verso des parties A et B du bulletin d'affranchissement, lequel est établi d'office par le bureau de destination lorsque la demande de livraison en franchise de taxes et de droits a été formulée postérieurement au dépôt du colis. Ce bureau transmet la partie A, accompagnée des pièces justificatives, au bureau d'origine; cette transmission a lieu sous enveloppe fermée, sans indication du contenu. La partie B est conservée par l'Administration de destination en vue du décompte avec l'Administration débitrice.

2. Chaque Administration peut désigner certains bureaux spécialement chargés de renvoyer la partie A des bulletins d'affranchissement grevés de frais ou de recevoir la partie A renvoyée après livraison du colis; le nom du bureau auquel la partie A doit être renvoyée est inscrit, dans tous les cas, au recto de cette partie, par le bureau d'origine du colis.

3. Lorsqu'un colis portant la mention « Franc de taxes et de droits » parvient sans bulletin d'affranchissement, le bureau chargé du dédouanement établit un duplicata de ce bulletin. Sur les parties A et B de ce bulletin, il mentionne le nom du pays d'origine et, autant que possible, la date de dépôt du colis. Lorsque le bulletin d'affranchissement est perdu après livraison du colis, un duplicata est établi dans les mêmes conditions.

4. Les parties A et B des bulletins d'affranchissement afférents aux envois qui, pour un motif quelconque, sont renvoyés à l'origine doivent être annulées par les soins de l'Administration de destination et attachées au bulletin d'expédition.

5. A la réception de la partie A d'un bulletin d'affranchissement indiquant les frais déboursés par l'Administration de destination, l'Administration d'origine en convertit le montant dans sa propre monnaie à un taux qui ne doit pas être supérieur au taux fixé pour l'émission des mandats de poste à destination du pays correspondant. Le résultat de la conversion est indiqué dans le corps de la formule et sur le coupon latéral. Après avoir recouvré le montant des frais, le bureau désigné à cet effet remet à l'expéditeur le coupon du bulletin et, le cas échéant, les pièces justificatives.

6. Lorsque l'expéditeur conteste le montant des frais portés sur la partie A du bulletin d'affranchissement, l'Administration de destination vérifie le montant des sommes déboursées, intervient le cas échéant auprès des services

douaniers de son pays et, après avoir procédé éventuellement aux rectifications utiles, renvoie la partie A du bulletin en cause à l'Administration d'origine. De même, si l'Administration de destination constate une erreur ou une omission concernant les frais relatifs à un colis franc de taxes et de droits dont la partie A du bulletin d'affranchissement a été renvoyée à l'Administration d'origine, elle émet un duplicata rectificatif dont elle transmet la partie A à l'Administration d'origine aux fins de régularisation.

### **Article 132**

#### **Traitements des avis de réception après livraison du colis avec avis de réception**

1. Dès livraison du colis, le bureau de destination renvoie la formule C5, dûment complétée, à l'adresse indiquée par l'expéditeur, à découvert et en franchise de port, par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface). Une étiquette ou une empreinte de couleur bleue « Par avion » est apposée sur les avis de réception renvoyés par avion.

2. Si la formule C5 ne parvient pas au bureau de destination, celui-ci en établit d'office un nouvel exemplaire.

### **SECTION II**

#### **TRAITEMENT DES COLIS NON LIVRÉS**

### **Article 133**

#### **Avis de non-livraison**

1. Un avis de non-livraison conforme au modèle CP 9 ci-annexé est adressé, sous pli recommandé et par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface), à l'Administration d'origine après avoir été dûment complété:

(a) par l'Administration de destination:

- 1<sup>o</sup> en cas de non-livraison, pour tout colis dont l'expéditeur a demandé à être avisé de la non-livraison ou en application de l'article 29, §1, lettre (b), chiffre 2<sup>o</sup>, dernière phrase, de l'Arrangement;
- 2<sup>o</sup> pour tout colis retenu d'office ou en souffrance pour cause de spoliation ou d'avarie ou pour toute autre cause de même nature; toutefois, cette mesure n'est pas obligatoire dans les cas de force majeure ou lorsque le nombre des colis retenus d'office est tel que l'envoi d'un avis est matériellement impossible;

(b) par l'Administration intermédiaire en cause: pour tout colis retenu d'office en cours de transport soit par le service postal (interruption accidentelle du trafic), soit par la douane (mesure douanière), avec la réserve prévue sous lettre (a), chiffre 2<sup>o</sup>.

2. L'avis de non-livraison est accompagné du bulletin d'expédition, sauf si cet avis est envoyé à un tiers, conformément à l'article 22, § 2, lettre (b), de l'Arrangement; dans les cas visés au § 1, lettres (a), chiffre 2<sup>o</sup>, et (b), du présent

article, l'avis doit porter, en caractères très apparents, la mention « Colis retenu d'office ». Si le colis est en souffrance pour cause de spoliation ou d'avarie, une copie du procès-verbal CP 14 renseignant sur l'étendue du dommage doit être jointe à l'avis de non-livraison.

3. Lorsqu'il s'agit de plusieurs colis déposés simultanément par le même expéditeur à l'adresse du même destinataire, il est permis de n'envoyer qu'un avis de non-livraison, même si ces colis étaient accompagnés de plusieurs bulletins d'expédition; dans ce cas, tous ces bulletins sont annexés à l'avis de non-livraison.

4. En règle générale, les avis de non-livraison sont échangés entre le bureau de destination et le bureau d'origine. Toutefois, chaque Administration peut demander que les avis qui concernent son service soient transmis à son Administration centrale ou à un bureau spécialement désigné; le nom de ce bureau doit être indiqué aux Administrations par l'intermédiaire du Bureau international. Il appartient à l'Administration d'origine d'aviser l'expéditeur. L'échange des avis de non-livraison doit être accéléré autant que possible par tous les bureaux intéressés.

## Article 134

### Non-livraison. Nouvelles instructions de l'intéressé

1. L'avis de non-livraison doit être renvoyé sous pli recommandé et par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) au bureau qui l'a établi, complété par les instructions nouvelles de l'expéditeur ou du tiers et accompagné le cas échéant du bulletin d'expédition; les instructions nouvelles sont transmises par voie télégraphique lorsque la taxe télégraphique est acquittée.

2. Les seules instructions nouvelles que l'expéditeur ou le tiers visé à l'article 22, § 2, lettre (b), de l'Arrangement est autorisé à donner étant énumérées à l'article 28, § 1, de l'Arrangement, il convient, dans les cas particuliers ci-après, d'appliquer les règles suivantes:

(a) si l'expéditeur ou le tiers demande qu'un colis contre remboursement soit remis contre remboursement d'une somme inférieure à la somme primitive, une nouvelle formule R 4, R 7 ou R9 doit être établie conformément à l'article 107, § 3, du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement;

(b) si l'expéditeur ou le tiers donne comme instructions que le colis soit remis franc de taxes et de droits soit au destinataire primitif, soit à un autre destinataire, le bureau intéressé fait application de l'article 111.

3. Lorsqu'un colis ayant donné lieu à un avis de non-livraison est livré ou réexpédié avant réception des nouvelles instructions, l'expéditeur doit en être prévenu par l'intermédiaire du bureau d'origine. Si l'avis a été envoyé à un tiers désigné par l'expéditeur, cette information doit être adressée à ce tiers. S'il s'agit d'un colis contre remboursement et si le mandat R 4, R 7 ou R 9 mentionné à l'article 105, § 1, du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement a déjà été transmis à l'expéditeur, il n'est pas nécessaire d'aviser ce dernier.

### Article 135

#### Renvoi des colis à l'origine

1. Le bureau qui effectue le renvoi d'un colis pour une raison quelconque mentionne soit à la main, soit au moyen d'un cachet ou d'une étiquette sur le colis et sur le bulletin d'expédition qui doit l'accompagner la cause de la non-livraison. En cas de manque du bulletin d'expédition, le motif du renvoi est inscrit sur la feuille de route. La mention doit être libellée en langue française, chaque Administration ayant la faculté d'ajouter la traduction dans sa propre langue et toute autre indication qui lui convient; cette mention doit revêtir une forme claire et concise telle que: inconnu, refusé, en voyage, parti, non réclamé, décédé, etc.

2. Le bureau de destination doit barrer les indications de lieu qui le concernent et porter au recto du colis et sur le bulletin d'expédition la mention « Retour », il doit en outre appliquer son timbre à date à côté de la mention « Retour ».

3. A moins que l'expéditeur ne demande le renvoi par la voie aérienne d'un colis à l'origine, ce renvoi se fait, sauf impossibilité, par la voie suivie à l'aller en ce qui concerne les colis de surface, et par la voie de surface la plus rapide en ce qui concerne les colis-avion.

4. Les colis sont renvoyés à l'origine dans leur emballage primitif; ils sont accompagnés du bulletin d'expédition établi par l'expéditeur. Si, pour un motif quelconque, un colis doit être remballé ou le bulletin d'expédition primitif remplacé par un autre bulletin, il est indispensable que le nom du bureau d'origine du colis, le numéro d'ordre primitif et, autant que possible, la date de dépôt figurent sur le nouvel emballage et sur le bulletin d'expédition.

5. Si le renvoi d'un colis-avion à l'origine a lieu par voie de surface, l'étiquette « Par avion » et toutes annotations se rapportant à la transmission par la voie aérienne doivent être barrées d'office au moyen de deux forts traits transversaux.

6. Tout colis renvoyé à l'origine est inscrit sur la feuille de route avec la mention « Retour à l'origine » dans la colonne « Observations ».

7. L'attribution et la reprise des quotes-parts, taxes et droits dont le colis est grevé, en application des articles 29, § 3, 33, § 1, et 37, § 1, de l'Arrangement, sont effectuées comme il est mentionné à l'article 143. Elles doivent être indiquées en détail sur un bordereau de taxes, conforme au modèle CP 25 ci-annexé, qui est collé par un bord sur le bulletin d'expédition.

### Article 136

#### Réexpédition d'un colis par suite du changement d'adresse du destinataire

1. Lorsque les quotes-parts, taxes et droits mentionnés à l'article 31, § 6, de l'Arrangement sont acquittés au moment de la réexpédition, le colis est traité comme s'il était originaire du pays de réexpédition et destiné au pays de la nouvelle destination; aucune taxe de transport n'est perçue par l'Administration de ce pays lors de la livraison.

2. L'article 135, §§ 4 à 7, est applicable aux colis réexpédiés. En particulier, la mention « Réexpédie » doit figurer sur la feuille de route dans la colonne « Observations » en regard de l'inscription du colis.

### Article 137

#### Colis exprès à réexpédier

Si un colis exprès à réexpédier a donné lieu à un essai infructueux de livraison à domicile par porteur spécial, le bureau de réexpédition doit barrer l'étiquette ou la mention « Exprès » par deux forts traits transversaux.

### Article 138

#### Traitemen t des demandes de retrait ou de modification d'adresse

1. A la réception de la demande de retrait ou de modification d'adresse effectuée conformément à l'article 112, le bureau destinataire recherche le colis signalé et donne suite à la demande.

2. Quand il reçoit la demande télégraphique visée à l'article 112, § 2, le bureau de destination retient le colis et ne fait droit à la demande qu'à la réception de la confirmation postale; toutefois, sous sa propre responsabilité, l'Administration de destination peut, sans attendre cette confirmation, donner suite à la demande télégraphique.

### Article 139

#### Vente. Destruction

1. Lorsqu'un colis est vendu ou détruit conformément à l'article 36 de l'Arrangement, il est dressé procès-verbal de la vente ou de la destruction. Une copie du procès-verbal, accompagnée du bulletin d'expédition, est transmise au bureau d'origine.

2. Le produit de la vente sert, en premier lieu, à couvrir les frais qui grèvent le colis; le cas échéant, l'excédent est transmis au bureau d'origine pour être remis à l'expéditeur; celui-ci supporte les frais d'envoi.

## CHAPITRE V

## RÉCLAMATIONS

### Article 140

#### Traitemen t des réclamations

1. Toute réclamation relative à un colis est traitée selon l'article 143, §§ 1 à 14, du Règlement d'exécution de la Convention, sous réserve de remplacer la formule R 3, R 6 ou R 8, utilisée pour la poste aux lettres, par la formule R 4, R 7 ou R 9 visée à l'article 105, § 1, du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement.

2. Toute formule C 9 concernant une réclamation relative à un colis reçue par une Administration autre que l'Administration d'origine est transmise à celle-ci accompagnée, éventuellement, du récépissé de dépôt; elle doit lui parvenir dans le délai prévu à l'article 150, § 1.

### **Article 141**

#### **Réclamations concernant un avis de réception ou un avis d'embarquement non parvenu**

1. Lorsque l'expéditeur réclame un avis de réception qui ne lui est pas parvenu dans un délai normal, il est procédé conformément à l'article 131, § 5, du Règlement d'exécution de la Convention.

2. Toute réclamation de l'expéditeur concernant un avis d'embarquement non parvenu dans un délai normal donne lieu à l'établissement d'une formule de réclamation C 9, mentionnée à l'article 140, § 2, et exempte de taxe. Cette formule, accompagnée d'un duplicata d'avis d'embarquement CP 6 sur lequel le bureau d'origine porte la mention « Duplicata », est traitée selon l'article 140; la taxe d'avis d'embarquement n'est pas perçue une deuxième fois.

## **CHAPITRE VI**

### **COMPTABILITÉ**

#### **SECTION I**

#### **ATTRIBUTION DES QUOTES-PARTS ET DES FRAIS**

### **Article 142**

#### **Quotes-parts et frais portés au crédit des autres Administrations par l'Administration d'origine**

1. En cas d'échange en dépêches closes, l'Administration d'origine crédite l'Administration de destination et chaque Administration intermédiaire de ses quotes-parts territoriales et maritimes y compris les quotes-parts exceptionnelles autorisées par l'Arrangement ou par le Protocole final y annexé.

2. En cas d'échange en transit à découvert, l'Administration d'origine crédite:

- (a) l'Administration de destination de la dépêche, de ses quotes-parts énumérées au § 1 ainsi que des quotes-parts revenant aux Administrations intermédiaires subséquentes et à l'Administration de destination;
- (b) l'Administration de destination de la dépêche, des sommes correspondant aux frais de transport aérien auxquels elle a droit, selon l'article 52, §§ 3 et 4, de l'Arrangement, du chef du réacheminement des colis avion;
- (c) les Administrations intermédiaires précédant l'Administration de destination de la dépêche, des quotes-parts énumérées au § 1.

3. Lorsqu'il est fait application de l'article 55, § 3, de l'Arrangement, l'Administration d'origine crédite l'Administration de destination et, éventuellement, les Administrations intermédiaires non plus des quotes-parts visées au § 1, mais des sommes calculées par colis ou par kilogramme de poids brut des dépêches.

### Article 143

#### **Attribution et reprise de quotes-parts, de taxes et de droits en cas de renvoi à l'origine ou de réexpédition**

1. Lorsque les quotes-parts, les taxes et les droits n'ont pas été acquittés lors du renvoi à l'origine ou de la réexpédition, l'Administration de renvoi ou de réexpédition procède comme il est indiqué ci-après pour l'attribution et la reprise de ces quotes-parts, taxes et droits.

2. En cas d'échange en dépêche directe entre le pays de renvoi ou de réexpédition et le pays d'origine ou de nouvelle destination, l'Administration qui renvoie ou réexpédie le colis:

- (a) reprend sur l'Administration à laquelle est destinée la dépêche:
  - 1<sup>o</sup> les quotes-parts qui lui reviennent ainsi qu'aux Administrations intermédiaires;
  - 2<sup>o</sup> les taxes ci-après visées à l'article 13 de l'Arrangement:
    - taxe de présentation à la douane,
    - taxe de livraison,
    - taxe d'avis d'arrivée,
    - taxe de remballage,
    - taxe de poste restante,
    - taxe de magasinage,
    - taxe complémentaire d'exprés (article 9, § 2, de l'Arrangement), due à l'Administration qui a tenté la livraison, si cette taxe n'a pas été perçue lors de la présentation au domicile du destinataire;
  - 3<sup>o</sup> la taxe de réexpédition visée à l'article 31, § 6, lettre (a), de l'Arrangement;
  - 4<sup>o</sup> les droits dont elle se trouve à découvert (article 15 de l'Arrangement);
- (b) crédite les Administrations intermédiaires des quotes-parts qui leur reviennent.

3. En cas d'échange en transit à découvert, l'Administration intermédiaire, après avoir été débitée par l'Administration qui renvoie ou qui réexpédie le colis des sommes revenant à cette dernière Administration, au titre des quotes-parts et taxes énumérées au § 2, lettre (a), se crédite par débit de l'Administration à laquelle elle livre le colis de la somme qui lui est due et de celle qui revient à l'Administration de renvoi ou de réexpédition. Cette opération est répétée, s'il y a lieu, par chaque Administration intermédiaire.

4. S'agissant des colis renvoyés à l'origine ou réexpédiés par la voie aérienne, les frais de transport aérien sont repris éventuellement sur l'Administration des pays d'où émane la demande de renvoi ou de réexpédition.

5. L'attribution et la reprise des quotes-parts, des taxes et des droits en cas de réexpédition des colis parvenus en fausse direction sont effectuées conformément à l'article 128, § 3.

### Article 144

#### Cas particulier de reprise de frais

Les frais de transport aérien des dépêches de colis-avion déviées en cours de route sont réglés selon l'article 75 de la Convention.

### Article 145

#### Détermination des rémunérations moyennes par colis ou par kilogramme

1. La rémunération moyenne par colis, prévue à l'article 55, § 3, de l'Arrangement, s'obtient en divisant le montant des quotes-parts territoriales et maritimes dû par l'Administration d'origine à l'Administration de destination et, éventuellement, aux Administrations intermédiaires pour les colis expédiés pendant une période de trois mois au moins, par le nombre de ces colis.

2. La rémunération moyenne par kilogramme visée au même article de l'Arrangement s'obtient en divisant le produit des quotes-parts territoriales et maritimes par le poids brut des dépêches expédiées à l'Administration de destination pendant la même période.

3. Ces rémunérations moyennes sont revisables:

- (a) d'office, en cas de modification de taxes en appliquant les nouvelles taxes aux éléments statistiques de base;
- (b) à la demande de l'une des Administrations intéressées formulée au moins un an après la dernière revision, en utilisant de nouveaux éléments statistiques.

## SECTION II

### ETABLISSEMENT ET RÈGLEMENT DES COMPTES

#### Article 146

#### Etablissement des comptes

1. Chaque Administration fait établir mensuellement ou trimestriellement par ses bureaux d'échange et pour tous les envois reçus d'une seule et même Administration,

- (a) pour les colis transportés par la voie de surface, un état conforme au modèle CP 15 ci-annexé et mentionnant, par bureau expéditeur et par dépêche,
  - 1<sup>o</sup> les sommes totales inscrites à son crédit et à son débit sur les feuilles de route CP 11;
  - 2<sup>o</sup> selon le cas, le nombre de colis par coupure de poids ou le nombre total des colis ou le poids brut, inscrit sur les feuilles de route CP 11 et CP 12, avec l'indication du taux correspondant et du produit mensuel ou trimestriel de la rémunération;

- (b) pour les colis-avion, un état conforme au modèle CP 15<sup>bis</sup> ci-annexé et mentionnant, par bureau expéditeur et par dépêche,
- 1<sup>o</sup> les sommes totales inscrites à son crédit et à son débit sur les feuilles de route CP 20;
  - 2<sup>o</sup> selon le cas, le nombre de colis par coupure de poids ou le nombre total des colis ou le poids brut, inscrit sur les feuilles de route CP 20, avec l'indication du taux correspondant et du produit mensuel ou trimestriel de la rémunération.

2. En cas de rectification des feuilles de route CP 11, CP 12 ou CP 20, le numéro et la date du bulletin de vérification CP 13 établi par le bureau d'échange cédant ou cessionnaire sont indiqués dans la colonne « Observations » des états CP 15 ou CP 15<sup>bis</sup>.

3. Les états CP 15 et CP 15<sup>bis</sup> sont récapitulés dans un compte conforme au modèle CP 16 ci-annexé établi en double expédition.

4. Le compte CP 16, accompagné des états CP 15 et CP 15<sup>bis</sup> mais sans les feuilles de route, est envoyé par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) à l'Administration intéressée pour examen, dans les deux mois suivant celui auquel il se rapporte; en ce qui concerne les pays éloignés, l'envoi a lieu aussitôt que la dernière feuille de route du mois envisagé est parvenue. Il n'est pas établi de compte négatif. Dans le montant du solde CP 16, il est fait abandon des centimes. Les totaux ne doivent jamais être rectifiés; les différences qui pourraient être relevées doivent faire l'objet d'états conformes au modèle CP 17 ci-annexé. Ces états sont adressés, en double exemplaire, à l'Administration intéressée qui doit en incorporer le montant dans son prochain compte CP 16; aucun état CP 17 n'est établi lorsque le montant définitif des différences ne dépasse pas 10 francs par compte.

5. Après vérification et acceptation, les comptes CP 16 et les états CP 15 et CP 15<sup>bis</sup> sont renvoyés à l'Administration qui les a établis, au plus tard à l'expiration du deuxième mois à partir du jour de l'envoi; ce délai est porté à quatre mois dans les relations avec les pays éloignés. Si l'Administration qui a envoyé le compte n'a reçu aucune notification rectificative pendant ces délais le compte est considéré comme accepté de plein droit.

6. Les comptes CP 16 sont résumés dans un compte général trimestriel conforme au modèle CP 18 ci-annexé établi par l'Administration créancière; ce compte peut toutefois être établi par semestre, après entente entre les Administrations intéressées.

7. Lorsque le solde d'un compte général CP 18 établi trimestriellement ou semestriellement n'excède pas 25 francs, il est repris dans le compte général CP 18 suivant. Si, en procédant ainsi pendant l'année entière, le compte général CP 18 établi en fin d'année présente un solde ne dépassant pas 25 francs, l'Administration débitrice est exonérée de tout paiement.

8. Le décompte des sommes déboursées par chaque Administration pour le compte d'une autre en ce qui concerne les colis livrés francs de taxes et de droits est effectué sur les bases ci-après:

- (a) l'Administration créancière établit chaque mois, dans la monnaie de son pays, un compte particulier mensuel sur une formule conforme au modèle CP 19 ci-annexé; les parties B des bulletins d'affranchissement

qu'elle a conservées sont inscrites dans l'ordre alphabétique des bureaux qui ont fait l'avance des frais et suivant l'ordre numérique qui leur a été donné;

- (b) le compte particulier, accompagné des parties B des bulletins d'affranchissement, est transmis à l'Administration débitrice au plus tard à la fin du mois qui suit celui auquel il se rapporte; il n'est pas établi de compte négatif;
- (c) la vérification des comptes a lieu dans les conditions fixées par le Règlement de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage;
- (d) les décomptes donnent lieu à une liquidation spéciale; chaque Administration peut, toutefois, demander que ces comptes soient liquidés avec les comptes des mandats de poste, les comptes CP 16 des colis ou les comptes R 5 concernant les envois contre remboursement, sans y être incorporés.

9. Lorsqu'il y a lieu d'imputer des paiements aux Administrations responsables, conformément à l'article 44 de l'Arrangement, et qu'il s'agit de plusieurs montants, ceux-ci sont récapitulés sur une formule conforme au modèle CP 22 ci-annexé et le montant total est reporté sur le compte CP 16.

## **Article 147**

### **Décompte concernant les dépêches de colis-avion**

Le décompte des frais de transport aérien pour les dépêches de colis-avion est effectué selon les articles 200 à 204 du Règlement d'exécution de la Convention.

## **Article 148**

### **Règlement des comptes**

1. Le solde de la balance des comptes généraux est payé par l'Administration débitrice à l'Administration créancière selon l'article 12 de la Convention.

2. L'établissement et l'envoi en double exemplaire d'un compte général peuvent intervenir, sans attendre que les comptes CP 16 soient renvoyés et acceptés, dès qu'une Administration, en possession de tous les comptes relatifs à la période considérée, se trouve être créancière. La vérification du compte CP 18 par l'Administration débitrice, le renvoi d'un des deux exemplaires à l'Administration créancière et le paiement du solde doivent être effectués dans le délai de trois mois après la réception du compte général.

3. Toute Administration qui, chaque mois et de façon continue, se trouve à découvert, vis-à-vis d'une autre Administration, d'une somme supérieure à 30,000 francs a le droit de réclamer un acompte mensuel jusqu'à concurrence des trois quarts du montant de sa créance; sa demande doit être satisfaite dans un délai de deux mois.

## CHAPITRE VII

### DISPOSITIONS DIVERSES

#### Article 149

##### Formules à l'usage du public

En vue de l'application de l'article 10, § 3, de la Convention, sont considérées comme formules à l'usage du public les formules ci-après:

CP 2 (Bulletin d'expédition),  
CP 2<sup>bis</sup> (Instructions de l'expéditeur),  
C 2/CP 3 (Déclaration en douane),  
C 3/CP 4 (Bulletin d'affranchissement),  
CP 6 (Avis d'embarquement).

#### Article 150

##### Délai de conservation des documents

1. Les documents du service des colis, y compris les bulletins d'expédition doivent être conservés pendant une période minimale de dix-huit mois à partir du lendemain de la date à laquelle ces documents se réfèrent.
2. Les documents concernant un litige ou une réclamation doivent être conservés jusqu'à liquidation de l'affaire. Si l'Administration réclamante, régulièrement informée des conclusions de l'enquête, a laissé s'écouler six mois à partir de la date de la communication sans formuler d'objections, l'affaire est considérée comme liquidée.

## CHAPITRE VIII

### DISPOSITIONS FINALES

#### Article 151

##### Mise à exécution et durée du Règlement

1. Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement concernant les colis postaux.
2. Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les Parties intéressées.

Fait à Lausanne, le 5 juillet 1974.

*Signatures*  
*(Les mêmes pays qu'aux pages 39 à 59)*

## LISTE DES FORMULES

N° 1	Dénomination ou nature de la formule 2	Références 3
CP 1	Tableau CP 1 .....	art. 102, § 1
CP 2	Bulletin d'expédition .....	art. 106, § 1, lettre (a)
CP 2bis	Instructions de l'expéditeur .....	art. 106, § 7
C 2/CP 3	Déclaration en douane .....	art. 106, § 1, lettre (b)
C 3/CP 4	Bulletin d'affranchissement .....	art. 110, § 3, lettre (b)
CP 6	Avis d'embarquement .....	art. 110, § 11, lettre (b)
CP 7	Etiquette "V" pour colis avec valeur déclarée combinée avec le numéro du colis et le nom du bureau d'origine .....	art. 108, lettre (c)
CP 8	Etiquette pour colis, avec le numéro du colis et le nom du bureau d'origine .....	art. 107, § 1, lettre (a)
CP 9	Avis de non-livraison .....	art. 133, § 1
CP 11	Feuille de route des colis postaux .....	art. 118, § 1
CP 12	Feuille de route spéciale .....	art. 118, § 7
CP 13	Bulletin de vérification .....	art. 123, § 3
CP 14	Procès-verbal concernant la spoliation, l'avarie ou la diminution de poids d'un colis postal .....	art. 126, § 2
CP 15	Etat <sup>mensuel</sup> <sub>trimestriel</sub> des sommes dues pour les colis expédiés par la voie de surface .....	art. 146, § 1, lettre (a)
CP 15bis	Etat <sup>mensuel</sup> <sub>trimestriel</sub> des sommes dues pour les colis expédiés par voie aérienne .....	art. 146, § 1, lettre (b)
CP 16	Compte récapitulatif .....	art. 146, § 3
CP 17	Etat des différences constatées dans le compte récapitulatif .....	art. 146, § 4
CP 18	Compte général .....	art. 146, § 6
CP 19	Compte particulier mensuel des frais de douane, etc .....	art. 146, § 8, lettre (a)
CP 20	Feuille de route-avion des colis-avion .....	art. 118, § 1
CP 21	Tableau CP 21 .....	art. 102, § 1
CP 22	Relevé des sommes dues au titre d'indemnité pour colis postaux .....	art. 146, § 9
CP 23	Etiquette de dépêche de colis postaux .....	art. 120, § 1, lettre (a)
CP 24	Etiquette de dépêche de colis-avion .....	art. 120, § 1, lettre (a)
CP 25	Bordereau de taxes .....	art. 135, § 7

ANNEXES Formules CP 1 à C 3/CP 4, CP 6 à CP 9, CP 11 à CP 25

TABLEAU CP 1

Colis de surface

Pays pour lesquels l'Administration suisse n'accepte pas les colis postaux aux conditions indiquées ci-dessous.

Administration des postes

N° cas trial	Pays de destination	Valeurs de transmission	Limites de l'Administration à l'Administration d' autres pays	Quotients de parts	Décomposition des quotients de la colonne 6							Prix et tarif de la marchandise auquel elle est assujettie aux taxes et aux douanes	Nombre de déclara- tions et de villes douane	
					1 kg	3 kg	5 kg	10 kg	15 kg	20 kg				
					a	b	c	d	e	f				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15

<b>BULLETIN D'EXPÉDITION</b> Numéro du [ou des] colis		Emplacement réservé aux étiquettes C7 et C8	Timbres poste																												
<b>Pays d'origine</b>	<b>Nom et adresse de l'expéditeur</b>	<b>CP 2 (recto)</b>																													
<p><b>Nom et adresse complète du destinataire, y compris le pays de destination</b></p> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 50%;">Valeur déclarée – lettres</td> <td style="width: 50%;">chiffres</td> </tr> <tr> <td colspan="2">Ne pas expédier (voir au verso)</td> </tr> <tr> <td>Vale d'acheminement</td> <td>Bureau d'échange</td> </tr> <tr> <td colspan="2">Montant du remboursement – lettres</td> </tr> <tr> <td colspan="2">Montant du remboursement – chiffres</td> </tr> <tr> <td colspan="2">Compte courant postal n°, bureau de chèques</td> </tr> <tr> <td colspan="2">Titulaire du compte courant postal</td> </tr> <tr> <td colspan="2">Droits de douane</td> </tr> <tr> <td colspan="2">Timbre de la douane</td> </tr> <tr> <td colspan="2">Timbre du bureau d'origine ou du bureau d'échange expéditeur</td> </tr> <tr> <td colspan="2" style="text-align: center;">(cercle)</td> </tr> <tr> <td colspan="2">Poids (brut)</td> </tr> <tr> <td colspan="2">kg g</td> </tr> <tr> <td colspan="2">1 Caisse, poche, carton, etc.</td> </tr> </table>				Valeur déclarée – lettres	chiffres	Ne pas expédier (voir au verso)		Vale d'acheminement	Bureau d'échange	Montant du remboursement – lettres		Montant du remboursement – chiffres		Compte courant postal n°, bureau de chèques		Titulaire du compte courant postal		Droits de douane		Timbre de la douane		Timbre du bureau d'origine ou du bureau d'échange expéditeur		(cercle)		Poids (brut)		kg g		1 Caisse, poche, carton, etc.	
Valeur déclarée – lettres	chiffres																														
Ne pas expédier (voir au verso)																															
Vale d'acheminement	Bureau d'échange																														
Montant du remboursement – lettres																															
Montant du remboursement – chiffres																															
Compte courant postal n°, bureau de chèques																															
Titulaire du compte courant postal																															
Droits de douane																															
Timbre de la douane																															
Timbre du bureau d'origine ou du bureau d'échange expéditeur																															
(cercle)																															
Poids (brut)																															
kg g																															
1 Caisse, poche, carton, etc.																															
<b>Nature de l'emballage !</b>																															
<b>Nombre de colis</b>																															
certificats et factures																															
déclarations en douane																															

**INSTRUCTIONS À DONNER PAR L'EXPÉDITEUR**

Si l'expéditeur désire que son colis ne soit pas réexpédié, il est tenu de l'indiquer en apposant une croix dans la case prévue à cet effet au recto de cette formule et par une annotation sur le colis.

L'expéditeur doit indiquer, dans le cadre ci-dessous et sur le colis, la manière dont ce dernier doit être traité en cas de non-livraison.

Les colis peuvent être renvoyés sans avis si l'expéditeur n'a pas donné d'instructions ou si celles-ci sont contradictoires. Dans ce cas ainsi que dans les cas des instructions indiquées aux lettres c, d, e et f ci-après, l'expéditeur est obligé de payer les frais exigibles pour toute nouvelle transmission ainsi que les autres frais mis en compte par les Administrations intéressées.

Si la livraison du colis décrit au recto du présent bulletin ne peut avoir lieu, je demande:	
a	<input type="checkbox"/> qu'un avis de non-livraison me soit envoyé
b	<input type="checkbox"/> que l'avis de non-livraison soit adressé à _____ Nom et adresse d'une tierce personne dans le pays de destination
c	<input type="checkbox"/> que le colis soit renvoyé à l'origine immédiatement par voie <input type="checkbox"/> de surface <input type="checkbox"/> aérienne
d	<input type="checkbox"/> que le colis soit renvoyé à l'origine à l'expiration du délai décrit ci-dessous par voie Nombre de jours de délai <input type="checkbox"/> de surface <input type="checkbox"/> aérienne
e	<input type="checkbox"/> que le colis soit livré ou réexpédié par voie <input type="checkbox"/> de surface <input type="checkbox"/> aérienne (Mentionner éventuellement si le colis doit être livré sans perception du montant du remboursement au contre paiement d'une somme inférieure à la somme primitive) Nom et adresse du nouveau destinataire
f	<input type="checkbox"/> que le colis soit réexpédié par voie <input type="checkbox"/> de surface <input type="checkbox"/> aérienne aux fins de livraison au destinataire primitif
g	<input type="checkbox"/> que le colis soit traité comme abandonné Signature de l'expéditeur
<b>RÉCÉPISSÉ DU DESTINATAIRE</b>	
Le soussigné déclare avoir reçu le(s) colis désigné(s) au recto de ce bulletin Date et signature	

<b>INSTRUCTIONS DE L'EXPÉDITEUR</b>		<b>CP 2bis</b>
a	<input type="checkbox"/> Envoyer avis de non-livraison à l'expéditeur	
b	<input type="checkbox"/> Envoyer avis de non-livraison à l'adresse indiquée ci-dessous	
c	<input type="checkbox"/> Renvoyer immédiatement à l'origine par voie <input type="checkbox"/> de surface <input type="checkbox"/> aérienne	
		Jours
d	<input type="checkbox"/> Renvoyer à l'origine après ..... par voie <input type="checkbox"/> de surface <input type="checkbox"/> aérienne	
e	<input type="checkbox"/> Livrer ou réexpédier à l'adresse indiquée ci-dessous par voie <input type="checkbox"/> de surface <input type="checkbox"/> aérienne	
f	<input type="checkbox"/> Réexpédier pour livraison au destinataire primitif par voie <input type="checkbox"/> de surface <input type="checkbox"/> aérienne	
g	<input type="checkbox"/> Traiter le colis comme abandonné	
Nom et adresse (cas b ou e)		
Signature de l'expéditeur		

Colis, Lausanne 1974, art. 106, par. 7 - Dimensions: 74x105 mm

**DÉCLARATION EN DOUANE****C 2/CP 3 (recto)**

Administration des postes

<b>(1) Nom et adresse complète de l'expéditeur</b>  <b>(2) Éventuellement numéro de référence de l'expéditeur</b>																			
<b>(3) Nom et adresse complète du destinataire, y compris le pays de destination</b>		<p>(4) Faire une croix(x) si il s'agit  <input type="checkbox"/> d'un cadeau <input type="checkbox"/> d'échantillons de marchandises</p> <p>(5) Le soussigné certifie l'exacititude des renseignements donnés  dans la présente déclaration  (6) lieu et date</p>																	
<b>(7) Observations</b>		<p>(8) Signature</p> <p>(9) Pays d'origine des marchandises</p> <p>(10) Pays de destination</p>																	
		<table border="1"> <tr> <td colspan="2"> <b>(11) Poids brut total</b>  kg      g </td> <td colspan="2"> <b>(12) Poids net</b>  kg      g </td> <td> <b>(13) Valeur</b> </td> </tr> <tr> <td colspan="2"> <b>(14) N° tarifaire</b> </td> <td colspan="2"></td> <td></td> </tr> <tr> <td colspan="2"> <b>(15) N° tarifaire</b>  d'envois </td> <td colspan="2"></td> <td></td> </tr> </table>			<b>(11) Poids brut total</b> kg      g		<b>(12) Poids net</b> kg      g		<b>(13) Valeur</b>	<b>(14) N° tarifaire</b>					<b>(15) N° tarifaire</b> d'envois				
<b>(11) Poids brut total</b> kg      g		<b>(12) Poids net</b> kg      g		<b>(13) Valeur</b>															
<b>(14) N° tarifaire</b>																			
<b>(15) N° tarifaire</b> d'envois																			
<b>(16) Dimensions</b> Convention, Lausanne 1974, art. 116, par. 1; Colis, Lausanne 1974, art. 106, par. 1, lettre b) - Dimensions: 210x148 mm																			

AVANT DE REMPLIR CETTE DÉCLARATION, LISE ATTENTIVEMENT LES INSTRUCTIONS AU VERSO

## C 2/CP 3 (verso)

**Instructions**

La déclaration en douane sera établie en français ou dans une autre langue admise dans le pays de destination.

Pour dédouaner votre envoi, la douane du pays de destination doit en connaître le contenu. Vous devez, en conséquence, remplir la déclaration d'une manière complète, exacte et lisible. Dans le cas contraire, il peut en résulter des retards dans l'acheminement de l'envoi et d'autres inconvenients pour le destinataire. De plus, toute déclaration fausse, ambiguë ou incomplète risque d'entraîner notamment la saisie de l'envoi.

Il vous incombe, par ailleurs, de vous renseigner sur les documents (certificat d'origine, certificat sanitaire, facture, etc), éventuellement exigibles dans le pays de destination, et de les annexer à la présente déclaration.

Case [4] L'indication exigée ici ne dispense pas de l'obligation de remplir la déclaration de manière détaillée, et n'implique pas nécessairement l'admission en franchise de l'envoi dans le pays de destination.

Case [7] Voir renvoi 1 ci-dessous.

Case [13] Indiquer séparément les différentes espèces de marchandises. Ne sont pas admises les indications génériques telles que: »produits alimentaires», »échantillons», »pièces de rechange», etc.

Case [14] Indiquer, s'il est connu, le numéro tarifaire du pays de destination.

Case [15] Indiquer le poids net de chaque espèce de marchandise.

Case [16] Indiquer la valeur de chaque espèce de marchandise, en précisant l'unité monétaire utilisée.

<sup>1</sup> Donner dans la case [7], le cas échéant, toute autre indication utile (»marchandise en retour», »admission temporaire», par exemple).

COUPON A REMETTRE A L'EXPÉDITEUR		C 3/CP 4 Partie A	
<b>DÉTAIL DES FRAIS DUS</b>		Partie à remplir par l'Administration de destination	
en monnaie du pays de destination de l'envoi		Timbre du bureau qui a fait l'avance des frais	
<input type="checkbox"/> Taxe pour franchise à la livraison <sup>2</sup> <input type="checkbox"/> Droits de douane <input type="checkbox"/> Taxe de présentation à la douane <input type="checkbox"/> Autres frais <input type="checkbox"/> Total <input type="checkbox"/> Total après conversion	<input type="checkbox"/> Montant en chiffres et en monnaie du pays de destination de l'envoi <input type="checkbox"/> Bureau qui a fait l'avance	<b>TOTAL DES FRAIS DEBOURSES</b> <input type="checkbox"/> N° du registre <input type="checkbox"/> Montant en chiffres après la conversion	<input type="checkbox"/> Signature de l'agent <input type="checkbox"/> Timbre du bureau qui a recouvré les frais <input type="checkbox"/> Signature de l'agent qui a converti le montant
Timbre du bureau qui a recouvré les frais		Timbre du bureau qui a recouvré les frais	
Appelé aussi Taxe de commission <sup>1</sup>		Administration des postes	
Partie A (verso)		C 3/CP 4 Partie B	
Administration d'origine		BULLETIN D'AFFRANCHISSEMENT	
Nature de l'envoi		Partie B	
Valeur déclarée		N° Poids	
Nom et adresse complète de l'expéditeur		Bureau de dépôt	
Nom et adresse complète du destinataire			
L'envoi doit être remis franc de taxes et droits que je m'engage à payer Signature de l'expéditeur		Timbre du bureau d'origine	
Partie B (recto)			

1 A remplir seulement pour les colis.

**DETAIL DES FRAIS DUS**

monnaie du pays de destination  
l'envoi

de pour franchise  
la livraison?

ots de douane

ce de présentation à  
douane

tres frais

al

Partie à remplir par l'Administration  
de destination

**C 3/CP 4**  
Partie B

Timbre du bureau qui a fait  
l'avance des frais



**TOTAL DES FRAIS  
DÉBOURSÉS**

Montant en chiffres et en monnaie  
du pays de destination de l'envoi

Bureau qui a fait l'avance

Date

N° du registre

Signature de l'agent

UPON

ure de l'envoi

Poids

Administration des postes

**C 3/CP 4**

**BULLETIN D'AFFRANCHISSEMENT**

Partie A

Valeur déclarée

Nature de l'envoi

N°

Poids

Bureau de dépôt

Valeur déclarée

Bureau de dépôt

Nom et adresse complète du destinataire

Nom et adresse complète de l'expéditeur

Nom et adresse complète du destinataire

Spécifiez si l'expéditeur a payé les taxes et  
droits indiqués au verso

L'envoi doit être remis franc de taxes  
et droits que je m'engage à payer  
Signature de l'expéditeur

Timbre du bureau d'origine

Bureau d'origine

A renvoyer au bureau d'



Partie B  
(verso)

Bord supérieur de la  
formule lorsque les  
parties A et B sont  
repilées l'une sur l'autre

Partie A  
(recto)

(recto)

Administration des postes d'origine

## AVIS D'EMBARQUEMENT

CP 6

## A remplir par le bureau d'origine

Bureau de dépôt:

Date \_\_\_\_\_ N° du colis \_\_\_\_\_

Valeur déclarée

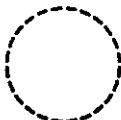
Nom et adresse du destinataire

L'expéditeur désire savoir quand et sur quel paquebot ce colis a été embarqué.

Port ou Pays d'embarquement

## Service des postes

Timbre du bureau renvoyant l'avis



L'expéditeur du colis indiquera son adresse pour le renvoi de l'avis.

Nom ou raison sociale

Rue et n°

Localité

Pays

Colis, Lausanne 1974, art. 110, par. 11, lettre b) — Dimensions: 148X103 mm

(verso)

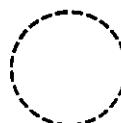
## A remplir par le bureau d'échange expéditeur de la dépêche

Dépêche d'expédition du colis postal désigné d'autre part.

Date \_\_\_\_\_ N° \_\_\_\_\_

De \_\_\_\_\_

Pour \_\_\_\_\_



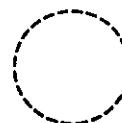
## A remplir par le bureau d'échange du port d'embarquement

Embarquement soit du colis postal désigné au recto, soit de la dépêche mentionnée ci-dessus.

Port d'embarquement

Paquebot

Date du départ



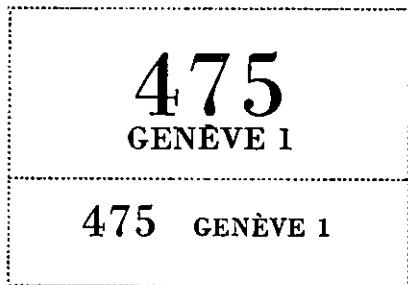
CP7



Colis, Lausanne 1974, art. 108, lettre c)

— Dimensions: 52×37 mm, couleur rouge

CP8



Colis, Lausanne 1974, art. 107, par. 1, lettre a)

— Dimensions: 52×37 mm

**AVIS DE NON-LIVRAISON**

Bureau expéditeur de l'avis CP 9	Indications. A transmettre sous recommandation.  Une seule formule suffit pour plusieurs colis déposés simultanément par le même expéditeur à la même adresse.
Bureau ou service de destination	
Date de l'avis	

**Colis non livré. Le bulletin d'expédition est ci-joint**

Bureau d'origine	Numéro du colis
Nombre de colis	Nombre de bulletins d'expédition

**Le colis se trouve en souffrance à mon bureau pour le motif suivant**

<input type="checkbox"/> Le colis a été refusé par le destinataire	<input type="checkbox"/> Le destinataire est absent
<input type="checkbox"/> Le colis n'a pas été réclamé	<input type="checkbox"/> Le destinataire est parti sans laisser d'adresse
<input type="checkbox"/> Le destinataire est inconnu	<input type="checkbox"/> Le destinataire est décédé
( Nouvelle adresse )	
<input type="checkbox"/> Le destinataire est parti	<input type="checkbox"/> L'adresse est insuffisante
<input type="checkbox"/> L'adresse est insuffisante	<input type="checkbox"/> L'adresse du colis n'est pas conforme à celle du bulletin d'expédition
<input type="checkbox"/> Le destinataire refuse de payer les droits de douane	<input type="checkbox"/> Le destinataire refuse de payer le remboursement
<input type="checkbox"/> Le destinataire refuse de payer les autres taxes et droits dont le colis est grevé	<input type="checkbox"/> Le colis est grevé de droits de douane et autres taxes et droits
Somme actuelle (monnaie du pays qui dresse l'avis)      I Pour prolongation de magasinage cette somme sera majorée de	
<input type="checkbox"/> Le destinataire n'a pas d'autorisation d'importation	
<input type="checkbox"/> Le colis est spolié	<input type="checkbox"/> Le colis est ovarisé
Autres motifs	

Prière de demander des instructions à l'expéditeur ou à la personne désignée ci-après et de lui faire connaître que, si ces instructions ne me parviennent pas dans un délai de deux mois, le colis sera renvoyé à l'origine sous suite des frais. Tant que les instructions ne sont pas parvenues, le bureau est autorisé soit à livrer le colis au destinataire primitif ou à un autre destinataire indiqué éventuellement au verso du bulletin d'expédition, soit à le réexpédier à une nouvelle adresse.

Personne désignée \_\_\_\_\_

Timbre du bureau et signature \_\_\_\_\_

<sup>1</sup> Selon la législation du pays de première destination, indiquer l'adresse complète ou le nom du pays de nouvelle destination.

Bureau qui donne la réponse

CP 9 (verso)

## RÉPONSE

Bureau ou service de destination	Date de la réponse
----------------------------------	--------------------

Le colis doit être

 présenté encore une fois au destinataire primitif livré au destinataire primitif ou à la personne soumissionnée réexpédié au destinataire primitif ou à la personne soumissionnée par voie \_\_\_\_\_ de surface  aérienneNom et adresse complète du destinataire primitif ou d'une autre personne  
.....  
.....  
..... sans perception du montant de remboursement contre paiement d'un montant de remboursement réduit

Nouveau montant de remboursement

Ci-joint un nouveau mandat de remboursement

 sans perception des droits de douane ou des autres frais dont le colis est grevé

Ci-joint un bulletin d'affranchissement

 renvoyé au bureau d'origine par voie de surface aérienne

(Nombre de jours)

 immédiatement  à l'expiration d'un délai de \_\_\_\_\_

L'expéditeur s'engage à payer les frais de transport et autres

 traité comme abandonné

L'intéressé n'ayant pas répondu aux demandes d'instructions qui lui ont été adressées, le colis doit être renvoyé au bureau d'origine à l'expiration du délai réglementaire.

Timbre du bureau, date et signature

## FEUILLE DE ROUTE

Colis postaux

Bureau d'échange de départ	Date du départ	l heure	Dépêche n°	
Bureau d'échange d'arrivée	Nombre de récipiens			
	N° de la feuille de route (si plusieurs)			
	Navire			

## Inscription détaillée

Numéro cou- rant du colis	Nom- bre de colis	Bureau d'origine	Lieu de destination	Poids <sup>2</sup> de chaque colis avec valeur déclarée	Valeur dé- clarée	Quotes-parts dues par l'Administration		Observations	
						expédiatrice à l'Adminis- tration cor- respondante	correspon- dante à l'Ad- ministration expéditrice		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1					kg	fr	fr	fr	
2					g	c	c	c	
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									
Report du verso									
Total									

## Inscription globale

Inscrire les colis soumis aux quotes-parts d'arrivée.  
Utiliser la rubrique a, b ou c selon le cas.

a Nombre des colis par coupure de poids	b Nombre total des colis	c Poids brut en kg
-1 kg	1 - 3 kg	3 - 5 kg
5 - 10 kg	10 - 15 kg	15 - 20 kg

Nombre du bureau d'échange de départ Signature de l'agent	Nombre du bureau d'échange d'arrivée Signature de l'agent
--	--

<sup>1</sup> Ne pas remplir, si les colis sont adressés au même bureau que la feuille de route.<sup>2</sup> En cas de besoin, cette colonne peut servir à l'indication du poids des colis autres que les colis avec valeur déclarée.

CP 11 (verso)

Numéro		Nom- bre du colis	Bureau d'origine	Lieu de destination <sup>1</sup>	Poids <sup>2</sup> de chaque colis avec valeur déclarée	Valeur dé- clarée	Quotés-parts dues par l'Administration		Observations
cou- rant	du colis						expéditrice à l'Adminis- tration cor- respondante	correspon- dante à l'Ad- ministratrice	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
11					kg	g	fr	fr	c
12									
13									
14									
15									
16									
17									
18									
19									
20									
21									
22									
23									
24									
25									
26									
27									
28									
29									
30									
31									
32									
33									
34									
35									
A reporter ou recto									

<sup>1</sup> Ne pas remplir, si les colis sont adressés au même bureau que la feuille de route.<sup>2</sup> En cas de besoin, cette colonne peut servir à l'indication du poids des colis autres que les colis avec valeur déclarée.

**FEUILLE DE ROUTE SPÉCIALE**

Bonification des quoties-parts dues pour le transit de colis  
[IN°

[Date de la formule CP 12]

Administration expéditrice

Bureau d'échange expéditeur

Bureau d'échange intermédiaire		Date du départ	Heure	Depeche n°		
Administration de transit		Navire				
Bureau de destination de la dépeche						
Transit territorial	Transit maritime					
a Nombre des colis par coupure de poids (Utiliser la rubrique a, b ou c selon le cas)		b Nombre total des colis	c Poids brut en kg			
- 1 kg	1 - 2 kg	3 - 5 kg	5 - 10 kg	10 - 15 kg	15 - 20 kg	
Nombre de récipients		Nombre de colis en récipients		Nombre de colis hors récipients		
Colis sans valeur déclarée						
Colis avec valeur déclarée						
Totaux						
Timbre du bureau d'échange expéditeur Signature de l'agent		Timbre du bureau d'échange intermédiaire Signature de l'agent				

Colis, Lausanne 1974, art. 118, par. 7 - Dimensions: 210x140 mm

## Administration des portes d'ordre

## **BULLETIN DE VÉRIFICATION**

#### **A transmettre vos recommandations**

A renvoyer sous recommandation		
Bureau d'origine du bulletin	Date du bulletin Feuille de route n°	IN° Dépêche n°
Bureau de destination du bulletin	Date d'expédition Bureau d'échange de départ	heures
		Bureau d'échange d'arrivée

### 1. Irregularidades

**Manque de feuille de route, insuffisance d'emballage ou de fermeture, etc.**

.....

## 2. *Colis manuventis*

### 3. Colis en trop

Numéro		Bureau d'origine	Adresse complète		Poids	Valeur déclarée	Nature du récipient (sac, panier etc.)
cou- rant	du colis		de l'expéditeur	du destinataire			
1	2	3	4	5	6	7	8
					kg	g	fr

1 Col. 1 de la feuille de route

#### 4. Colis avancés

CP 13 {verso}

**Description et cause apparente de l'avarie ou autres observations**

## 5. Erreurs

Totaux

Timbre du bureau d'échange d'arrivée  
Signatures des agents

THE BOSTONIAN

Cot. 1 de la feuille de route.

Vu et accepté  
Timbre du bureau d'échange de dépar  
Signature du chef



Administration des postes

PROCÈS-VERBAL  
Colis postal

CP 14 (recto)

A transmettre sous recommandation  
Première partie

Bureau qui remplit la première partie	<input type="checkbox"/> Date	<input type="checkbox"/> Reference	
Motif du procès-verbal	<input checked="" type="checkbox"/> Spoliation	<input type="checkbox"/> Avarie	<input checked="" type="checkbox"/> Diminution de poids
Depôt du colis	Bureau	Date	N°
Expéditeur	Nom et adresse complète		
Destinataire	Nom et adresse complète		
	Valeur déclarée		
Mentions spéciales	Montant de remboursement et monnaie		
	Taxe supplémentaire pour colis fragiles payée		
	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	
Poids	Poids indiqué	Poids constaté	
Emballage	Emballage extérieur		
	Emballage intérieur		
Dépêche de transmission du colis	L'emballage doit être considéré comme		
	<input checked="" type="checkbox"/> réglementaire	<input type="checkbox"/> non réglementaire	
	Date d'expédition	Date d'arrivée	N°
	Bureau expéditeur		
	Bureau de destination		
Mode d'acheminement	<input type="checkbox"/> Nom ou n°		
	<input type="checkbox"/> Ambulant		
	<input type="checkbox"/> Fourgon		
	<input type="checkbox"/> Paquebot		
	<input type="checkbox"/> Ligne aérienne		
Colis arrivé	<input type="checkbox"/> En sac	<input type="checkbox"/> Hors sac	
Description détaillée des faits			
Timbre de bureau qui établit le procès-verbal Signatures			

Colis, Lausanne 1974, crt. 126, por. 2 — Dimensions 210x297 mm



CP 14 (verso)

**Deuxième partie**

Bureau qui remplit la deuxième partie

Date

Référence

Contenu	<input type="checkbox"/> D'après les indications de la facture	<input type="checkbox"/> D'après la déclaration en douane	<input type="checkbox"/> Suivant le destinataire ou l'expéditeur
	Le contenu a été examiné en présence		
	<input type="checkbox"/> du destinataire <input type="checkbox"/> de l'expéditeur Contenu constaté à l'examen		
Contenu manquant			
Estimation du dommage	<input type="checkbox"/> Suivant le destinataire <input type="checkbox"/> Suivant l'expéditeur Le dommage causé est estimé à un montant de		
Cause	Le dommage est attribuable à		
Traitement ultérieur du colis	<input type="checkbox"/> Après remballage et pesage l'envoi a été réacheminé sur sa destination Nouveau poids		
	<input type="checkbox"/> Le contenu a été détruit par les soins du bureau soussigné		
	<input type="checkbox"/> L'emballage est conservé ici		
	<input type="checkbox"/> Le destinataire refuse l'envoi <input type="checkbox"/> L'expéditeur refuse l'envoi		
	<input type="checkbox"/> Le destinataire a accepté l'envoi <input type="checkbox"/> L'expéditeur a accepté l'envoi Montant de l'indemnité demandée		
Annexes au procès-verbal	<input type="checkbox"/> Emballage	<input type="checkbox"/> Récipient	<input type="checkbox"/> Ficelle
	<input type="checkbox"/> Cachets	<input type="checkbox"/> Plombs de fermeture	<input type="checkbox"/> Etiquette
Signature du destinataire ou de l'expéditeur			
Attestation. En foi de quoi nous avons dressé le présent procès-verbal dont un double a été transmis, avec un bulletin de vérification, à l'organe indiqué ci-dessous.			
Organe auquel le procès-verbal doit être transmis			
Signature des agents postaux	Signature de l'agent des douanes		

l'Administration de destination des colis

**ÉTAT DES SOMMES DUES**  
Colis-surface

CP 15

Bureau d'échange de destination	Date de l'état
Administration expéditrice des colis	Mois Année
Bureau d'échange expéditeur	Trimestre Année

I. Avoir de l'Administration destinataire des feuilles de route CP 11 et CP 12 (Utiliser la rubrique a, b ou c selon le cas)												II. Avoir de l'Administration expéditrice des CP 11 et CP 12		Observations	
N° des feuilles de route	a Nombre des colis par coupure de poids						b Nombre total des colis	c Poids brut en kg	Colonne 8 de la formule CP 11	Colonne 9 de la formule CP 12	10	11	12		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	fr	c	fr	c			
Total par colonne															
Taux															
Montant par colonne	fr	c	fr	c	fr	c	fr	c	fr	c	fr	c			
Total général de chaque avoir															
Signature du chef du bureau d'échange de destination															

Administration de destination des colis

ÉTAT DES SOMMES DUES  
Colis-avion

CP 15bis

Bureau d'échange de destination	Date de l'état
Administration expéditrice des colis	Mois Année
Bureau d'échange expéditeur	Trimestre Année

I. Avoir de l'Administration destinataire des feuilles de route CP 20  
(Utiliser la rubrique a, b ou c selon le cas)II. Avoir de  
l'Administration  
expéditrice des  
CP 20

Observations

N° des feuilles de route	a Nombre des colis par coupure de poids						b Nombre total des colis	c Poids brut en kg	Colonne B de la formule CP 20	Colonne 10 de la formule CP 20	Colonne 9 de la formule CP 20	Colonne 11 de la formule CP 20	Colonne 12 de la formule CP 20	Colonne 13 de la formule CP 20	Colonne 14	
	-1 kg	1-3 kg	3-5 kg	5-10 kg	10-15 kg	15-20 kg										
1	2	3	4	5	6	7	8	9	fr	c	fr	c	fr	c	fr	c
Total par colonne																
Taux																
Montant par colonne	fr	c	fr	c	fr	c	fr	c	fr	c	fr	c	fr	c	fr	c
Total général de chaque avoir																

Signature du chef du bureau d'échange de destination.

L'Administration de destination des colis

**COMpte RÉCAPITULATIF****Etats (formules CP 15 et CP 15bis)****A établir en double expédition**

Administration expéditrice des colis	Date du compte	
	Mois	Année
	Trimestre	Année

Numéro courant	Bureau d'échange de destination	Sommes dues d'après chaque état formules CP 15 et CP15bis		Observations
		à l'Administration de destination	à l'Administration expéditrice	
1	2	3	4	5
		lr	c	
Totaux				
A déduire				
Solde créditeur			—	—
Nom de l'Administration créancière				

L'Administration de destination des colis	Vu et accepté par l'Administration expéditrice des colis
Lieu, date et signature	Lieu, date et signature

Colis, Lausanne 1974, art. 146, par. 3 — Dimensions 210×297 mm.

CP 17

**ÉTAT DES DIFFÉRENCES**

constatés dans le compte récapitulatif (formula CP 16)

A transmettre en double expédition

Administration de destination du compte CP 16

Administration expéditrice du compte CP 16

Administration de destination du compte CP 16				Administration expéditrice du compte CP 16			
Date de l'état	Mois	Année	Trimestre	Date de l'état	Mois	Année	Trimestre

Numéro courant CP 17	Dépêche-colis	Montant			Avoir de l'Administration			Observations.			
		Date de CP 16	Pour	mis en compte	rectifié	d	d	d	Utiliser, au besoin, le verso		
1	2	3	4	5	fr	c	fr	7	8	9	10
1											
2											
3											
4											
5											

L'Administration de destination du compte  
lieu, date et signatureVu et accepté par l'Administration expéditrice du compte  
lieu, date et signature

[Administration qui établit le compte

CP 18

**COMpte GÉNéRAL**

Echange	Période	Solde des comptes CP 16 en faveur de l'Administration		Observations
		qui établit le compte	correspondant	
		3	4	
Réception par l'Administration qui établit le compte		fr	fr	
Expédition par l'Administration qui établit le compte				
Total				
A déduire				
[ Nom de l'Administration créancière				
Solde créditeur				
[ Administration qui établit le compte CP 18 Date, date et signature		Vu et accepté par l'Administration qui reçoit le compte CP 18: Date, date et signature		

CP 19

[Administration créancière

**COMPTE PARTICULIER MENSUEL**  
*Frais de douane, etc.*

Administration débiteuse	Date de compte
	Mois Année

N° com- ptant	Date de l'avance	Nom de la belle- tis d'affrac- chissement	Bureau qui a fait l'avance	Montant de chaque belle- tis d'affranchissement	Observations
1	2	3	4	5	6
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					
11					
12					
13					
14					
15					
16					
17					
18					
19					
20					
<b>Total</b>					

[L'Administration créancière  
Lieu, date et signatures

l'Administration expéditrice

FEUILLE DE ROUTE-AVION  
Colis-avion

CP 20 (recto)

Bureau d'échange de départ	Date du départ	1 heure	Dépêche n°
Bureau d'échange de destination	Nombre de récipiens		
N° de la feuille (si plusieurs)			
Ligne aérienne			

## Inscription détaillée

Numéro		Nom- bre du colis	Bureau d'origine	Lieu de destination <sup>1</sup>	Poids <sup>2</sup> de chaque colis avec valeur dé- clarée	Valeur/ dé- clarée	Quotes-parts territoriales et maritimes dues par l'Administration		Frais dus pour le transport aérien par l'Administration		Observa- tions	
cou- rant	du colis						expédi- trice à l'Ad- minis- tration corres- pondante	corres- pondante à l'Ad- minis- tration expédi- trice	expédi- trice à l'Ad- minis- tration corres- pondante	corres- pondante à l'Ad- minis- tration expédi- trice		
1	2	3	4	5	kg	g	fr	c	fr	c	fr	c
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												
Report du verso												
Totaux												

Inscription globale    Incrire les colis soumis aux quotes-parts d'arrivée.  
Utiliser la rubrique a, b ou c selon le cas.

a Nombre des colis par coupure de poids	b Nombre total des colis	c Poids brut en kg			
-1 kg	1-3 kg	3-5 kg	5-10 kg	10-15 kg	15-20 kg

Timbre du bureau d'échange de départ  
Signature de l'agentTimbre du bureau d'échange de destination  
Signature de l'agent<sup>1</sup> Ne pas remplir, si les colis sont adressés au même bureau que la feuille de route-avion.<sup>2</sup> En cas de besoin, cette colonne peut servir à l'indication du poids des colis autres que les colis avec valeur déclarée.

CP 20 (verso)

Numéro cour- rant	du colis	Nom- bre de colis	Bureau d'origine	Lieu de destination <sup>1</sup>	Poids <sup>2</sup> de chaque colis avec valeur dé- clarée	Valeur dé- clarée	Quotés-parts territoriales et maritimes dus par l'Administration		Frais dus pour le transport aérien par l'Administration		Observa- tions								
							expédi- trice à l'Ad- ministra- tion corri- pondante	corres- pondante à l'Ad- ministra- tion expédi- trice	expédi- trice à l'Ad- ministra- tion corri- pondante	corres- pondante à l'Ad- ministra- tion expédi- trice									
1	2	3	4	5	6	kg	g	fr	fr	c	fr	c	fr	c	fr	c	fr	c	12
11																			
12																			
13																			
14																			
15																			
16																			
17																			
18																			
19																			
20																			
21																			
22																			
23																			
24																			
25																			
26																			
27																			
28																			
29																			
30																			
A reporter ou recro																			

<sup>1</sup> Ne pas remplir, si les colis sont adressés au même bureau que la feuille de route-avion.<sup>2</sup> En cas de besoin, cette colonne peut servir à l'indication du poids des colis autres que les colis avec valeur déclarée.

l'Administration des postes

## TABLEAU CP 21

Colis-avion

Date du tableau

CP 21 (redu)

Référence

L'Administration susmentionnée accepte, aux conditions indiquées ci-après, les colis-avion pour son propre territoire et les colis en transit à destination des pays pour lesquels elle est à même de servir d'intermédiaire.

## Cadre A Renseignements sur le service intérieur

Demandes	Réponses
1. L'Administration qui établit le présent tableau se charge-t-elle ou non du réacheminement aérien des colis-avion à l'intérieur de son pays, sur tout ou partie du parcours?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
2. Si oui, à destination de quelles localités? (indiquer celles-ci dans l'ordre alphabétique)	
3. Des colis-avion à destination d'autres endroits peuvent-ils, à la demande de l'expéditeur, être acheminés sur ces localités?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

## Cadre B Conditions du service intérieur

Coupeurs de poids	Quotés-parts d'arrivée à attribuer à l'Administration de destination	Observations	
1	2	3	
kg	%	%	

**Cadre C Service à destination d'autres pays**

Les montants indiqués dans la colonne 5 ne représentent en principe que la quote-part d'arrivée dont l'Administration de destination doit être crédite. Lorsqu'il y a lieu d'attribuer aussi des quotes-parts ferroviaires de transit ou des quotes-parts maritimes, les montants doivent en être indiqués dans la même colonne, avec un renvoi correspondant. Sauf indication contraire, les frais indiqués dans la colonne 7 doivent être attribués obligatoirement pour tous les colis.

Pays de destina- tion	Voies de transmission	Parcours aériens utilisés	Coupures de poids	Quotes-parts d'arrivée à attribuer aux services	Total des frais au poids dus pour le transport aérien à attribuer aux services		Observations				
					d	d					
1	2	3	4	5	jusqu'au pays de destination	à l'intérieur du pays de destination	8				
				kg	fr	c	kg	c	fr	c	

Administration cantonale

## RELEVÉ

CP 22

Sommes dues ou titre d'indemnité pour colis postaux

Date du relevé

Administration cantonale	Indications. Dédommagement pour colis postaux égarés, avariés, vendus, etc.		
	Mois	Trimestre	Année

N° courant	Colis postaux	Destination	Lettres autorisant les reprises (N° de l'état, nom du bureau, date, n° du dossier de l'Administration débitrice)	Montant	
	N° du colis et bureau d'origine			4	5
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					
11					
12					
13					
14					
15					
16					
17					
18					
19					
20					
Total (à reporter sur le compte récapitulatif CP 16)					

Les observations éventuelles peuvent être indiquées sur la partie libre du recto ou du verso de la formule

 <b>Montréal</b> (Canada)	<b>COLIS POSTAUX</b>	pour	CP 23	
	de			
	<b>Liverpool</b>	<b>MONTRÉAL</b>		
	Dépêche n°			
	Date d'expédition	Via		
Récipient n°	Paquebot			
Nombre des colis	Port de débarquement			

Colis, Lausanne 1974, art. 120, par. 1, lettre a) — Dimensions: 125×60 mm ou 148×52 mm, couleur jaune ocre

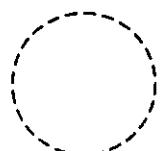
**Remarque.** — Pour tenir compte des besoins de leur service, les Administrations ont la latitude de modifier légèrement le texte et les dimensions de la formule, toutefois sans trop s'écartez des directives que le modèle comporte.

 <b>Rio de Janeiro</b> (Brésil)	<b>COLIS POSTAUX</b>	Par avion	CP 24	
	de	pour		
	<b>Stockholm Ban</b>	<b>RIO DE JANEIRO</b>		
	Dépêche n°			
	Date d'expédition	(Brésil)		
Récipient n°	Ligne n°			
Nombre des colis	Aéroport de transbordement	Aéroport de déchargeant		
Kg			<b>RIO</b>	

Colis, Lausanne 1974, art. 120, par. 1, lettre a) — Dimensions: 125×60 mm ou 148×52 mm, couleur jaune ocre

**Remarque.** — Pour tenir compte des besoins de leur service, les Administrations ont la latitude de modifier légèrement le texte et les dimensions de la formule, toutefois sans trop s'écartez des directives que le modèle comporte.

CP 25

**BORDEREAU DE TAXES**Timbre du bureau  
d'échange de  
départ Administration d Bureau d'échange d

Colis n°

Raison du renvoi

 Inconnu Refusé Parti Non réclamé

fr

c

Taxe de présentation à la douane .....

Taxe de magasinage .....

Taxe de renvoi .....

Taxe de réexpédition .....

Droits non postaux .....

Divers .....

Total

Colis, Lausanne 1974, art. 135, par. 7 – Dimensions: 105×148 mm

# POSTAL PARCELS AGREEMENT

## CONTENTS

### PRELIMINARY PROVISIONS

#### Art.

1. Purpose of the Agreement
2. *Postal parcels*
3. Operation of the service by transport companies
4. Categories of parcels
5. Weight steps

### PART I

#### CHARGES AND FEES

6. Composition of the charges and fees

### CHAPTER I

#### PRINCIPAL CHARGES AND AIR SURCHARGES

7. Principal charges
8. Air surcharges

### CHAPTER II

#### SUPPLEMENTARY CHARGES AND FEES

##### SECTION I

#### CHARGES RELATING TO CERTAIN CATEGORIES OF PARCELS

9. Express parcels
10. Parcels for delivery free of charges and fees
11. Insured parcels
12. Fragile parcels. Cumbersome parcels

##### SECTION II

#### CHARGES AND FEES RELATING TO ALL CATEGORIES OF PARCELS

13. Supplementary charges
14. Scale
15. Fees

**SECTION III**  
**FREE POSTAGE**

Art.

16. Service parcels
17. Parcels of prisoners of war and internees

**PART II**  
**OPERATION OF THE SERVICE**  
**CHAPTER I**  
**CONDITIONS OF ADMISSION**

**SECTION I**

**GENERAL CONDITIONS OF ADMISSION**

18. Conditions of acceptance
19. Prohibitions
20. Limits of size
21. Treatment of parcels wrongly accepted
22. Sender's instructions at the time of posting

**SECTION II**  
**SPECIAL CONDITIONS OF ADMISSION**

23. Insured parcels
24. Parcels for delivery free of charges and fees

**CHAPTER II**  
**CONDITIONS OF DELIVERY AND REDIRECTION**  
**SECTION I**  
**DELIVERY**

25. General rules for delivery. Periods of retention
26. Delivery of express parcels
27. Advice of delivery
28. Non-delivery to the addressee
29. Return to origin of undelivered parcels
30. Abandonment by the sender of an undelivered parcel

## SECTION II REDIRECTION

Art.

31. Redirection in consequence of change of address by the addressee, or of the alteration of an address
32. Parcels arriving out of course and to be redirected
33. Return to origin of wrongly accepted parcels
34. Return to origin in consequence of the suspension of a service

## CHAPTER III SPECIAL PROVISIONS

35. Non-compliance by an administration with given instructions
36. Parcels containing items whose early deterioration or decay is to be feared
37. Withdrawal from the post. Alteration or correction of address
38. Inquiries

## PART III LIABILITY

39. Principle and extent of liability of postal administrations
40. Non-liability of postal administrations
41. Sender's liability
42. Determination of liability between postal administrations
43. Payment of indemnity
44. Reimbursing the administration which paid the indemnity
45. Possible recovery of the indemnity from the sender or from the addressee

## PART IV RATES DUE TO ADMINISTRATIONS ALLOCATION OF RATES

### CHAPTER I RATES

46. Outward and inward land rate
47. Transit land rate
48. Reduction or increase of the outward and inward land rate
49. Sea rate
50. Reduction or increase of the sea rate
51. Application of new rates as a result of unforeseeable changes in routeing
52. Basic rates and calculation of conveyance dues
53. Air conveyance dues for mail lost or destroyed
54. Exceptional inward rate

**CHAPTER II****ALLOCATION OF RATES**

Art.

- 55. General principles
- 56. Service parcels. Parcels of prisoners of war and internees

**PART V****MISCELLANEOUS PROVISIONS**

- 57. Application of the Convention
- 58. Conditions for approval of proposals concerning the present Agreement and its Detailed Regulations
- 59. Parcels addressed to or originating in countries not participating in the Agreement

**PART VI****FINAL PROVISIONS**

- 60. Entry into force and duration of the Agreement

**FINAL PROTOCOL TO THE POSTAL PARCELS AGREEMENT**

- I. Transit
- II. Exceptional land rates
- III. Weighted average distance for conveyance of parcels in transit
- IV. Sea rates
- V. Supplementary rates
- VI. Special tariffs
- VII. Supplementary charges
- VIII. *Withdrawal from the post. Alteration or correction of address*
- IX. Exceptions to the principle of liability
- X. Compensation
- XI. *Non-liability of the postal administration*

## POSTAL PARCELS AGREEMENT

The undersigned, plenipotentiaries of the Governments of the member countries of the Union, having regard to Article 22, § 4, of the Constitution of the Universal Postal Union, concluded at Vienna on 10 July 1964,<sup>1</sup> have, by common consent and subject to Article 25, § 3, of the Constitution, drawn up the following agreement.

### PRELIMINARY PROVISIONS

#### Article 1

##### **Purpose of the Agreement**

*This Agreement shall govern the exchange of postal parcels between contracting countries.*

#### Article 2

##### **Postal parcels**

1. Items called “postal parcels” of which the individual weight shall not exceed 20 kilogrammes may be exchanged either direct or via one or more countries.
2. The exchange of parcels exceeding 10 kilogrammes shall be optional.
3. Notwithstanding §§ 1 and 2, parcels relating to the postal service and which are covered by Article 16 may weigh up to 30 kilogrammes.
4. In this Agreement, its Final Protocol and its Detailed Regulations, the abbreviation “parcels” shall apply to all postal parcels.

#### Article 3

##### **Operation of the service by transport companies**

1. Any country whose postal administration does not undertake the conveyance of parcels and which is a party to the Agreement, may arrange for its provisions to be implemented by *transport* companies. It may, at the same time, limit this service to parcels originating in or addressed to places served by these companies.
2. The postal administration of such a country shall make arrangements with the *transport* companies to ensure full implementation by them of all the provisions of the Agreement, with special reference to the arrangements for the exchange of parcels. The postal administration shall serve as intermediary for them in all their relations with administrations of the other contracting countries and with the International Bureau.

#### Article 4

##### **Categories of parcels**

1. An “ordinary parcel” shall be one which is not subject to any of the special requirements prescribed for the categories defined in §§ 2 and 3.
2. Other categories shall be:
  - (a) “insured parcel”, any parcel which is insured for a declared value;
  - (b) “parcel for delivery free of charges and fees”, any parcel in respect of which the sender asks to be charged with the whole of the postal charges and the fees to which the parcel may be subject on delivery; this request

---

<sup>1</sup> Treaty Series No. 70 (1966), Cmnd. 3141

may be made at the time of posting; it may also be made after posting up to the time of delivery to the addressee, except in those countries which cannot accept this procedure;

- (c) "cash-on-delivery parcel", any parcel subject to a COD charge and covered by the Cash-on-Delivery Agreement;
  - (d) "fragile parcel", any parcel containing articles which are liable to break easily and which are to be handled with special care;
  - (e) "cumbersome parcel",
    - (i) any parcel whose dimensions exceed the limits fixed by Article 20, § 1, or those which administrations may fix between themselves;
    - (ii) any parcel which by reason of its shape or construction does not lend itself readily to loading with other parcels or which requires special precautions;
    - (iii) optionally, any parcel conforming to the conditions laid down in Article 20, § 4;
  - (f) "service parcel", any parcel relating to the postal service and exchanged under the conditions laid down in Article 16;
  - (g) "prisoner-of-war or internee parcel", any parcel intended for or sent by prisoners or organizations referred to in Article 16 of the Convention.
3. Other categories, according to the method of dispatch or delivery;
- (a) "air parcel", any parcel accepted for air conveyance between two countries;
  - (b) "express parcel", any parcel which, on arrival at the office of destination, has to be delivered to the place of address by special messenger or which, in those countries whose administrations do not undertake delivery to the place of address, gives rise to the delivery, by special messenger, of an advice of arrival; nevertheless, if the address of the addressee is situated outside the local delivery area of the office of destination delivery by special messenger shall not be obligatory.
4. The exchange of "insured", "free of charges and fees" "cash-on-delivery" "fragile", "cumbersome", "air" and "express" parcels shall require prior agreement between administrations of origin and destination.

5. In addition, for the exchange of insured parcels (conveyed à découvert), "fragile" and "cumbersome" parcels, the intermediate administrations shall signify their agreement to the transit routeing.

## Article 5

### Weight steps

1. The parcels defined in Article 4 shall be classed in the following weight steps:

up to	1 kg
above 1	up to 3 kg
above 3	up to 5 kg
above 5	up to 10 kg
above 10	up to 15 kg
above 15	up to 20 kg

**2.** Countries which by reason of their internal regulations are unable to adopt the metric-decimal system of weight may substitute for the weight steps provided for in § 1 the following equivalents (in pounds avoirdupois):

up to 1 kg	up to 2 lb
over 1 and up to 3 kg	2 to 7 lb
over 3 and up to 5 kg	7 to 11 lb
over 5 and up to 10 kg	11 to 22 lb
over 10 and up to 15 kg	22 to 33 lb
over 15 and up to 20 kg	33 to 44 lb

## PART I

### CHARGES AND FEES

#### Article 6

##### Composition of the charges and fees

**1.** The charges and fees which administrations are authorized to collect from the senders and addressees of postal parcels shall be made up of the principal charges as defined in Article 7 and, where appropriate, by:

- (a) the air surcharges mentioned in Article 8;
- (b) the supplementary charges mentioned in Articles 9 to 14;
- (c) the charges and fees mentioned in Articles 29, § 3 and 31, § 6;
- (d) the fees mentioned in article 15.

**2.** Apart from any exceptions prescribed by this Agreement, charges shall be retained by the administration collecting them.

## CHAPTER I

### PRINCIPAL CHARGES AND AIR SURCHARGES

#### Article 7

##### Principal charges

**1.** Administrations shall fix the principal charges to be collected from senders.

**2.** The principal charges must be closely linked with the rates, and as a general rule, the sum thereof shall not in total exceed the rates that administrations shall be authorized to claim under Articles 46 to 51 and 54.

#### Article 8

##### Air surcharges

**1.** Administrations shall fix the air surcharges to be collected for forwarding parcels by air. They may adopt, for fixing surcharges, smaller weight steps than the first weight step.

2. The surcharges must be closely related to conveyance dues and, as a general rule, the sum thereof shall not in total exceed the dues payable for such conveyance.

3. Surcharges must be uniform for the whole of the territory of a country of destination whatever the routeing used.

## CHAPTER II

### SUPPLEMENTARY CHARGES AND FEES

#### SECTION I

#### CHARGES RELATING TO CERTAIN CATEGORIES OF PARCELS

##### Article 9

###### Express parcels

1. Express parcels shall be subject to a supplementary charge called the “express charge” of the fixed amount of *not more than* 1.60 francs, fully paid in advance at the time of posting, even if the parcel cannot be delivered by special messenger but only the advice of arrival.

2. When express delivery places special demands on the administration of destination with regard either to the location of the address of the addressee, or to the day or hour of arrival at the office of destination, the delivery of the parcel and collection of any additional charge shall be governed by the provisions concerning parcels of the same type in the internal system. The supplementary charge shall be paid even if the parcel is returned to origin or redirected.

3. *If the regulations of the administration of destination permit, addressees may ask the delivery office, subject to what is laid down in § 1, to deliver to them by express immediately on arrival any parcels which are intended for them. In that case the administration of destination shall be authorized to collect, on delivery, the charge that applies in its internal service.*

##### Article 10

###### Parcels for delivery free of charges and fees

1. Parcels for delivery free of charges and fees shall be subject to a charge called “charge for delivery free of charges and fees” fixed at 2 francs as a maximum for each parcel. This charge shall be added to the *presentation to Customs* charge referred to in Article 14(b); it shall be collected as a commission from the sender in favour of the administration of destination. *In addition, the administration of origin may collect from the sender an additional charge not exceeding 2 francs, which it shall keep as payment for the services provided in the country of origin.*

2. When delivery free of charges and fees is requested after the parcel has been posted, a charge for a request for delivery free of charges and fees shall be collected from the sender at the time the request is made. This charge, fixed at 3 francs as a maximum, shall be collected in favour of the administration of origin and added to the air surcharge or to the charge for the telegram if the sender has asked for his request to be sent by air or by telegraph.

## Article 11

### Insured parcels

1. The following charges on insured parcels shall be collected from the sender in advance:

- (a) charges authorized in this part of the Agreement;
- (b) an optional dispatch charge *not exceeding the registration charge laid down in Article 21 (n) of the Convention or the corresponding charge of the internal service if this is higher, or, exceptionally, a charge of 3 francs at most;*
- (c) an ordinary insurance charge of no more than *1 franc* for each 200 francs or fraction of 200 francs insured value, *or ½% of the insured value step.*

2. In addition, administrations undertaking to cover risks of “*force majeure*” shall be authorized to collect a charge for risks of “*force majeure*” to be fixed so that the sum of this charge and the ordinary insurance charge shall not exceed the maximum prescribed in § 1 (c).

3. *Administrations may also collect from the sender or from the addressee special charges in accordance with their internal legislation to take account of any exceptional security measure taken with regard to insured parcels.*

## Article 12

### Fragile parcels. Cumbersome parcels.

1. Fragile parcels and cumbersome parcels shall be subject to a supplementary charge equal to 50% of the principal charge. If the parcel is both fragile and cumbersome the supplementary charge mentioned above shall be collected once only. Nevertheless, the air surcharges in respect of these parcels shall not be increased.

2. The total charge shall be rounded up to the next 5 centimes, where applicable.

## SECTION II

### CHARGES AND FEES RELATING TO ALL CATEGORIES OF PARCELS

## Article 13

### Supplementary charges

Administrations shall be authorized to collect the following supplementary charges:

- (a) *presentation to Customs charge* collected by the administration of origin; as a general rule the charge shall be collected at the time of posting of the parcel;

- (b) *presentation to Customs charge* collected by the administration of destination either for submission to Customs and customs clearance or for submission to Customs only; in the absence of other arrangements, the charge shall be collected at the time of the delivery of the parcel to the addressee; however, in the case of parcels for delivery free of charges and fees, *the presentation to Customs charge* shall be collected by the administration of origin on behalf of the administration of destination;
- (c) delivery charge; this charge may be collected by the administration of destination for each attempted delivery of the parcel at the address; nevertheless, in the case of express parcels, it may be collected only in respect of each attempted delivery after the first;
- (d) advice of non-delivery *reply* charge, collected under the conditions laid down in Article 28, § 3;
- (e) advice of arrival charge, collected by the administration of destination, when its legislation obliges it to do so and when that administration does not undertake delivery to the place of address, in respect of any advice (the first as well as subsequent advices) delivered to the address of the addressee, except for the first advice of express parcels;
- (f) repacking charge, due to the administration of the first of the countries in whose territory a parcel has to be repacked in order to protect its contents; it shall be recovered from the addressee or, where appropriate, the sender;
- (g) *poste restante* charge, collected by the administration of destination at the time of delivery, on every parcel addressed “*poste restante*”;
- (h) storage charge on every parcel which has not been taken possession of within the prescribed periods, whether the parcel is addressed “*poste restante*” or to a place of address. This charge shall be collected by the administration which effects the delivery, on behalf of the administration in whose service the parcel has been kept beyond the prescribed periods;
- (i) advice of delivery charge, when the sender asks for an advice of delivery in accordance with Article 27;
- (j) advice of embarkation charge, collected, in relations between countries whose administrations agree to provide this service, when the sender requests that an advice of embarkation be sent to him;
- (k) inquiry charge, mentioned in Article 38, § 3;
- (l) charge for a request for withdrawal from the post or alteration of address;
- (m) charge for cover against risks of “*force majeure*”, collected by administrations prepared to cover risks of “*force majeure*”.

## Article 14

## Scale

The scale of supplementary charges defined in article 13 shall be fixed in accordance with the following table:

Description of charge 1	Amount 2	Observations 3
(a) <i>Presentation to Customs charge</i> collected by the administration of origin	1 franc at most, per parcel	
(b) <i>Presentation to Customs charge</i> collected by the administration of destination	6 francs at most, per parcel	
(c) Delivery charge	Same charge as in internal service	
(d) Advice of non-delivery <i>reply</i> charge	60 centimes at most	If, following delivery of the advice of non-delivery, new instructions have to be transmitted by telegraph the sender or the third party shall pay, in addition, the telegraph charge
(e) Advice of arrival	At most, a charge equal to that for an ordinary letter of the first weight step in the internal service	
(f) Repacking charge	1 franc at most, per parcel	This charge may be collected once only in the course of transmission from the beginning to end
(g) <i>Poste restante</i> charge	Same charge as in the internal service	
(h) Storage charge	<i>Same charge as in the internal service</i>	20 francs at most or the maximum fixed by internal legislation, if it is higher
(i) Advice of delivery charge	80 centimes at most	
(j) Advice of embarkation charge	<i>1·10 francs per parcel maximum charge</i>	
(k) Inquiry charge	90 centimes at most	If the sender has asked for his request to be sent by telegraph the telegraph charge shall be added to this charge

Description of charge 1	Amount 2	Observations 3
(l) Charge for a request for withdrawal from the post or alteration of address	3 francs at most	The following shall be added to this charge: (a) the appropriate air surcharge if the request is to be sent by air;
(m) Charge for cover against risks of " <i>force majeure</i> "	(a) amount laid down in Article 11, § 2, in respect of insured parcels  (b) maximum of 60 centimes per parcel in respect of uninsured parcels.	(b) the appropriate telegraph charge if the request is to be sent by telegraph.

### Article 15

#### Fees

1. Administrations of destination shall be authorized to collect, from addressees, all fees, especially customs duty, payable on the items in the country of destination.

2. Administrations undertake to use their good offices with the competent authorities in their countries with a view to securing cancellation of the fees (including customs duty) in the case of a parcel:

- (a) returned to origin;
- (b) redirected to a third country;
- (c) abandoned by the sender;
- (d) lost in their service or destroyed because of total damage of the contents;
- (e) rifled or damaged in their service. In these cases, cancellation of fees shall be requested only to the value of the missing contents or the depreciation suffered by the contents.

### SECTION III

#### FREE POSTAGE

##### Article 16

##### Service parcels

1. Parcels relating to the postal service shall be exempt from all postal charges if exchanged between the following:

- (a) postal administrations;
- (b) postal administrations and the International Bureau;

- (c) post offices of member countries;
- (d) post offices and postal administrations.

2. Air parcels, with the exception of those originating from the International Bureau, shall be exempt from air surcharges.

### Article 17

#### Parcels of prisoners of war and internees

Prisoner-of-war and internee parcels shall be exempted from all charges in accordance with Article 16 of the Convention. However, air surcharges shall be payable on air parcels.

## PART II

### OPERATION OF THE SERVICE

#### CHAPTER I

#### CONDITIONS OF ADMISSION

##### SECTION I

#### GENERAL CONDITIONS OF ADMISSION

### Article 18

#### Conditions of acceptance

Provided that the contents do not come within the prohibitions listed in Article 19 or within the prohibitions or restrictions applicable in the territory of one or more of the administrations called upon to take part in the transmission, every parcel, to be admitted to the post, must:

- (a) belong to one of the categories of parcels admitted under the terms of Article 4;
- (b) be packed in a manner adapted to the nature of the contents and the conditions of transport;
- (c) bear the names and addresses of the addressee and the sender;
- (d) satisfy the conditions of weight and size fixed by Articles 2 and 20;
- (e) be prepaid in respect of all the charges required by the office of origin either by means of postage stamps or by any other method authorized by the regulations of the administration of origin.

### Article 19

#### Prohibitions

The insertion of the following articles shall be prohibited:

- (a) in all categories of parcels:

- (i) articles which, by their nature or their packing, may expose officials to danger, or soil or damage other parcels or postal equipment;

- (ii) opium, morphine, cocaine and other narcotics; however, this prohibition shall not apply to consignments sent for a medical or scientific purpose to countries which admit them on this condition;
  - (iii) documents having the character of current and personal correspondence as well as correspondence of any kind exchanged between persons other than the sender and the addressee or persons living with them, except:
    - one of the documents below, unclosed, reduced to its essential elements and relating solely to the goods being conveyed: invoice, dispatch note or advice, delivery bill;
    - gramophone records, tapes and wires, whether bearing a sound *or video* recording or not, ADP cards, magnetic tape or other similar media, and QSL cards, when the administration of origin considers that they do not have the character of current and personal correspondence and when they are exchanged between the sender and the addressee of the parcel or persons residing with them;
    - correspondence and documents of any kind having the character of current and personal correspondence, other than the foregoing, exchanged between the sender and the addressee of the parcel or persons residing with them, if the internal regulations of the administrations concerned so permit;
  - (iv) live animals, unless their conveyance by post is authorized by the postal regulations of the countries concerned;
  - (v) explosive, flammable or other dangerous substances. Nevertheless, administrations may agree to convey firing caps and loaded metal cartridges for portable firearms, non-explosive parts of artillery fuses and matches, flammable films, raw celluloid or articles made of celluloid;
  - (vi) *radioactive materials. However, administrations may agree among themselves to accept parcels containing these materials either reciprocally or in one direction only. In this case, the radioactive materials shall be made up and packed in accordance with the provisions of the Detailed Regulations and shall be forwarded by the quickest route, normally by air, subject to payment of the corresponding air surcharges. They may be posted only by duly authorized senders*
  - (vii) obscene or immoral articles;
  - (viii) articles of which the importation or circulation is prohibited in the country of destination;
- (b) in uninsured parcels exchanged between two countries which admit insured parcels: coins, banknotes, currency notes, securities of any kind payable to bearer, platinum, gold or silver, manufactured or not, precious stones, jewels and other valuable articles. This provision shall not apply when the exchange of parcels between two administrations admitting insured parcels can only be made in transit through the intermediary of an administration which does not admit them. Any

administration may prohibit the enclosure of gold bullion in insured or uninsured items originating from or addressed to its territory or sent in transit à découvert across its territory, or limit the actual value of these items.

## Article 20

### Limits of size

1. Except where parcels are considered as cumbersome by application of Article 4, § 2 (e), parcels sent by surface or air shall not exceed 1.50 metres for any one dimension or 3 metres for the sum of the length and the greatest circumference measured in a direction other than that of the length.
2. Administrations which cannot accept, for any parcel or for air parcels only, the sizes prescribed in § 1, may adopt instead the following dimensions: 1.05 metres for any one dimension, 2 metres for the sum of the length and the greatest circumference measured in a direction other than that of the length.
3. Whatever their mode of conveyance, parcels shall not be smaller than the minimum size prescribed for letters in Article 19, § 6, of the Convention.
4. Administrations which accept the dimensions fixed in § 1 may collect for parcels whose dimensions exceed the limits specified in § 2 but which weigh less than 10 kg, a supplementary charge equal to that provided for in Article 12.

## Article 21

### Treatment of parcels wrongly accepted

1. When parcels containing articles mentioned in Article 19 (a) have been wrongly admitted to the post, they shall be dealt with according to the legislation of the country of the administration establishing their presence; however, parcels containing articles listed in the same article under (a) (ii) and (v) to (vii) shall in no circumstances be forwarded to their destination, delivered to the addressees or returned to origin.
2. In the case of the insertion of a single item of correspondence prohibited within the meaning of Article 19 (a) (iii), this correspondence shall be treated in the manner prescribed in article 27 of the Convention, and the parcel shall not be returned to origin on this account.
3. When uninsured parcels exchanged between two countries which admit insurance contain articles listed in Article 19(b), they shall be returned to origin by the transit administration which discovers the error. If the error is discovered only after the receipt of the parcel by the administration of destination, that administration shall be authorized to deliver the parcel to the addressee under the conditions prescribed by its regulations. If they do not permit delivery, the parcel shall be returned to origin in application of Article 33.
4. § shall be applicable to parcels of which the weight or the dimensions appreciably exceed the permitted limits; however, these parcels may, where appropriate, be delivered to the addressee if he first pays any charges which may be due.

5. When a wrongly admitted parcel is neither delivered to the addressee nor returned to origin, the administration of origin must be informed exactly how the parcel has been dealt with.

## Article 22

### **Sender's instructions at the time of posting**

1. At the time of posting of a parcel, the sender shall be required to indicate the treatment to be given in case of non-delivery.

2. One of the following instructions only may be given:

(a) dispatch of an advice of non-delivery to the sender;

(b) dispatch of an advice of non-delivery to a third party residing in the country of destination;

(c) return forthwith to the sender by surface or air;

(d) return to the sender by surface or air at the end of a given period, *which may not exceed the regulation period of retention in the country of destination*;

(e) delivery to an alternative addressee, if necessary after redirection by surface or air (and subject to the special provisions set out in Article 28, § 1 (c) (ii));

(f) redirection of the parcel by surface or air, for delivery to the original addressee;

(g) abandonment of the parcel by the sender.

3. *Parcels may be returned without advice if the sender has given no or contradictory instructions.*

4. Administrations shall have the option of not accepting the instructions referred to in § 2 (a) and (b) when their legislation or regulations do not so permit.

## SECTION II

### **SPECIAL CONDITIONS OF ADMISSION**

## Article 23

### **Insured parcels**

1. The following rules shall govern the insured value of insured parcels:

(a) postal administrations:

(i) each administration may limit the insured value, so far as it is concerned, to an amount which may not be less than 1,000 francs or the amount adopted in its internal service if it is less than 1,000 francs;

(ii) in the service between countries whose administrations have adopted different limits, all parties shall observe the lowest limit;

(b) senders:

- (i) may not insure the parcel for a value exceeding the actual value of its contents;
- (ii) may insure part only of the actual value of the contents of the parcel.

2. Fraudulent insurance for a value greater than the actual value of the parcel shall be liable to the legal proceedings prescribed by the legislation of the country of origin.

3. A receipt shall be handed over free of charge to every sender of an insured parcel at the time of posting.

## **Article 24**

### **Parcels for delivery free of charges and fees**

1. A parcel for delivery free of charges and fees may be accepted only if the sender undertakes to pay the full amount which the office of destination would be entitled to claim from the addressee as well as the charge for delivery free of charges and fees prescribed in Article 10.

2. The office of origin may require the payment of a sufficient deposit.

## **CHAPTER II**

### **CONDITIONS OF DELIVERY AND REDIRECTION**

#### **SECTION I**

##### **DELIVERY**

## **Article 25**

### **General rules for delivery. Periods of retention**

1. As a general rule, parcels shall be delivered to the addressees as soon as possible and according to the provisions in force in the country of destination.

2. When an addressee has been notified of the arrival of a parcel, it shall be held at his disposal for a fortnight or, at most, for a month from the day after that on which the advice is sent; exceptionally, this period may be extended if the regulations of the administration of destination permit.

3. When it has not been possible to send an advice of arrival, the period of retention shall be that prescribed by the regulations of the country of destination; this period, applicable also to parcels addressed poste restante, may not, as a general rule, exceed five months for distant countries (within the meaning of Article 107 of the Detailed Regulations of the Convention) and three months for others; the parcel shall be returned to the office of origin within a shorter period if the sender has requested it in a language known in the country of destination.

4. The periods of retention prescribed in §§ 2 and 3 shall be applicable, in the case of redirection, to parcels to be delivered by the new office of destination.

## Article 26

### Delivery of express parcels

1. The delivery by special messenger of an express parcel or of the advice of arrival shall be attempted once only.
2. If the attempt is unsuccessful the parcel shall cease to be considered as express.

## Artclie 27

### Advice of delivery

The sender of a parcel may request an advice of delivery under the conditions laid down in Article 42 of the Convention. However, administrations may restrict this service to insured parcels if such restriction is provided for in their internal service.

## Article 28

### Non-delivery to the addressee

1. After receipt of the advice of non-delivery mentioned in Article 22, § 2 (a) and (b), the sender, or the third party concerned, shall give his instructions, which may only be those authorized by the said Article § 2 (c) to (g), and, in addition, one of the following:
  - (a) notify the addressee once more;
  - (b) correct or complete the address;
  - (c) where a cash-on-delivery parcel is concerned:
    - (i) deliver it to a person other than the addressee against payment of the amount indicated;
    - (ii) deliver it to the original addressee or to another addressee without collecting the COD charge or against payment of an amount less than the original amount;
  - (d) deliver the parcel free of charges and fees either to the original addressee or to another addressee.
2. Provided that no instructions have been received from the sender or third party, the administration of destination shall be authorized to deliver the parcel to the addressee originally indicated or, where appropriate, to another addressee indicated later, or to redirect the parcel to a new address. After receipt of fresh instructions these alone shall be valid and to be carried out. They shall be sent by the quickest route (air or surface) or by telegraph if the sender or third party pays the corresponding telegraph charge.
3. The charge mentioned in Article 13 (d) for sending the instructions mentioned in § 1 shall be collected either from the sender or from the third party; when the advice relates to several parcels posted at the same time at the same office by the same sender and addressed to the same addressee the charge shall be collected once only.

## Article 29

### Return to origin of undelivered parcels

1. Every parcel which it has not been possible to deliver shall be returned to the office of origin:

- (a) immediately if:
  - (i) the sender has requested it in application of Article 22, § 2 (c);
  - (ii) the sender (or the third party referred to in Article 22, § 2 (b)) has made an unauthorized request;
  - (iii) the sender or the third party refuses to pay the charge authorized in Article 28, § 3;
  - (iv) the instructions of the sender, or of the third party, have not achieved the desired result, whether these instructions were given at the time of posting or after receipt of the advice of non-delivery;
- (b) immediately after the termination:
  - (i) of the period, if any, fixed by the sender in application of Article 22, § 2 (d);
  - (ii) of the periods of retention laid down in Article 25, if the sender has not complied with Article 22. In this case, however, the sender may be asked for instructions;
  - (iii) of a period of two months from the dispatch of an advice of non-delivery, if the office which prepared that advice has not received adequate instructions from the sender or the third party, or if these instructions have not been received by that office.

2. Where possible, a parcel shall be returned by the same route as it followed on the outward journey. It may not be returned by air unless the sender has guaranteed the payment of the air surcharges.

- 3. Every parcel returned to origin under this article shall be subject to:
  - (a) the rates entailed in the further transmission to the office of origin;
  - (b) the uncancelled charges and fees, which the administration of destination incurs at the time of return to origin.
- 4. These rates, charges and fees shall be collected from the sender.

## Article 30

### Abandonment by the sender of an undelivered parcel

If the sender has abandoned a parcel which it has not been possible to deliver to the addressee, that parcel shall be treated by the administration of destination according to its own legislation.

## SECTION II

### REDIRECTION

#### Article 31

**Redirection in consequence of change of address by the addressee, or of an alteration of an address**

1. If an addressee changes his address or if an address is altered under Article 37, a parcel may be redirected either within the country of destination or out of that country.
2. A parcel may be redirected within the country of destination at the request of the sender, at the request of the addressee, or by official action if the regulations of that country permit.
3. A parcel may be redirected out of the country of destination only at the request of the sender or of the addressee; in this case the parcel shall comply with the conditions required for the further transmission.
4. A parcel may also be redirected under the conditions set out above by air at the request of the sender or the addressee, provided that payment of the air surcharge in respect of the further transmission is guaranteed.
5. The sender may forbid any redirection.
6. For the first and any subsequent redirection of each parcel, the following may be collected.
  - (a) the charges authorized by the internal regulations of the administration concerned for such redirection, in the case of redirection within the country of destination;
  - (b) the rates and air surcharges entailed in the further transmission, in the case of redirection out of the country of destination;
  - (c) the charges and fees which the former administrations of destination do not agree to cancel.

7. The rates, charges and fees mentioned in § 6 shall be collected from the addressee.

#### Article 32

##### **Parcels arriving out of course and to be redirected**

1. Any parcel arriving out of course as a result of an error on the part of the sender or the dispatching administration shall be reforwarded to its proper destination by the most direct route used by the administration which has received the parcel.
2. Any air parcel arriving out of course shall be reforwarded by air.
3. Any parcel reforwarded in application of this article shall be subject to the rates for forwarding to its proper destination and the charges and fees mentioned in Article 31, § 6 (c).
4. These rates, charges and fees shall be collected from the administration responsible for the office of exchange which misdirected the parcel. This administration shall collect them where appropriate from the sender.

### Article 33

#### **Return to origin of wrongly accepted parcels**

1. Any parcel wrongly accepted and returned to origin shall be subject to the rates, charges and fees prescribed in Article 29, § 3.
2. These charges and fees shall be payable by:
  - (a) the sender, if the parcel has been wrongly admitted in consequence of an error of the sender or if it falls within one of the prohibitions laid down in Article 19;
  - (b) the administration responsible for the error if the parcel has been wrongly admitted in consequence of an error attributable to the postal service. In this case the sender shall be entitled to a refund of the charges paid.
3. If the rates which have been attributed to the administration which returns the parcel are insufficient to cover the rates, charges and fees mentioned in § 1, the outstanding charges shall be recovered from the administration of origin.
4. If there is a surplus, the administration which sends back the parcel shall return to the administration of origin the balance of the rates to refund to the sender.

### Article 34

#### **Return to origin in consequence of the suspension of a service**

The return of a parcel to origin in consequence of the suspension of a service shall be free of charge; the unallocated rates collected for the outward journey shall be refunded to the sender.

## **CHAPTER III**

### **SPECIAL PROVISIONS**

### Article 35

#### **Non-compliance by an administration with given instructions**

When the administration of destination or an intermediate administration has not complied with the instructions given either at the time of posting or subsequently, it shall bear the conveyance charges (outward and return) and any other charges or fees which have not been cancelled; nevertheless, the charges paid for the outward journey shall remain the responsibility of the sender if he declared, either at the time of posting or subsequently, that in the event of non-delivery he would abandon the parcel.

### Article 36

#### **Parcels containing items whose early deterioration or decay is to be feared**

Articles contained in a parcel of which the early deterioration or decay is to be feared, and those articles only, may be sold immediately, even in course

of transmission on either the outward or the return journey, without prior notice or legal formality, on behalf of the rightful owner; if, for any reason whatsoever, sale is impossible, the spoilt or decayed articles shall be destroyed.

### **Article 37**

#### **Withdrawal from the post. Alteration or correction of address**

1. The sender of a parcel may, under the terms of Article 30 of the Convention, ask for its return to origin or to have its address altered, provided he guarantees payment of the amounts due for any further transmission under Articles 29, § 3 and 31, § 6.
2. However, administrations shall have the option of not accepting the requests referred to in § 1 when they do not accept them in their internal service.

### **Article 38**

#### **Inquiries**

1. Each administration shall accept inquiries relating to any parcel posted in the service of another administration.
2. Inquiries shall be entertained only within a period of a year from the day after that on which the parcel was posted.
3. Unless the sender has paid in full the advice of delivery charge prescribed in Article 13 (i), each inquiry shall be subject to the collection of an "inquiry" charge at the rate laid down in Article 14 (k).
4. Separate inquiries must be made for uninsured and insured parcels. If the inquiry related to several parcels of the same category posted at the same time at the same office by the same sender and addressed to the same addressee and sent by the same route, the charge shall be collected once only.
5. The inquiry charge shall be refunded if the inquiry has been occasioned by a service error.

## **PART III**

### **LIABILITY**

#### **Article 39**

#### **Principle and extent of liability of postal administrations**

1. Postal administrations shall be liable for the loss of, theft from or damage to parcels, except as provided for in Article 40. Their liabilities shall be as binding for parcels conveyed *à découvert* as for those forwarded in closed mails.
2. The sender shall be entitled to an indemnity corresponding, in principle, to the actual amount of the loss, theft or damage; indirect loss or loss of profits shall not be taken into consideration. However, this indemnity may in no case exceed:

- (a) for insured parcels, the amount of the insured value in gold francs; in case of redirection or return to origin by surface of an insured air parcel, liability shall be limited, for the second journey, to that applicable to parcels sent by that route;
- (b) for other parcels, the following amounts:
- 40 francs per parcel up to 5 kg  
60 francs per parcel above 5 up to 10 kg  
80 francs per parcel above 10 up to 15 kg  
100 francs per parcel above 15 up to 20 kg.

*Administrations may agree to apply, in their reciprocal relations, the maximum amount of 100 francs per parcel regardless of the weight.*

3. The indemnity shall be calculated according to the current price, converted into gold francs, of goods of the same kind at the place and time at which the parcel was accepted for conveyance; failing a current price, the indemnity shall be calculated according to the ordinary value of goods whose value is assessed on the same basis.

4. When an indemnity is due for the loss, total theft or total damage of a parcel, the sender or, by application of § 6, the addressee, shall be also entitled in repayment of the charges paid with the exception of the insurance charge; the same shall apply to items refused by the addressees because of their bad condition, if that is attributable to the postal service and involves its liability.

5. When the loss, total theft or total damage is due to “*force majeure*” for which indemnity is not payable, the sender shall be entitled to repayment not only of the land and sea rates as well as the air surcharges appropriate to any sector not traversed by the parcel, but also the charges, whatever their nature, relating to a service paid for in advance but not rendered.

6. Notwithstanding § 2, the addressee shall be entitled to the indemnity after taking delivery of a rifled or damaged parcel.

7. The sender shall be entitled to waive his rights as prescribed in § 2 in favour of the addressee. Conversely the addressee shall be entitled to waive his rights as prescribed in § 6 in favour of the sender. The sender or the addressee may authorize a third party to receive the indemnity, *if internal legislation allow this.*

## Article 40

### Non-liability of postal administrations

1. Postal administrations shall cease to be liable for parcels which they have delivered according either to the conditions laid down in their internal regulations for items of the same kind, or those set out in Article 11, § 3, of the Convention; liability shall however be maintained:

- (a) when theft or damage is discovered either before delivery or at the time of delivery of a parcel or when, internal regulations permitting, the addressee, or the sender if it is returned to origin, makes reservations in taking delivery of a rifled or damaged parcel;

(b) when the addressee or, in the case of return to origin, the sender, although having given a proper discharge, notifies the delivery administration without delay that he has found damage and furnished proof that the theft or damage did not occur after delivery.

2. Postal administrations shall not be liable:

(i) for the loss, theft or damage of parcels;

(a) in cases of "*force majeure*". The administration in whose service the loss, theft or damage occurred shall decide, according to the laws of its country, whether the loss, theft or damage was due to circumstances amounting to a case of "*force majeure*"; these circumstances shall be communicated to the administration of the country of origin if the latter administration so requests. Nevertheless, the administration of the dispatching country shall still be liable if it has undertaken to cover risks of "*force majeure*" (Article 11, § 2);

(b) when they cannot account for parcels owing to the destruction of official records by "*force majeure*", provided that proof of their liability has not been otherwise produced;

(c) when the damage has been caused by the fault or negligence of the sender or arises from the nature of the contents of the parcel;

(d) in the case of parcels which have been fraudulently insured for a sum greater than the actual value of the contents;

(e) when the sender has made no inquiry within the period prescribed in Article 38, § 2;

(f) in the case of prisoner-of-war or internee parcels.

(ii) for parcels seized under the legislation of the country of destination.

(iii) for parcels confiscated or destroyed by the competent authority, in the case of parcels whose contents fall within the prohibitions specified in Article 19 (a) (ii), (iv) to (viii) and (b);

(iv) in the case of sea or air conveyance when they have made it known that they are unable to accept liability for insured parcels on board the ships or aircraft used by them; they nevertheless assume in respect of the transit of insured parcels in closed mails the liability which is laid down for uninsured parcels of the same weight.

3. Postal administrations shall not be liable for customs declarations, in whatever form these are made, nor for decisions taken by the customs on examination of parcels submitted to customs control.

## Article 41

### Sender's liability

1. The sender of a parcel shall be responsible within the same limits as administrations themselves for all damage caused to other postal items as a result of the sending of articles not acceptable for conveyance, or of the non-observance of conditions of acceptance, provided that there has been no fault or negligence on the part of administrations or carriers.

2. The acceptance by the office of posting of such a parcel shall not relieve the sender of his liability.

3. An administration which finds damage that is due to the fault of the sender shall inform the administration of origin, whose responsibility it is to take action against the sender where appropriate.

## Article 42

### Determination of liability between postal administrations

1. Until the contrary is proved, liability shall rest with the postal administration which, having received the parcel without comment and being furnished with all the prescribed means of inquiry, cannot prove either delivery to the addressee or, where appropriate, correct transfer to another administration.

2. Until the contrary is proved, and subject to § 4, an intermediate administration or administration of destination shall be relieved of all liability:

- (a) when it has observed the rules for the checking of mails and parcels and the establishment of irregularities;
- (b) when it can prove that it was not informed of the inquiry until after the destruction of the official records relating to the parcel in question, the regulation period of retention having expired; this reservation shall not prejudice the rights of the inquirer.

3. When the loss, theft or damage occurs in the service of an air carrier, the administration of the country which collects the conveyance dues *in accordance with Article 74, § 1, of the Convention* shall reimburse the administration of origin for the indemnity paid to the sender, subject to Article 1, § 6, of the Convention and § 7 of this Article. *It shall be for the former administration to recover this amount from the air carrier in question. Where the administration of origin settles the conveyance dues direct with the air carrier in virtue of Article 74, § 2, of the Convention, it shall itself seek reimbursement of the indemnity from the air carrier.*

4. If the loss, theft or damage occurs in course of conveyance without it being possible to establish in which country's territory or service it happened, the administrations concerned shall bear the loss equally; however, in the case of a damaged uninsured parcel, when the amount of indemnity does not exceed 25 francs, this sum shall be borne equally by the administration of origin and the administration of destination, intermediate administrations being excluded. If the theft or damage has been established in the country of destination or, in the case of return to sender, in the country of origin, it shall rest with the administration of that country to prove:

- (a) that neither the wrapping nor the fastening of the parcel bore any apparent trace of theft or damage;
- (b) that, in the case of an insured parcel, the weight established at the time of posting has not varied;
- (c) that, in the case of parcels forwarded in closed receptacles, both the receptacles and their fastening were intact.

When such proof has been furnished by the administration of destination or origin, as the case may be, none of the other administrations concerned may repudiate its share of liability on grounds that it handed over the parcel without the next administration having made any objection.

5. In the case of items sent in bulk, in application of Article 55, §§ 2 and 3, none of the administrations concerned may repudiate its share of liability, by showing that the number of parcels found in the mail differs from that advised on the parcel bill.

6. In the case of bulk transmission, the administrations concerned may agree among themselves that liability be shared in the event of loss of, theft from or damage to certain categories of parcels, determined by mutual agreement.

7. As regards insured parcels, the liability of an administration towards other administrations shall in no case exceed the maximum insured value that it has adopted.

8. When a parcel has been lost, rifled or damaged as the result of "*force majeure*", the administration in whose territorial jurisdiction or services the loss, theft or damage occurred shall not be liable towards the administration of origin unless the two administrations undertake to cover risks of "*force majeure*".

9. If the loss, theft or damage of an insured parcel occurs in the territory or service of an intermediate administration, which does not accept insured parcels or which has adopted a maximum insured value lower than the amount of the loss, the administration of origin shall bear the loss not covered by the intermediate administration under § 7 of this article and Article 1, § 6, of the Convention.

10. The rule laid down in § 9 shall also apply in case of sea or air conveyance if the loss, theft or damage occurs in the service of an administration belonging to a contracting country which does not accept the liability laid down for insured parcels (Article 40, § 2 (iv)).

11. Customs duty and other fees of which it has not been possible to secure cancellation shall be borne by the administrations liable for the loss, theft or damage.

12. The administration which has paid the indemnity shall take over the rights, up to the amount of the indemnity, of the person who has received it in any action which may be taken against the addressee, the sender or third parties.

### **Article 43**

#### **Payment of indemnity**

1. Subject to the right of recourse against the administration which is liable, the obligation to pay the indemnity and to refund the charges and fees, shall rest either with the administration of origin or in the case mentioned in Article 39, § 6, the administration of destination.

2. This payment must be made as soon as possible and, at the latest, within a period of six months from the day following the day of inquiry.

3. When the administration responsible for the payment does not undertake to cover risks of "*force majeure*" and when, at the end of the period prescribed in § 2, the question of whether the loss, theft or damage is due to such causes has not been decided, it may exceptionally postpone settlement of the indemnity beyond that period.

4. The administration of origin or destination, as the case may be, shall be authorised to indemnify the rightful claimant on behalf of the other administrations sharing in the conveyance which, although duly informed, have allowed five months to pass without *finally* settling the matter or without informing the administration of origin or destination, as the case may be, that the loss, theft or damage appeared to be due to "*force majeure*".

## Article 44

### Reimbursing the administration which paid the indemnity

1. The administration that is liable, or that on whose behalf payment is made in accordance with Article 42, shall reimburse the administration which made the payment under Article 43, and which is called the "paying administration", for the amount of indemnity actually paid to the rightful claimant: this payment must be made within four months of dispatch of the notice of payment.

2. If the indemnity is to be borne by several administrations in accordance with article 42, the whole of the indemnity must be paid to the paying administration, within the period mentioned in § 1, by the first administration which, having duly received the parcel claimed for, is unable to prove its correct transfer to the next service. It shall rest with this administration to recover from the other administrations which are liable each one's share of the indemnity paid to the rightful claimant.

3. The creditor administration shall be reimbursed in accordance with the rules for payment laid down in Article 12 of the Convention.

4. When liability has been admitted, as well as in the case provided for in Article 43, § 4, the amount of the indemnity may also be automatically recovered from the administration which is liable through a liquidation account, either directly or through the intermediary of the first transit administration, which claims credit in its turn from the next administration, the operation being repeated until the sum paid has been debited to the administration which is liable; where appropriate, the statutory provisions on the drawing up of accounts shall be observed.

5. *Immediately after paying the indemnity, the paying administration must communicate to the administration which is liable the date and the amount of payment made. It may reimburse this indemnity within a period of one year either from the date of dispatch of the notice of payment or, where appropriate, from the date of expiry of the period prescribed in Article 43, § 4.*

6. The administration whose liability is duly established and which has at first declined to pay the indemnity shall assume all additional costs resulting from the unwarranted delay in payment.

### **Article 45**

#### **Possible recovery of the indemnity from the sender or the addressee**

1. If, after payment of the indemnity, a parcel or part of a parcel previously considered lost, is found, the addressee and the sender shall be informed of the fact; the former or the latter, as the case may be, shall be further advised that he may take delivery of it within a period of three months on repayment of the amount of the indemnity received. If the sender or the addressee, as the case may be, does not reclaim the parcel within this period, the same approach shall be made to the other party.

2. If the sender or the addressee takes delivery of the parcel or of part of the parcel recovered against repayment of the amount of the indemnity, that sum shall be refunded to the administration or, where appropriate, administrations which bore the loss, within one year of the date of the repayment.

3. If the sender and the addressee refuse to take delivery of the parcel, it shall become the property of the administration or, where appropriate, administrations which bore the loss.

4. When proof of delivery is supplied, after the period of five months laid down in Article 43, § 4, the indemnity paid shall continue to be borne by the intermediate administration or administration of destination if the sum paid cannot, for any reason, be recovered from the sender.

5. In the case of subsequent discovery of an insured parcel the contents of which are found to be of less value than the amount of indemnity paid, the sender or, where Article 39, § 6, is applied, the addressee shall repay the amount of this indemnity against return of the insured parcel, without prejudice to the consequences of fraudulent insurances mentioned in Article 23, § 2.

## **PART IV**

### **RATES DUE TO ADMINISTRATIONS**

#### **ALLOCATION OF RATES**

#### **CHAPTER I**

#### **RATES**

##### **Article 46**

#### **Outward and inward land rate**

1. Parcels exchanged between two administrations shall be subject to the outward and inward land rates fixed as follows, for each country and each parcel:

Weight steps 1	Outward and inward land rate 2
Up to 1 kg	fr c. 2.00
Above 1 up to 3 kg	2.50
Above 3 up to 5 kg	3.00
Above 5 up to 10 kg	4.00
Above 10 up to 15 kg	5.00
Above 15 up to 20 kg	6.50

Nevertheless, as regards the last two weight steps, the administration of origin and destination may fix as they wish the outward and inward land rates due to them.

2. The rates mentioned in § 1 shall be payable by the administration of the country of origin, unless this Agreement provides for exceptions to this principle.

3. *The outward and inward land rates shall be uniform for the whole of the territory of each country.*

## Article 47

### Transit land rate

1. Parcels exchanged between two administrations or between two offices of the same country by means of the land services of one or more other administrations shall be subject to the following transit land rates, payable to the countries whose services take part in the *routeing on land*:

Distance steps 1	Transit land rates						
	Up to 1 kg 2	Above 1 kg up to 3 kg 3	Above 3 kg up to 5 kg 4	Above 5 kg up to 10 kg 5	Above 10 kg up to 15 kg 6	Above 15 kg up to 20 kg 7	
Up to 600 km	fr. c. 0.30	fr. c. 0.60	fr. c. 1.00	fr. c. 1.80	fr. c. 2.90	fr. c. 4.00	
Above 600 up to 1000 km	0.40	1.00	1.80	3.30	5.30	7.40	
Above 1000 up to 2000 km	0.70	1.70	3.00	5.30	8.60	11.90	
Above 2000 for each additional 1000 km	0.30	0.80	1.40	2.60	4.20	5.80	

2. Each of the countries mentioned in § 1 shall be authorized to collect for each parcel the transit land rates applicable to the distance step corresponding to the weighted average distance over which it conveys parcels in transit. This distance shall be calculated by the International Bureau.

3. Reforwarding, where applicable after warehousing by the services of an intermediate country, of mails and *à découvert* parcels entering and leaving by the same port (transit not involving a land route) shall be subject to the provisions of §§ 1 and 2.

4. As regards air parcels, the land rate for intermediate countries shall be applicable only where the parcel is conveyed by an intermediate land service.

5. *When a country agrees to its territory being crossed by a foreign transport service without participation of its services in accordance with Article 3 of the Convention, parcels thus conveyed shall not give rise to allocation of the transit land rate to the postal administration concerned.*

6. The rates mentioned in § 1 shall be payable by the administration of the country of origin unless this Agreement provides for exceptions to this principle.

## Article 48

### Reduction or increase of the outward and inward land rate

1. *Notwithstanding Article 46, § 1, administrations may:*

- (a) *increase their outward land rates as they see fit, to bring these into relation with the costs of their service. They may also reduce them as they see fit so long as they are not lower than their inward land rates;*
- (b) *reduce or increase their inward land rates.* The increase, where applied, may not exceed, in the case of the weight steps up to 10kg, one half of the inward land rates laid down in Article 46, § 1. The reduction may be fixed as the administrations concerned see fit.

2. *To be applicable, any such modifications or subsequent modifications of the inward land rates must:*

- (a) come into force only on 1 January or 1 July at the convenience of each administration;
- (b) be communicated at least three months in advance to the International Bureau; any modifications for which these periods have not been observed shall not be taken into consideration until the 1 January or the 1 July following;
- (c) be communicated to the administrations concerned at least two months before the dates fixed in (a);
- (d) remain in force for one year at least.

## Article 49

### Sea rate

1. Each of the countries whose services participate in the sea conveyance of parcels shall be authorized to reclaim the sea rates mentioned in the table shown in § 2. These rates shall be payable by the administration of the country of origin, unless this Agreement provides for exceptions to this principle.

2. For each sea conveyance used, the sea rate shall be calculated according to the following table:

Distance steps		Weight steps					
(a) Expressed in nautical miles	(b) Expressed in km after conversion on the basis of 1 n.m. = 1.852 Km	Up to 1 kg	Above 1 up to 3 kg	Above 3 up to 5 kg	Above 5 up to 10 kg	Above 10 up to 15 kg	Above 15 up to 20 kg
1	2	3	4	5	6	7	8
Up to 500 nm	Up to 926 km	fr	fr	fr	fr	fr	fr
Above 500 up to 1 000	Above 926 up to 1 852	0.20	0.60	1.00	1.80	3.00	4.10
Above 1 000 up to 2 000	Above 1 852 up to 3 704	0.30	0.70	1.30	2.30	3.70	5.10
Above 2 000 up to 3 000	Above 3 704 up to 5 556	0.30	0.80	1.50	2.60	4.30	5.90
Above 3 000 up to 4 000	Above 5 556 up to 7 408	0.40	0.90	1.70	2.90	4.80	6.60
Above 4 000 up to 5 000	Above 7 408 up to 9 260	0.40	1.00	1.80	3.10	5.10	7.10
Above 5 000 up to 6 000	Above 9 260 up to 11 112	0.40	1.10	2.00	3.50	5.70	7.90
Above 6 000 up to 7 000	Above 11 112 up to 12 964	0.50	1.10	2.10	3.60	5.90	8.20
Above 7 000 up to 8 000	Above 12 964 up to 14 816	0.50	1.20	2.10	3.70	6.10	8.50
Above 8 000 per additional 1 000	Above 14 816 per additional 1 852	0.00	0.05	0.10	0.15	0.20	0.25

3. If necessary, the distance steps used to determine the amount of the sea rate applicable between two countries shall be calculated on the basis of a weighted average distance, determined in terms of the tonnage of the mails carried between the respective ports of the two countries.

4. Sea conveyance between two ports of the same country may not give rise to the collection of the rate referred to in § 2 when the administration of that country already receives, for the same parcels, payment in respect of land conveyance.

5. As regards air parcels, the sea rate for intermediate administrations or services shall be applicable only where the parcel is conveyed by an intermediate sea service; for this purpose every sea service provided by the country of origin or destination shall be regarded as an intermediate service.

## Article 50

### Reduction or increase of the sea rates

1. Administrations may increase by 50% at most the sea rate laid down in Article 49, § 2. On the other hand, they may reduce it as they wish.

2. This option shall be subject to the conditions laid down in Article 48, § 2.

3. In the case of an increase, this shall also be applied to parcels originating in the country to which the services providing sea conveyance belong; nevertheless, this obligation shall not apply either in the relations between a country and the territories for whose international relations it is responsible, or in the relations between these territories.

## Article 51

### Application of new rates following unforeseeable changes in routing

When, by reason of “force majeure” or any other unforeseeable occurrence, an administration is obliged to use for the conveyance of its own parcels a new dispatch route which causes additional sea or land conveyance costs, it shall be required to inform immediately by telegram all the administrations whose

parcel mails or à *découvert* parcels are sent in transit by way of its country. From the fifth day following the day on which this information is sent, the intermediate administration shall be authorized to charge the administration of origin the land and sea rates which correspond to the new route.

## Article 52

### Basic rates and calculation of air conveyance dues

1. The basic rate applicable to the settlement of accounts between administrations in respect of air conveyance shall be fixed at one-thousandth of a franc, as a maximum, per kilogramme of gross weight and per kilometre; this rate shall be applied proportionally to fractions of a kilogramme.

2. Air conveyance dues relating to air parcel mails shall be calculated according to, on the one hand, the actual basic rate specified in § 1 and the kilometric distances given in the "List of air-mail distances" referred to in Article 206, § 1 (b), of the Detailed Regulations of the Convention and, on the other, the gross weight of the mails.

3. The air conveyance dues payable to the intermediate administration for à *découvert* air parcels shall be fixed in principle as indicated in § 1, but per half-kilogramme for each country of destination. Nevertheless, when the territory of the country of destination of these parcels is served by one or more lines with several stops in that territory, dues shall be calculated on the basis of a weighted average rate taking into account the weight of the parcels off-loaded at each stop. The dues to be paid shall be calculated for each individual parcel, the weight of each being rounded upwards to the next half-kilogramme.

4. Each administration of destination which provides air conveyance of air parcels within its country shall be entitled to reimbursement of the corresponding conveyance dues. These dues shall be uniform for all mails from abroad, whether or not the air parcels are re-forwarded by air.

5. The dues referred to in § 4 shall be fixed in the form of a single rate, calculated for all air parcels addressed to the country, on the basis of the rate provided in § 1 and according to the weighted average of the sector distances covered by air parcels of the international service on the internal air network. The weighted average distance shall be determined in terms of the gross weight of all the air-parcel mails arriving at the country of destination, including the air parcels which are not re-forwarded by air within that country.

6. Entitlement to reimbursement of the dues referred to in § 4 shall be subject to the conditions laid down in Article 48, § 2.

7. The transhipment at the same airport, in the course of transmission of air parcels conveyed successively by several separate air services, shall be performed without remuneration.

8. No transit land rate shall be payable for:

- (a) the transfer of air mails between two airports serving the same town;
- (b) the transport of such mails between an airport serving a town and a warehouse situated in the same town and the return of the same mails for re-forwarding.

**Article 53****Air conveyance dues for lost or destroyed air parcels**

In case of loss or destruction of air parcels as a result of an accident occurring to the aircraft or through any other cause involving the responsibility of the air carrier, the administration of origin shall be exempt from any payment in respect of the air conveyance of the air parcels lost or destroyed, for any part of the flight of the line used.

**Article 54****Exceptional inward rate**

Subject to Article 48, § 2, each administration may apply to every parcel addressed to its offices an exceptional inward rate of 50 centimes at most.

**CHAPTER II****ALLOCATION OF RATES****Article 55****General principles**

1. An allocation of rates to the interested administration shall be made in principle in respect of each parcel.
2. However, in the case of transmission by closed mails, the administration of origin may agree with the administration of destination, and with any intermediate administrations, to allocate sea and land rates in bulk for each weight step.
3. Also in the case of transmission by closed mails, the administration of origin may agree with the administration of destination and possibly with the intermediate administrations to credit them with sums calculated per parcel or per kilogramme of gross weight of the mails on the basis of the land and sea rates.

**Article 56****Service parcels. Parcels of prisoners of war and internees**

Rates shall not be allocated for service parcels and for prisoner-of-war and internee parcels apart from the air conveyance dues applicable to air parcels.

**PART V****MISCELLANEOUS PROVISIONS****Article 57****Application of the Convention**

The Convention shall be applicable, where appropriate, by analogy, in all cases not expressly governed by this Agreement.

### Article 58

#### **Conditions of approval of proposals concerning this Agreement and its Detailed Regulations**

1. To become effective, proposals submitted to Congress relating to this Agreement and its Detailed Regulations must be approved by a majority of the member countries present and voting which are parties to the Agreement. At least half of these member countries represented at Congress must be present at the time of voting.
2. To become effective, proposals introduced between two Congresses relating to this Agreement and its Detailed Regulations must obtain:
  - (a) unanimity of votes, if they involve either the addition of new provisions or amendments of substance to the articles of this Agreement, its Final Protocol or Article 151 of its Detailed Regulations;
  - (b) two-thirds of the votes, if they involve amendments of substance to the Detailed Regulations, with the exception of Article 151;
  - (c) a majority of the votes, if they involve
    - (i) interpretation of the provisions of this Agreement, its Final Protocol and its Detailed Regulations, except in the case of a dispute to be submitted to arbitration as provided for in Article 32 of the Constitution.
    - (ii) drafting amendments to be made to the Acts specified in (i).
3. When a member country of the Union expresses outside Congress desire to become a party to this Agreement, asking to be allowed to collect exceptional inward rates on a higher scale than that authorized by Article 54, the International Bureau shall submit the request to all the member countries signatory to the Agreement; if within a period of six months, more than one-third of these member countries do not pronounce against the request it shall be considered to be admitted.

### Article 59

#### **Parcels addressed to or originating in countries not participating in the Agreement**

1. The administrations of countries participating in this Agreement which maintain an exchange of parcels with the administrations of non-participating countries shall allow, in the absence of any opposition on the part of the latter, the administrations of all the participating countries to avail themselves of these services.
2. For transit by the land, sea and air services of the countries participating in the Agreement, parcels addressed to or originating in a non-participating country shall be treated in the same way as parcels exchanged between participating countries so far as the amount of the land and sea rates and the air conveyance dues are concerned. The same shall apply in the case of liability each time it is established that the damage occurred in the service of one of the participating countries and when the indemnity has to be paid in a participating country either to the sender or to the addressee, where Article 39, § 6 is applied.

**PART VI****FINAL PROVISIONS****Article 60****Entry into force and duration of the Agreement**

This Agreement shall come into force on 1 January 1976 and shall remain in operation until the entry into force of the Acts of the next Congress.

In witness whereof, the plenipotentiaries of the Governments of the contracting countries have signed this Agreement in a single original which shall be deposited in the archives of the Government of the country in which the seat of the Union is situated. A copy thereof shall be delivered to each party by the Government of the country in which Congress is held.

Done at *Lausanne*, 5 July 1974

*Signatures*

(*The same countries as at pages 39 to 59*)

(*For ratifications, etc. see page 266*)

**FINAL PROTOCOL TO THE POSTAL PARCELS  
AGREEMENT**

At the moment of proceeding to signature of the Postal Parcels Agreement concluded this day, the undersigned plenipotentiaries have agreed the following:

**Article I**

**Transit**

Notwithstanding Article 1 of the Convention, the right not to undertake the conveyance of parcels in transit across their territory shall for the time being be granted to the Portuguese Provinces in Africa.

**Article II**

**Exceptional land rates**

For the time being the administrations listed in tables 1 and 2 below shall be authorized to collect:

- (a) the exceptional inward rates indicated in table 1, in place of the exceptional inward rates authorized in Article 54;
- (b) the exceptional transit land rates indicated in table 2, in addition to the transit rates mentioned in Article 47, § 1.

1. Exceptional inward rates

Authorized administrations	Amount per parcel	Observations	
1	2	3	
Afghanistan	fr [1]	[1] The rate may amount to the following:	fr
		Parcels up to 1 kg	2.00
		Parcels over 1 and up to 3 kg	2.50
		Parcels over 3 and up to 5 kg	3.25
		Parcels over 5 and up to 10 kg	5.00
Albania	1.00		
Algeria	[2]	[2] The rate may amount to the following:	fr
		Parcels up to 3 kg	1.50
		Parcels over 3 and up to 5 kg	2.00
		Parcels over 5 and up to 10 kg	2.50
		Parcels over 10 and up to 15 kg	3.50
		Parcels over 15 and up to 20 kg	5.00
Argentine Republic	1.50		

## 1. Exceptional inward rates (continued)

Authorized administrations 1	Amount per parcel 2	Observations 3																		
Australia	fr [3]	<p>[3] The rate may amount to the following:</p> <table> <tr><td>Parcels up to 1 kg</td><td>fr</td><td>2.10</td></tr> <tr><td>Parcels over 1 and up to 3 kg</td><td></td><td>2.40</td></tr> <tr><td>Parcels over 3 and up to 5 kg</td><td></td><td>3.55</td></tr> <tr><td>Parcels over 5 and up to 10 kg</td><td></td><td>5.35</td></tr> </table>	Parcels up to 1 kg	fr	2.10	Parcels over 1 and up to 3 kg		2.40	Parcels over 3 and up to 5 kg		3.55	Parcels over 5 and up to 10 kg		5.35						
Parcels up to 1 kg	fr	2.10																		
Parcels over 1 and up to 3 kg		2.40																		
Parcels over 3 and up to 5 kg		3.55																		
Parcels over 5 and up to 10 kg		5.35																		
Bahamas	[4]	<p>[4] <i>The rate may amount to the following:</i></p> <table> <tr><td>Parcels up to 1 kg</td><td>fr</td><td>2.10</td></tr> <tr><td>Parcels over 1 and up to 3 kg</td><td></td><td>2.35</td></tr> <tr><td>Parcels over 3 and up to 5 kg</td><td></td><td>3.15</td></tr> <tr><td>Parcels over 5 and up to 10 kg</td><td></td><td>2.25</td></tr> </table>	Parcels up to 1 kg	fr	2.10	Parcels over 1 and up to 3 kg		2.35	Parcels over 3 and up to 5 kg		3.15	Parcels over 5 and up to 10 kg		2.25						
Parcels up to 1 kg	fr	2.10																		
Parcels over 1 and up to 3 kg		2.35																		
Parcels over 3 and up to 5 kg		3.15																		
Parcels over 5 and up to 10 kg		2.25																		
Bahrain	[5]	<p>[5] <i>The rate may amount to the following:</i></p> <table> <tr><td>Parcels up to 1 kg</td><td>fr</td><td>1.00</td></tr> <tr><td>Parcels over 1 and up to 3 kg</td><td></td><td>2.00</td></tr> <tr><td>Parcels over 3 and up to 5 kg</td><td></td><td>3.50</td></tr> <tr><td>Parcels over 5 and up to 10 kg</td><td></td><td>4.50</td></tr> </table>	Parcels up to 1 kg	fr	1.00	Parcels over 1 and up to 3 kg		2.00	Parcels over 3 and up to 5 kg		3.50	Parcels over 5 and up to 10 kg		4.50						
Parcels up to 1 kg	fr	1.00																		
Parcels over 1 and up to 3 kg		2.00																		
Parcels over 3 and up to 5 kg		3.50																		
Parcels over 5 and up to 10 kg		4.50																		
Bangladesh	[6]	<p>[6] <i>The rate may amount to the following:</i></p> <table> <tr><td>Parcels up to 1 kg</td><td>fr</td><td>1.00</td></tr> <tr><td>Parcels over 1 and up to 5 kg</td><td></td><td>3.00</td></tr> <tr><td>Parcels over 5 and up to 10 kg</td><td></td><td>4.50</td></tr> </table>	Parcels up to 1 kg	fr	1.00	Parcels over 1 and up to 5 kg		3.00	Parcels over 5 and up to 10 kg		4.50									
Parcels up to 1 kg	fr	1.00																		
Parcels over 1 and up to 5 kg		3.00																		
Parcels over 5 and up to 10 kg		4.50																		
Barbados	[7]	<p>[7] The rate may amount to the following:</p> <table> <tr><td>Parcels up to 1 kg</td><td>fr</td><td>2.10</td></tr> <tr><td>Parcels over 1 and up to 3 kg</td><td></td><td>2.35</td></tr> <tr><td>Parcels over 3 and up to 5 kg</td><td></td><td>3.15</td></tr> <tr><td>Parcels over 5 and up to 10 kg</td><td></td><td>2.25</td></tr> </table>	Parcels up to 1 kg	fr	2.10	Parcels over 1 and up to 3 kg		2.35	Parcels over 3 and up to 5 kg		3.15	Parcels over 5 and up to 10 kg		2.25						
Parcels up to 1 kg	fr	2.10																		
Parcels over 1 and up to 3 kg		2.35																		
Parcels over 3 and up to 5 kg		3.15																		
Parcels over 5 and up to 10 kg		2.25																		
Belgium	[8]	<p>[8] <i>The rate may amount to the following:</i></p> <table> <tr><td>Parcels up to 1 kg</td><td>fr</td><td>3.00</td></tr> <tr><td>Parcels over 1 and up to 3 kg</td><td></td><td>3.75</td></tr> <tr><td>Parcels over 3 and up to 5 kg</td><td></td><td>4.50</td></tr> <tr><td>Parcels over 5 and up to 10 kg</td><td></td><td>6.00</td></tr> <tr><td>Parcels over 10 and up to 15 kg</td><td></td><td>7.50</td></tr> <tr><td>Parcels over 15 and up to 20 kg</td><td></td><td>9.50</td></tr> </table>	Parcels up to 1 kg	fr	3.00	Parcels over 1 and up to 3 kg		3.75	Parcels over 3 and up to 5 kg		4.50	Parcels over 5 and up to 10 kg		6.00	Parcels over 10 and up to 15 kg		7.50	Parcels over 15 and up to 20 kg		9.50
Parcels up to 1 kg	fr	3.00																		
Parcels over 1 and up to 3 kg		3.75																		
Parcels over 3 and up to 5 kg		4.50																		
Parcels over 5 and up to 10 kg		6.00																		
Parcels over 10 and up to 15 kg		7.50																		
Parcels over 15 and up to 20 kg		9.50																		
Bolivia	[10]	<p>[10] For parcels originating in or addressed to places other than Cochabamba, La Paz, Oruro, Potosi, Santa Cruz, Sucre &amp; Tarija the rate may amount to the following:</p> <table> <tr><td>Parcels up to 1 kg</td><td>fr</td><td>3.00</td></tr> <tr><td>Parcels over 1 and up to 5 kg</td><td></td><td>7.00</td></tr> <tr><td>Parcels over 5 and up to 10 kg</td><td></td><td>14.00</td></tr> </table>	Parcels up to 1 kg	fr	3.00	Parcels over 1 and up to 5 kg		7.00	Parcels over 5 and up to 10 kg		14.00									
Parcels up to 1 kg	fr	3.00																		
Parcels over 1 and up to 5 kg		7.00																		
Parcels over 5 and up to 10 kg		14.00																		
Botswana	[11]	<p>[11] The rate may amount to the following:</p> <table> <tr><td>Parcels up to 1 kg</td><td>fr</td><td>3.00</td></tr> <tr><td>Parcels over 1 and up to 3 kg</td><td></td><td>4.00</td></tr> <tr><td>Parcels over 3 and up to 5 kg</td><td></td><td>5.50</td></tr> <tr><td>Parcels over 5 and up to 10 kg</td><td></td><td>6.50</td></tr> <tr><td>Parcels over 10 and up to 15 kg</td><td></td><td>8.00</td></tr> <tr><td>Parcels over 15 and up to 20 kg</td><td></td><td>10.00</td></tr> </table>	Parcels up to 1 kg	fr	3.00	Parcels over 1 and up to 3 kg		4.00	Parcels over 3 and up to 5 kg		5.50	Parcels over 5 and up to 10 kg		6.50	Parcels over 10 and up to 15 kg		8.00	Parcels over 15 and up to 20 kg		10.00
Parcels up to 1 kg	fr	3.00																		
Parcels over 1 and up to 3 kg		4.00																		
Parcels over 3 and up to 5 kg		5.50																		
Parcels over 5 and up to 10 kg		6.50																		
Parcels over 10 and up to 15 kg		8.00																		
Parcels over 15 and up to 20 kg		10.00																		

## 1. Exceptional inward rates (continued)

Authorized administrations 1	Amount per parcel 2	Observations					
		3					
Brazil	fr 3.00 [12]	[12] The rate may be increased to 4 francs for parcels addressed to certain remote offices.					
Bulgaria	1.50						
Burma	0.75						
Byelorussia	[9]	[9] The rate may amount to the following:					
		USSR in Europe fr		USSR in Asia fr			
		Parcels up to 1 kg	0.90	3.30			
		Parcels over 1 and up to 3 kg	1.65	5.25			
		Parcels over 3 and up to 5 kg	2.40	7.20			
		Parcels over 5 and up to 10 kg	4.80	14.40			
		Parcels over 10 and up to 15 kg	7.20	21.60			
		Parcels over 15 and up to 20 kg	9.60	28.80			
Cameroon	[13]	[13] The rate may amount to the following:					
		Parcels up to 3 kg		fr	1.50		
		Parcels over 3 and up to 5 kg			2.00		
		Parcels over 5 and up to 10 kg			2.50		
		Parcels over 10 and up to 15 kg			5.00		
		Parcels over 15 and up to 20 kg			6.50		
Central African Republic	[14]	[14] The rate may amount to the following:					
		Parcels up to 3 kg		fr	2.25		
		Parcels over 3 and up to 5 kg			4.50		
		Parcels over 5 and up to 10 kg			6.00		
		Parcels over 10 and up to 15 kg			9.75		
		Parcels over 15 and up to 20 kg			13.50		
Chad	[58]	[58] The rate may amount to the following:					
		Parcels up to 3kg		fr	1.00		
		Parcels over 3 and up to 5 kg			2.00		
		Parcels over 5 and up to 10 kg			4.00		
		Parcels over 10 and up to 15 kg			7.00		
		Parcels over 15 and up to 20 kg			10.00		
Chile	3.00						
China (People's Republic)	[15]	[15] The rate may amount to the following:					
		Parcels up to 1 kg		fr	2.00		
		Parcels over 1 and up to 3 kg			3.50		
		Parcels over 3 and up to 5 kg			5.00		
		Parcels over 5 and up to 10 kg			7.00		
		Parcels over 10 and up to 15 kg			10.00		
		Parcels over 15 and up to 20 kg			13.50		

## 1. Exceptional inward rates (continued)

Authorized administrations  1	Amount per parcel  2	Observations  3												
Colombia	fr [17]	<p>[17] The rate may amount to the following:</p> <table> <tr><td>Parcels up to 3 kg</td><td>fr 3.00</td></tr> <tr><td>Parcels over 3 and up to 5 kg</td><td>5.00</td></tr> <tr><td>Parcels over 5 and up to 10 kg</td><td>10.00</td></tr> <tr><td>Parcels over 10 and up to 20 kg</td><td>11.00</td></tr> </table>	Parcels up to 3 kg	fr 3.00	Parcels over 3 and up to 5 kg	5.00	Parcels over 5 and up to 10 kg	10.00	Parcels over 10 and up to 20 kg	11.00				
Parcels up to 3 kg	fr 3.00													
Parcels over 3 and up to 5 kg	5.00													
Parcels over 5 and up to 10 kg	10.00													
Parcels over 10 and up to 20 kg	11.00													
Congo (People's Republic)	[18]	<p>[18] For the conveyance of parcels beyond the office of exchange an internal transport charge is collected which varies according to the destination and which may not exceed the tariff applicable to postal parcels in the internal service.</p>												
Costa Rica	[19]	<p>[19] The rate may amount to the following:</p> <table> <tr><td>Parcels up to 1 kg</td><td>fr 1.00</td></tr> <tr><td>Parcels over 1 and up to 3 kg</td><td>1.50</td></tr> <tr><td>Parcels over 3 and up to 5 kg</td><td>2.00</td></tr> <tr><td>Parcels over 5 and up to 10 kg</td><td>2.50</td></tr> <tr><td>Parcels over 10 and up to 15 kg</td><td>5.00</td></tr> <tr><td>Parcels over 15 and up to 20 kg</td><td>6.50</td></tr> </table>	Parcels up to 1 kg	fr 1.00	Parcels over 1 and up to 3 kg	1.50	Parcels over 3 and up to 5 kg	2.00	Parcels over 5 and up to 10 kg	2.50	Parcels over 10 and up to 15 kg	5.00	Parcels over 15 and up to 20 kg	6.50
Parcels up to 1 kg	fr 1.00													
Parcels over 1 and up to 3 kg	1.50													
Parcels over 3 and up to 5 kg	2.00													
Parcels over 5 and up to 10 kg	2.50													
Parcels over 10 and up to 15 kg	5.00													
Parcels over 15 and up to 20 kg	6.50													
Cyprus	[16]	<p>[16] The rate may amount to the following:</p> <table> <tr><td>Parcels up to 1 kg</td><td>fr 3.00</td></tr> <tr><td>Parcels over 1 and up to 3 kg</td><td>4.00</td></tr> <tr><td>Parcels over 3 and up to 5 kg</td><td>5.50</td></tr> <tr><td>Parcels over 5 and up to 10 kg</td><td>6.50</td></tr> </table>	Parcels up to 1 kg	fr 3.00	Parcels over 1 and up to 3 kg	4.00	Parcels over 3 and up to 5 kg	5.50	Parcels over 5 and up to 10 kg	6.50				
Parcels up to 1 kg	fr 3.00													
Parcels over 1 and up to 3 kg	4.00													
Parcels over 3 and up to 5 kg	5.50													
Parcels over 5 and up to 10 kg	6.50													
Czechoslovakia	2.50													
Dahomey	[21]	<p>[21] The rate may amount to the following:</p> <table> <tr><td>Parcels up to 1 kg</td><td>fr 1.50</td></tr> <tr><td>Parcels over 1 and up to 5 kg</td><td>2.00</td></tr> <tr><td>Parcels over 5 and up to 10 kg</td><td>3.00</td></tr> <tr><td>Parcels over 10 and up to 15 kg</td><td>4.00</td></tr> <tr><td>Parcels over 15 and up to 20 kg</td><td>5.00</td></tr> </table>	Parcels up to 1 kg	fr 1.50	Parcels over 1 and up to 5 kg	2.00	Parcels over 5 and up to 10 kg	3.00	Parcels over 10 and up to 15 kg	4.00	Parcels over 15 and up to 20 kg	5.00		
Parcels up to 1 kg	fr 1.50													
Parcels over 1 and up to 5 kg	2.00													
Parcels over 5 and up to 10 kg	3.00													
Parcels over 10 and up to 15 kg	4.00													
Parcels over 15 and up to 20 kg	5.00													
Dominican Republic	1.25													
Ecuador	[23]	<p>[23] The rate may amount to the following:</p> <table> <tr><td>Parcels up to 1 kg</td><td>fr 1.00</td></tr> <tr><td>Parcels over 1 and up to 3 kg</td><td>1.50</td></tr> <tr><td>Parcels over 3 and up to 5 kg</td><td>2.00</td></tr> <tr><td>Parcels over 5 and up to 10 kg</td><td>2.50</td></tr> <tr><td>Parcels over 10 and up to 15 kg</td><td>5.00</td></tr> <tr><td>Parcels over 15 and up to 20 kg</td><td>6.50</td></tr> </table>	Parcels up to 1 kg	fr 1.00	Parcels over 1 and up to 3 kg	1.50	Parcels over 3 and up to 5 kg	2.00	Parcels over 5 and up to 10 kg	2.50	Parcels over 10 and up to 15 kg	5.00	Parcels over 15 and up to 20 kg	6.50
Parcels up to 1 kg	fr 1.00													
Parcels over 1 and up to 3 kg	1.50													
Parcels over 3 and up to 5 kg	2.00													
Parcels over 5 and up to 10 kg	2.50													
Parcels over 10 and up to 15 kg	5.00													
Parcels over 15 and up to 20 kg	6.50													
<i>Egypt</i>	5.00													
El Salvador	2.50													

## 1. Exceptional inward rates (continued)

Authorized administrations 1	Amount per parcel 2	Observations	
			3
Ethiopia	fr [24]	[24] The rate may amount to the following: Parcels up to 1 kg Parcels over 1 and up to 3 kg Parcels over 3 and up to 5 kg Parcels over 5 and up to 10 kg Parcels over 10 and up to 15 kg Parcels over 15 and up to 20 kg	fr 1.35 1.85 2.45 3.75 5.55 7.55
Fiji	[25]	[25] <i>The rate may amount to the following:</i> <i>Parcels up to 1 kg</i> <i>Parcels over 1 and up to 3 kg</i> <i>Parcels over 3 and up to 5 kg</i> <i>Parcels over 5 and up to 10 kg</i>	fr 2.00 2.50 3.00 4.00
Finland	3.00		
France	5.50		
Territories represented by the French Overseas Postal and Telecommunications Office	5.50		
Gabon	[26]	[26] The rate may amount to the following: Parcels up to 1 kg Parcels over 1 and up to 3 kg Parcels over 3 and up to 5 kg Parcels over 5 and up to 10 kg Parcels over 10 and up to 15 kg Parcels over 15 and up to 20 kg	fr 0.95 2.10 3.60 4.00 5.50 8.00
German Democratic Republic	2.50		
Germany, Fed. Rep. of	5.00		
Ghana	[27]	[27] The rate may amount to the following: Parcels up to 1 kg Parcels over 1 and up to 3 kg Parcels over 3 and up to 5 kg Parcels over 5 and up to 10 kg	fr 2.00 2.50 3.00 4.00
Great Britain and British Overseas Territories	[28]	[28] The rate may amount to the following: Parcels up to 1 kg Parcels over 1 and up to 3 kg Parcels over 3 and up to 5 kg Parcels over 5 and up to 10 kg	fr 5.80 7.20 9.00 10.55

## 1. Exceptional inward rates (continued)

Authorized administrations 1	Amount per parcel 2	Observations	
			3
Greece	fr 3.00		
Guatemala	0.75		
Guyana	[29]	[29] The rate may amount to the following: Parcels up to 1 kg Parcels over 1 and up to 3 kg Parcels over 3 and up to 5 kg Parcels over 5 and up to 10 kg	fr 1.80 2.00 2.70 3.10
Haiti	0.50		
Honduras (Rep.)	2.50		
Iceland	[33]	[33] The rate may amount to the following: Parcels up to 3 kg Parcels over 3 and up to 5 kg Parcels over 5 and up to 10 kg	fr 0.50 0.75 1.00
India	4.00		
Indonesia	2.50		
Iran	[31]	[31] <i>The rate may amount to the following:</i> Parcels up to 5 kg Parcels over 5 and up to 10 kg Parcels over 10 and up to 15 kg Parcels over 15 and up to 20 kg	fr 3.00 5.00 7.50 10.00
Iraq	[32]	[32] The rate may amount to the following: Parcels up to 1 kg Parcels over 1 and up to 5 kg Parcels over 5 and up to 10 kg	fr 0.75 1.25 1.60
Irish Republic	5.00		
Israel	[34]	[34] The rate may amount to the following: Parcels up to 1 kg Parcels over 1 and up to 3 kg Parcels over 3 and up to 5 kg Parcels over 5 and up to 10 kg	fr 2.00 2.50 3.50 5.50
Ivory Coast	[20]	[20] The rate may amount to the following: Parcels up to 1 kg Parcels over 1 and up to 3 kg Parcels over 3 and up to 5 kg Parcels over 5 and up to 10 kg Parcels over 10 and up to 15 kg Parcels over 15 and up to 20 kg	fr 1.25 1.75 2.25 2.75 3.50 4.25

## 1. Exceptional inward rates (continued)

Authorized administrations 1	Amount per parcel 2	Observations	
			3
Jamaica	fr [35]	[35] The rate may amount to the following: Parcels up to 1 kg Parcels over 1 and up to 3 kg Parcels over 3 and up to 5 kg Parcels over 5 and up to 10 kg	fr 2.50 3.00 3.50 5.00
Japan	5.00		
Kenya	[36]	[36] The rate may amount to the following: Parcels up to 1 kg Parcels over 1 and up to 4 kg Parcels over 3 and up to 5 kg Parcels over 5 and up to 10 kg	fr 2.50 3.00 3.50 4.50
<i>Laos</i>	4.00		
<i>Lesotho</i>	5.00		
<i>Madagascar</i>	5.00		
Malawi	[38]	[38] The rate may amount to the following: Parcels up to 1 kg Parcels over 1 and up to 3 kg Parcels over 3 and up to 5 kg Parcels over 5 and up to 10 kg	fr 1.80 2.00 2.70 3.10
Malaysia	[37]	[37] The rate may amount to the following: Parcels up to 1 kg Parcels over 1 and up to 3 kg Parcels over 3 and up to 5 kg Parcels over 5 and up to 10 kg	fr 1.80 2.30 2.80 3.80
Mali	[39]	[39] The rate may amount to the following: Parcels up to 1 kg Parcels over 1 and up to 3 kg Parcels over 3 and up to 5 kg Parcels over 5 and up to 10 kg Parcels over 10 and up to 15 kg Parcels over 15 and up to 20 kg	fr 1.40 2.00 3.20 6.40 10.20 13.20
Malta	[40]	[40] The rate may amount to the following: Parcels up to 1 kg Parcels over 1 and up to 3 kg Parcels over 3 and up to 5 kg Parcels over 5 and up to 10 kg	fr 1.80 2.00 2.70 3.10

## 1. Exceptional inward rates (continued)

Authorized administrations 1	Amount per parcel 2	Observations 3												
Mauritania	fr [43]	<p>[43] The rate may amount to the following:</p> <table> <tr><td>Parcels up to 1 kg</td><td>fr 1.50</td></tr> <tr><td>Parcels over 1 and up to 3 kg</td><td>2.25</td></tr> <tr><td>Parcels over 3 and up to 5 kg</td><td>3.00</td></tr> <tr><td>Parcels over 5 and up to 10 kg</td><td>6.00</td></tr> <tr><td>Parcels over 10 and up to 15 kg</td><td>10.50</td></tr> <tr><td>Parcels over 15 and up to 20 kg</td><td>14.00</td></tr> </table>	Parcels up to 1 kg	fr 1.50	Parcels over 1 and up to 3 kg	2.25	Parcels over 3 and up to 5 kg	3.00	Parcels over 5 and up to 10 kg	6.00	Parcels over 10 and up to 15 kg	10.50	Parcels over 15 and up to 20 kg	14.00
Parcels up to 1 kg	fr 1.50													
Parcels over 1 and up to 3 kg	2.25													
Parcels over 3 and up to 5 kg	3.00													
Parcels over 5 and up to 10 kg	6.00													
Parcels over 10 and up to 15 kg	10.50													
Parcels over 15 and up to 20 kg	14.00													
Mauritius	[42]	<p>[42] The rate may amount to the following:</p> <table> <tr><td>Parcels up to 1 kg</td><td>fr 2.10</td></tr> <tr><td>Parcels over 1 and up to 3 kg</td><td>2.35</td></tr> <tr><td>Parcels over 3 and up to 5 kg</td><td>3.15</td></tr> <tr><td>Parcels over 5 and up to 10 kg</td><td>2.25</td></tr> </table>	Parcels up to 1 kg	fr 2.10	Parcels over 1 and up to 3 kg	2.35	Parcels over 3 and up to 5 kg	3.15	Parcels over 5 and up to 10 kg	2.25				
Parcels up to 1 kg	fr 2.10													
Parcels over 1 and up to 3 kg	2.35													
Parcels over 3 and up to 5 kg	3.15													
Parcels over 5 and up to 10 kg	2.25													
Morocco	[41]	<p>[41] The rate may amount to the following:</p> <table> <tr><td>Parcels up to 3 kg</td><td>fr 1.50</td></tr> <tr><td>Parcels over 3 and up to 5 kg</td><td>2.00</td></tr> <tr><td>Parcels over 5 and up to 10 kg</td><td>2.50</td></tr> <tr><td>Parcels over 10 and up to 15 kg</td><td>3.50</td></tr> <tr><td>Parcels over 15 and up to 20 kg</td><td>5.00</td></tr> </table>	Parcels up to 3 kg	fr 1.50	Parcels over 3 and up to 5 kg	2.00	Parcels over 5 and up to 10 kg	2.50	Parcels over 10 and up to 15 kg	3.50	Parcels over 15 and up to 20 kg	5.00		
Parcels up to 3 kg	fr 1.50													
Parcels over 3 and up to 5 kg	2.00													
Parcels over 5 and up to 10 kg	2.50													
Parcels over 10 and up to 15 kg	3.50													
Parcels over 15 and up to 20 kg	5.00													
Nepal	1.50													
New Zealand	[46]	<p>[46] The rate may amount to the following:</p> <table> <tr><td>Parcels up to 1 kg</td><td>fr 2.00</td></tr> <tr><td>Parcels over 1 and up to 3 kg</td><td>2.25</td></tr> <tr><td>Parcels over 3 and up to 5 kg</td><td>2.75</td></tr> <tr><td>Parcels over 5 and up to 10 kg</td><td>3.50</td></tr> </table>	Parcels up to 1 kg	fr 2.00	Parcels over 1 and up to 3 kg	2.25	Parcels over 3 and up to 5 kg	2.75	Parcels over 5 and up to 10 kg	3.50				
Parcels up to 1 kg	fr 2.00													
Parcels over 1 and up to 3 kg	2.25													
Parcels over 3 and up to 5 kg	2.75													
Parcels over 5 and up to 10 kg	3.50													
Nicaragua	3.00													
Niger	[44]	<p>[44] The rate may amount to the following:</p> <table> <tr><td>Parcels up to 1 kg</td><td>fr 1.40</td></tr> <tr><td>Parcels over 1 and up to 3 kg</td><td>2.00</td></tr> <tr><td>Parcels over 3 and up to 5 kg</td><td>3.20</td></tr> <tr><td>Parcels over 5 and up to 10 kg</td><td>6.40</td></tr> <tr><td>Parcels over 10 and up to 15 kg</td><td>10.20</td></tr> <tr><td>Parcels over 15 and up to 20 kg</td><td>13.20</td></tr> </table>	Parcels up to 1 kg	fr 1.40	Parcels over 1 and up to 3 kg	2.00	Parcels over 3 and up to 5 kg	3.20	Parcels over 5 and up to 10 kg	6.40	Parcels over 10 and up to 15 kg	10.20	Parcels over 15 and up to 20 kg	13.20
Parcels up to 1 kg	fr 1.40													
Parcels over 1 and up to 3 kg	2.00													
Parcels over 3 and up to 5 kg	3.20													
Parcels over 5 and up to 10 kg	6.40													
Parcels over 10 and up to 15 kg	10.20													
Parcels over 15 and up to 20 kg	13.20													
Nigeria	[45]	<p>[45] The rate may amount to the following:</p> <table> <tr><td>Parcels up to 1 kg</td><td>fr 1.25</td></tr> <tr><td>Parcels over 1 and up to 3 kg</td><td>1.50</td></tr> <tr><td>Parcels over 3 and up to 5 kg</td><td>1.75</td></tr> <tr><td>Parcels over 5 and up to 10 kg</td><td>1.10</td></tr> </table>	Parcels up to 1 kg	fr 1.25	Parcels over 1 and up to 3 kg	1.50	Parcels over 3 and up to 5 kg	1.75	Parcels over 5 and up to 10 kg	1.10				
Parcels up to 1 kg	fr 1.25													
Parcels over 1 and up to 3 kg	1.50													
Parcels over 3 and up to 5 kg	1.75													
Parcels over 5 and up to 10 kg	1.10													
Norway	5.00													
Oman	[47]	<p>[47] The rate may amount to the following:</p> <table> <tr><td>Parcels up to 1 kg</td><td>fr 2.50</td></tr> <tr><td>Parcels over 1 and up to 3 kg</td><td>3.00</td></tr> <tr><td>Parcels over 3 and up to 5 kg</td><td>3.50</td></tr> <tr><td>Parcels over 5 and up to 10 kg</td><td>5.00</td></tr> </table>	Parcels up to 1 kg	fr 2.50	Parcels over 1 and up to 3 kg	3.00	Parcels over 3 and up to 5 kg	3.50	Parcels over 5 and up to 10 kg	5.00				
Parcels up to 1 kg	fr 2.50													
Parcels over 1 and up to 3 kg	3.00													
Parcels over 3 and up to 5 kg	3.50													
Parcels over 5 and up to 10 kg	5.00													

## 1. Exceptional inward rates (continued)

Authorized administrations  1	Amount per parcel  2	Observations  3
<i>Pakistan</i>	fr [49]	[49] The rate may amount to the following: Parcels up to 5 kg Parcels over 5 kg and up to 10 kg fr 3.00 4.50
<i>Panama (Rep.)</i>	1.50	
<i>Paraguay</i>	2.50	
<i>Peru</i>	4.50	
<i>Polish People's Republic</i>	3.00	
<i>Portuguese Provinces of Angola and Mozambique</i>	[50]	[50] For the conveyance of parcels beyond the offices of exchange a rate not exceeding the tariff applicable to parcels in the internal service shall be permitted.
<i>Qatar</i>	[51]	[51] The rate may amount to the following:
		Parcels up to 1 kg
		Parcels over 1 and up to 3 kg
		Parcels over 3 and up to 5 kg
		Parcels over 5 and up to 10 kg
<i>Senegal</i>	[52]	[52] The rate may amount to the following:
		Parcels up to 1 kg
		Parcels over 1 and up to 3 kg
		Parcels over 3 and up to 5 kg
		Parcels over 5 and up to 10 kg
		Parcels over 10 and up to 15 kg
		Parcels over 15 and up to 20 kg
<i>Sierra Leone</i>	[53]	[53] The rate may amount to the following:
		Parcels up to 1 kg
		Parcels over 1 and up to 3 kg
		Parcels over 3 and up to 5 kg
		Parcels over 5 and up to 10 kg
<i>Singapore</i>	[54]	[54] The rate may amount to the following:
		Parcels up to 1 kg
		Parcels over 1 and up to 3 kg
		Parcels over 3 and up to 5 kg
		Parcels over 5 and up to 10 kg
<i>Spain</i>	1.50	
<i>Sri Lanka (Ceylon)</i>	4.00	
<i>Sudan</i>	[55]	[55] The rate may amount to the following:
		Parcels up to 1 kg
		Parcels over 1 and up to 3 kg
		Parcels over 3 and up to 5 kg
		Parcels over 5 and up to 10 kg

## 1. Exceptional inward rates (continued)

Authorized administrations 1	Amount per parcel 2	Observations	
			3
Swaziland	fr [56]	[56] <i>The rate may amount to the following:</i> Parcels up to 1 kg Parcels over 1 and up to 3 kg Parcels over 3 and up to 5 kg Parcels over 5 and up to 10 kg	fr 1.80 2.00 2.70 3.10
Sweden	5.00		
Tanzania (United Republic)	fr [57]	[57] <i>The rate may amount to the following:</i> Parcels up to 1 kg Parcels over 1 and up to 3 kg Parcels over 3 and up to 5 kg Parcels over 5 and up to 10 kg	fr 2.50 3.00 3.50 4.50
Thailand	3.00		
Togo	fr [59]	[59] <i>The rate may amount to the following:</i> Parcels up to 1 kg Parcels over 1 and up to 3 kg Parcels over 3 and up to 5 kg Parcels over 5 and up to 10 kg Parcels over 10 and up to 15 kg Parcels over 15 and up to 20 kg	fr 1.50 2.00 3.00 5.00 6.00 7.00
Trinidad and Tobago	fr [60]	[60] <i>The rate may amount to the following:</i> Parcels up to 1 kg Parcels over 1 and up to 3 kg Parcels over 3 and up to 5 kg Parcels over 5 and up to 10 kg	fr 1.25 1.50 1.75 1.10
Turkey	2.00		
Uganda	fr [48]	[48] <i>The rate may amount to the following:</i> Parcels up to 1 kg Parcels over 1 and up to 3 kg Parcels over 3 and up to 5 kg Parcels over 5 and up to 10 kg	fr 2.50 3.00 3.50 4.50
Ukraine	fr [61]	[61] <i>The rate may amount to the following:</i> Parcels up to 1 kg Parcels over 1 and up to 3 kg Parcels over 3 and up to 5 kg Parcels over 5 and up to 10 kg Parcels over 10 and up to 15 kg Parcels over 15 and up to 20 kg	USSR in Europe 0.90 1.65 2.40 4.80 7.20 9.60 USSR in Asia 3.30 5.25 7.20 14.40 21.60 28.80

## 1. Exceptional inward rates (continued)

Authorized administrations  1	Amount per parcel  2	Observations  3																					
Union of Soviet Socialist Republics	fr [62]	<p>[62] The rate may amount to the following:</p> <table> <thead> <tr> <th></th> <th>USSR in Europe fr</th> <th>USSR in Asia fr</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Parcels up to 1 kg</td> <td>0.90</td> <td>3.30</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 1 and up to 3 kg</td> <td>1.65</td> <td>5.25</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 3 and up to 5 kg</td> <td>2.40</td> <td>7.20</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 5 and up to 10 kg</td> <td>4.80</td> <td>14.40</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 10 and up to 15 kg</td> <td>7.20</td> <td>21.60</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 15 and up to 20 kg</td> <td>9.60</td> <td>28.80</td> </tr> </tbody> </table>		USSR in Europe fr	USSR in Asia fr	Parcels up to 1 kg	0.90	3.30	Parcels over 1 and up to 3 kg	1.65	5.25	Parcels over 3 and up to 5 kg	2.40	7.20	Parcels over 5 and up to 10 kg	4.80	14.40	Parcels over 10 and up to 15 kg	7.20	21.60	Parcels over 15 and up to 20 kg	9.60	28.80
	USSR in Europe fr	USSR in Asia fr																					
Parcels up to 1 kg	0.90	3.30																					
Parcels over 1 and up to 3 kg	1.65	5.25																					
Parcels over 3 and up to 5 kg	2.40	7.20																					
Parcels over 5 and up to 10 kg	4.80	14.40																					
Parcels over 10 and up to 15 kg	7.20	21.60																					
Parcels over 15 and up to 20 kg	9.60	28.80																					
United Arab Emirates	[22]	<p>[22] The rate may amount to the following:</p> <table> <thead> <tr> <th></th> <th>fr</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Parcels up to 1 kg</td> <td>2.50</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 1 and up to 3 kg</td> <td>3.00</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 3 and up to 5 kg</td> <td>3.50</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 5 and up to 10 kg</td> <td>5.00</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 10 and up to 15 kg</td> <td>7.00</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 15 and up to 20 kg</td> <td>9.00</td> </tr> </tbody> </table>		fr	Parcels up to 1 kg	2.50	Parcels over 1 and up to 3 kg	3.00	Parcels over 3 and up to 5 kg	3.50	Parcels over 5 and up to 10 kg	5.00	Parcels over 10 and up to 15 kg	7.00	Parcels over 15 and up to 20 kg	9.00							
	fr																						
Parcels up to 1 kg	2.50																						
Parcels over 1 and up to 3 kg	3.00																						
Parcels over 3 and up to 5 kg	3.50																						
Parcels over 5 and up to 10 kg	5.00																						
Parcels over 10 and up to 15 kg	7.00																						
Parcels over 15 and up to 20 kg	9.00																						
Upper Volta	[30]	<p>[30] The rate may amount to the following:</p> <table> <thead> <tr> <th></th> <th>fr</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Parcels up to 1 kg</td> <td>1.40</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 1 and up to 3 kg</td> <td>2.00</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 3 and up to 5 kg</td> <td>3.20</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 5 and up to 10 kg</td> <td>6.40</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 10 and up to 15 kg</td> <td>10.20</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 15 and up to 20 kg</td> <td>13.20</td> </tr> </tbody> </table>		fr	Parcels up to 1 kg	1.40	Parcels over 1 and up to 3 kg	2.00	Parcels over 3 and up to 5 kg	3.20	Parcels over 5 and up to 10 kg	6.40	Parcels over 10 and up to 15 kg	10.20	Parcels over 15 and up to 20 kg	13.20							
	fr																						
Parcels up to 1 kg	1.40																						
Parcels over 1 and up to 3 kg	2.00																						
Parcels over 3 and up to 5 kg	3.20																						
Parcels over 5 and up to 10 kg	6.40																						
Parcels over 10 and up to 15 kg	10.20																						
Parcels over 15 and up to 20 kg	13.20																						
Uruguay	[63]	<p>[63] The rate may amount to the following:</p> <table> <thead> <tr> <th></th> <th>fr</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Parcels up to 3 kg</td> <td>1.50</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 3 and up to 5 kg</td> <td>2.00</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 5 and up to 10 kg</td> <td>2.50</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 10 and up to 15 kg</td> <td>5.00</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 15 and up to 20 kg</td> <td>6.50</td> </tr> </tbody> </table>		fr	Parcels up to 3 kg	1.50	Parcels over 3 and up to 5 kg	2.00	Parcels over 5 and up to 10 kg	2.50	Parcels over 10 and up to 15 kg	5.00	Parcels over 15 and up to 20 kg	6.50									
	fr																						
Parcels up to 3 kg	1.50																						
Parcels over 3 and up to 5 kg	2.00																						
Parcels over 5 and up to 10 kg	2.50																						
Parcels over 10 and up to 15 kg	5.00																						
Parcels over 15 and up to 20 kg	6.50																						
Venezuela	2.00																						
Yemen Arab Republic	[64]	<p>[64] The rate may amount to the following:</p> <table> <thead> <tr> <th></th> <th>fr</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Parcels up to 5 kg</td> <td>3.00</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 5 and up to 10 kg</td> <td>5.00</td> </tr> </tbody> </table>		fr	Parcels up to 5 kg	3.00	Parcels over 5 and up to 10 kg	5.00															
	fr																						
Parcels up to 5 kg	3.00																						
Parcels over 5 and up to 10 kg	5.00																						
Yemen (People's Dem. Rep.)	[65]	<p>[65] The rate may amount to the following:</p> <table> <thead> <tr> <th></th> <th>fr</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Parcels up to 1 kg</td> <td>1.80</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 1 and up to 3 kg</td> <td>2.00</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 3 and up to 5 kg</td> <td>2.70</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 5 and up to 10 kg</td> <td>3.10</td> </tr> </tbody> </table>		fr	Parcels up to 1 kg	1.80	Parcels over 1 and up to 3 kg	2.00	Parcels over 3 and up to 5 kg	2.70	Parcels over 5 and up to 10 kg	3.10											
	fr																						
Parcels up to 1 kg	1.80																						
Parcels over 1 and up to 3 kg	2.00																						
Parcels over 3 and up to 5 kg	2.70																						
Parcels over 5 and up to 10 kg	3.10																						

## 1. Exceptional inward rates (continued)

Authorized administrations 1	Amount per parcel 2	Observations	
		3	
Zaire	fr [66]	[66] The rate may amount to the following: Parcels up to 1 kg Parcels over 1 and up to 3 kg Parcels over 3 and up to 5 kg Parcels over 5 and up to 10 kg Parcels over 10 and up to 15 kg Parcels over 15 and up to 20 kg	fr 0.30 0.90 1.50 3.00 4.50 6.00
Zambia	[67]	[67] The rate may amount to the following: Parcels up to 1 kg Parcels over 1 and up to 3 kg Parcels over 3 and up to 5 kg Parcels over 5 and up to 10 kg	fr 3.00 4.00 5.50 6.50

## 2. Exceptional transit land rates

No. 1	Authorized administrations 2	Amount of the land rate for parcels of the following weight steps					
		Up to 1 kg 3	Over 1 and up to 3 kg 4	Over 3 and up to 5 kg 5	Over 5 and up to 10 kg 6	Over 10 and up to 15 kg 7	Over 15 and up to 20 kg 8
1	Afghanistan	fr	1.50	2.00	2.50	3.00	
2	Argentine Republic <sup>1</sup>		1.00	1.00	2.00	2.00	
3	Australia <sup>1</sup>	0.45	0.75	0.95	1.65	2.00	2.40
4	Bahamas	1.70	1.80	1.75	1.60		
5	Bahrain	1.70	1.80	1.75	1.60		
6	Bangladesh	2.00	3.00	4.00	5.00		
7	Barbados <sup>1</sup>		1.70	1.80	1.75	1.60	
8	Bolivia	1.00	1.20	1.40	2.00	3.00	4.00
9	Botswana <sup>1</sup>		2.00	2.40	3.00	4.00	5.00
10	Brazil	1.00	2.00	3.00	5.00	10.00	12.00
11	Burma	0.70	0.60	0.60	0.90		
12	Central African Republic	0.60	1.50	2.00	4.00	6.00	8.00
13	Chile <sup>2</sup>	3.00	3.00	3.00	3.00		
14	Congo (People's Rep.)	0.60	1.50	2.00	4.00	6.00	8.00
15	Cyprus	3.00	4.00	5.50	6.50		
16	Dahomey	0.60	1.00	1.50	3.00	4.50	6.00
17	Ecuador	0.70	0.50	0.50			
18	Egypt	0.50	0.50	0.50	1.00	1.00	1.00
19	El Salvador	1.70	1.90	2.00	1.70	1.10	1.00
20	Great Britain and Overseas Territories <sup>1</sup>	5.50	6.00	6.35	7.85	11.45	13.80
21	Guyana <sup>1</sup>	1.00	1.10	1.20	1.40		
22	India	1.20	1.20	1.20	1.60	1.60	1.60
23	Iran	1.00	1.10	1.20	1.40	1.80	2.40
24	Iraq	0.70	0.60	0.50	1.40	3.00	4.00
25	Ivory Coast	0.60	1.00	1.50	3.00	5.00	7.00
26	Jamaica	1.80	2.00	2.50	3.50		
27	Kenya <sup>1</sup>	3.00	3.50	4.00	5.00		
28	Malawi <sup>1</sup>	1.00	1.10	1.20	1.40		
29	Malaysia	1.00	1.10	1.20	2.00		
30	Malta <sup>1</sup>	1.00	1.10	1.20	1.40		
31	Mauritius	1.70	1.80	1.75	1.60		
32	Nigeria	1.00	1.10	1.20	1.40		
33	Oman	1.70	1.80	1.75	1.60		
34	Pakistan	2.00	3.00	4.00	5.00		
35	Panama (Rep.)	1.00	1.50	2.00	3.00	4.00	5.00
36	Peru	1.00	1.20	1.40	2.00	3.00	4.00
37	Qatar	1.00	1.10	1.20	1.40		
38	Sierra Leone	1.40	2.00	2.50	2.80		
39	Singapore	1.00	1.10	1.20	2.00		
40	Sri Lanka (Ceylon)	1.50	2.00	3.00	4.00		
41	Sudan	2.00	3.00	4.00	8.00		
42	Tanzania (United Republic) <sup>1</sup>	3.00	3.50	4.00	5.00		
43	Thailand	1.50	1.75	2.00	3.00	4.00	5.00
44	Trinidad and Tobago	1.00	1.10	1.20	1.40		
45	Turkey	2.00	2.00	2.00	2.00	2.00	2.00
46	Uganda	3.00	3.50	4.00	5.00		
47	United Arab Emirates	1.70	1.90	2.00	1.70	1.10	1.00
48	Venezuela	0.70	0.60	0.50	1.40	3.00	4.00
49	Yemen (People's Dem. Rep.) <sup>1</sup>	1.00	1.10	1.20	1.40		
50	Zaire	0.30	0.90	1.50	5.00	4.50	6.00
51	Zambia <sup>1</sup>	2.00	2.40	3.00	4.00		

**Observations:**<sup>1</sup>The amounts shown in the table are to be considered as maximums.<sup>2</sup>Only for parcels transported by Trans-Andean railway.

### Article III

#### Weighted average distance for conveyance of parcels in transit

Article 47, § 2, last sentence shall not apply to the following countries unless they so request: People's Republic of Bulgaria, Byelorussian Soviet Socialist Republic, Republic of Cuba, Czechoslovak Socialist Republic, Hungarian People's Republic, Mongolian People's Republic, Polish People's Republic, Romanian Socialist Republic, Ukrainian Soviet Socialist Republic and Union of Soviet Socialist Republics.

### Article IV

#### Sea rates

Australia, *Commonwealth of the Bahamas, State of Bahrain, Barbados, France, The Territories represented by the French Overseas Postal and Telecommunications Office*, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, *Channel Islands and Isle of Man*, the Overseas Territories for whose international relations the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland is responsible, Guyana, *India, Italy, Jamaica, Republic of Kenya, Malagasy Republic, Malaysia, Malta, Mauritius, the Federal Republic of Nigeria, Sultanate of Oman, Pakistan, Qatar, Republic of Sierra Leone, Singapore, the United Republic of Tanzania, Trinidad and Tobago, Uganda, United Arab Emirates*, People's Democratic Republic of Yemen and Republic of Zambia shall be authorized to increase by 50% at the most the sea rates provided for in Articles 49 and 50.

### Article V

#### Supplementary rates

1. Every parcel sent by surface or air addressed to Corsica and the French Overseas Departments (French Guiana, Guadeloupe, Martinique, Reunion), shall be subject to an inward land rate not exceeding the corresponding rate for France. When such a parcel transits continental France, it shall be further subject:

- (a) "surface" parcels
  - (i) to the French transit land rate;
  - (ii) to the French sea rate corresponding to the distance step between continental France and each of the Departments in question;

- (b) air parcels
  - to air conveyance dues corresponding to the airmail distance between continental France and each of the Departments in question.

2. The Portuguese administration may collect a supplementary rate of 3.50 franc per parcel at most, for conveyance between continental Portugal and the islands of Madeira and the Azores.

3. Every parcel conveyed by the Iraq-Syria trans-desert motor services shall give rise to the collection of a special supplementary rate fixed as follows:

Weight steps 1	Supplementary rates 2	Weight steps 1	Supplementary rates 2
kg Up to 1	fr 0.50	kg Over 5 and up to 10	fr 5.00
Over 1 and up to 3	1.50	Over 10 and up to 15	7.50
Over 3 and up to 5	2.50	Over 15 and up to 20	10.00

4. The postal administrations of the Arab Republic of Egypt and the Democratic Republic of the Sudan shall be authorized to collect a supplementary rate of 20 centimes over and above the transit land rates laid down in Article 47, § 1, of the Agreement for each parcel in transit via Lake Nasser between El Shallal (Egypt) and Wadi Halfa (Sudan).

## Article VI

### Special tariffs

1. The administration of *the People's Republic of Bangladesh*, Pakistan and the Republic of Venezuela shall be authorized to collect on all parcels over 1 and up to 3 kg the charge applicable to parcels over 3 and up to 5 kg.

2. The Belgian and French administrations may collect in respect of air parcels double the land rates and increases laid down in Articles 46 to 48 of the Agreement and in Article II, table 1, Nos. 11 (Belgium) and 37 (France) of this Final Protocol.

## Article VII

### Supplementary charges

Signatory countries whose administrations collect, in the internal service, supplementary charges which are higher than those fixed in the Agreement, may, when they retain the whole amount of these charges, apply the internal service rate in the international services.

## Article VIII

### Withdrawal from the post. Alteration or correction of address

*Notwithstanding Article 37, the Republic of Ecuador, the Republic of El Salvador, the Republic of Panama and the Republic of Venezuela shall be authorized not to return postal parcels after the addressee has requested their clearance by Customs, since this is incompatible with those countries' customs legislation.*

## Article IX

### Exceptions to the principle of liability

*Notwithstanding Article 39, the Republic of Iraq, the Democratic Republic of the Sudan, the People's Democratic Republic of the Yemen and the Republic of Zaire shall be authorized to pay no indemnity for damage to parcels coming*

from any country addressed to Iraq, Sudan, *Yemen (People's Dem Rep)* or *Zaire* and containing liquids and substances which easily liquefy, glass articles and those of a similar fragile nature.

## Article X Compensation

Notwithstanding Article 39, Australia, *the Commonwealth of the Bahamas*, Barbados, *the Republic of Bolivia*, the Republic of Botswana, Fiji, those of the Overseas Territories for whose international relations the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland is responsible whose internal regulations do not permit them to comply, Guyana, the Republic of Kenya, *the Kingdom of Lesotho*, Malawi, Malta, Mauritius, the Republic of Nauru, the Federal Republic of Nigeria, *the Sultanate of Oman*, the State of Qatar, the Romanian Socialist Republic, the Republic of Sierra Leone, the Kingdom of Swaziland, the United Republic of Tanzania, Trinidad and Tobago, Uganda, *the United Arab Emirates*, the People's Democratic Republic of Yemen and the Republic of Zambia shall have the right not to pay compensation for uninsured parcels lost, stolen or damaged in their service.

## Article XI Non-liability of the postal administration

*The postal administration of Nepal shall be authorized not to apply Article 40 § 1 (b).*

In witness whereof, the plenipotentiaries below have drawn up this Protocol which shall have the same force and the same validity as if its provisions were inserted in the actual text of the Agreement to which it relates, and they have signed it in a single original which shall be deposited in the archives of the Government of the country in which the seat of the Union is situated. A copy thereof shall be delivered to each party by the Government of the country in which Congress is held.

Done at *Lausanne*, 5 July 1974

*Signatures*

*(The same countries as at pages 39 to 59)*

# DETAILED REGULATIONS OF THE POSTAL PARCELS AGREEMENT

## CONTENTS

### CHAPTER I

#### PRELIMINARY PROVISIONS

Art.

101. Information to be supplied by administrations
102. Routeing and rates

### CHAPTER II

#### TREATMENT OF PARCELS BY THE OFFICE OF ORIGIN

##### SECTION I

###### GENERAL CONDITIONS OF ADMISSION AND POSTING

103. Addresses of the sender and the addressee
104. General packing conditions
105. Special packing. Marking of parcels containing films, celluloid, live animals *and radioactive materials*
106. Formalities to be complied with by the sender
107. Formalities to be complied with by the office of origin

##### SECTION II

###### SPECIAL CONDITIONS OF ADMISSION AND POSTING FOR CERTAIN CATEGORIES OF PARCELS

108. Insured parcels
109. Fraudulent insurance
110. Other categories of parcels

##### SECTION III

###### FORMALITIES REQUESTED AFTER POSTING

111. Delivery free of charges and fees requested after posting
112. Withdrawal from the post. Alteration of address

## CHAPTER III

### TREATMENT OF PARCELS BY THE OFFICES OF EXCHANGE

#### SECTION I

##### ROUTEING

**Art.**

- 113. General principle of the exchange of parcels
- 114. Routeing and customs clearance of air parcels
- 115. Transhipment of air parcels
- 116. Customs clearance of express parcels

#### SECTION II

### MAKE-UP AND DISPATCH OF MAIIS

- 117. Different methods of transmission
- 118. Parcel bills
- 119. Simplified parcel bills
- 120. Transmission of closed mails
- 121. Transfer of mails
- 122. Treatment of parcels with advice of embarkation

#### SECTION III

### CHECK OF MAIIS AND PARCELS RETURN OF EMPTY RECEPTACLES

- 123. Check of mails by offices of exchange
- 124. Discrepancies of weight or size of parcels
- 125. Notification of irregularities for which administrations may be liable
- 126. Receipt by the office of exchange of a damaged or insufficiently packed parcel
- 127. Check of mails of parcels forwarded in bulk
- 128. Reforwarding of a parcel arriving out of course
- 129. Return of empty receptacles

## CHAPTER IV

### TREATMENT OF PARCELS BY THE OFFICE OF DESTINATION

#### SECTION I

##### DELIVERY OF PARCELS

- 130. Reservations on delivery of rifled or damaged parcels
- 131. Treatment of franking notes after delivery of the parcel for delivery free of charges and fees
- 132. Treatment of advices of delivery after delivery of parcels with advices of delivery

**SECTION II****TREATMENT OF UNDELIVERED PARCELS****Art.**

- 133. Advice of non-delivery
- 134. Non-delivery. New instructions by the person concerned
- 135. Return of parcels to origin
- 136. Redirection of a parcel in consequence of the change of address of the addressee
- 137. Express parcel to be redirected
- 138. Treatment of requests for withdrawal from the post or for change of address
- 139. Sale. Destruction

**CHAPTER V****INQUIRIES**

- 140. Treatment of inquiries
- 141. Inquiries concerning an advice of delivery or an advice of embarkation not received

**CHAPTER VI****ACCOUNTING****SECTION I****ALLOCATION OF RATES AND DUES**

- 142. Rates and dues credited to other administrations by the administration of origin
- 143. Allocation and recovery of rates, charges and fees, in the case of return to origin or redirection
- 144. Special case of recovery of dues
- 145. Determination of average payments per parcel or per kilogramme

**SECTION II****PREPARATION AND SETTLEMENT OF ACCOUNTS**

- 146. Preparation of accounts
- 147. Account for air parcel mails
- 148. Settlement of accounts

**CHAPTER VII****MISCELLANEOUS PROVISIONS****Art.**

- 149. Forms for the use of the public
- 150. Period of retention of documents

**CHAPTER VIII**

**FINAL PROVISIONS**

**151. Entry into force and duration of the Regulations**

**ANNEXES**

**Forms:** see “List of forms”

**DETAILED REGULATIONS OF THE POSTAL PARCELS****AGREEMENT**

Having regard to Article 22, § 5, of the Constitution of the Universal Postal Union concluded at Vienna, on 10 July 1964, the undersigned, on behalf of their respective postal administrations, have by common consent drawn up the following measures for ensuring the implementation of the Postal Parcels Agreement:

**CHAPTER I****PRELIMINARY PROVISIONS****Article 101****Information to be supplied by administrations**

1. At least three months before implementing the Agreement, each administration shall notify the other administrations, through the intermediary of the International Bureau, of:

- (a) the provisions it has adopted regarding:
  - (i) the maximum weight for parcels;
  - (ii) the insured value;
  - (iii) the following special parcels: express, delivery free of charges, cash-on-delivery, fragile, cumbersome;
  - (iv) the acceptance or otherwise of collective dispatch notes, in accordance with Article 106, § 3;
  - (v) the size of parcels conveyed by its land and sea services;
  - (vi) the number of customs declarations required for parcels in transit and for those addressed to its own country as well as the languages in which those declarations may be completed;
  - (vii) the sender's instructions which it does not accept at the time of posting in accordance with Article 22, § 4, of the Agreement;
  - (viii) non-acceptance of requests for withdrawal from the post and alteration of address referred to in Article 37, § 2, of the Agreement;
  - (ix) the acceptance or otherwise of the advice of delivery for uninsured parcels in accordance with Article 27 of the Agreement;
- (b) information regarding the air parcel service, in particular the size which it admits by arrangement with the air carriers, and, where applicable, the amount of payment collected, according to Article 52, §§ 4 and 5, of the Agreement, for transport to the interior of the country;
- (c) the list of live animals of which the conveyance by post is authorized by its own postal regulations;
- (d) whether it admits parcels for all localities or, if not, a list of the localities to which the service extends;

- (e) the charges applicable in its service;
- (f) the necessary information concerning customs or other regulations, as well as the prohibitions or restrictions governing the entry and transit of parcels in the territory of its country;
- (g) an extract, in English, Arabic, Chinese, Spanish, French or Russian, of provisions of its laws or regulations applicable to the conveyance of parcels.

2. Any amendment to the information mentioned in § 1 shall be notified without delay by the same means.

## Article 102

### Routeing and rates

1. By means of tables in the form of the annexed specimens CP 1 and CP 21, each administration shall set out on what conditions and at what rates it accepts parcels in transit for countries for which it is in a position to act as intermediary.

2. On the basis of the information contained in the CP 1 and CP 21 tables of intermediate administrations, each administration shall decide upon the routes to be used for forwarding its parcels and the charges to be collected from the senders.

3. Administrations shall send direct to each other, at least one month before their application, CP 1 and CP 21 tables as well as all subsequent amendments to these tables; they shall send copies of their CP 1 and CP 21 tables to the International Bureau.

4. The time-limit for notification laid down in § 3 shall not apply to the cases mentioned in Article 51 of the Agreement.

5. To determine the most favourable route for the dispatch of parcels, the outward office of exchange may send to the office of exchange of destination a trial note in the form of the specimen C 27 referred to in Article 156, § 3, of the Detailed Regulations of the Convention. This note shall be attached to the parcel bill; it shall be returned, duly completed, in the form of a letter, to the outward office of exchange by the next mail.

## CHAPTER II

### TREATMENT OF PARCELS BY THE OFFICE OF ORIGIN

#### SECTION I

### GENERAL CONDITIONS OF ADMISSION AND POSTING

#### Article 103

##### Addresses of the sender and the addressee

1. To be admitted to the Post, every parcel must bear, in Roman letters and in *Arabic figures* on the parcel itself or on a label firmly attached to it, the exact addresses of the addressee and the sender. *If other letters and figures are*

*used in the country of destination, it shall be recommended that the address be given also in these letters and figures.* Addresses written in pencil shall not be allowed; nevertheless, parcels of which the address is written in indelible pencil on a surface previously dampened shall be accepted.

2. Only one person or a corporate body may be designated as addressee. However, addresses such as "Mr A at . . . for Mr Z at . . ." or "Bank A at . . . for Mr Z at . . ." may be admitted, it being understood that only the person indicated under A shall be regarded by administrations as the addressee. In addition, the addresses of A and Z shall be in the same country.

3. The office of posting shall also advise the sender to put in the parcel a copy of his address and that of the addressee.

## Article 104

### General packing conditions

1. Every parcel must be packed and closed in a manner befitting the weight, the shape and the nature of the contents as well as the mode and duration of conveyance; the packing and closing shall protect the contents against crushing or damage by repeated handling; they shall also be such that it is impossible to tamper with the contents without leaving clear traces thereof.

2. Every parcel must be *made up* particularly securely if it has to be:

- (a) conveyed over long distances,
- (b) transhipped or handled many times,
- (c) *protected against major changes in climate, temperature or, in the case of conveyance by air, variations in atmospheric pressure.*

3. It must be packed and closed in such a way as not to endanger the health of officials and so as not to present any danger if it contains articles of a kind likely to injure officials called upon to handle it or to soil or damage other parcels or postal equipment.

4. It must have, on the packing or the wrapping, sufficient space for service instructions and for affixing stamps and labels.

5. The following shall be accepted without packing:

- (a) articles which can be fitted together or put and kept together by a strong cord with lead or other seals, so as to form one single parcel which cannot come apart;
- (b) parcels in one piece, such as pieces of wood, metal, etc, which it is not the custom of the trade to pack.

## Article 105

### Special packing. Marking of parcels containing films, celluloid, live animals and radioactive materials

1. Every parcel which contains one or other of the following substances must be made up as indicated below:

- (a) precious metals: the packing must consist either of a stout metal box, a case made of wood of a minimum thickness of 1 cm for parcels up to

- 10 kg and 1½ cm for parcels over 10 kg, or two seamless bags forming a double wrapping; however, when cases made of plywood are used, their thickness may be limited to 5 mm on condition that the edges of the cases are reinforced by metal angle strips;
- (b) articles of glass or other fragile objects: *they must be packed in a box of metal, wood, strong plastic material or strong cardboard, filled with paper, wood shavings or any other appropriate protective material to prevent any friction or knocks during transport either between the objects themselves or between the objects and the sides of the box;*
  - (c) liquids and substances which easily liquefy: *they must be enclosed in perfectly leak-proof containers. Each container shall be placed in a special box of metal, wood, strong plastic material or strong corrugated cardboard, containing enough sawdust, cotton wool or any other appropriate protective material to absorb the liquid should the container break. The lid of the box must be fixed so that it cannot easily work loose;*
  - (d) fatty substances which do not easily liquefy, such as ointments, soft soap, resins, etc, and silkworm eggs, the conveyance of which presents fewer difficulties: *they must be enclosed in a first covering (box, bag of cloth, plastic, etc) which is itself placed in a box of wood, metal or any other material stout enough to prevent the contents from leaking;*
  - (e) dry colouring powders, such as aniline blue, etc: *these products shall be admitted only in perfectly leak-proof metal boxes, placed in turn in boxes of wood, strong plastic material or strong corrugated cardboard with sawdust or some other appropriate absorbent and protective material between the two containers;*
  - (f) dry non-colouring powders: *these products must be placed in containers (box, bag) of metal, wood, strong plastic material or cardboard; these containers must themselves be enclosed in a box made of one of those materials;*
  - (g) substances referred to in Article 19, (a), (v), 2nd sentence, of the Agreement: the packing must consist of a case or keg securely packed inside and out and bear an indication concerning the nature of the contents;
  - (h) flammable films, raw or manufactured celluloid: the wrapping must be provided, on the address side, with a very conspicuous white label bearing in large block letters, the words “*Celluloid! A tenir loin du feu et de la lumière*”. (Celluloid! Keep away from fire and light);
  - (i) live animals: the wrapping of the parcel as well as the dispatch note must be provided with a label bearing in bold letters the words “*animaux vivants*” (live animals);
  - (j) radioactive materials: *parcels containing radioactive materials must be provided by the sender with a special white label bearing the words “Matières radioactives” (Radioactive materials), which label must be officially crossed out should the packing be returned to the place of origin. These parcels shall also bear in addition to the name and address of the sender, a request in bold letters for the return of the parcels in the event of non-delivery. The sender must give his name and address and the contents of the parcel on the inner wrapping.*

2. Parcels containing the substances referred to in § 1, (g), (h) and (j), may only be accepted for posting if those substances are admitted by all the administrations called upon to participate in the conveyance of the parcel.

## Article 106

### Formalities to be complied with by the sender

1. Each parcel must be accompanied by:

- (a) a dispatch note of strong white cardboard, in the form of the annexed specimen CP 2;
- (b) a customs declaration in the form of the annexed specimen C 2/CP 3. The customs declaration must be made out in the required number of copies, these being securely attached to the dispatch note.

2. The addresses of the sender and addressee, and all other particulars to be furnished by the sender, must be identical on the parcel and the dispatch note. In the event of a discrepancy, the particulars appearing on the parcel shall be regarded as valid.

3. Except in the case of insured parcels, parcels for delivery free of charges and cash-on-delivery parcels, a single dispatch note accompanied by the number of customs declarations required for a single parcel may suffice for three parcels at most, provided that they are posted simultaneously at the same office by the same sender, sent by the same route, subject to the same charge and addressed to the same person; each administration may, however, insist on a dispatch note and the prescribed number of customs declarations for each parcel.

4. The sender may attach to the CP 2 dispatch note, in addition to the customs declaration in the required number of copies according to the provisions of § 1 (b), any document (invoice, export licence, import licence, certificate of origin, etc) necessary for customs treatment in the dispatching country and in the country of destination.

5. The contents of the parcel must be shown in detail on the customs declaration; indications of a general kind shall not be admitted.

6. Although they assume no responsibility for the customs declaration, administrations shall do their utmost to inform senders of the correct way to complete these declarations.

7. The sender must indicate how the parcel is to be dealt with in the event of non-delivery. For this purpose he shall insert a cross on the back of the dispatch note, where the instructions given in Article 22, § 2, of the Agreement are shown, *in a box relating to one of these instructions; the cross may be made by hand, be typewritten or printed. It is also permissible for the sender to reproduce or have printed not more than one of the permitted instructions on the back of the dispatch note. The instruction marked by the cross on the dispatch note must be reproduced on the parcel itself. It must be in French or in a language known in the country of destination. The form corresponding to the annexed specimen CP 2bis may be used for this purpose; the completed form shall be securely affixed to the parcel.*

### Article 107

#### **Formalities to be complied with by the office of origin**

1. The office of origin or the dispatching office of exchange shall be responsible for affixing or indicating:

- (a) on the parcel beside the address and on the dispatch note in the spaces provided, a label in the form of the annexed specimen CP 8 indicating clearly the serial number of the parcel and the name of the office of posting. If the administration of origin so permits, that part of the CP 8 label which is to be affixed to the dispatch note may be replaced by a preprinted indication having the same layout as the corresponding part of the label;
- (b) on the dispatch note only:
  - (i) an impression of the date stamp;
  - (ii) the weight, in kilogrammes and hundreds of grammes, each fraction of a hundred grammes being rounded up to the next hundred.

2. Administrations may agree to dispense with the formalities mentioned in § 1.

3. The same office of origin or the same dispatching office of exchange may not use two or more series of labels at the same time, unless the series are distinguished by a distinctive mark.

## SECTION II

### **SPECIAL CONDITIONS OF ADMISSION AND POSTING FOR CERTAIN CATEGORIES OF PARCELS**

#### Article 108

##### **Insured parcels**

Every insured parcel shall be subject to the following special rules regarding make-up:

- (a) it must be sealed by *one or more lead seals or identical wax seals* or by some other effective means, with a special design or mark of the sender; *on any one parcel, only one uniform design or mark may be used; should the parcel be secured by string it may be sealed by a single lead or wax seal applied in such a way that the string cannot be unknotted or removed without obvious traces of tampering appearing;*
- (b) the wax or other seals, as well as the labels of any kind and the postage stamps, if any, affixed to these parcels must be spaced out so that they cannot hide any damage to the packing; the labels and postage stamps must not be folded over two sides of the packing so as to cover an edge; any labels on which the address appears may be gummed to the packing itself provided *the insured value does not exceed 1,000 francs and the dimensions of the label do not exceed 15 x 10.7 cm;*

- (c) it must be provided, like the dispatch note, with a *pink* label in the form of the annexed specimen CP 7 and bearing in Roman letters the letter V, the name of the office of origin and the serial number of the parcel; the label must be gummed on the parcel, on the same side as, and near to, the address; nevertheless, administrations may use at the same time the CP 8 label prescribed in Article 107, § 1 (a), and a small *pink* label, bearing in bold letters the words "*Valeur déclarée*" (Insured);
- (d) the insured value must be expressed in the currency of the country of origin and written by the sender, on the parcel and the dispatch note, in words with Roman lettering and in Arabic figures, without erasure or alteration, even if certified; the amount of the insured value may not be indicated in pencil or indelible pencil;
- (e) the amount of the insured value must be converted into gold francs by the sender or by the office of origin; the result of the conversion rounded up where appropriate to the nearest franc, must be shown in figures at the side of or below those representing the value in the currency of the country of origin; the amount in gold francs must be boldly underlined in coloured pencil; conversion shall not be carried out in direct services between countries which have a common currency;
- (f) the office of origin shall be responsible for indicating the weight in kilogrammes and tens of grammes both on the parcel beside the address and on the dispatch note (in the space provided), rounding up each fraction of ten grammes to the next ten;
- (g) no serial number shall be placed on the front of insured parcels by the intermediate administrations.

## Article 109

### Fraudulent insurance

When circumstances of any kind, particularly an inquiry, disclose a fraudulent insurance for a value greater than the actual value of the contents of the parcel, the administration of origin shall be advised as soon as possible; where appropriate, the documents relating to the inquiry shall be sent to that administration.

## Article 110

### Other categories of parcels

1. Air parcels. Every air parcel as well as the dispatch note relating to it must bear at the time of dispatch a special blue label inscribed "*Par avion*" (By air mail), with, if desired, a translation in the language of the country of origin.

2. Express parcels. Every express parcel and its dispatch note must be provided with a bright red label, bearing very conspicuously the printed indication "*Exprès*" (Express); this label must be affixed whenever possible beside the name of the place of destination.

**3. Parcels for delivery free of charges and fees.**

- (a) Every parcel for delivery free of charges and fees and its dispatch note must be provided with:
  - (i) a very bold indication "*Franc de taxes et de droits*" (Free of charges and fees) (or any other equivalent expression in the language of the country of origin);
  - (ii) a yellow label bearing, also very boldly, the indication "*Franc de taxes et de droits*".
- (b) It must be accompanied by the prescribed customs declarations and by a franking note on yellow paper in the form of the annexed specimen C 3/CP 4. The sender of the parcel, and, as regards the postal service indications, the dispatching office, shall complete the text of the right-hand side of the front of parts A and B. The entries of the sender may be made with the use of carbon paper. The text shall include the undertaking prescribed in Article 24, § 1, of the Agreement.
- (c) The dispatch note, the customs declarations and the franking note must be securely fastened together.

**4. Fragile parcels.**

- (a) In the service between countries which admit fragile parcels and without prejudice to compliance with the general rules regarding make-up and packing, every fragile parcel must be provided, either by the sender or by the office of origin, with a label featuring a picture of a glass printed in red on a white background. Every parcel, the fragile nature of whose contents is indicated by any external sign whatever affixed by the sender, shall be compulsorily provided by the office of origin with the same label, and the corresponding supplementary charge collected. If the sender does not wish the parcel to be treated as fragile, the office of origin shall cross out the marking made by the sender.
- (b) The relative dispatch note must bear very conspicuously on the front the indication "*Colis fragile*" (Fragile parcel) either in manuscript or printed on a label.

**5. Cumbersome parcels.** Every cumbersome parcel and the front of its dispatch note must bear a label showing in bold letters the word "*Encombrant*" (Cumbersome). This entry must be supplemented, on the dispatch note only, by the words "*en vertu de l'article 20, § 4, de l'Arrangement*" (pursuant to Article 20, § 4, of the Agreement) in the case of parcels charged as cumbersome in accordance with Article 20, § 4, of the Agreement.

**6. Service parcels.** Every service parcel and its dispatch note must bear, the former beside the address and the latter on the front of the form, the indication "*Service des postes*" (On Postal Service) or a similar indication: this indication may be followed by a translation in another language.

**7. Prisoner-of-war and internee parcels.** Every prisoner-of-war and internee parcel and its dispatch note must bear, the former beside the address and the latter on the front of the form, one of the indications "*Service des prisonniers de guerre*" (Prisoner-of-war Service) or "*Service des internés*" (Civilian Internees Service); these indications may be followed by a translation in another language.

8. Parcels containing certain substances or live animals. The parcels as well as the dispatch notes must bear the indications prescribed in Article 105, § 1, (g), (h) and (i).

9. *Parcels containing radioactive materials whose contents and make-up comply with the regulations of the International Atomic Energy Agency providing special exemptions for certain categories of items shall be admitted for conveyance by post subject to prior consent from the competent authorities of the country of origin. Administrations may designate special post offices for the posting of parcels containing radioactive materials.*

10. Parcels for which an advice of delivery is requested.

- (a) Every parcel for which the sender requests an advice of delivery at the time of posting must bear very conspicuously either the indication "Avis de réception" (Advice of delivery) or the stamp impression "A.R."; the same shall apply to the dispatch note.
- (b) The parcel must be accompanied by a copy, duly filled up, of the C 5 form referred to in Article 131, § 2, of the Detailed Regulations of the Convention. This form shall be prepared by the office of origin (or by any other office appointed by the administration of origin) and attached to the dispatch note.

11. Parcels for which an advice of embarkation is requested.

- (a) Every parcel for which the sender requests an advice of embarkation must be marked by means of an "Avis d'embarquement" (Advice of embarkation) label fixed to the parcel and to the dispatch note.
- (b) The parcel must be accompanied by a form conforming to the annexed specimen CP 6 which shall show very clearly the port (or the country) from which the advice of embarkation is to be returned. Each form may only refer to one parcel, even when more than one parcel is covered by a single dispatch note.

### SECTION III

#### FORMALITIES REQUESTED AFTER POSTING

##### Article 111

###### **Delivery free of charges and fees requested after the posting of the parcel**

1. If, after posting, the sender of a parcel requests delivery free of charges and fees, the office of origin shall inform the office of destination by an explanatory note. This latter, bearing a postage stamp representing the charge due shall be forwarded as a registered item to the office of destination, accompanied by a franking note duly completed. In case of transmission by air the air surcharge shall also be prepaid by postage stamps affixed to the explanatory note. The office of destination shall affix to the parcel, near the address and also to the dispatch note, the label prescribed in Article 110, § 3, (a), (ii).

2. When the request is to be forwarded by telegraph, the office of origin shall inform the office of destination by telegraph and at the same time advise the relative particulars of the posting of the item. The latter office shall automatically make out a franking note.

### Article 112

#### Withdrawal from the post. Alteration of address

1. As a general rule, requests for alteration of address or withdrawal of a parcel from the post shall be dealt with in accordance with Articles 140 and 141 of the Detailed Regulations of the Convention.

2. Any telegraphic request for alteration of address concerning an insured parcel must be confirmed by post by the next mail; the confirmatory request prepared on a C 7 form used for the letter post, must bear, underlined in coloured pencil, the note "*Confirmation de la demande télégraphique du . . .*" (Confirmation of the telegraphic request of the . . .); it must be accompanied by the facsimile prescribed in Article 140, § 1, (a), of the Detailed Regulations of the Convention.

## CHAPTER III

### TREATMENT OF PARCELS BY THE OFFICES OF EXCHANGE

#### SECTION I

#### ROUTEING

### Article 113

#### General principles of the exchange of parcels

1. Each administration shall forward by the routes and means that it uses for its own parcels those parcels transferred to it by another administration to be conveyed in transit across its territory.

2. In the event of the interruption of a route, parcels in transit which were intended to go by that route shall be forwarded by the best route available.

3. If the use of the new dispatch route occasions higher costs (additional land or sea rates), the transit administration shall act in accordance with Article 51 of the Agreement.

4. Transit shall be effected under the conditions fixed by the Postal Parcels Agreement and by its Detailed Regulations, even when the administration of origin or destination of the parcels has not acceded to the Agreement.

5. In the relations between countries separated by one or more intermediate territories parcels shall follow the routes which the administrations concerned have agreed upon.

### Article 114

#### Routeing and customs clearance of air parcels

1. Every administration providing the air parcel service shall forward by the air routes that it uses for its own items of that type, air parcels transferred to it by another administration; if for any reason the forwarding of air parcels by another route offers, in a particular case, advantages over the existing air routes, the air parcels shall be forwarded by that route.

2. Administrations which do not participate in the air parcel service shall forward such parcels by the surface routes normally used for other parcels.

3. Air parcel mails must be forwarded by the route requested by the administration of the country of origin, provided that route is used by the administration of the transit country for the transmission of its own mails. If this is not possible or if there is not sufficient time for the transhipment, the administration of the country of origin must be informed of this.

4. Articles 192 and 193 of the Detailed Regulations of the Convention shall be applicable, respectively, in the event of an interrupted flight or a diversion of air parcel mails and in the event of an accident. *In the event of reforwarding by surface, the outward office of exchange shall prepare, for each of the intermediate administrations, a CP 12 special parcel bill.*

5. Administrations shall take all steps to speed up as much as possible customs clearance of air parcels.

### Article 115

#### Transhipment of air parcels

1. In the absence of special agreement between administrations the transhipment of air parcels in the conditions prescribed in Article 52, § 7, of the Agreement shall be done through the intermediary of the postal administration of the country where the transhipment takes place.

2. § 1 shall not apply when the transhipment is made between aircraft of two connecting flights of the same carrier. The administration of the transit country may also authorize a transhipment direct from one aircraft to another between two different carriers; in such a case, the carrier making the transhipment shall send to the office of exchange of the country where this transhipment takes place a copy of the AV 7 delivery bill mentioned in Article 188 of the Detailed Regulations of the Convention or any other document giving details of the operation.

### Article 116

#### Customs clearance of express parcels

Administrations which participate in the exchange of express parcels shall take all steps to speed up as much as possible customs clearance.

## SECTION II

### MAKE-UP AND DISPATCH OF MAIIS

#### Article 117

##### Different methods of transmisison

1. The exchange of dispatches of postal parcels shall be carried out by offices called "offices of exchange".

2. This exchange shall be effected, as a general rule, by means of receptacles (bags, baskets, crates, etc.). Adjacent administrations may, however, agree to the handing over of certain categories of parcels unenclosed.

3. In the service between non-adjacent countries, the exchange shall be effected, as a general rule, in closed mails.

4. Administrations may agree to effect exchanges in transit à découvert; however, it shall be obligatory to make up closed mails if an intermediate administration states that the parcels in transit à découvert are such as to hinder its work.

## Article 118

### Parcel bills

1. Before dispatch, all the parcels to be forwarded by surface shall be entered by the outward office of exchange on a parcel bill in the form of the annexed specimen CP 11. For air parcels being sent direct or in transit à découvert the offices of exchange shall use a special parcel bill, known as an "Air parcel bill" in the form of the annexed specimen CP 20.

2. As regards service parcels and prisoner-of-war and internee parcels, air parcels require a statement of the air conveyance dues to be credited to the administrations concerned.

3. The following documents shall be attached to the parcel bill: dispatch notes, COD money order forms, customs declarations, franking notes, advices of delivery and all other documents which may be required (invoices, certificates of origin, of health, etc.). In the services between countries whose administrations have agreed to this, the parcel bill as well as the relative documents shall be sent by air to the country of destination.

4. For parcels exchanged in closed mails, the administrations of origin and destination may agree in advance on the documents mentioned in § 3 being attached to the parcels to which they refer.

5. In the absence of special agreement, parcel bills must be numbered according to an annual series for each outward office of exchange and each inward office of exchange as well as for each route if more than one route is used; the last number of a year shall be shown on the first parcel bill of the following year. If a mail is cancelled, the dispatching office shall enter on the parcel bill beside the number of the mail the indication "*Dernière dépêche*" (Last mail). In the case of sea and air services, the name of the ship carrying the mail or, where appropriate, the air service used shall be shown, whenever possible, on the parcel bills.

6. If air parcels are sent from one country to another by surface routes along with other parcels, the presence of the air parcels with an air parcel bill must be shown by an appropriate note on the CP 11 parcel bill.

7. Where closed mails are exchanged between countries which are not adjacent, the outward office of exchange shall prepare for each of the intermediate administrations a special parcel bill in the form of the annexed specimen CP 12; that office shall insert thereon the total *number of parcels per weight step or the total number of parcels or the gross weight of the mail*. The CP 12 parcel bill shall be numbered in an annual series for each outward office of exchange and for each intermediate administration and in addition, bear the

serial number of the relative mail; the last number of the year shall be shown on the first parcel bill of the following year. In the case of sea services the CP 12 parcel bill shall be completed whenever this is possible by the name of the ship carrying the mail.

## Article 119

### Simplified parcel bills

1. Simplified parcel bills shall be drawn up in the cases laid down in Article 55, §§ 2 and 3, of the Agreement.
2. When the apportionment of land and sea rates is made globally on the basis of weight steps, the number of parcels for each weight step shall be entered on the parcel bills. Redirected parcels shall be entered individually with an indication opposite each parcel of the amount of the dues payable on the parcel upon delivery to the administration to which it is transferred. *Insured parcels and parcels forwarded in transit à découvert* shall also be entered individually with an indication of the corresponding rate.
3. When the administration of destination and, if appropriate, the intermediate administrations are to be credited with amounts calculated per parcel, the number of the latter shall be entered on the parcel bills. However, parcels which are redirected or forwarded in transit à découvert as well as insured parcels shall be entered individually.
4. If the administration of destination and, if appropriate, the intermediate administration, if any, are to be credited with amounts per kilogramme, the number of bags making up the mail as well as the gross weight of the latter shall be shown. In other cases the procedure described in § 3 shall be followed.

## Article 120

### Transmission in closed mails

1. In the normal circumstances of transmission in closed mails, the receptacles (bags, baskets, crates, etc.) must be marked, closed and labelled in the manner laid down for letter bags in Articles 149, §§ 3 and 4, and 155, §§ 1, 6 and 7 of the Detailed Regulations of the Convention, subject to the following special provision:
  - (a) the labels shall be yellow ochre in colour. The layout and text shall conform to the annexed specimens CP 23 and CP 24;
  - (b) for receptacles other than bags some other special method of closing may be adopted provided that the contents are sufficiently protected;
  - (c) the labels or addresses of closed receptacles which contain air parcels must bear the indication or label “*Par avion*” (By air mail);
  - (d) *the outer bag containing insured parcels must be in good condition and the edge of its mouth must be provided, if possible, with piping which makes it impossible to open the bag illicitly without leaving visible traces.*

2. The number of receptacles comprising the mail shall be entered on the parcel bill. In the absence of special agreement administrations shall number the receptacles of the same mail; the serial number of each receptacle shall be written on the CP 23 or CP 24 label.

3. The following shall be despatched in separate receptacles:

(a) insured parcels; *where uninsured and insured parcels are dispatched in the same bag, the insured parcels shall be placed in an inner receptacle sealed with lead.* The receptacles which contain such parcels, whether alone or together with uninsured parcels, must be marked with the letter "V";

(b) fragile parcels: the receptacles concerned shall then be provided with the label referred to in Article 110, § 4;

(c) parcels containing the substances referred to in Article 105, § 1, (g) and (h): the receptacles concerned shall be provided with a special label bearing in bold letters an appropriate indication, for example, "Celluloid";

(d) express parcels, if their number justifies it: the receptacles which contain only or some such parcels must bear the label or the indication "Express".

4. Cumbersome parcels, fragile parcels, or those whose nature necessitates it may be sent unenclosed; in order to determine the mail of which they are part, such parcels must be provided with a CP 23 label. Labels of unenclosed insured parcels must be endorsed with the letter "V". However, parcels using the sea route must be despatched in receptacles.

5. As a general rule, bags and other receptacles containing parcels shall not weigh more than 30 kilogrammes.

6. The parcel bill, accompanied by the documents referred to in Article 118, § 3, must be inserted by the outward office of exchange in one of the receptacles comprising the mail, where appropriate in one of those containing insured parcels or express parcels; if the number of accompanying documents justifies it, the parcel bill may be inserted in a special bag, in all cases, the label of the receptacle containing the parcel bill must be marked "F". After special agreement between the administrations concerned, the label may also be marked with the number of bags making up the mail and, if applicable, the number of parcels sent *à découvert*. The administrations of origin and of destination may agree between themselves that the accompanying documents be inserted in the receptacle containing the corresponding parcels. The accompanying documents concerning express parcels must be placed in the bundle before the other documents.

7. *The parcel bills relating to mails containing insured parcels must be inserted in a pink envelope. If the insured parcels are placed in a lead-sealed inner receptacle in accordance with § 3, (a), the pink envelope containing the parcel bill must be attached to the outside of this receptacle.*

8. The special CP 12 parcel bill mentioned in Article 118, § 7, shall be sent unenclosed or in any other way agreed between the administrations concerned, accompanied, where appropriate, by the documents required by the intermediate countries.

9. For conveyance purposes, bags of postal parcels and unenclosed parcels may be placed in containers, subject to special agreement between the administrations concerned on the methods of using containers.

## Article 121

### Transfer of mails

1. In the absence of special agreement between the administrations concerned, the transfer of surface parcel mails shall be carried out by means of a C 18 delivery bill referred to in Article 157, § 1, of the Detailed Regulations of the Convention.

2. The mails must be handed over in good condition. However, a mail may not be refused because of damage or theft. When a mail is received in bad condition by an intermediate office, it must be put in new packing just as it is. The office which repacks it must copy the particulars from the original label onto the new label and apply to the latter an impression of its date stamp, preceded by the endorsement "*Remballé à . . .*" (Repacked at . . .).

3. Air parcel mails to be handed over at an airport shall be accompanied by AV 7 forms under the conditions laid down in Article 188 of the Detailed Regulations of the Convention.

## Article 122

### Treatment of parcels with advice of embarkation

1. If a parcel accompanied by an advice of embarkation is included in a closed mail sent in transit through the port of embarkation concerned, the outward office of exchange of the mail shall withdraw the advice of embarkation attached to the documents accompanying the parcel and attach it to the relevant CP 12 special parcel bill referred to in Article 118, § 7, after making the necessary notes on it.

2. Every office of exchange which undertakes the embarkation either of a parcel with an advice of embarkation received *à découvert* or of a closed mail in transit containing such a parcel shall fill up the CP 6 form appropriately and send it direct to the sender.

## SECTION III

### CHECK OF MAILS AND PARCELS. RETURN OF EMPTY RECEPTACLES

## Article 123

### Check of mails by offices of exchange

1. Every office of exchange receiving a mail shall immediately check the receptacles and their fastening. *It shall also check the origin and destination of the bags making up the mail and entered on the delivery bill*, and then the parcels and the various documents which accompany them. These checks shall

be made in the presence of the other interested parties whenever this is possible. *The office of destination shall, in addition, keep a close check on whether the mails arrive in the sequence in which they were dispatched, particularly in the case of mails containing insured parcels.*

2. When the receptacles are opened, the constituent parts of the fastening (string, lead seal, label) shall be kept together; to achieve this the string shall be cut in one place only.

3. *When an intermediate office has to repack a mail it shall check the contents if it thinks that these have not remained intact. It shall make out a verification note in the form of the annexed specimen CP 13. This note shall be sent to the office of exchange from which the mail was received: one copy of it shall be sent to the office of origin and another inserted in the repacked mail. The CP 13 verification note shall also be used when intermediate offices of exchange establish the loss of a mail or of one or more of the bags comprising it, or any other irregularity. However, intermediate offices of exchange shall not be bound to check the documents accompanying the parcel bill.*

4. If the office of exchange of destination discovers errors or omissions in the parcel bill it shall immediately make the necessary corrections taking care to cross out the incorrect entries in such a way as to leave the original entries legible. These corrections shall be made in the presence of two officials unless there is an obvious error, the corrections shall be accepted in preference to the original statement. The office of exchange shall also carry out the routine checks when the receptacle or its fastening gives grounds for presuming that the contents have not remained intact or that some other irregularity has occurred. The irregularities which have been established, as well as the loss of a mail or one or more of the bags comprising it, or the loss of the parcel bill, shall be notified without delay to the outward office of exchange by a CP 13 verification note prepared in duplicate and forwarded in a special envelope as specified in Article 158, § 15, of the Detailed Regulations of the Convention; where appropriate, a copy of this note shall also be sent to the intermediate office of exchange from which the mail was received. If the parcel bill is missing the inward office must, in addition, prepare a fresh parcel bill or make a precise note of the parcels received (serial number of the parcels, offices of origin and destination, weight, insured value, etc.).

5. Verification notes and their duplicates shall be sent under registered cover by the most rapid route (air or surface). *Irregularities concerning insured parcels which involve the liability of administrations shall, in addition, be notified immediately by telex or telegram.* When the inward office of exchange has not sent off a CP 13 note by the first available post, it shall be considered, until the contrary is proved, as having received the bags or parcels in good condition.

6. Notwithstanding § 4, the office of exchange of destination shall have the right not to make corrections and not to make out a CP 13 verification note if the errors or omissions in respect of the rates due do not exceed 2 francs per parcel bill.

7. The offices to which the verification notes CP 13 are sent shall return them as promptly as possible after having examined them and indicated thereon their observations, if any; they shall retain the copies. The returned verification

notes shall be attached to the parcel bills to which they relate. Corrections made to a parcel bill unsupported by documentary evidence shall not be considered as valid; however, if these verification notes are not returned to the office of exchange which issued them within a period of two months from the date of their dispatch they shall be considered, until the contrary is proved, as duly accepted by the offices to which they were sent; this period shall be extended to four months in the service with distant countries.

8. *When the findings of an office of exchange are such as may involve the liability of a transport undertaking, they must where possible be countersigned by the representative of that undertaking. This signature may be made either on the CP 13 verification note, a copy of which shall be handed to the undertaking, or, as appropriate, on the C 18 or AV 7 delivery bill accompanying the mail.*

9. The discovery, at the time of the check, of any irregularities whatsoever may in no case be the cause of the return of a parcel to origin except as provided for in Article 21, §§ 3 and 4 of the Agreement.

## Article 124

### Discrepancies of weight or size of parcels

1. Unless there is an obvious error, the view of the office of origin shall prevail as regards the establishment of the weight or size. However, if the discrepancies in weight which are established entail a change in rates, the new weight shall be valid.

2. As regards ordinary parcels, discrepancies in weight within the same weight step may not be made the subject of verification notes or the cause of the parcels being returned; verification notes shall be prepared only where the discrepancy would involve an alteration of the rates.

3. As regards insured parcels, discrepancies of weight up to 10 grammes above or below the weight stated may not be queried by the intermediate administration or administration of destination unless the external condition of the parcel makes it necessary.

## Article 125

### Notification of irregularities for which administrations may be liable

1. Any office of exchange which, on the arrival of a mail, discovers the absence of, theft from or damage to one or more parcels shall proceed as follows:

(a) *it shall indicate in as much detail as possible on the CP 13 verification note made out in accordance with Article 123 or in the CP 14 formal report provided for in Article 126, § 2, the condition in which it found the outer packing of the mail. Unless this is impossible for a stated reason, the receptacle, the string, the lead or other seal and the label shall be kept intact for a period of six weeks from the date of verification and shall be sent to the administration of origin if it so requests;*

(b) it shall send a duplicate of the verification note to the last intermediate office of exchange, if any, at the same time as to the outward office of exchange.

2. If it considers it necessary, the inward office of exchange may, at the expense of its administration, inform the outward office of exchange of its discoveries by telegraph.

3. Where offices of exchange in direct contact are concerned, the respective administrations of these offices may agree on the method of procedure in the case of irregularities for which they may be liable.

### Article 126

#### **Receipt by the office of exchange of a damaged or insufficiently packed parcel**

1. Any office of exchange which receives from a corresponding office a damaged or insufficiently packed parcel shall send it on, after having repacked it if necessary, preserving as far as possible the original packing, the address and the labels. The weight of the parcel before and after repacking shall be shown on the actual packing of the parcel; this indication shall be followed by the note "*Remballé à . . .*" (Repacked at . . .) stamped with an impression of the date-stamp and signed by the officials who did the repacking.

2. If the condition of the parcel is such that the contents could have been removed or damaged or if the parcel shows a discrepancy in weight such as to suggest the removal of the whole or part of the contents, the office of exchange, without prejudice to the application of the provisions of Article 125, § 1, and § 1 above, must automatically open it and check the contents. The result of this check must be given in a formal report in the form of the annexed specimen CP 14; a copy of the report shall be attached to the item.

3. If the parcel referred to in § 2 is an insured parcel the following additional steps shall be taken:

- (a) the original formal report shall be sent under registered cover to the central administration of the country to which the outward office of exchange belongs or to an authority appointed by that administration;
- (b) a duplicate of the report shall be sent at the same time, either to the central administration to which the inward office of exchange belongs or to any other controlling authority appointed by that administration.

### Article 127

#### **Check of mails of parcels forwarded in bulk**

1. The provisions of Articles 123 to 126 shall be applicable only to rifled and damaged parcels and to parcels entered individually on the parcel bills. The other items shall be simply checked in bulk.

2. The administration of origin may agree with the administration of destination and, if appropriate, with the intermediate administrations to limit to certain categories of parcels the detailed check and the preparation of the CP 13 verification notes and CP 14 formal reports mentioned in Articles 123 to 126.

3. When an office of exchange establishes a discrepancy between the number of parcels given on the parcel bill and the number of parcels found in the mail, the CP 13 verification note shall be prepared only to correct the total number of parcels and the amounts of the rates.

## Article 128

### Reforwarding of a parcel arriving out of course

1. Any parcel, arriving out of course as a result of an error on the part of the sender or the dispatching administration, shall be treated according to Article 32 of the Agreement.

2. The reforwarding administration shall report the matter in a CP 13 verification note to the administration from which the parcel has been received.

3. The reforwarding administration shall treat the parcel arriving out of course as if it had arrived in transit *à découvert*; if the rates which have been allocated to it are insufficient to cover the costs of reforwarding which it has to defray, the reforwarding administration shall credit the true administration of destination and, where appropriate, the intermediate administrations taking part in the reforwarding of the parcel with the relative conveyance rates. It shall then credit itself, through a claim on the administration responsible for the office of exchange which missent the parcel, with the amount of the expense which it has incurred. The claim and its cause shall be notified to that office by means of a verification note.

## Article 129

### Return of empty receptacles

1. Receptacles must, in principle, be returned empty to the administration to which they belong by the next mail and, unless this is impossible, by the route followed on the outward journey.

2. Administrations may agree among themselves for the administrations of destination to return the bags to origin using them for the dispatch of parcels.

3. Empty bags shall always be returned free of charge.

4. An administration returning receptacles shall indicate on the parcel bills the number of receptacles returned, *unless the administrations concerned have agreed to omit such indication*.

5. A special dispatch of empty airmail bags shall be made up as soon as the number of such empty bags reaches ten.

6. Empty airmail bags returned by air shall be made up as special mails and entered on AV 7 S statements, as mentioned in Article 199, § 2, of the Detailed Regulations of the Convention.

7. Otherwise, the provisions of Article 161, §§ 2 to 5, of the Detailed Regulations of the Convention shall apply.

## CHAPTER IV

### TREATMENT OF PARCELS BY THE OFFICE OF DESTINATION

#### SECTION I

##### DELIVERY OF PARCELS

###### Article 130

###### Reservations on delivery of rifled or damaged parcels

1. In the cases specified in Article 40, § 1, (a) and (b), of the Agreement, the delivering office shall prepare a CP 14 report on the joint check and have it countersigned, whenever possible, by the addressee. *One copy of the report shall be handed to the addressee or, if the item is refused or redirected, attached to the parcel. One copy shall be retained by the administration which prepared the report.*
2. If the parcel is delivered, the copy of the CP 14 report prepared in accordance with Article 126, § 2 shall be attached to the parcel and dealt with according to the regulations of the country of destination; if the item is refused, the said copy shall remain attached to the parcel.
3. When the internal regulations so require, a parcel subjected to the treatment specified in § 1 shall be returned to the sender if the addressee refuses to countersign the CP 14 report.

###### Article 131

###### Treatment of franking notes after delivery of a parcel for delivery free of charges and fees

1. After delivery to the addressee of a parcel for delivery free of charges and fees, the office which has advanced charges of any kind on behalf of the sender shall complete, so far as it is concerned, with the use of carbon paper, the details appearing on the back of parts A and B of the franking note which is drawn up officially by the office of destination when the request for delivery free of charges and fees has been made after the posting of the parcel. This office shall send part A, accompanied by the supporting vouchers, to the office of origin; this transmission shall be effected in a closed envelope, without indication of the contents. Part B shall be retained by the administration of destination for accounting with the debtor administration.

2. Each administration may specially appoint certain offices to return part A of the franking notes on which charges have been paid or to receive part A of the franking notes returned after delivery of the parcel; the name of the office to which Part A is to be returned shall be entered in every case on the front of this part by the office of origin of the parcel.

3. When a parcel endorsed "*Franc de taxes et de droits*" (Free of charges and fees) arrives without a franking note, the office responsible for customs clearance shall prepare a duplicate note. On parts A and B of this note it shall

show the name of the country of origin and as near as possible, the date of posting of the parcel. When the franking note is lost after delivery of the parcel a duplicate shall be prepared under the same conditions.

4. Parts A and B of the franking notes relating to items which for any reason are returned to origin shall be cancelled through the good offices of the administration of destination and attached to the dispatch note.

5. On receipt of part A of a franking note showing the charges paid out by the administration of destination, the administration of origin shall convert the amount into its own currency, at a rate which shall not be higher than the rate fixed for the issue of postal money orders in the country concerned. The result of the conversion shall be shown in the main part of the form and on the coupon at the side. After recovering the amount of the charges, the office appointed for that purpose shall hand to the sender the coupon from the note and any supporting vouchers.

6. When the sender disputes the amount of the charges shown in part A of the franking note, the administration of destination shall verify the amount of the sums paid out, approach its national Customs services as necessary and, after making any necessary corrections, send part A of the note in question to the administration of origin. Likewise, if the administration of destination finds an error or omission regarding the charges relating to a parcel free of charges and fees for which part A of the franking note has been returned to the administration of origin, it shall issue a corrective duplicate, sending part A of it to the administration of origin to put the matter in order.

### Article 132

#### Treatment of advices of delivery after delivery of parcels with advices of delivery

1. Immediately the parcel has been delivered, the office of destination shall return the C 5 form, duly completed, *to the address shown by the sender unenclosed and post free by the quickest route (air or surface). A blue airmail label or impression shall be affixed to advices of delivery returned by air.*

2. If the C 5 form does not reach the office of destination, that office shall itself make out a new copy of it.

## SECTION II

### TREATMENT OF UNDELIVERED PARCELS

#### Article 133

##### Advice of non-delivery

1. An advice of non-delivery in the form of the annexed specimen CP 9 shall be sent, under registered cover and by the fastest route (air or surface), to the administration of origin after having been duly completed:

(a) by the administration of destination:

(i) in the event of non-delivery, for every parcel of which the sender has asked to be advised of non-delivery or in application of Article 29, § 1, (b), (ii), last sentence, of the Agreement;

- (ii) for every parcel officially retained or withheld from delivery because of theft or damage or for some other like cause; however, this procedure shall not be compulsory in cases of *force majeure* or when the number of parcels officially retained is such that the sending of an advice is physically impossible;
- (b) by the intermediate administration concerned; for every parcel automatically retained in course of transmission either by the postal service (accidental interruption of traffic) or by the Customs (customs enactment) subject to the reservation provided for under (a), (ii).

2. The advice of non-delivery shall be accompanied by the dispatch note, except when advice is sent to a third party, in accordance with Article 22, § 2, (b), of the Agreement; in the circumstances referred to in § 1, (a), (ii) and (b) of this Article, the advice shall be endorsed in bold letters "*Colis retenu d'office*" (Parcel officially retained). *If the parcel is withheld from delivery owing to theft or damage, a copy of the CP 14 report giving information on the extent of the damage must be attached to the advice of non-delivery.*

3. In the case of several parcels posted at the same time by the same sender and addressed to the same addressee, it shall be permissible to send only one advice of non-delivery, even if these parcels were accompanied by several dispatch notes; in such a case, all these notes shall be attached to the advice of non-delivery.

4. As a general rule, advices of non-delivery shall be exchanged between the office of destination and the office of origin. However, any administration may request that the advices concerning its service be sent to its central administration or to a specially appointed office; the name of that office shall be notified to administrations through the International Bureau. The administration of origin shall be responsible for advising the sender. The exchange of advices of non-delivery must be speeded up as much as possible by all the offices concerned.

## Article 134

### Non-delivery. New instructions by the person concerned

1. The advice of non-delivery shall be returned under registered cover and by the fastest route (air or surface) to the office which prepared it, completed with fresh instructions from the sender or the third party and accompanied, if appropriate, by the dispatch note; new instructions shall be sent by telegraph when the telegraph charge is paid.

2. Since the only fresh instructions which the sender or the third party referred to in Article 22, § 2, (b), of the Agreement shall be authorized to give are listed in Article 28, § 1, of the Agreement, the following rules shall apply in the undermentioned special cases:

- (a) if the sender (or third party) requests that a cash-on-delivery parcel be delivered against payment of a sum less than the original sum, a new R 4, R 7 or R 9 form shall be prepared in accordance with Article 107, § 3, of the Detailed Regulations of the Cash-on-Delivery Agreement;

(b) if the sender or the third party gives as his instructions that the parcel is to be delivered free of charges and fees either to the original addressee or to another addressee, the office concerned shall apply Article 111.

3. When a parcel which has been the subject of an advice of non-delivery is delivered or redirected before the receipt of fresh instructions, the sender must be so informed through the office of origin. If the advice has been sent to a third party appointed by the sender this information must be communicated to that third party. If a cash-on-delivery parcel is concerned and if the R 4, R 7 or R 9 money order form, referred to in Article 105, § 1, of the Detailed Regulations of the Cash-on-Delivery Agreement, has already been sent to the sender, the latter need not be advised.

### Article 135

#### Return of parcels to origin

1. An office which returns a parcel for any reason whatsoever shall give, either in manuscript or by means of a stamped impression or a label on the parcel and on the dispatch note which accompanies it, the reason for non-delivery. *If there is no dispatch note, the reason for the return shall be entered on the parcel bill.* The endorsement shall be made in French, each administration having the option of adding a translation in its own language and any other particulars it deems desirable; this endorsement shall be made in a clear and concise form, such as: "inconnu" (not known), "refusé" (refused), "en voyage" (travelling), "parti" (gone away), "non réclamé" (unclaimed), "décédé" (deceased), etc.

2. *The office of destination shall strike out the address particulars with which it is concerned and write "Retour" (Return) on the front of the parcel and on the dispatch note; it shall also apply its date-stamp beside the indication "Retour".*

3. Unless the sender asks for the return of a parcel to origin by air, it shall be returned by the route used for the outward journey as regards surface parcels and by the quickest surface route in the case of air parcels, unless it is impossible to do so.

4. Parcels shall be redirected in their original packing: they shall be accompanied by the dispatch note prepared by the sender. If for any reason a parcel has to be repacked or the original dispatch note replaced by another note, the name of the office of origin of the parcel, the original serial number and, as nearly as possible, it is essential that the date of posting shall invariably appear on the new packing and on the dispatch note.

5. If an air parcel is redirected by surface, the "*Par avion*" (By air mail) label and any notes relating to transmission by air shall be struck through officially with two thick horizontal lines.

6. Every parcel returned to origin shall be entered on the parcel bill with the note "*Retour à l'origine*" (Return to origin) in the column headed "*Observations*".

7. The allocation and recovery of rates, charges and fees paid on the parcel under Articles 29, § 3, 33, § 1 and 37, § 1, of the Agreement shall be made as mentioned in Article 143. They must be indicated in detail on a statement of charges, in the form of the annexed specimen CP 25, which shall be affixed at one edge to the dispatch note.

### Article 136

#### **Redirection of a parcel in consequence of the change of address of the addressee**

1. When the rates, charges and fees mentioned in Article 31, § 6, of the Agreement are paid at the time of redirection the parcel shall be dealt with as if it had originated in the redirecting country and been addressed to the country of the new destination; no conveyance charge shall be collected by the administration of that country at the time of delivery.

2. Article 135, §§ 4 to 7, shall be applicable to redirected parcels. In particular, the endorsement "*réexpédié*" (redirected) shall appear on the parcel bill in the column "Observations" opposite entry of the parcel.

### Article 137

#### **Express parcel to be redirected**

If an express parcel to be redirected has been the subject of an unsuccessful attempt at delivery to the place of address by special messenger, the redirecting office must strike through the label or endorsement "*Exprès*" (Express) with two thick horizontal lines.

### Article 138

#### **Treatment of requests for withdrawal from the post or for alteration of address**

1. On receipt of the request for withdrawal from the post or for alteration of address in accordance with Article 112, the office of destination shall search for the parcel in question and act on the request.

2. When it receives the telegraphic request referred to in Article 112, § 2, the office of destination shall hold the parcel and not comply with the request until receipt of the postal confirmation; however, the administration of destination may, on its own responsibility, act on the telegraphic request without waiting for this confirmation.

### Article 139

#### **Sale. Destruction**

1. When a parcel has been sold or destroyed in accordance with the provisions of Article 36 of the Agreement, a formal report of the sale or destruction shall be drawn up. A copy of the report accompanied by the dispatch note shall be sent to the office of origin.

2. The proceeds of the sale shall serve in the first instance to defray the charges on the parcel; the balance, if any, shall be sent to the office of origin to be handed to the sender; the latter shall bear the costs of forwarding it.

## CHAPTER V

### INQUIRIES

#### Article 140

##### Inquiries

1. Every inquiry about a parcel shall be dealt with according to Article 143, §§ 1 to 14 of the Detailed Regulations of the Convention, subject to replacement of the R 3, R 6 or R 8 form used for the letter post by the R 4, R 7 or R 9 form referred to in Article 105, § 1, of the Detailed Regulations of the Cash-on-Delivery Agreement.

2. Every C 9 form concerning an inquiry relating to a parcel received by an administration other than the administration of origin shall be forwarded to the latter accompanied, where appropriate, by the certificate of posting; it must reach the administration of origin within the period prescribed in Article 150, § 1.

#### Article 141

##### Inquiries concerning an advice of delivery or an advice of embarkation not received

1. When the sender inquires about an advice of delivery which he has not received within a reasonable time, the procedure shall follow that outlined in *Article 131, § 5, of the Detailed Regulations of the Convention*.

2. Any inquiry by the sender concerning an advice of embarkation not received within a reasonable time shall give rise to the preparation of a C 9 inquiry form, referred to in Article 140, § 2, and exempt from any charges. This form, accompanied by a duplicate CP 6 advice of embarkation, which the office of origin shall endorse "*Duplicata*" (Duplicate), shall be dealt with in accordance with Article 140; the advice of embarkation charge shall not be collected a second time.

## CHAPTER VI

### ACCOUNTING

#### SECTION I

### ALLOCATION OF RATES AND DUES

#### Article 142

##### Rates and dues credited to other administrations by the administration of origin

1. In the case of exchange of closed mails, the administration of origin shall credit the administration of destination and each intermediate administration with the land and sea rates which are due to them including the exceptional rates authorized by the present Agreement or by the Final Protocol annexed thereto.

2. In the case of exchange in transit *à découvert* the administration of origin shall credit:

- (a) the administration of destination of the mail, with the rates enumerated in § 1 as well as rates due to the subsequent intermediate administrations and to the administration of destination;
- (b) the administration of destination of the mail, with the amounts in respect of air conveyance dues to which it is entitled under Article 52, §§ 3 and 4, of the Agreement for reforwarding air parcels;
- (c) the intermediate administrations preceding the administration of destination of the mail with the rates enumerated in § 1.

3. When Article 55, § 3, of the Agreement has been applied, the administration of origin shall credit the administration of destination and any intermediate administrations with sums calculated for each parcel or kilogramme of gross weight of the mails instead of with the rates mentioned in § 1.

### Article 143

#### **Allocation and recovery of rates, charges and fees in the case of return to origin or redirection**

1. When rates, charges and fees have not been paid at the time of return to origin or redirection, the returning or redirecting administration shall proceed as indicated below for the allocation and recovery of these rates, charges and fees.

2. In the case of exchange of closed mails between the returning or redirecting country and the country of origin or of the new destination, the returning or reforwarding administration shall:

- (a) recover from the administration to which the mail is addressed:
  - (i) the rates due to it and to the intermediate administrations;
  - (ii) the following charges provided for in Article 13 of the Agreement:
    - presentation to Customs charge,
    - delivery charge,
    - advice of arrival charge,
    - repacking charge,
    - poste restante* charge,
    - storage charge,
    - additional express charge (Article 9, § 2, of the Agreement) due to the administration which has attempted delivery, if this charge has not been collected at the time of presentation of the parcel at the place of address of the addressee;
  - (iii) the redirection charge provided for in Article 31, § 6, (a), of the Agreement;
  - (iv) the fees it has had to disburse (Article 15 of the Agreement);
- (b) credit the intermediate administrations with the rates due to them.

3. In the case of transmission in transit *à découvert*, the intermediate administration, after having been debited by the administration which returns or redirects the parcel with the amounts due to this latter administration in

respect of the rates and charges enumerated at § 2, (a), shall credit itself, by debiting the administration to which it hands over the parcel, with the sum due to it and with that due to the returning or redirecting administration. This procedure shall be repeated, if need be, by each intermediate administration.

4. In the case of parcels returned to origin or redirected by air, air conveyance dues shall be recovered, where appropriate, from the administration of the countries where the request for return or redirection originated.

5. In the case of the redirection of missent parcels, the allocation and the recovery of the rates, charges and fees shall be made in accordance with Article 128, § 3.

#### Article 144

##### Special case of recovery of dues

Air conveyance dues for air parcel dispatches re-routed in the course of conveyance shall be settled in accordance with Article 75 of the Convention.

#### Article 145

##### Determination of average payments per parcel or per kilogramme

1. The average payment per parcel laid down in Article 55, § 3, of the Agreement, shall be obtained by dividing the amount of the land and sea rates due from the administration of origin to the administration of destination and, as appropriate, to the intermediate administrations for parcels dispatched during a period of at least three months, by the number of these parcels.

2. The average payments per kilogramme mentioned in the same article of the Agreement shall be obtained by dividing the sum of the land and sea rates by the gross weight of the mails dispatched to the administration of destination during the same period.

3. These average payments may be revised:

- automatically, in the event of modification of the charges by applying the new charges to the basic statistical factors;
- at the request of one of the administrations concerned, made at least a year after the last revision, by using new statistical factors.

## SECTION II

### PREPARATION AND SETTLEMENT OF ACCOUNTS

#### Article 146

##### Preparation of accounts

1. Each administration shall arrange for its offices of exchange to prepare monthly or quarterly for all the items received from one and the same administration.

(a) for parcels conveyed by surface, a statement in the form of the annexed specimen CP 15 giving, for each dispatching office and each mail,

(i) the total sums entered to its credit and debit on CP 11 parcel bills;

- (ii) as applicable, the number of parcels per weight step or the total number of parcels or the gross weight, entered on the CP 11 and CP 12 parcel bills, with indication of the appropriate rate and the monthly or quarterly product of the payment;
  - (b) for air parcels, a statement in the form of the annexed specimen CP 15 bis giving, by dispatching office and per mail,
    - (i) the total sums entered to its credit and debit on CP 20 parcel bills;
    - (ii) as applicable, the number of parcels per weight step or the total number of parcels or the gross weight, entered on the CP 20 parcel bills, with indication of the appropriate rate and the monthly or quarterly product of the payment.
2. In the event of alteration of CP 11, CP 12 or CP 20 parcel bills, the number and date of the CP 13 verification note prepared by the transferring office of exchange or the office of exchange to which the transfer is made shall be shown in the "Observations" column of the CP 15 or CP 15 bis statements.
3. The CP 15 and CP 15 bis statements shall be summarized in an account in the form of the annexed specimen CP 16 made out in duplicate.
4. The CP 16 account, accompanied by the CP 15 and CP 15 bis statements, but without the parcels bills, shall be sent by the most rapid route (air or surface) to the administration concerned for examination during the two months following that to which it relates; as regards distant countries the account shall be sent as soon as the last parcel bill of the month in question has arrived. "Nil" accounts shall not be prepared. In the amount of the balance of the CP 16 account, centimes shall be ignored. Totals may never be altered; any discrepancies must be noted in statements in the form of the annexed specimen CP 17. These statements shall be sent in duplicate to the administration concerned which must incorporate the amount in its next CP 16 account; no CP 17 statement shall be made out when the final amount of the discrepancies does not exceed 10 gold francs per account.
5. After they have been checked and accepted, the CP 16 accounts and CP 15 and CP 15 bis statements shall be returned to the administration which prepared them at the latest by the end of the second month from the date of dispatch; this interval shall be extended to four months in relations with distant countries. If the administration which has sent the account does not receive any notice of amendment during these periods, the account shall be regarded as fully accepted.
6. The CP 16 accounts shall be summarized in a quarterly general account in the form of the annexed specimen CP 18, prepared by the creditor administration; this account may, however, be prepared half-yearly by agreement between the administrations concerned.
7. When the balance of a CP 18 general account prepared quarterly or half-yearly does not exceed 25 francs, it shall be carried into the next CP 18 general account. If, after carrying out this procedure for the whole year, the CP 18 general account drawn up at the end of the year shows a balance not exceeding 25 francs the debtor administration shall be exempted from all payment.

8. Accounting in respect of the sums paid out by each administration on behalf of another for parcels delivered free of charges and fees shall be effected on the following bases:

- (a) the creditor administration shall draw up each month in the currency of its own country a detailed monthly account on a form conforming to the annexed specimen CP 19; parts B of the franking notes which have been retained shall be entered in the alphabetical order of the offices which have advanced the charges and in the numerical order given to them;
- (b) the detailed account, accompanied by parts B of the franking notes, shall be forwarded to the debtor administration at the latest by the end of the month following that to which it relates; "Nil" accounts shall not be prepared;
- (c) the accounts shall be checked under the conditions laid down by the Detailed Regulations of the Money Orders and Postal Travellers' Cheques Agreement;
- (d) the accounts shall be settled separately; each administration may, however, request that these accounts be settled with the postal money order accounts, the CP 16 parcel accounts or the R 5 accounts relating to cash-on-delivery items, without being incorporated in them.

9. When it is necessary to recover payments from the administrations responsible in accordance with Article 44 of the Agreement and several amounts are involved, these shall be summarized on a form conforming to the annexed specimen CP 22 and the total amount shall be carried forward to the CP 16 account.

#### **Article 147**

##### **Account for air-parcels mails**

The account for air conveyance dues for air-parcel mails shall be drawn up according to Articles 200 to 204 of the Detailed Regulations of the Convention.

#### **Article 148**

##### **Settlement of accounts**

1. The amount of the balance of the general accounts shall be paid by the debtor administration to the creditor administration in accordance with Article 12 of the Convention.

2. The preparation and dispatch in duplicate of a general account may be carried out, without waiting for the CP 16 accounts to be returned accepted, as soon as an administration, which has all the accounts relative to the period concerned, finds that it is the creditor. The check of the CP 18 account by the debtor administration, the return of one or two copies to the creditor administration and payment of the balance shall be carried out within a period of three months after receipt of the general account.

3. Any administration which consistently, month by month, has owing to it by another administration a sum greater than 30,000 francs, shall be entitled to claim a monthly payment on account up to three-quarters of the amount of the debt; its request shall be met within a period of two months.

## CHAPTER VII

### MISCELLANEOUS PROVISIONS

#### Article 149

##### **Forms for the use of the public**

For the purpose of applying Article 10, § 3, of the Convention the following shall be considered as forms for the use of the public:

CP 2 (Dispatch note);  
 C 2 bis (Sender's instruction label);  
 C 2/CP 3 (Customs declaration);  
 C 3/CP 4 (Franking note);  
 CP 6 (Advice of embarkation).

#### Article 150

##### **Period of retention of documents**

1. Documents of the parcels service, including dispatch notes, shall be kept for a minimum period of eighteen months from the day following the date to which they refer.

2. Documents concerning a dispute or an inquiry shall be kept until the matter has been settled. If the inquiring administration, duly informed of the result of an inquiry, allows six months to elapse from the date of the communication without raising any objections, the matter shall be regarded as settled.

## CHAPTER VIII

### FINAL PROVISIONS

#### Article 151

##### **Entry into force and duration of the Regulations**

1. These Regulations shall come into force on the day on which the Postal Parcels Agreement comes into operation.

2. They shall have the same duration as that Agreement, unless renewed by common consent between the parties concerned.

Done at *Lausanne*, 5 July 1974

*Signatures*

*(The same countries as at pages 39 to 59)*

## LIST OF FORMS

No. 1	Title or nature of form 2	References 3
CP 1	Table CP 1 .....	Art 102, § 1
CP 2	Dispatch note .....	Art 106, § 1 (a)
CP 2 bis	<i>Sender's Instruction Label</i> .....	Art 106, § 7
C2/CP3	Customs declaration .....	Art 106, § 1 (b)
C3/CP4	Franking note .....	Art 110, § 3 (b)
CP 6	Advice of embarkation .....	Art 110, § 11 (b)
CP 7	"V" label for insured parcel combined with the number of the parcel and the name of the office of origin .....	Art 108 (c)
CP 8	Parcel label with the number of the parcel and the name of the office of origin .....	Art 107, § 1 (a)
CP 9	Advice of non-delivery .....	Art 133, § 1
CP 11	Parcel bill .....	Art 118, § 1
CP 12	Special parcel bill .....	Art 118 § 7
CP 13	Verification note .....	Art 123, § 3
CP 14	Report concerning the theft, damage or decrease in weight of a postal parcel .....	Art 126, § 2
CP 15	Monthly statement of amounts due for surface parcels .....	Art 146, § 1 (a)
CP 15 bis	Quarterly statement of amounts due for air parcels .....	Art 146, § 1 (b)
CP 16	Summarized account .....	Art 146, § 3
CP 17	Statement of differences observed in the summarized account .....	Art 146, § 4
CP 18	General account .....	Art 146, § 6
CP 19	Detailed monthly account of Customs, etc. charges .....	Art 146, § 8 (a)
CP 20	Air parcel bill .....	Art 118, § 1
CP 21	Table CP 21 .....	Art 102, § 1
CP 22	Statement of amounts due in respect of indemnity for postal parcels .....	Art 146, § 9
CP 23	Label for parcel post dispatch .....	Art 120, § 1 (a)
CP 24	Label for air parcel post dispatch .....	Art 120, § 1 (a)
CP 25	Statement of charges .....	Art 135, § 7

Annexes:

Forms CP 1 to C 3/CP 4, CP 6 to CP 9 CP 11 to CP 25.

## Postal administration

TABLE CP 1  
Surface parcels

CP 1

Countries for which the above mentioned administration accepts postal parcels in transit on the conditions given below

Serial No.	Country of destination	Routes	Limit of insured value Weight	Rates to be credited to the administration of	Rates						Number of customs declarations	Observations		
					Analysis of the amounts in column 6									
					1 kg	3 kg	5 kg	10 kg	15 kg	20 kg				
1	2	3	4	5	6	a	b	c	d	e	f	8	9	10
			fr kg	fr kg	fr kg	fr c	fr c	fr c	fr c	fr c	fr c			

(Country of Origin)	<b>DISPATCH NOTE</b>	Number(s) of parcel(s)	Space reserved for CP 7 and CP 8 labels	Stamps	CP 2 (Front)
Name and address of the sender					
Name and full address of addressee, including country of destination					
Do not forward (see overleaf)		Route to be followed			
Insured value—words		figures		Ins. value gold frs	
COD amount—words		figures		Ins. value gold frs	
Giro account no. Giro centre			Customs stamp		
Holder of the Giro account			Stamp of the office of origin or of the dispatching office of exchange		
Number of Parcels		Description of packing <sup>1</sup>		Customs duty	
Cert's & invoices				Weight (gross) kg 0	
Customs declarations					
<sup>1</sup> Case, packet, carton etc					

Parcels, Lausanne 1974, Art. 106, § 1 (a)—Size: 210 x 148 mm

**INSTRUCTIONS TO BE GIVEN BY THE SENDER**

If the sender does not wish this parcel to be redirected, he must indicate this by inserting a cross in the box provided for this purpose on the front of this form and by a note on the parcel.  
 The sender must indicate, in the space below and on the parcel, the manner in which the latter is to be treated in case of non-delivery.

Parcels may be returned without advice, if the sender has given no or contradictory instructions. In such a case, and also if instructions c, d, e, and f, below apply, the sender is obliged to pay the charges demanded for each new transmission as well as the other charges made by the administrations concerned.

If the delivery of the parcel described on the front of this note cannot be effected, I request:		
a	<input type="checkbox"/> that an advice of non-delivery be sent to me	
b	<input type="checkbox"/> that an advice of non-delivery be sent to _____ Name and address of a third person in the country of destination	
c	<input type="checkbox"/> that the parcel be returned to origin forthwith by <input type="checkbox"/> surface <input type="checkbox"/> air	
d	<input type="checkbox"/> that the parcel be returned to origin at the end of the period shown below by <input type="checkbox"/> Number of days <input type="checkbox"/> surface <input type="checkbox"/> air	
e	<input type="checkbox"/> that the parcel be delivered or redirected by <input type="checkbox"/> surface <input type="checkbox"/> air to (Mention, where appropriate, if the parcel is to be delivered without collection of the COD amount or against payment of a sum less than the original sum.) Name and address of new addressee	
f	<input type="checkbox"/> that the parcel be redirected by <input type="checkbox"/> surface <input type="checkbox"/> air for delivery to the original addressee	
g	<input type="checkbox"/> that the parcel be treated as abandoned	
Signature of sender		
<b>RECEIPT OF ADDRESSEE</b>		
The undersigned declares that he has received the parcel(s) described on the front of this note		
Date and signature		

SENDER'S INSTRUCTION LABEL			CP 2bis
a	<input type="checkbox"/>	Send advice of non-delivery to sender	
b	<input type="checkbox"/>	Send advice of non-delivery to address given below	
c	<input type="checkbox"/>	Return to origin forthwith	
	by <input type="checkbox"/>	surface	by <input type="checkbox"/> air
d	<input type="checkbox"/>	Return to origin after _____ Days	
	by <input type="checkbox"/>	surface	by <input type="checkbox"/> air
e	<input type="checkbox"/>	Delivery or redirect to the address given below	
	by <input type="checkbox"/>	surface	by <input type="checkbox"/> air
f	<input type="checkbox"/>	Redirect for delivery to original addressee	
	by <input type="checkbox"/>	surface	by <input type="checkbox"/> air
g	<input type="checkbox"/>	Treat the parcel as abandoned	
Name and address (if b or e applies)			
Signature of sender			

Parcels, Lausanne 1974, Art. 106, § 7—Size: 74 x 105 mm

Postal administration		CUSTOMS DECLARATION		C 2/CP 3
(1) Name and address of sender		(2) Sender's reference, if any		
(3) Name and full address of addressee, including country of destination		(4) Insert a cross (X), if the item contains <input type="checkbox"/> a gift <input type="checkbox"/> a sample of merchandise		
		(5) The undersigned certifies that the particulars given in this declaration are correct		
		(6) Place and date		
(7) Observations		(8) Signature		
		(9) Country of origin of the goods		(10) Country of destination
				(11) Total gross weight kg      g
(12) Number of items	(13) Detailed description of contents		(14) Tariff No	(15) Net weight kg      g
				(16) Value

Convention, Lausanne 1974, Art. 116, § 1, Parcels, Lausanne 1974, Art. 106, § 1 (b)—Size: 210 x 148 mm

**Instructions**

The customs declaration should be completed in French or in a language which is accepted in the country of destination.

To clear your item the Customs in the country of destination need to know what the contents are. You must therefore complete your declaration fully, accurately and legibly, otherwise delay and inconvenience may be caused for the addressee. Moreover, a false, misleading or incomplete declaration may lead, for instance, to the seizure of the package.

It is also your responsibility to find out what documents, if any (certificate of origin, health certificates, invoices, etc.), are required in the country of destination and to attach them to this form.

Item (4): The insertion of a cross in this space does not relieve you of the obligation of completing the declaration in detail; nor does it necessarily imply that the goods will be admitted free of duty in the country of destination.

Item (7): See note 1 below.

Item (13): Indicate separately different kinds of goods. Generic terms such as "foodstuffs", "samples", "spare parts", etc. are not permitted.

Item (14): If known, state customs tariff number in the country of destination.

Item (15): State net weight of each kind of goods.

Item (16): State the value of each kind of goods separately, indicating the monetary unit used.

<sup>1</sup> Insert in space (7) any other relevant information (e.g., "returned goods", "temporary admission")

(Front)

<b>COUNTERFOIL TO BE HANDED TO THE SENDER</b>		<b>C 3/CP 4 Part A</b>	
<b>DETAILS OF THE CHARGES DUE</b>			
In the currency of the country of destination of the item		Part to be filled in by the administration of destination	Stamp of the office which has advanced the charges
Charge for delivery free of charges <sup>2</sup>		<b>TOTAL OF CHARGES ADVANCED</b>	
Customs duty			
Presentation to Customs charge		Amount in figures, in the currency of the country of destination of the item	
Other charges		Office which has made the advance	Date
Total		No. of register	Signature of the official
Total after conversion		Amount in figures after conversion	
Stamp of the office which has recovered the charges		In-register No.	Stamp of the office which has recovered the charges
		Signature of the official who has converted the amount	
<b>Postal administration</b>			
<b>C 3/CP 4 FRANKING NOTE Part B</b>			
Nature of the item		No	Weight <sup>1</sup>
Insured value		Office of posting	
Name and address of sender			
(Name and full address of addressee)			
The item is to be delivered free of charges and fees, which I undertake to pay		Stamp of the office of origin	
Signature of sender			

<sup>1</sup>For parcels only<sup>2</sup>Also called "Commission charge"Part A  
(back)

Administration of origin

Part B  
(front)

(Back)

C 3/CP 4  
Part B**DETAILS OF THE CHARGES DUE**

in the currency of the country of destination of the item

Part to be filled in by the administration of destination

Stamp of the office which has advanced the charges

Charge for delivery free of charges <sup>2</sup>		<b>TOTAL OF CHARGES ADVANCED</b>	
Customs duty			
Presentation to Customs charge		Amount in figures, in the currency of the country of destination of the item	
Other charges		Office which has made the advance	Date
Total		No. of register	Signature of the official

Part B (back)

Upper edge of the form when parts A and B are folded one upon the other

Postal administration

C 3/CP 4

**FRANKING NOTE****COUPON**

Nature of the item	Weight			
No.	Insured value	Nature of the item	No	Weight <sup>1</sup>
Office of posting	Insured value		Office of posting	

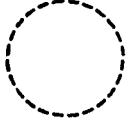
Part A (front)

Name and full address of addressee	Name and address of sender
	Name and full address of addressee

The sender has paid the charges and fees indicated on the back	The item is to be delivered free of charges and fees, which I undertake to pay	Stamp of the office of origin
Stamp of the office of origin	Signature of sender	To be returned to the office of

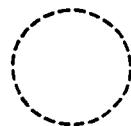
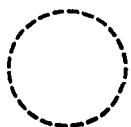
For parcels only

(Front)

Postal administration of origin		CP 6
<b>ADVICE OF EMBARKATION</b>		
<b>To be filled in by the office of origin</b> Office of posting Date                      Parcel No. Insured value		On Postal Service  
Name and address of addressee ..... ..... ..... The sender wishes to know when and on which ship the parcel was loaded		
Port or country of embarkation		The sender will give his address for the return of the advice Name Street and No Locality Country

Parcels, Lausanne 1974, Art. 110, § 11 (b)—Size. 148 x 105 mm

(Back)

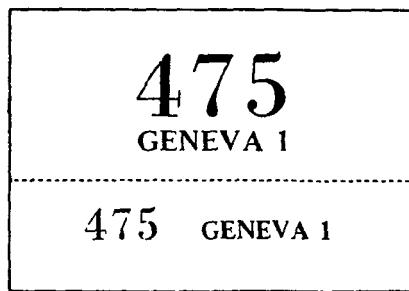
<b>To be filled in by the dispatching office of exchange of the mail</b> Mail in which the parcel described overleaf was included.		
Date                      No. From To		
<b>To be filled in by the office of exchange at the port of embarkation</b> Loading of the parcel described overleaf, or of the mail mentioned above Port of embarkation Ship Date of departure		

CP7



Parcels, Lausanne 1974, Art. 108 (c)—Size: 52 x 37 mm, colour: pink

CP8



Parcels, Lausanne 1974, Art. 107, § 1 (a)—Size. 52 x 37 mm

Postal administration of origin

CP 9 (Front)

## ADVICE OF NON-DELIVERY

Office of issue of CP 9 advice	Notes To be sent by registered post.
Office or service of destination	One form is sufficient for several parcels posted at the same time by the same sender to the same address.
	Date of advice

Undelivered parcel. The dispatch note is attached

Office of origin	Parcel No
Number of parcels	Number of dispatch notes

The parcel is held undelivered at my office for the following reason

<input type="checkbox"/> The parcel was refused by the addressee	<input type="checkbox"/> The addressee is away
<input type="checkbox"/> The parcel has not been claimed	<input type="checkbox"/> The addressee has left without leaving an address
<input type="checkbox"/> The addressee is unknown	<input type="checkbox"/> The addressee is deceased
<input type="checkbox"/> The addressee has left	<input type="checkbox"/> New address <sup>1</sup>
<input type="checkbox"/> The address is insufficient	<input type="checkbox"/> The address on the parcel does not agree with that on the dispatch note
<input type="checkbox"/> The addressee refuses to pay customs duty	<input type="checkbox"/> The addressee refuses to pay the COD amount
<input type="checkbox"/> The addressee refuses to pay the other charges and fees payable on the parcel	<input type="checkbox"/> Customs duty and other charges and fees are payable on the parcel

Present amount (currency of the country preparing the advice)  For extended storage, this amount will be increased by

<input type="checkbox"/> The addressee has no import licence	<input type="checkbox"/> The parcel has been damaged
<input type="checkbox"/> The parcel has been rifled	

Other reasons  
.....

Please ask the sender or the person named below to give instructions and inform him that if these instructions do not reach me within a period of two months the parcel will be returned to origin, subject to subsequent payment of charges. Until the instructions arrive, the office is authorized either to deliver the parcel to the original addressee or to another addressee if one is given on the back of the dispatch note, or to reforward it to a new address.

Person named

Office stamp and signature

<sup>1</sup> Depending on the legislation of the first country of destination, give the full address or the name of the new country of destination

Office furnishing the reply

CP 9 (Back)

## REPLY

Office or service of destination	Date of reply
----------------------------------	---------------

The parcel should be

 presented again to the original addressee delivered to the original addressee or the person described below redirected to the original addressee or the person described below by  surface  airName and full address of the original addressee or of another person  
.....  
..... without collection of the COD amount against payment of a reduced COD amount

New COD amount

New COD money order attached

 without collection of customs duty or other charges payable on the parcel

Franking note attached

 returned to the office of origin by surface air

Number of days

 forthwith  on the expiry of a period of .....

The sender undertakes to pay the transport and other charges

 treated as abandonedThe person concerned having failed to reply to the requests for instructions which have been addressed to him,  
the parcel should be returned to the office of origin at the expiry of the prescribed period

Office stamp, date and signature

1 Dispatching administration		CP 11 (front)								
<b>PARCEL BILL</b> Postal parcels										
Outward office of exchange		Date of departure	Time							
Inward office of exchange		Mail No								
		Number of receptacles								
		No. of the parcel bill (if several)								
		Ship								
<b>Detailed entry</b>										
Number		Office of origin	Place of destination <sup>1</sup>	Weight <sup>2</sup> of each insured parcel	Insured value	Rates payable				Observations
Serial	Number of parcels					by dispatching administration to receiving administration	by receiving administration to dispatching administration	c	fr	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	
1	—	—	—	—	kg	s	fr	fr	—	
2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Carried over from back	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
<b>Totals</b>	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Bulk advice				Enter parcels subject to inward rates Use Section a, b or c, as appropriate						
a Number of parcels per weight step						b Total number of parcels	c Gross weight in kg			
—1 kg		1—3 kg	3—5 kg	5—10 kg	10—15 kg	15—20 kg				
Stamp of the outward office of exchange Signature of the official			Stamp of the inward office of exchange Signature of the official							
<small><sup>1</sup> Not to be completed if the parcels are addressed to the same office as the parcel bill. <sup>2</sup> If necessary, this column may be used for entering the weight of uninsured parcels.</small>										
Parcels, Lausanne 1974, Art. 118, § 1—Size 210 x 297 mm.										

CP 11 (back)

Number serial of parcel	Num- ber of par- cels	Office of origin	Place of destination <sup>1</sup>	Weight <sup>2</sup> of each insured parcel	Insured value	Rates payable				Observations
						by dis- patching adminis- tration to receiving adminis- tration	by recer- ving adminis- tration to dispatching adminis- tration			
						b	c	br	br	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	
11					kg	b	br	c	br	
12										
13										
14										
15										
16										
17										
18										
19										
20										
21										
22										
23										
24										
25										
26										
27										
28										
29										
30										
31										
32										
33										
34										
35										
To be carried over to front										

<sup>1</sup> Not to be completed if the parcels are addressed to the same office as the parcel bill.  
<sup>2</sup> If necessary, this column may be used for entering the weight of uninsured parcels.

CP 12

 Dispatching administration Dispatching office of exchange**SPECIAL PARCEL BILL**

Payment of rates due for the transit of parcels

 Date of CP 12 bill No

Intermediate office of exchange	Date of departure	Time	Mail No.
Transit administration	Ship		

## Office of destination of the mail

	Land transit	Sea transit		
--	--------------	-------------	--	--

## a Number of parcels per weight step (Use Section a, b or c as appropriate)

— 1 kg	1 — 3 kg	3 — 5 kg	5 — 10 kg	10 — 15 kg	15 — 20 kg	b Total number of parcels	c Gross weight in kg

## Number of receptacles

## Number of parcels in receptacles

## Number of parcels not in receptacles

## Uninsured parcels

## Insured parcels

## Totals

Stamp of the dispatching office of exchange  
Signature of the officialStamp of the intermediate office of exchange  
Signature of the official

CP 13 (Front)											
<input checked="" type="checkbox"/> Postal administration of origin				<b>VERIFICATION NOTE</b> To be sent by registered post							
				Date of note	I No.						
				Parcel bill No.							
				Date of dispatch	time						
				Outward office of exchange							
				Inward office of exchange							
<b>1. Irregularities</b>											
Missing parcel bill, insufficient packing or fastening, etc.											
<b>2. Missing parcels</b>											
Number		Office of origin		Address (as full as possible)		Credit		Correction		Observations	
Ser. ial <sup>1</sup>	of parcel	3	4	5	fr	c	6	fr	c	7	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
<b>3. Excess parcels</b>											
Number		Office of origin		Full address		Weight		Insured value		Type of receptacle (bag, basket, etc.)	
Ser. ial <sup>1</sup>	of parcels	3	4	5	kg						
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
1 Col. 1 of the parcel bill											
Parcels, Lausanne 1974, Art. 123, § 3—Size 210 x 297 mm											



Postal administrationREPORT  
Postal parcel

CP 14 (Front)

To be sent by registered post  
Part 1

Office completing part 1		Date	Reference
Reason for report	<input type="checkbox"/> Damage	<input type="checkbox"/> Theft	<input type="checkbox"/> Decrease in weight
Posting of parcel	Office	Date	No
Sender	Name and full address		
Addressee	Name and full address		
Special particulars	Insured value		
	COD amount and currency		
	Supplementary charge for fragile parcels paid		
	<input type="checkbox"/> Yes	<input type="checkbox"/> No	Other particulars
Weight	shown	I observed	
Packing	External wrapping		
	Internal packing		
	The packing should be regarded as		
Mail in which the parcel was sent	<input type="checkbox"/> regulation	<input type="checkbox"/> non-regulation	Date of arrival
	Date of despatch		
	Dispatching office		
Office of destination			
Method of conveyance	Name or number		
	<input type="checkbox"/> Travelling post office	.....	
	<input type="checkbox"/> Railway van	.....	
	<input type="checkbox"/> Ship	.....	
	<input type="checkbox"/> Flight	.....	
Parcel arrived	<input type="checkbox"/> In bag	<input type="checkbox"/> Unenclosed	
Detailed statement of the facts			
Stamp of the reporting office Signatures			

Parcels, Lausanne 1974, Art. 126, § 2—Size: 210 x 297 mm



Part II Offices completing part II		Date	Reference
	<input type="checkbox"/> From the invoice	<input type="checkbox"/> From the customs declaration	<input type="checkbox"/> According to the addressee or sender
Contents	<p>The contents have been examined in the presence of  <input type="checkbox"/> the addressee <input type="checkbox"/> the sender</p> <p>Contents established on examination</p> <p>— — — — —</p> <p>Contents missing</p> <p>— — — — —</p>		
Estimate of loss	<input type="checkbox"/> According to the addressee <input type="checkbox"/> According to the sender <p>The loss is estimated at the amount of</p>		
Cause	<p>The loss is due to</p> <p>— — — — —</p>		
Subsequent treatment of the parcel	<p><input type="checkbox"/> After repacking and weighing, the item has been forwarded to its destination            New weight</p> <p><input type="checkbox"/> The contents have been destroyed by the undersigned office</p> <p><input type="checkbox"/> The packing is held here</p> <p><input type="checkbox"/> The addressee refuses the item <input type="checkbox"/> The sender refuses the item</p> <p><input type="checkbox"/> The addressee has accepted the item <input type="checkbox"/> The sender has accepted the item</p> <p>Amount of indemnity claimed</p>		
Annexes to the report	<input type="checkbox"/> Packing <input type="checkbox"/> Receptacle <input type="checkbox"/> String <input type="checkbox"/> Seals <input type="checkbox"/> Lead seals <input type="checkbox"/> Label		
Signature of the addressee or sender			
Attestation In witness whereof we have drawn up this report, a duplicate of which has been sent, with a verification note, to the authority shown below			
Authority to which the report should be sent			
Signature of the postal officials		Signature of the customs officer	

Administration of destination of parcelsSTATEMENT OF AMOUNTS DUE  
Surface parcels

CP 15

Office of exchange of destination	Date of statement
Dispatching administration of parcels	Month Year
Dispatching office of exchange	Quarter Year

I Credits due to the administration of destination from the CP 11 and CP 12 parcel bills (Use Section a, b, or c as appropriate)												Observations	
No. of parcels bills	a Number of parcels per weight step						b Total number of parcels	c. Gross weight in kg	Column 8 of form CP 11	Column 9 of form CP 11			
	-1 kg	1–3 kg	3–5 kg	5–10 kg	10–15 kg	15–20 kg							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12		
									Fr	c	Fr	c	
Total per column													
Rates													
Amount per column	Fr	c	Fr	c	Fr	c	Fr	c	Fr	c	Fr	c	
Grand total of credits due													

Signature of the official in charge of the office of exchange of destination

Administration of destination of parcels		STATEMENT OF AMOUNTS DUE Air parcels											CP 15 (bis)		
Office of exchange of destination		Date of statement													
Dispatching administration of parcels		Month Year													
Dispatching office of exchange		Quarter Year													
<b>I Credits due to the administration of destination from the CP 20 parcel bills</b> (Use Section a, b or c as appropriate)														<b>II Credits due to the dispatching administration from the CP 20 parcels bill</b>	Observations
No. of parcels bills	a Number of parcels per weight step							b Total number of parcels	c Gross weight in kg	Column 8 of form CP 20	Column 10 of form CP 20	Column 9 of form CP 20	Column 11 of form CP 20		
	-1 kg	1-3 kg	3-5 kg	5-10 kg	10-15 kg	15-20 kg				Fr c	Fr c	Fr c	Fr c		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14		
Total per column															
Rates															
Amount per column	Fr c	Fr c	Fr c	Fr c	Fr c	Fr c	Fr c	Fr c	Fr c	Fr c	Fr c	Fr c	Fr c		
Grand total of credits due															
Signature of the official in charge of the office of exchange of destination															

Parcels, Lausanne 1974, Art. 146, § 1 (b)—Size. 210 x 297 mm

Administration of destination of the parcels		Cp 16						
<b>SUMMARISED ACCOUNT</b> Statements (CP 15 and CP 15bis forms) To be prepared in duplicate								
Dispatching administration of parcels		Date of account						
		Month		1 Year				
		Quarter		1 Year				
Serial No	Office of exchange of destination	Amounts due according to each CP 15 and CP 15 bis statement						
		to adminis- tration of destination		to dispatching administration		Observations		
1	2	3	fr	c	4	fr	c	5
Totals								
Less								
Credit balance								
Name of creditor administrator								
The administration of destination of the parcels Place, date and signature				Seen and accepted by the dispatching administration of the parcels Place, date and signature				

Parcels, Lausanne 1974, Art. 145, § 3—Size 210 x 297 mm

STATEMENT OF DIFFERENCES												CP 17	
observed in the summarized account (CP 16 form)													
To be sent in duplicate													
Administration of destination of CP 16 account												Date of statement	
												Month	Year
												Quarter	Year
Serial number	Parcel mails				Amount				Credit due to the administration				Observations Use back if necessary
	CP 17	CP 16	Date	from	to	entered in account	corrected	of	of				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10				
1					fr	c	fr	c	fr	c	fr		
2					—	—	—	—	—	—	—	—	
3					—	—	—	—	—	—	—	—	
4					—	—	—	—	—	—	—	—	
5					—	—	—	—	—	—	—	—	
Administration of destination of the account Place, date and signature												Seen and accepted by the dispatching administration of the account Place, date and signature	

Parcels, Lausanne 1974, Art. 146, § 4—Size 210 x 148 mm

Administration preparing the account

CP 18

## GENERAL ACCOUNT

Corresponding administration	Date of account
	Quarter 1 Year
	Half year 1 Year

Exchange	Period	Balance of CP 18 accounts in favour of the administration		Observations
		preparing the account	corresponding administration	
1	2	3	4	5
Received by the administration preparing the account		fr	fr	
Sent by the administration preparing the account				
Totals				
Less	I Name of creditor administration			
Credit balance	The administration preparing the CP 18 account Place, date and signature	Seen and accepted by the administration receiving the CP 18 account		
		Place, date and signature		

						CP 19
<input checked="" type="checkbox"/> Creditor administration						
<b>DETAILED MONTHLY ACCOUNT</b> Customs charges, etc.						
Debtor administration			Date of account			
			Month			1 Year
Serial No	Date of payment	Number of franking note	Office which made the payment	Amount of each franking note	Observations	
1	2	3	4	5	6	
1	—	—	—	—	—	
2	—	—	—	—	—	
3	—	—	—	—	—	
4	—	—	—	—	—	
5	—	—	—	—	—	
6	—	—	—	—	—	
7	—	—	—	—	—	
8	—	—	—	—	—	
9	—	—	—	—	—	
10	—	—	—	—	—	
11	—	—	—	—	—	
12	—	—	—	—	—	
13	—	—	—	—	—	
14	—	—	—	—	—	
15	—	—	—	—	—	
16	—	—	—	—	—	
17	—	—	—	—	—	
18	—	—	—	—	—	
19	—	—	—	—	—	
20	—	—	—	—	—	
Total						
<input checked="" type="checkbox"/> The creditor administration Place date and signature						
Parcels, Lausanne 1974, Art. 146, § 8 (n)—Size 210 x 297 mm						

Dispatching administration			AIR PARCEL BILL Air parcels						CP 20 (Front)								
Outward office of exchange			Date of departure			Time			Mail No								
Office of exchange of destination			Number of receptacles														
			No. of the bill (if several parcels)														
			Flight														
Detailed entry																	
Serial of parcel	Number of parcels	Office of origin	Place of destination <sup>1</sup>	Weight of each in surfaced parcel	In sured value	Land and sea rates payable		Air conveyance dues payable		Observations							
						by dis patching admin istration to receiv ing admin istration	by receiv ing admin istration to dis patching admin istration	by dis patching admin istration to receiv ing admin istration	by receiv ing admin istration to dis patching admin istration								
1	2	3	4	5	6	kg	s	fr	fr	c	fr	c	fr	c	fr	c	12
1																	
2																	
3																	
4																	
5																	
6																	
7																	
8																	
9																	
10																	
Carried over from back																	
Totals																	
Bulk entry      Enter parcels subject to inward rates. Use Section a, b or c as appropriate																	
a Number of parcels per weight step						b Total number of parcels				c Gross weight in kg							
-1 kg		1 - 3 kg		3 - 5 kg		5 - 10 kg		10 - 15 kg		15 - 20 kg							
Stamp of the outward office of exchange Signature of the official						Stamp of the inward office of exchange Signature of the official											
1 Not to be completed if the parcels are addressed to the same office as the parcel bill 2 If necessary this column may be used for entering the weight of uninsured parcels.																	
Parcels Lausanne 1974, Art. 11B § 1—Size 210 x 297 mm																	

CP 20 (back)													
Number		Serial	of parcel	Num ber of par cels	Office of origin	Place of destination <sup>3</sup>	Wei ght <sup>2</sup> of each insured parcel	In sured value	Land and sea rates payable		Air conveyance dues payable		Observa tions
1	2								3	4	5	6	
11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
15	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
16	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
17	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
18	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
19	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
20	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
21	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
24	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
25	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
27	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
28	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
29	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
To be carried over to the front													

<sup>2</sup>Not to be completed if the parcels are addressed to the same office as the air parcel bill.  
<sup>3</sup>If necessary, this column may be used for entering the weight of uninsured parcels.

<input checked="" type="checkbox"/> Postal administration	CP 21 (Front)	
<b>TABLE CP 21</b> <b>Air parcels</b>		
Date of table		<input type="checkbox"/> Reference
<p>The above-mentioned administration accepts, on the terms shown below, air parcels addressed to its own territory and in transit to countries for which it is in a position to serve as an intermediary.</p>		
<b>Section A Information on the internal service</b>		
Questions	Answers	
1 Does the administration preparing this table undertake to forward air parcels by air in the interior of its country, on all or part of the journey?	<input type="checkbox"/> Yes	<input type="checkbox"/> No
2 If so, to which places? (In alphabetical order)		
3 Can air parcels addressed elsewhere be sent to these places at the request of the sender?	<input type="checkbox"/> Yes	<input type="checkbox"/> No
<b>Section B Conditions for the internal service</b>		
Weight steps	Inward rates payable to the administration of destination	Observations
1	2	
No	*	€

Parcels, Lausanne 1974, Art 102 § 1—Size 210 x 297 mm

CP 21 (Back)

**Section C Services to other countries**

The amounts shown in column 5 normally cover only the inward rates with which the administration of destination is to be credited. When transit land rates or sea rates are to be allocated as well, the amounts must be shown in the same column with an appropriate note. Unless otherwise stated, the charges shown in column 7 shall be allocated compulsorily for all parcels.

Country of destination	Routes	Air sectors used	Weight steps	Inward rates payable to the administration	Total air conveyance dues by weight payable to the administration		Observations
				of	of		
				Rates according to weight	as far as the country of destination	in the interior of the country of destination	
1	2	3	4	5	6	7	8
			kg	fr	ec	fr	ec

Creditor administration**STATEMENT**

CP 22

Amounts due in respect of indemnity for postal parcels

 Date of statement Debtor administrationNotes. Compensation for postal parcels lost, damaged,  
sold, etc

Month      Quarter      Year

Serial No	Postal parcels		Letters authorizing recoveries (No. of statement name of office, date, reference No. of debtor administration)	Amount
	Parcel No. and office of origin	Destination		
1	2	3	4	5 fr      c
1				
2				
3				
4				
5				
6				
7				
8				
9				
10				
11				
12				
13				
14				
15				
16				
17				
18				
19				
20				
Total (to be carried over to CP 16 summarized account)				

Any observations may be made in the blank space on the front or on the back of the form

Parcels, Lausanne 1974, Art. 146, § 9—Size 210 x 297 mm

Montreal (Canada)	<b>POSTAL PARCELS</b> from <b>Liverpool</b>		to  <b>MONTRÉAL</b> (Canada)	CP 23			
Montreal (Canada)	Mail No.	Date of dispatch	Receptacle No.	Number of parcels	Via	Ship	Port of disembarkation

Parcels, Lausanne 1974, Art. 120, § 1 (a)—Size: 125 x 60 mm or 148 x 52 mm, colour: yellow ochre

Note. Bearing in mind the needs of their service, administrations may make slight changes in the text and dimensions of the form, so long as they do not depart unduly from the directives which this specimen contains.

Rio de Janeiro (Brazil)	<b>POSTAL PARCELS</b> from <b>Stockholm Ban</b>		to  <b>RIO DE JANEIRO</b> (Brazil)	CP 24			
Rio de Janeiro (Brazil)	Mail No.	Date of dispatch	Receptacle No.	Number of parcels	Flight No.	Airport of transhipment	Off-loading airport

Parcels, Lausanne 1974, Art. 120, § 1 (a)—Size: 125 x 60 mm or 148 x 52 mm, colour: yellow ochre

Note. Bearing in mind the needs of their service, administrations may make slight changes in the text and dimensions of the form, so long as they do not depart unduly from the directives which this specimen contains.

CP 25

**STATEMENT OF CHARGES**

Administration of \_\_\_\_\_  
 Office of exchange of \_\_\_\_\_

Stamp of outward office of exchange

Parcel No. \_\_\_\_\_

Reason for return

<input type="checkbox"/> Not known	<input type="checkbox"/> Refused
<input type="checkbox"/> Gone away	<input type="checkbox"/> Unclaimed

	fr	c
Customs clearance charge	.....	.....
Storage charge	.....	.....
Return charge	.....	.....
Redirection charge	.....	.....
Non-postal fees	.....	.....
Miscellaneous	.....	.....
Total	.....	.....

Parcels, Lausanne 1974, Art 135, § 7—Size 105 x 148 mm

## RATIFICATIONS AND APPROVALS OF THE POSTAL PARCELS AGREEMENT

<i>State</i>	<i>Date of Deposit of Instrument</i>
Bahamas (A)	29 Mar. 1976
Belgium (A)	23 Oct. 1975
Denmark	*
Fiji (R)	14 Oct. 1975
France (A)	22 Oct. 1975
Ensemble of Territories represented by the French Office of Overseas Post and Telecommunications (A)	22 Oct. 1975
Germany, Federal Republic of (including Berlin (West)) (R)	29 Dec. 1975
Iceland (R)	6 Oct. 1975
Japan (A)	1 Aug. 1975
Korea, Republic of (R)	23 Dec. 1975
Liechtenstein (R)	20 Aug. 1975
Luxembourg (A)	11 Mar. 1976
Malaysia (A)	30 Jan. 1976
Netherlands (R)	21 Nov. 1975
Netherlands Antilles and Surinam (R)	21 Nov. 1975
Singapore (A)	24 Mar. 1976
Switzerland (R)	9 Sept. 1975
Thailand (A)	5 Mar. 1976
Tunisia (R)	30 Dec. 1975
United Kingdom (including the Channel Islands and the Isle of Man) (A)	23 Feb. 1976
Overseas Territories for whose international relations the Government of the United Kingdom is responsible (A)	11 Mar. 1976

### ACCESSIONS

Surinam	(effective date)	20 Apr. 1976
---------	------------------	--------------

\*Signature by Denmark on 5 July 1974 constituted  
final approval by the Agreement.

